

Namibie :
les déceptions
de la SWAPO

PARI perdu pour la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), dont le chef, M. Sam Nujoma, avait imprudemment prédit, à la veille du scrutin, une victoire écrasante, avec « 85 %, sinon 90 % » des suffrages exprimés. La vérité des chiffres est tout autre, puisqu'avec 57,32 % des voix, le principal mouvement indépendantiste est loin d'obtenir la félicité majoritaire des deux tiers qui lui aurait permis de modifier à sa convenance la Constitution de la dernière colonie d'Afrique.

Désignée, en 1976, par l'Assemblée générale de l'ONU comme « seul et authentique représentant du peuple namibien », la SWAPO a dû, pour la bonne règle démocratique, se soumettre au verdict des urnes. Elle se voit contrainte de composer avec d'autres formations politiques, particulièrement la DTA (Alliance démocratique de la Turnhalle), qu'elle soupçonne « d'être sponzorisée » par l'Afrique du sud voisine.

TOUTES les parties en cause et les nombreux observateurs étrangers se sont félicités du bon déroulement du processus électoral. La SWAPO s'est ralliée, du bout des lèvres, à cette appréciation, se gardant ainsi la liberté, par des propos ambigus, de contester les résultats si ceux-ci ne correspondaient pas à son attente.

« L'idéal, ce serait une grande coalition nationale », avait suggéré M. Javier Pérez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, averti que le scrutin ne tournerait pas forcément à l'avantage exclusif de M. Nujoma et de ses siens. Frustré d'une large victoire, la SWAPO semble, aujourd'hui, résignée à jouer le jeu normal de la démocratie.

Certes, comme l'a reconnu M. Pérez de Cuellar, des constatations « gênantes » pour la crédibilité du scrutin ont été faites, par exemple l'inscription sur les listes électorales de Blancs venus d'Afrique du Sud, Pretoria, qui redoutait l'arrivée au pouvoir, à Windhoek, de la seule SWAPO, ne s'est évidemment pas privé d'appuyer plus ou moins discrètement la DTA afin d'éviter le règne sans partage d'un mouvement d'obédience marxiste.

Si la SWAPO a du mal à digérer cette demi-victoire, elle doit surtout s'en prendre à elle-même. Certes, pendant la campagne électorale, ses dirigeants, moins idéologues que jamais, ont multiplié les déclarations apaisantes, se ralliant à l'idée d'économie mixte et tendant la main à la minorité blanche. Il n'empêche que l'affaire des anciens détenus et des disparus de la SWAPO, jadis considérés par celle-ci comme des « espions », à la solde de l'Afrique du Sud, et traités comme tels, a probablement nui à l'image rassurante que le mouvement indépendantiste entendait donner de lui dans l'opinion publique.

La période qui doit conduire, dans quelques mois, à l'indépendance de la Namibie, sera-t-elle marquée par des affrontements prolongés pour le contrôle du pouvoir ? D'éventuels dérapages seraient d'autant plus à craindre que ce pays, en état de guerre depuis vingt-trois ans, est un véritable arsenal. Quoi qu'il en soit, de ce qui se passe du côté de Windhoek dépendra le retour de la paix dans toute l'Afrique australe, aujourd'hui soustraite par ceux-là mêmes qui, hier, y ont joué les pousse-au-crime.

Lire page 6 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD

M 0147 - 11160 - 4,50 F

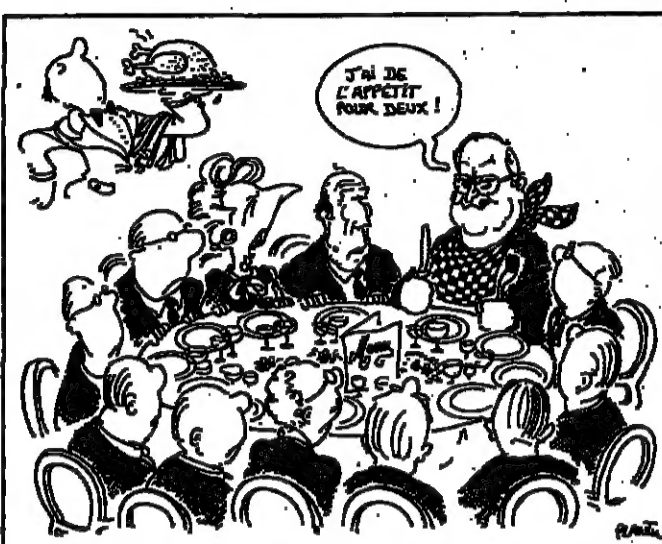


3790147004500 11160

Les conséquences des bouleversements dans les pays de l'Est

MM. Gorbatchev et Mitterrand vont se rencontrer
pour discuter du nouvel équilibre européen

MM. Gorbatchev et Mitterrand devraient se rencontrer en décembre ou en janvier pour discuter notamment du nouvel équilibre européen. Tel est le résultat du voyage de M. Dumas mardi à Moscou et de l'entretien téléphonique que MM. Mitterrand et Gorbatchev ont eu le même jour. Recevant M. Dumas, le président soviétique a affirmé qu'il est « inutile de clamer victoire dans la guerre froide », mais qu'il est temps de « réaliser que le monde contemporain est une seule civilisation, où prédominent les valeurs de toute l'humanité et la liberté de choix ».



« Une seule civilisation commune »

MOSCOU
de notre correspondant

« Pleinement d'actualité », selon M. Gorbatchev, et allusivement évoquée par M. Roland Dumas, mardi 14 novembre, au terme d'une « dense » journée d'entretiens à Moscou, une rencontre au sommet devrait être prochainement organisée entre les chefs d'Etat français et soviétiques.

Essentiellement centrés sur les évolutions européennes qu'implique la démocratisation des anciens satellites de l'URSS, ces entretiens marqueront l'importance du rôle que le Kremlin espère voir jouer à la France dans la future redéfinition des équilibres continentaux.

Décidée dans son principe au cours de l'entretien téléphonique

qu'ont eu, ce même mardi, MM. Gorbatchev et Mitterrand, cette rencontre devrait se tenir très vite, en janvier au plus tard, puisqu'elle ne semble pas devoir mettre en question la visite en URSS que M. Mitterrand devrait de toute manière effectuer au printemps prochain dans le cadre des sommets franco-soviétiques annuels.

L'un des points examinés au cours de cette « rencontre informelle » qui va, de fait, constituer un pendant européen à celle de Maïte, pourrait être l'organisation d'un nouveau sommet des trente-cinq pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 4

Le sens d'un septennat

par Jean-Marie Colombani
et Jean-Yves Lhomet

Jusqu'à ce que François Mitterrand reprenne l'offensive sur le terrain diplomatique (dîner des Douze samedi à Paris, et rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev), la France s'apprête à traverser le tumulte européen avec pour seul visage les fortes paroles de de Gaulle sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » (1). Elle se consolait de n'être plus que spectatrice en pensant qu'elle avait en, un jour, un président visionnaire. Sans prendre garde qu'elle a aujourd'hui à sa tête un président architecte, qui se voulait l'artisan de notre destin européen et qui avait assuré en commençant son premier septennat

qu'il faudrait un jour « sortir de Yalta ».

M. Mitterrand est un européen de toujours. En 1946, jeune et obscur, il avait participé à la première conférence sur la construction de l'Europe qui réunissait à La Haye les vainqueurs et les vaincus de la dernière guerre, en présence de Winston Churchill.

Lire la suite page 10

(1) Dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965, le général de Gaulle avait déclaré : « Nous n'hésions pas à envisager qu'un jour vienne où, pour aboutir à une entente constructive depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, l'Europe tout entière veuille régler ses propres problèmes et, eventuellement, celui de l'Allemagne, par la seule voie qui permette de le faire, celle d'un accord général ».

Retrouvailles électorales au Brésil

Vingt et un candidats s'affrontent
pour le premier scrutin présidentiel depuis vingt-neuf ans

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Il y a cinq ans, le Brésil était descendu dans la rue pour crier ces deux mots : « Diretas já ! ». Des élections directes, dès maintenant ! C'était la fin du régime militaire. Le pays tout entier réclamait le droit d'élire son président au suffrage universel. Cette revendication fut bloquée à l'époque. Voici qu'elle est satisfaite. Les Brésiliens allaient aux urnes, mercredi 15 novembre, pour exercer un droit dont ils ont

été privés pendant vingt-neuf ans.

Dans l'euphorie des retrouvailles, les Brésiliens pêchent par excès : vingt et un candidats se disputent le poste de M. José Sarney, dont quatre avec des chances de succès (un deuxième tour de scrutin est prévu le 17 décembre). Chacun a eu son temps de parole à la télévision : du plus sérieux au plus fantasiste, un dénommé Marrazzino (le Brumaire) s'étant présenté sous le surnom indiquant la couleur de sa peau. Au total, pen-

dant deux mois, deux heures et vingt minutes par jour de slogans électoraux dans les programmes officiels. Le trop-plein, après le trop-peu.

Les analystes ont longuement décrié ce Brésil qui allait voter et qui reste une énigme, malgré la précision des chiffres. Le droit de vote étant désormais accordé aux analphabètes et ayant été abaissé à l'âge de seize ans, on se demande comment allait réagir un électeur dont on sait que, dans sa majorité, il est jeune, pauvre, voire misérable, illettré, sans emploi régulier. Allait-il se fier aux éternels démagogues, qui promettent des miracles, ou se reconnaître dans le premier candidat ouvrier que le Brésil ait jamais produit ?

Les évaluations des instituts de sondage ont tellement différé entre elles, pendant la campagne que le mystère demeurerait à la veille du scrutin. Vingt pour cent des Brésiliens ignoraient le nom de l'actuel président il y a encore quelques mois. A trois jours du vote, les sondés étaient légion. Bien des gens interrogés dans les bidonvilles ou dans les campagnes répondaient, en balbutiant, qu'ils choisiraient un nom au dernier moment.

CHARLES VANHECKE
Lire la suite page 8

Quatre jours d'offensive de la guérilla

Près de mille morts au Salvador

De violents combats — qui ont fait près de mille morts en quatre jours — continuent au Salvador mardi soir 14 novembre. Prenant la parole, pour la première fois depuis l'instauration de l'état de siège, dimanche, le président Alfredo Cristiani a reconnu que le rétablissement de la situation par l'armée était « une question de temps ». Dans une conférence de presse organisée en « territoire libéré », dans la proche banlieue de la capitale, les dirigeants rebelles ont implicitement révélé avoir changé d'objectif, en annonçant qu'ils cherchaient maintenant à renverser le gouvernement, et plus seulement à lui imposer la négociation sur de nouvelles bases.

Lire l'article de notre envoyé spécial
BERTRAND DE LA GRANGE page 8

CAMPUS

Réforme des lycées
et du bac

Les commissions de spécialistes proposent à M. Jospin de réduire le nombre des filières, de ne garder qu'une section scientifique et d'introduire une part de contrôle continu dans le baccalauréat.

Grève à Paris I

La grève du personnel administratif paralyse Paris I, la plus grosse université de France. Le mouvement menace de s'étendre à d'autres établissements.
pages 17 à 20 - section B

Le prix de la retraite
à soixante ans

L'Etat prêt à poursuivre son aide aux régimes complémentaires
page 37 - section D

Patrimoine : investir
dans le passé

Les Rencontres d'Avignon et la polémique sur la restauration du Musée Calvet
page 13 - section B

Angolisme : les ennemis
d'un ancien maître

M. Jean-Michel Bouchillon, contesté pour sa gestion des forces de la commune, est désemparé par la fédération socialiste
page 15 - section B

Télévision : le câble
« décollé »

Deux cent cinquante mille foyers français sont abonnés
page 14 - section B

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 44 et 45

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent pages 46 - section D

PIERRE VIDAL-NAQUET

L'AFFAIRE AUDIN

(1957-1978)

Le 11 juin 1957, Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, était arrêté par les parachutistes du 1^{er} RCP. Le 21 juin, selon ses gardiens, il se serait évadé. Nul ne l'a plus revu vivant. En mai 1958, Pierre Vidal-Naquet écrivait, dans la première édition de *L'affaire Audin*, que Maurice Audin était mort au cours d'une séance de torture.

L'ouvrage, saisi en 1958, est réimprimé intégralement et mis à jour grâce aux archives conservées au ministère de la Justice.



59 F
MINUIT

Face
à la raison d'Etat

UN HISTORIEN DANS LA GUERRE D'ALGERIE

Bien minoritaires furent les intellectuels qui s'opposèrent à la guerre d'Algérie, face à une opinion publique et une classe politique largement hostiles. Les textes essentiels de cette période sont devenus difficilement accessibles et c'est ce qui a incité Pierre Vidal-Naquet à réunir dans ce recueil ses principaux articles sur la guerre d'Algérie. Précédé d'une longue préface inédite, cet ensemble constitue un témoignage irremplaçable sur le parcours de cet intellectuel engagé.

95 F

LA DÉCOUVERTE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 dir ; Tunisie, 800 fr ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 7,50 P ; France, 4,50 F ; Grèce, 120 dr ; Italie, 1,50 L ; Japon, 2,25 ¥ ; Pays-Bas, 2,25 f ; Portugal, 140 esc ; Royaume-Uni, 3,50 £ ; Suède, 12,00 kr ; Suisse, 1,50 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$; Australie, 150 ct ; Nouvelle-Zélande, 1,50 NZ\$; Danemark, 30 L ; Norvège, 12 kr ; Espagne, 140 esc ; Suède, 12,00 kr ; Suisse, 1,50 S ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

صحنه من العمل

2 Le Monde • Jeudi 16 novembre 1989 •

DÉBATS

Europe

Et si Metternich vivait ?

par François Fejtő

Et si Metternich vivait aujourd'hui, comment referait-il la carte de l'Europe ? Cette question m'a été posée récemment. Bonne question, d'abord, parce que je suis tout à fait d'accord avec Henry Kissinger pour considérer Metternich — malgré toutes ses erreurs de calcul, tous ses préjugés — comme un des hommes d'État les plus intelligents des temps modernes. Ensuite, parce que je crois que les problèmes posés à notre époque — post-communiste — ressemblent beaucoup à ceux qui se posaient à Metternich, veille du Congrès de Vienne de 1815, à l'aube de l'ère post-napoléonienne. Dans une perspective de longue durée, Metternich a pu considérer, après Waterloo, les avatars jacobins, les vagues et guerres révolutionnaires de Bonaparte, comme des déviations aventurées et coûteuses après lesquelles il convenait de retrouver l'équilibre bouleversé par la Révolution. Une tâche pareille attend les Metternich d'aujourd'hui, après le Waterloo de l'hégémonie soviétique.

Le plus souvent, le progrès de l'histoire se réalise par des retours en arrière. Des retours qui ne sont pas des restaurations au sens strict du terme, car on ne peut ignorer que, pendant les périodes de perturbations, les esprits et les sociétés ont évolué. Aussi, si Metternich revenait aujourd'hui, il procéderait sans doute à une certaine autocritique pour ne pas avoir tenu suffisamment compte des forces positives nouvelles qui se sont manifestées pendant le quart de siècle de troubles. Il était si obsédé par sa mission — comme toute légiti-

me — à l'égard du concept universel et anarchique de l'État-nation qu'il ne reconnaissait pas dans les penseurs tels que Saint-Simon, Buchez, Cattaneo, Proudhon et le jeune Victor Hugo, qui lançaient l'idée du fédéralisme et des États-Unis d'Europe, des alliés possibles pour un conservatisme moins fermé aux innovations.

Il resterait cependant fidèle, j'imagine, à son principe fondamental qui était de fonder l'équilibre de l'Europe (aujourd'hui du monde) sur la légitimité. Esprit vif et subtil, il reconnaissait que, si en 1815 il ne percevait point d'autres légitimités que monarchiques, à présent, c'est la souveraineté populaire, la démocratie, qui apparaît comme dépositaire de la légitimité. Metternich pensait que c'est à partir de 1790 (non de 1789, il savait distinguer) que l'équilibre basé sur la légitimité des pouvoirs a basculé en Europe.

Le Metternich de 1989 serait en droit de penser que la déstabilisation a commencé par la guerre fratricide et absurde de 1914-1918 et que c'est en 1917 que les grandes puissances ont fait une paix qui aurait pu être fondée sur la légitimité démocratique et le principe fédéral. En effet, 1917, c'est la date de deux événements catastrophiques majeurs dont il s'agit aujourd'hui de réparer les effets : la décision de démembrer l'Autriche-Hongrie au lieu d'imposer sa fédération (au prix de quelques ajustements territoriaux) et le détournement par les bolche-

viques de la révolution démocratique russe en faveur d'un néo-despotisme expansionniste. C'est le Waterloo de l'impérialisme soviétique, avec ses conséquences multiformes — qui commencent seulement à se manifester dans leur plénitude, de Prague et de Berlin à Tachkent et Vladivostok — qui impose aux Metternich de notre temps (où sont-ils ?) la tâche de redessiner la carte de notre continent. Il ne suffit pas de revenir à Yalta comme certains le pensent, car à Moscou, Yalta, Potsdam, on n'a fait que mettre à jour, en les aggravant, les erreurs de Versailles et de Trianon, essayant de régler les problèmes surgis du fait de l'effondrement du Reich de Hitler et de l'avancée des troupes de Staline jusqu'au cœur de l'Europe, sans régler le problème le plus important : le problème allemand. Une des tâches — mais pas la plus urgente — que se fixerait Metternich serait probablement l'organisation de cette conférence de paix sur et avec l'Allemagne qui se fait attendre depuis quarante-cinq ans.

Mais avant de s'attaquer à ce problème difficile entre tous — Metternich comprendrait sans doute que la réunification de la nation allemande est inévitable, la question étant de savoir comment elle devrait être faite sans danger pour l'équilibre — il prendrait en considération les tendances qui se font jour, chez les peuples périphériques de l'empire stalinien, en vue de la transformation de l'Empire en un Commonwealth d'États souverains, comme déjà le préconisent des voix de la Baltique et de l'Ukraine.

Quant aux pays du « cordon sanitaire », successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, saillies par l'URSS, Metternich soutiendrait probablement leurs aspirations à l'indépendance et à la modernité, tout en leur conseillant de rétablir, sous

une forme ou une autre — ce serait aux peuples d'en décider, — une coopération régionale s'appuyant sur l'Europe en gestation et pour laquelle les liens de plus en plus étroits noués entre la Hongrie ex-communiste et l'Autriche nous offrent un modèle séduisant. Metternich comprendrait que l'Europe centrale existe sur la carte, dans les nostalgies, dans les aspirations et qu'il faut l'aider à se doter d'institutions.

Libanisation yougoslave

Aux peuples de Yougoslavie, sur la pente de la libanisation, Metternich conseillerait de se reprendre avant de se précipiter dans l'irréparable : même le plus énergique, le plus sage des hommes politiques est incapable d'empêcher l'autodestruction d'États multinationaux qui n'auraient d'autre légitimité que la force brute. Enfin, aux Roumains, qui seraient rétablis de leur nuit de cauchemar ceauscuienne, Metternich suggérerait de se mettre d'accord avec les Hongrois afin de doter la province de Transylvanie d'un statut d'autonomie satisfaisant les revendications légitimes de leurs minorités hongroise et allemande.

En 1815, Metternich se rendait bien compte, à propos de la réorganisation de l'Europe, de la valeur opérationnelle du principe confédéral qu'il appliquait surtout à l'Allemagne. Aujourd'hui encore, c'est à la lumière de ce principe-là que ce farouche partisan de l'équilibre, cet illustre ennemi des bégémes politiques ou idéologiques se mettrait à l'œuvre pour repenser l'Europe.

Les historiens du dix-neuvième siècle ont loué Metternich pour son réalisme imaginaire. Le Metternich d'aujourd'hui serait-il taxé d'utopisme ?

► François Fejtő est journaliste et écrivain.

Attention : danger !

par Gérard Fuchs

La désagrégation actuellement en cours à l'Est représente une formidable victoire pour ceux qui ont toujours considéré qu'il n'était pas de socialisme sans démocratie. Par sa rapidité, voire son imprévisibilité, elle appelle cependant à un effort d'analyse des évolutions possibles, en Europe centrale bien sûr, mais aussi en Europe occidentale.

En Europe centrale, l'image souvent utilisée de la fin d'une glaciation porte bien en elle-même tous les éléments du diagnostic. L'Est de notre continent se retrouve, après le dégel, avec la quasi-intégralité de ses problèmes des années 30 : problèmes de frontières, de nationalités, de niveau de développement. La transition vers la démocratie peut y être paisible. Elle peut au contraire, compte tenu des difficultés économiques,

déboucher à terme sur des régimes musclés imprévisibles.

Mais le scénario le plus dangereux concerne l'évolution de l'Europe occidentale. La Communauté européenne est, depuis ses origines, confrontée à une alternative : se réduire à n'être qu'une zone de libre-échange ou devenir une entité politique.

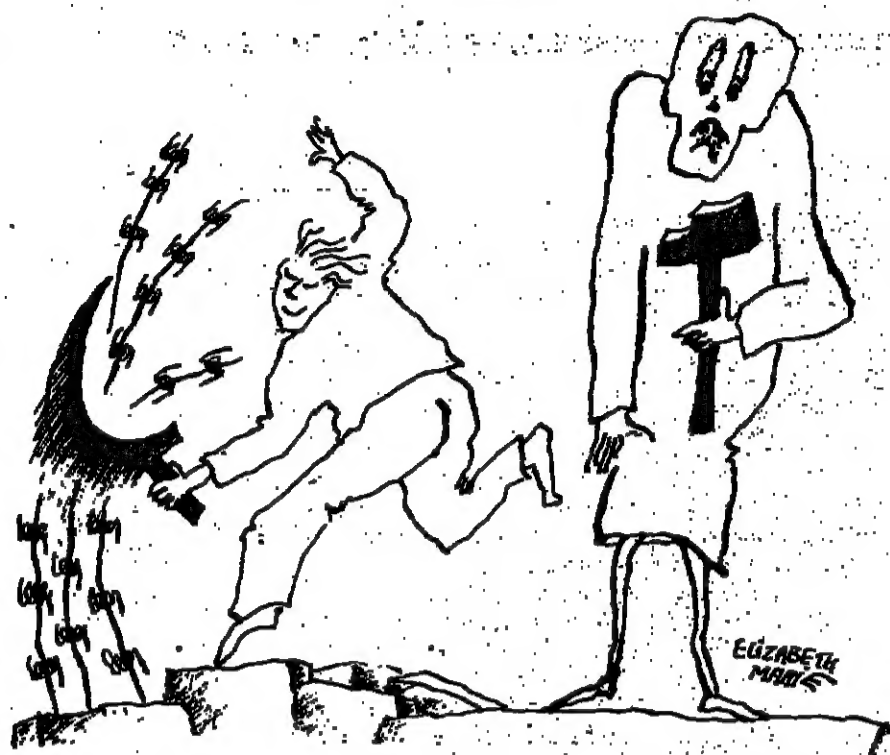
Le premier chemin peut être profitable à son commerce. Mais il conduit à subir la domination technologique, culturelle et, au bout du compte, politique des États-Unis et de l'Europe occidentale, l'ensemble à haut niveau de développement économique, social et démocratique dont l'existence est indispensable au maintien d'un minimum de stabilité sur notre continent.

Le deuxième chemin est plus exigeant. Il suppose une claire conscience que, pour éviter un affaiblissement progressif de nos souverainetés conduisant inéluctablement à l'impuissance, mieux vaut des délégations volontaires de ces souverainetés à des institutions communes qui auront leur poids.

Le fil du rasoir

La dynamique initiale de la construction européenne conduisait clairement sur ce chemin-là. L'élargissement de la Communauté et les tensions internes créées par la crise économique nous ont remis sur le fil du rasoir. Aussi longtemps, cependant, que France et RFA partageaient le même objectif, le cap a pu être en gros maintenu : ainsi l'Acte unique, relance formidable de la construction européenne, a pu être signé grâce à l'accord Paris-Rome et malgré Londres.

Mais aujourd'hui l'évolution à l'Est risque de tout faire basculer. Les pays qui ont toujours été favorables à une zone de libre-échange vont en tirer argument en plaçant toute contrainte interne et externe qui rendrait plus difficile l'adhésion de nouveaux pays. Et, malgré les discours actuellement rassurants de ses dirigeants, la RFA peut demain changer de camp en considérant qu'une stratégie de réunification avec la RDA est contradictoire et non pas complémentaire au renforcement de la Communauté.



« La Nuit du général », de Gabriel Meretik

Autopsie d'un coup de force en Pologne

AUJOURD'HUI, Wojciech Jaruzelski pose en famille et en survêtement dans les bords de Mazurie pour les magazines internationaux, et sa fille Monika joue, pour les mêmes photographes, les starlettes en déshabillé de soie. Mais c'est une tout autre image du général qu'évoquent les Polonais lorsque, le dimanche 13 décembre 1981, il apparut à la télévision, plus raide que jamais dans son uniforme vert olive, pour leur annoncer que l'état de guerre était proclamé sur tout le territoire depuis la veille à minuit. Pour les Polonais ce jour-là, le général Jaruzelski représentait l'antagonisme brutal de l'espoir d'une nation, un espoir turbulent, plein de risques, en avance de quelques années à l'espérance de se libérer un peu du joug communiste.

C'est cette nuit-là, « la nuit du général », puis la journée qui a suivi, que Gabriel Meretik, journaliste français d'origine polonaise, ancien correspondant de TF1 et de Radio-France à Moscou, a reconstitué minutieusement, au terme d'une solide enquête de près d'un an, pour laquelle il a interrogé témoins et acteurs d'un événement qui choqua profondément l'opinion publique occidentale. Devant, visiblement, que les gouvernements.

De Varsovie à Paris, de Bruxelles à Washington, Meretik fait un récit à la fois scientifique et passionnant, parfois minute par minute, de ces vingt-quatre heures que le général, grand amateur d'art militaire, avait réglées comme du papier à musique.

Le coup du 13 décembre, dont les Polonais parlent maintenant comme du « coup d'État », avait été baptisé « opération W ». W comme *wojna*, la guerre, puisque l'objectif était d'instaurer l'état de guerre. W comme *wiosna*, le printemps, nom de code d'une opération militaire, élaborée dès février 1981. Car, reprenant les révélations faites en 1987 à la revue d'émigration *Kultura* par un haut responsable de l'armée polonaise, le colonel Ryszard Jężycki, qui fit défection aux États-Unis quelques semaines avant le 13 décembre, Meretik soutient que les Soviétiques avaient prévu d'intervenir militairement en Pologne le 8 décembre 1980. Pourquoi ne le firent-ils pas ? La question demeure sans réponse à ce jour, mais les dirigeants militaires polonais auraient alors compris qu'il était de leur intérêt de préparer eux-mêmes la solution de force.

Trois hommes — trois généraux — sont les maîtres d'œuvre de la préparation de l'état de guerre : le général Jaruzelski, premier ministre et ministre de la défense, qui va devenir aussi chef du parti, du véritable maître du pays en septembre 1981 ; le général Florian Siwicki, alors chef de l'état-major polonais ; et le général Czesław

Kiszczak, qui supervise les tâches confiées aux forces de police. Ces trois hommes tiennent encore aujourd'hui, face à un premier ministre de Solidarité, les rênes du pouvoir, puisque Jaruzelski est président de la République, doté de larges pouvoirs, Kiszczak est vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, et Siwicki, ministre de la défense. Mais ils se sont pas tout à fait seuls, en 1981, à se préoccuper des préparatifs de l'opération W : selon Kuklinski et Meretik, le maréchal soviétique Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, veille au grain, personnellement et d'une manière particulièrement pesante.

Les larmes de la secrétaire

Reste à fixer la date du coup d'État. Ce doit être, impérativement avant le 15 décembre, date à laquelle le contingent doit regagner ses foyers, car attendre qu'une nouvelle classe d'appelés, contaminés par les idées de Solidarité, intègre les casernes serait désastreux. Ce sera donc le 12 à minuit, à une période où les tensions à la fois au sein de Solidarité et entre le pouvoir et Solidarité atteignent leur paroxysme. Le secret est, bien gardé : la classe politique, en particulier, a été tenue dans la plus parfaite ignorance. Meretik raconte notamment la désolée séance du conseil d'État, convoqué à 1 heure du matin pour faire voter par les membres de la direction collégiale de l'État polonais des décrets déjà entrés en vigueur et en vertu desquels plus de dix mille personnes ont été ou vont être arrêtées. Un homme, un seul, le catholique Ryszard Rejz, aujourd'hui sénateur de Solidarité, ose voter contre.

La nuit du général, ce sont aussi les larmes de la secrétaire qui tape le discours de Jaruzelski, le simulateur d'excitation auquel ont soumis Jacek Kuron, conseiller de Solidarité, les exécutifs polonais des policiers à tel université interne, l'arrestation des dirigeants de Solidarité réunis à Gdansk, les visites du préfet et du premier secrétaire de Gdansk à Wałęsa en pyjama, qui refuse de les suivre — il finira quand même par obtempérer, — la mollesse de la réaction du cardinal Glemp et de celles, parfois étonnantes, des dirigeants occidentaux, avant tout soulagés que l'URSS ne soit pas mêlée à cette triste affaire. Aujourd'hui, le général, qui ressort finalement de ce livre sous un jour complexe, est un homme respectable, dont les responsables de Solidarité louent la modération et que les dirigeants occidentaux se plaisent à fréquenter. Mais, pour beaucoup de simples Polonais, il reste un objet de répulsion, la répression que continue de leur inspirer cette nuit-là.

SYLVIE KAUFFMANN

► La nuit du général, de Gabriel Meretik. Ed. Belfond, 286 p., 120 F.

PASSIONNÉ(E) PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
VOUS VOULEZ Y FAIRE UNE BELLE CARRIÈRE

rejoignez l'ISCAM



Formation automobile internationale
Niveau d'entrée : Bac + 4
Groupe ESCRA/ISCAM
sous tutelle du Ministère du Commerce
géré par la chambre de Commerce et d'Industrie de la Manche

Notre Institut, unique en France et en Europe,
vous prépare pendant une année d'étude spécialisée
rémunérée par l'État, à des postes à responsabilité élevée
(3 à 5 offres d'emploi par diplômé).

Écrire ou téléphoner à :
ISCAM, 132, rue Henri-Champion - 72100 La Mans
Tél. : (16) 43 84 01 32

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 43-47-97-27
Telex MONDPAF 650572 F. Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Les changements dans les pays de l'Est

Tchécoslovaquie : les réformes « à petits pas »

Prague annonce un nouvel assouplissement de la réglementation des voyages à l'étranger

Le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladislav Adamc, a confirmé, mardi 14 novembre, devant le Parlement de Prague que son gouvernement allait supprimer « prochainement » les visas de sortie pour les Tchécoslovaques désirant voyager dans des pays occidentaux et en Yougoslavie. Cette mesure de libéralisation avait été annoncée le 21 septembre, et l'organe du PC, *Rude Pravo*, avait alors indiqué qu'elle entrerait en vigueur « dans le courant de 1990 ».

M. Adamc n'a pas été plus précis. Il a toutefois rappelé que la Tchécoslovaquie avait déjà adouci sa politique de contrôle des voyages « conformément à ses engagements internationaux » pris dans le cadre des accords de la CSCE, au mois de janvier à Vienne. Près d'un million de touristes tchécoslovaques, sur un total de sept millions, ont choisi cette année une destination occidentale. Les visas de sortie obligatoires

pour les voyages professionnels avaient été supprimés le 1^{er} septembre.

Selon le projet présenté, les touristes n'auront plus besoin de l'accord de leurs employeurs pour se rendre dans un pays occidental, et le visa de sortie sera remplacé par une simple « fiche » à des fins statistiques. Le contrôle des changes a déjà été allégé, et il n'est plus nécessaire aujourd'hui de justifier la provenance de devises occidentales. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des réformes « à petits pas » engagées par le pouvoir.

A Washington, le président Bush s'est déclaré mardi « très satisfait » de la décision de la Tchécoslovaquie. A ses yeux, c'est une nouvelle preuve que l'Europe sera un jour « unie et libre ».

De nombreux intellectuels s'inquiètent de la dérive socio-économique

Longtemps, silencieux, les intellectuels tchécoslovaques vivent de plus en plus mal le carcan que leur impose le régime. Deux cent vingt-huit journalistes, notamment de la presse officielle, ont signé une pétition demandant la libération de deux confrères indépendants. Parallèlement, économistes et chercheurs s'inquiètent des conséquences de la stagnation de l'économie et de la société tchécoslovaques.

Lundi 30 octobre, le directeur de l'Institut tchèque d'agriculture et d'alimentation, dépendant du ministère de l'Agriculture, a annoncé à Miroslav Zeman, chef du département de prévision économique, qu'il était licencié. Officiellement, le département que dirige Zeman est dissout pour cause de réorganisation : ses quinze collaborateurs seront réaffectés dans d'autres départements. Pour Zeman cependant, qui, à quarante-cinq ans, va se retrouver sans emploi au terme de son préavis de deux mois, ce licenciage n'a rien de mystérieux : il est l'auteur d'un article extrêmement critique sur le déclin de l'économie tchécoslovaque. Appuyé par une interview télévisée, cet article, publié cet été par une revue spécialisée, *Technický Magazín*, a fait grand bruit à Prague où on se l'est passé et repassé, original ou photocopié car le tirage de la revue a été rapidement épuisé.

M. Zeman, membre du Parti communiste de 1968 à 1970, déplore que son pays, qui fut avant la guerre l'un des pays économiquement les plus avancés, soit en passe de devenir, nous a-t-il expliqué, « le musée de l'Europe centrale ». « Si nous n'avons pas encore atteint le fond, c'est parce que nous sommes parvenus à plus haut » ; mais ce qui menace à présent la Tchécoslovaquie, si la gestion de l'économie n'est pas profondément modifiée, « c'est une situation à la polonaise ». Miroslav Zeman caractérise l'état socio-économique du pays par le mot « stagnation », un mot employé ailleurs, à Moscou, pour qualifier la période brejnévienne, lorsque le niveau relativement correct d'approvisionnement des magasins

masquait les signes annonciateurs du désastre.

Ce que craint cet économiste, « ce n'est pas qu'il n'y ait pas de perestroïka de l'économie tchécoslovaque, c'est qu'elle arrive trop tard, lorsque nous aurons déjà atteint le point de non-retour, et que la perestroïka ne pourra plus servir qu'à préserver notre niveau de retard ». Pour Miroslav Zeman, l'état de « dégénérescence sociale » de la Tchécoslovaquie est décelable au simple examen des statistiques : en quarante ans, le pays est passé du dixième au quarantième rang mondial pour le PNB par habitant ; en vingt ans, depuis 1968, il est passé du vingt-deuxième au soixante-douzième rang pour la part du revenu national investie dans l'éducation ; il est tombé au cinquantième rang « derrière le Népal » ; en termes de développement des qualifications professionnelles, l'espérance de vie y est une des plus basses d'Europe, la pollution de l'air et de l'eau l'une des plus élevées.

Un facteur potentiel de déstabilisation

Attaqué par *Rude Pravo*, M. Zeman estime qu'il relevait de son « devoir de citoyen » d'expliquer ces chiffres au public ; s'il a des ennemis aujourd'hui, dit-il, c'est précisément parce qu'il a rassemblé toutes ces données pour en dresser un tableau général. « Ils (les dirigeants) ne supportent pas les critiques globales, poursuivit-il ; chaque fois qu'une équipe de prévision économique a obtenu des résultats négatifs en simulant un modèle à partir de données réelles, elle a été dissoute ».

La réaction du pouvoir dans cette affaire montre à quel point, en dépit des apparences car la Tchécoslovaquie est, comme la RDA, un pays à niveau de vie décent, l'économie est perçue comme un facteur potentiel de déstabilisation. La qualité de la production baisse, la croissance stagne, de plus en plus de discours officiels, et notamment ceux du numéro un, M. Milos Jakes, font état de difficultés, de « complications » imprévues dans la « reconstruction » économique, dont certaines mesures affectant de grandes entreprises doivent entrer en vigueur au 1^{er} janvier prochain. Un responsable économique,

M. Jaromír Matejka, estimait récemment qu'« un tiers de l'industrie tchécoslovaque est vouée à la perte, bonne seulement à fermer à moins d'être totalement transformée ».

Miroslav Zeman est membre du Cercle de l'intelligentsia indépendante, un mouvement créé il y a deux mois par un groupe de chercheurs, d'universitaires et de scientifiques inquiets de la dérive socio-économique tchécoslovaque. Selon l'un de ses fondateurs, M. Ivan Gabal, un sociologue de trente-huit ans, ce cercle compte à présent « quelques centaines » d'adhérents, dont 90 % employés par des structures officielles. Leur nombre précis et leur identité — hormis celle des huit membres du comité exécutif — ne sont pas pour l'instant rendus publics, dit-il, afin de laisser le pouvoir dans le flou.

Ces intellectuels sont partis d'un constat, celui de l'état catastrophique de l'environnement et de la stagnation socio-économique, et « de la nécessité de la capacité du pouvoir à contrôler la situation », selon Ivan Gabal. « Notre avantage sur la Pologne se réduit de plus en plus ; nous risquons de perdre la possibilité d'une transition pacifique vers la démocratie ». Experts, ils voient le préavis payé par la nation pour la mise à l'écart, dans tous les domaines, de dizaines de milliers de gens compétents après 1968, et regrettent que des décisions aux conséquences importantes pour le pays soient prises sans qu'aucune autre solution n'ait été examinée. « L'exemple du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros (1) montre que cette pratique nous coûte beaucoup trop cher », relève M. Gabal.

Mais surtout, ces intellectuels ont des contacts professionnels avec leurs collègues hongrois ou polonais, qui leur font comprendre qu'un pays comme la Tchécoslovaquie, après tout le mal vécu avant guerre, ne peut rester à la traîne de la nouvelle Europe. « Le Cercle, disent ses fondateurs, souhaite la réhabilitation des valeurs de la culture européenne susceptibles de mettre la Tchécoslovaquie sur la voie du développement démocratique. Il existe un réel danger que la Tchécoslovaquie en soit réduite à céder sa place parmi les pays européens avancés ».

Certains parmi eux pensent qu'il existe au sein de l'équipe dirigeante un groupe qui n'est pas loin de partager le même avis. Il lui reste à se faire entendre. Face à un Miroslav Jakes qui répète qu'il ne se laissera pas entraîner sur la pente hongroise ou polonaise, son heure pourrait venir au prochain congrès du parti, prévu au mois de mai. D'autres, plus optimistes, jurent que, le mûrissement de la situation et les événements dans les pays voisins aidant, « des changements interviendront bien avant ».

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Barrage sur le Danube, dont la construction a été décidée au terme d'un accord entre la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche ; la Hongrie veut décider l'arrêt des travaux pour des raisons écologiques.

Bulgarie : début de glasnost

M. Mladenov a reçu plusieurs dissidents

Sofia. — Le nouveau numéro un bulgare, M. Petar Mladenov, a reçu, mardi 14 novembre, des intellectuels bulgares, dont plusieurs dissidents, a annoncé Radio-Sofia, qui a notamment cité les noms de Peter Bero, du mouvement Ecoglasnost, Stefan Proder, Kiril Vasilev et Radoi Ralche, membres du Club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka.

« Une discussion animée sur la perestroïka a eu lieu », a indiqué la radio, ajoutant que M. Mladenov a souligné « le rôle immense que peut et doit jouer l'intelligentsia » et rappelé les principes de la démocratie, la glasnost et l'égalité devant la loi.

On relève encore parmi les participants à cette rencontre le nom de l'académicien Nicolas Popov, l'un des quatre universitaires licenciés en 1987 pour avoir dit que la perestroïka était trop lente en Bulgarie. Lundi, M. Popov avait été proposé pour le poste de recteur de l'univer-

sité de Sofia, à une écrasante majorité de son conseil académique.

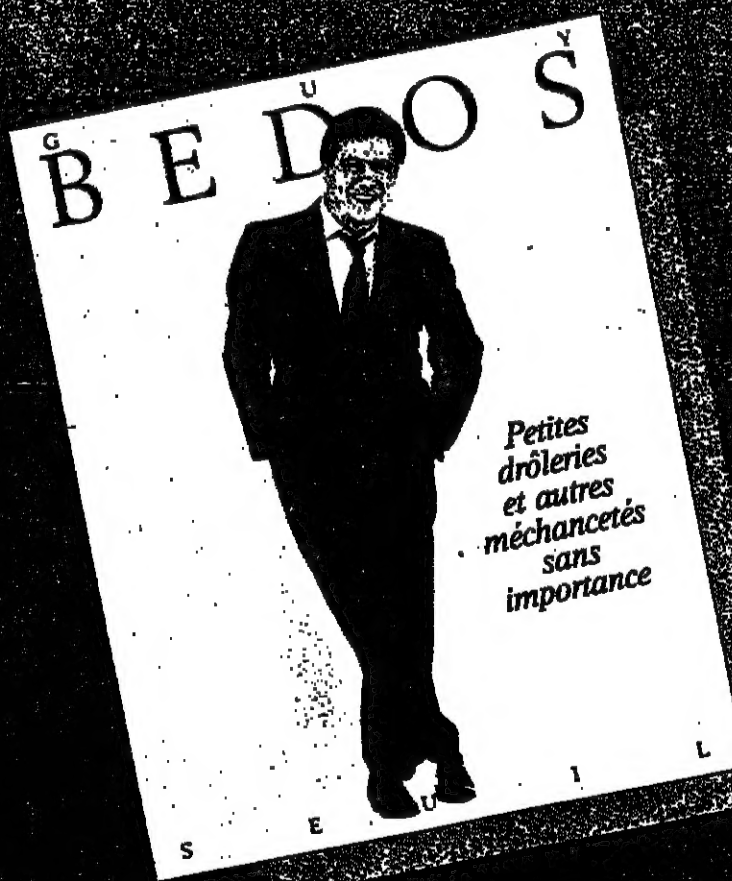
D'autre part, le conseil municipal de Sofia a autorisé une manifestation organisée à l'appel des groupes d'opposition et de personnalités indépendantes, a-t-on appris de source sûre. Cette manifestation aura lieu sur une place du centre-ville près du Parlement, où plus de quatre mille personnes avaient participé, début novembre, au premier défilé non officiel et autorisé depuis l'instauration du communisme en Bulgarie il y a quarante-cinq ans.

□ HONGRIE : le Forum démocratique appelle au boycott du référendum du 26 novembre. — Le Forum démocratique (MDF), principal mouvement d'opposition hongrois, appelle à boycotter le référendum du 26 novembre. Selon le MDF, trois des quatre questions qui font l'objet de la consultation (élection présidentielle avant ou

Toutes ces mesures, qui font suite à la réhabilitation de onze dissidents annoncée lundi et à la quasi-reconnaissance officielle du mouvement écologique Ecoglasnost (le Monde du 13 novembre), sont « une preuve de la volonté de la nouvelle direction du parti de faire des réformes plus radicales », a déclaré M. Joljo Jelov, l'un des fondateurs du Club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka. « Il y aura d'autres événements de démocratisation sans phrases et paroles mais dans les actes », a-t-il ajouté. — (AFP.)

après les législatives, dissolution des milices ouvrières, présence des partis politiques sur les lieux de travail, répartition du patrimoine de l'ancien PC) ont déjà été réglées par le Parlement ; seule reste à fixer la date de l'élection présidentielle au suffrage universel, initialement prévue le 25 novembre. — (AFP.)

BEDOS AU SEUIL



Bedos écrivain : il glisse de la rampe à la rame de papier avec le bonheur du gamin jouant sur un toboggan.

JÉRÔME GARCIN / L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

A vous faire monter les larmes aux yeux. De rire ! Du rire le plus fou, le plus tonique, le plus ravageur.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Son art consiste à distiller satires et roseries. Bien venimeux, il fait merveille.

PATRICK GRAINVILLE / VSD

Verdicts cléments à Bratislava

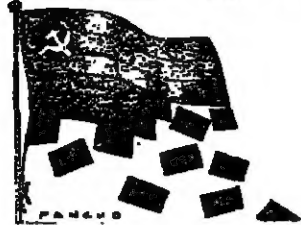
Un militant tchécoslovaque de premier plan, le philosophe Miroslav Kusy, a été condamné par le tribunal de Bratislava, mardi 14 novembre, à une peine de prison de huit mois avec sursis pour avoir « nué aux intérêts de l'Etat à l'étranger », a indiqué une source émise. A l'origine, accusé de sédition et de subversion, M. Kusy encourait une peine de cinq ans de prison.

Trois autres militants, Hana Pánická, Anton Selecký et Vladimír Manak, ont été acquittés alors qu'ils avaient été inculpés pour sédition, l'été dernier, en même

temps que M. Kusy et M. Jan Čižňanský, un militant catholique slovaque. Lundi 6 novembre, le tribunal de Bratislava avait ajourné sine die le procès de M. Čižňanský.

Les cinq opposants avaient adressé, le 4 août dernier, une lettre ouverte au gouvernement slovaque, dans laquelle ils avaient lancé un appel à la population pour qu'elle « honore la mémoire des victimes fusillées » lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie en 1968. — (AFP, AP.)

سكنا من الاحول



EUROPE

Les changements dans les pays de l'Est et leurs conséquences

A Berlin, la fièvre retombe...

Le nouveau chef du gouvernement est-allemand, M. Hans Modrow, a poursuivi, dans le plus grand secret, ses consultations en vue de la formation d'un « gouvernement démocratique de coalition ». A Berlin-Est, on n'exclut plus de voir le Parti communiste (SED) et ses satellites s'allier avec des personnalités de l'opposition, toujours illégale, au sein de ce nouveau cabinet. Le SED a en effet multiplié les appels au « rap-

prochement » à l'adresse des organisations dissidentes, dont la plus importante, Neues Forum, espère réuni, samedi prochain près de 300 000 personnes pour le premier rassemblement politique public tenu par un mouvement d'opposition en RDA. Des dissensions sont toutefois apparues ces derniers jours à l'intérieur de Neues Forum entre représentants de la province et ceux de la capitale.

de notre envoyé spécial

Berlin. — Jour après jour, une vie « presque normale » s'organise entre les deux Allemagnes. A Berlin, vingt-deux points de passage fonctionnaient, mardi 14 novembre, pour permettre aux Allemands de passer d'un côté à l'autre du mur. Seuls les ressortissants d'autres nationalités ne bénéficiaient pas, jusqu'à présent, de ces nouvelles possibilités.

Deux nouveaux points ont été ouverts mardi et, déjà, la rumeur publique laissait prévoir, que la célèbre porte de Brandebourg pourrait elle-même être « libérée » prochainement. Des points de passage sont également ouverts tout au long de la frontière séparant la République fédérale de l'Allemagne de l'Est, dont le gouvernement a décidé de rendre à la vie normale une zone de 5 kilomètres située le long du rideau de fer, dans laquelle on n'avait accès, jusqu'à présent, qu'avec des permis spéciaux.

Avec son portique surmonté d'un char tiré par quatre chevaux et conduit par un archange qui lève, au-dessus de sa tête, une couronne de laurier, la porte de Brandebourg est le symbole de Berlin. C'est là que le président Reagan vint réclamer, il y a trois ans, la

destruction du mur. Dès la première rumeur, démentie en fin de journée, les curieux et les équipes de télévision du monde entier avaient commencé à affluer pour ne pas rater l'événement. Située à l'ouest, au bout de l'avenue du 17-Juin — nommée ainsi en souvenir du soulèvement de 1953 — la porte de Brandebourg s'ouvre sur la Pariser Platz, d'où part, vers l'Est, la grande avenue Unter den Linden.

Un semaine après l'ouverture de la frontière, la zone de démarcation a perdu le pouvoir de faire peur. Ainsi à tous les passages, les soldats discutent avec les badauds, en surveillant d'un œil distrait la circulation. On peut désormais flâner dans les zones situées le long du mur, dont l'accès était jusqu'à présent strictement réglementé.

La rue du week-end est retombée dans des proportions plus raisonnables depuis le début de la semaine. Des milliers de Berlinois de l'Est n'en continuent pas moins à passer tous les jours à Berlin-Ouest, le flot augmentant après la fermeture des bureaux. Le but reste de voir des amis, de la famille et, pour ceux qui en ont les moyens, de faire quelques achats. Vêtements, sucreries, transistors à bon

marché s'arrachent dans les magasins de l'Ouest. Les Berlinois de l'Est ne sont pas encore allés tous chercher en RFA les 100 marks auxquels ils ont droit et il y a encore des queues devant les établissements bancaires de l'Est pour récupérer les 15 marks que l'on peut généreusement changer au taux de 1 pour 1.

Les responsables administratifs ont commencé à s'entendre sur une série de premières mesures visant à faciliter la vie quotidienne. Ainsi, les responsables de police des deux bords sont en contact par l'intermédiaire d'un téléphone rouge, et quelques lignes de bus frontalières ont commencé à fonctionner. Premières timides d'une réflexion sur une coopération ordonnée entre les deux villes. Les idées fusent dans tous les sens sur les possibilités de projets communs, et nombre de promoteurs doivent déjà longer sérieusement sur les terrains situés sur la ligne de démarcation.

Le maire de Berlin-Ouest, M. Momper, a dû, à ce propos, affirmer que la planification dans cette zone était du ressort des deux municipalités.

A Berlin-Est se renforce la hantise d'une reprise d'un marché noir qui rendrait l'équilibre économique de la RDA totalement impossible.

HENRI DE BRESSON

A Bonn, le gouvernement et l'opposition s'efforcent de mettre une sourdine à la controverse sur la « politique allemande »

En l'absence du chancelier Helmut Kohl, en visite officielle en Pologne, le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seiters, a présidé mardi matin 14 novembre, pour la seconde fois, une réunion des secrétaires d'Etat en vue de préparer les entretiens entre Bonn et Berlin-Est. Lundi 20 novembre, M. Seiters doit en effet rencontrer le secrétaire général du Parti communiste est-allemand (SED), M. Egon Krenz, ainsi que le premier ministre, M. Hans Modrow, à Berlin-Est. Le chancelier avait déclaré samedi qu'il voulait « bientôt » s'entretenir avec le numéro un est-allemand.

BONN

de notre correspondant

Aucune information n'a filtré de cette rencontre à Bonn, mais la participation de M. Heide Pfarr, sénateur social-démocrate (SPD) de Berlin-Ouest pour les affaires fédérales, donne à penser que le gouvernement ne veut pas limiter son champ de réflexion aux trois partis de la coalition gouvernementale (CDU-CSU-FDP) mais cherche à s'assurer le soutien des sociaux-démocrates du SPD, principal parti de l'opposition.

La violente polémique qui avait éclaté samedi et dimanche entre le chancelier et le maire SPD de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, sur les événements en RDA semble donc avoir été mise sous le boisseau au nom de l'intérêt de l'Etat, voire de la nation allemande.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, s'est d'ailleurs déclaré hostile à la poursuite des querelles partiales, car « l'ampleur des problèmes en RDA nécessite le rassemblement de toutes les forces politiques et sociales » en Allemagne de l'Ouest.

Néanmoins, M. Vogel a invité le gouvernement à cesser sa politique consistant à dire qu'« il faut d'abord que la RDA se démocratise et adopte les principes de l'économie de marché avant que nous venions à son aide ». Pour les sociaux-démocrates, en effet, l'opposition en RDA a déjà conquis une bonne part des libertés qu'elle revendiquait au début du mois de novembre, et le cours de l'histoire va inexorablement vers l'organisation, à plus ou moins longue échéance, d'élections libres.

Travailler à l'Ouest et vivre à l'Est

En revanche, sur le plan économique, le SPD, rejoint en cela par les Verts allemands, craint de voir la RDA, rapidement saignée à blanc si elle maintient ouverte sa

frontière avec la RFA sans procéder à une réforme monétaire. De fait, si les Berlinois de l'Est peuvent sans formalité passer à l'Ouest, ils pourront aussi y travailler, gagner des Deutschmarks et continuer de vivre à l'Est, où le gouvernement subventionne les loyers, les services et quantité de biens alimentaires et de consommation courante. Un tel cas de figure constituerait un véritable retour à la case départ, à une situation comparable à celle qui prévalait avant la construction du mur de Berlin, en 1961.

Pour toutes ces raisons, le SPD estime qu'il est urgent d'agir et de régler en premier lieu la question du change du mark de l'Ouest avec le mark de l'Est (officiellement de un à un en RDA, mais de un à dix en RFA).

Plusieurs membres du SPD ne cachent pas leur déception de voir l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl tirer aujourd'hui le plus gros bénéfice du rapprochement Est-Ouest issu de l'Orspolnik du chancelier Brandt et de sa philosophie de l'Etat illustrée par le « Wandel durch Annäherung » (« le changement par le rapprochement »). Les sociaux-démocrates posent les jalons de leur future politique allemande lors de leur congrès du 18 au 20 décembre. Il devrait initialement avoir lieu à Brême, mais en raison de l'actualité il se tiendra à Berlin-Ouest. — (Infrin.)

« Une seule civilisation commune »

Suite de la première page

A en croire l'agence Tass, MM. Dumas et Chevvardnadze sont en effet parvenus à un « consensus » sur le fait que la « stratégie du mouvement européen pourrait être mise au point » dans un tel cadre.

Le fait est, en tout cas, que les Soviétiques ne cachent pas, depuis le départ de M. Honecker (le Monde des 29-30 octobre), leur désir d'obtenir de l'ensemble des puissances européennes et des Etats-Unis une réaffirmation solennelle de l'intangibilité des frontières issues de la guerre. Une telle réaffirmation n'aurait pas sans problème puisqu'elle induirait notamment le refus d'une réunification allemande et la reconnaissance de l'annexion des pays baltes. Elle serait donc improbable, mais l'URSS peut, en revanche, espérer obtenir, tant des pays neutres que de l'Alliance atlantique, l'engagement politique de ne pas chercher à

modifier les équilibres actuels en dehors de mouvements concertés.

Concrètement parlant, il s'agit pour Moscou d'empêcher des dérivés trop brutales de ses anciens satellites qui viendraient menacer, par une remise en cause du Pacte de Varsovie, l'équilibre militaire sur lequel repose la sécurité de l'URSS. Pour le Kremlin, cet équilibre doit, pour empêcher toute déstabilisation, être redéfini, non pas par un éclatement des alliances, mais par un accord entre elles. Premier grand fruit de la détente, réunissant à la fois l'Europe et les Etats-Unis, la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) est, en conséquence, vue ici comme le cadre idéal dans lequel pourraient être ébauchées les lignes directrices de cette « stratégie du mouvement européen ».

Extrêmement prudent, malgré sa certitude que « le mouvement en Europe centrale va s'étendre en surface et en profondeur », M. Dumas s'est toutefois gardé de faire la moindre allusion devant la presse à ce « consensus » atteint par M. Chevvardnadze. Indiquant simplement que, « à en juger par leurs propos, il ne déplaçait certainement pas aux dirigeants soviétiques » que soit réaffirmé le statu quo européen, le ministre des affaires étrangères s'est, en revanche, attaché à montrer qu'il comprenait le souci soviétique, et que ce souci devait être pris en compte.

« Droit à l'espérance et à la sécurité »

Le toast qu'il a prononcé au cours du déjeuner officiel avait, à cet égard, de quoi ravir ses interlocuteurs, puisqu'il leur a tout simplement reconnu la paternité du mouvement démocratique en Europe centrale et, par là même, un statut de partenaire de ce changement. « Votre pays, a-t-il dit après un hommage appuyé à l'immense chantier de réformes » ouvert par la perestroïka, « a donné l'exemple

du changement. (...) L'appel à plus de liberté a été entendu, hier à Budapest et à Varsovie, aujourd'hui à Berlin. Voilà qu'apparaît, proche de nous, cette chance historique de surmonter les divisions [et de] rendre à l'Europe son unité ».

Affirmant alors que « le droit à décider librement de son destin pour le peuple allemand comme pour tous les peuples d'Europe », M. Dumas a ajouté : « Mais le destin d'un peuple ne doit pas être perçu par d'autres comme un danger, une menace, un risque. Il faut qu'avec le temps et des assurances formelles la réconciliation fasse passer de l'Europe, et que l'exercice par un peuple de son libre choix ne soit perçu par quiconque comme une cause d'insécurité ou d'instabilité. La France ne prêterait pas la main à ce qui semblerait à un risque de cet ordre [est] droit à l'espérance et droit à la sécurité doivent se conjuguer (...) ».

Déjà, le processus de la CSCE nous a permis de progresser dans cette voie. Notre action commune doit permettre d'aller plus vite et plus loin (...). » a conclu M. Dumas avant de lever son verre à la « contribution décisive que la coopération entre la France et l'URSS » pourrait apporter à la « construction de l'Europe de demain ». On se savait vain, après cela, que, de MM. Gorbachev et Chevvardnadze, tout le plus reconnaissant, mais, « dans », les entretiens ont visiblement été aussi chaleureux, et le ministre soviétique a profité de leurs débats pour faire aux journalistes présents un petit cours accoutumé de politique étrangère perestroïka.

« Prudence, calme et sang-froid »

« Il n'y a pas matière à s'alarmer des bouleversements politiques en Europe de l'Est, leur a-t-il dit. Les changements les plus importants et les plus essentiels ont commencé en URSS. C'est nous qui avons commencé cette révolution pacifique. Elle a eu lieu, et elle continue, a insisté M. Chevvardnadze, en expliquant encore que « cette politique de (...) rapprochement entre les deux Etats souverains allemands » constituait « la politique idéale qui correspond aux intérêts de [ces] deux Etats et à ceux de l'Europe tout entière ». Seule condition au bon déroulement de ce processus, a ajouté le ministre soviétique : « le respect de l'ensemble des accords et engagements signés après la guerre ».

Cette « nécessité » a été martelée tout au long de la journée. Elle n'a pas fini de l'être, mais elle ne l'est en fait que pour demander que ces accords ne soient revus que par la négociation et non par la force des faits. C'était le thème qu'il revenait à M. Gorbatchov de développer, et il l'a fait en expliquant

que, au-delà de leurs particularités découlant des différences historiques, économiques et culturelles, les changements en Europe de l'Est favorisent, tout à la fois, « la construction d'une maison européenne » en rapprochant les pays et en créant de nouvelles possibilités.

Les « hommes politiques responsables » doivent cependant rester conscients de « l'importance encore plus grande d'une conduite équilibrée et constructive », comprendre que ce n'est « pas le temps de détruire les institutions politiques et économiques internationales existantes » et qu'il est « inutile de clamer une victoire de la guerre froide à propos de la désintégration de tel ou tel autre système social ». « Il est au contraire, a encore dit le président soviétique, de réaliser que le monde contemporain, ce n'est pas deux civilisations qui s'affrontent, mais une seule civilisation commune où prédominent les valeurs de toute l'humanité et la liberté de choix ».

Souvent considérées comme débordées, prises de court par l'éclatement de l'Europe centrale et de l'Allemagne, les autorités soviétiques avancent en réalité pion après pion dans une partie périlleuse, imposée par la faillite du système communiste mais, jusqu'à présent, contrôlée. Après avoir laissé se faire les changements polonais et hongrois, elles soutiennent que la profondeur des réformes politiques en RDA permet d'y sacrifier le régime pour mieux y sauver « quelques années encore » l'Etat.

C'est ce qui se passe, et, du sommet de Malte, à la prochaine rencontre avec M. Mitterrand, le moins qu'on puisse dire est que leur demande de « prudence, calme et sang-froid » est parfaitement comprise et admise par les Occidentaux qui n'ont pas plus envie que l'URSS d'aventures en Europe. « Sur l'Allemagne, j'ai prouvé, déclare mardi soir M. Dumas, que j'accompagnais pas moins de dix des directeurs du Quai d'Orsay, quelqu'un de très sérieux, très maître de son discours, lucide et conscient de sa démarche (...) ».

Accessoirement — mais cela est important aussi — cette visite a été l'occasion de signer un accord sur l'échange de consultations, soviétique à Strasbourg et français à Kiev, de se mettre d'accord sur les sites des futurs centres culturels français et soviétiques de Paris et Moscou et de signer enfin une déclaration commune sur le Proche-Orient — l'un des grands sujets du sommet de Malte.

L'URSS et la France y affirment à la fois leur soutien à l'organisation d'une conférence internationale et aux « efforts en cours pour l'établissement d'un dialogue politique entre les parties immédiatement concernées ». Il s'agit évidemment là des efforts de M. Baker, secrétaire d'Etat américain.

BERNARD GUETTA

URSS « Entière réhabilitation » des groupes ethniques déportés sous Staline

Moscou. — Le Soviet suprême a voté mardi 14 novembre « la pleine réhabilitation des droits » des groupes ethniques déportés en masse sous Staline, sans toutefois adopter de motion spécifique les invitait à retourner sur leur territoire d'origine. La motion, adoptée avec 370 voix pour, 5 contre et 18 abstentions, ignore en effet la proposition de la réadmission d'Andrei Sakharov et d'autres députés d'offrir aux familles déportées la possibilité d'un retour au pays en guise de compensation matérielle et morale.

La résolution, qui condamne l'illégalité « déportation » des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga, des Tatars de Metcha, des Bulgares, de peuples du Caucase du Nord et « d'autres nations », ordonne leur « entière réhabilitation » et leur toutes les accusations de collaboration avec les nazis pesant sur eux.

Plus d'un million de personnes de ces nationalités avaient été déportées durant la guerre, principalement vers l'Asie centrale. Une commission de la Cour suprême étudie actuellement un projet de restauration d'une république autonome des Allemands de la Volga, et les Tatars de Crimée, qui affirment que quatre cent mille d'entre eux ont été déportés en 1944, militent depuis deux ans pour la réhabilitation de leur république autonome. — (AFP.)

Le Saint-Synode orthodoxe russe excommunique un évêque uniéte ukrainien

Le Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe russe a excommunié l'un de ses évêques pour « dissidence » à cause de son appartenance à l'Eglise catholique ukrainienne (uniéte), dont le Vatican réclame la légalisation.

L'évêque, Mgr. Zakhariy Iosad, avait annoncé au patriarche orthodoxe de toutes les Russies la reconnaissance de l'Eglise Uniéte et s'était présenté comme son chef.

L'Eglise uniéte, qui regroupe selon le Vatican quatre à cinq millions de fidèles, a été intégrée de force à l'Eglise orthodoxe en 1946 par Staline.

Ce sujet devrait être au centre des entretiens que M. Mikhaïl Gorbatchov aura avec Jean-Paul II au Vatican à la fin du mois. — (AFP.)

LE GÉNIE D'UN ROI ET D'UN PEUPLE

PARUTION OCTOBRE 1989

LE MAROC DES POTENTIALITES

60 ans d'Histoire de l'existence du ROI HASSAN II se confondent avec 60 années du MAROC et du devenir du peuple marocain. Un hymne à la jeunesse, un magnifique ouvrage qui a pour ambition d'offrir un panorama sur les expressions et les multiples réalisations du génie national du MAROC.

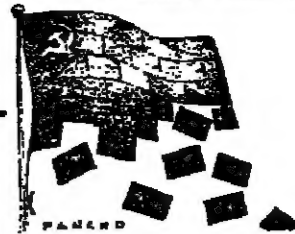
Sous la direction de : DRISS BASRI, JACQUES CHABAN DELMAS, MAURICE DRUON, JEAN-RENE DUPUY, M.Z.A. EL-ALAOUI, H. EL MALKI, M.J. ESSAÏD, MICHEL JOBERT, A. LAROUÏ, A. RADI.

ALBUM relié sous jaquette 25x34 cm 316 pages illustrées en noir et en couleurs de photographies, de cartes etc... 290 F TTC

DIFFUSION CHÈNE-HACHETTE

EUROPE

Les changements dans les pays de l'Est et leurs conséquences



Les ambiguïtés demeurent entre Bonn et Varsovie sur la question de la ligne Oder-Neisse

Le chancelier Helmut Kohl a achevé, mardi 14 novembre, sa visite officielle de cinq jours en Pologne. La remise d'une part importante de la dette polonaise à la RFA s'accompagne de concessions polonaises sur le statut de la minorité allemande de Haute-Silésie. Des ambiguïtés demeurent sur la reconnaissance officielle de la frontière Oder-Neisse.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« En visitant la Pologne », a-t-on dit, « s'est exclamé le premier ministre polonais, Tadeusz Mazowiecki, en prenant congé d'Helmut Kohl, qui a regagné son pays après une visite de cinq jours en Pologne. Cinquante ans après l'attaque nazie, et après dix ans de stagnation liée à la proclamation de l'état de guerre à Varsovie, les fils se sont en effet remis à croquer une Pologne engagée sur la difficile voie des réformes politiques et économiques et une République fédérale qui vit un moment décisif de son histoire. »

Il ne fallait cependant pas attendre du chancelier Kohl qu'il marquât sa présence à Varsovie par un geste rappelant l'engagement de son prédécesseur Willy Brandt devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie : cela ne correspond ni au style de l'homme ni à l'idée qu'il se fait de l'image que doit aujourd'hui donner son pays au monde. L'ambassadeur allemand est plutôt symbolisée par le contraste physique de deux hommes : aux côtés d'un Helmut Kohl qui met d'un pas décidé son corps imposant, Tadeusz Mazowiecki, intellectuel fragile et un

pen emprunté dans ses gestes, fait presque pitié.

La proximité idéologique des deux hommes, leur commune référence aux valeurs chrétiennes, ont certes rendu plus facile un dialogue sur le contentieux existant entre Bonn et Varsovie : lorsque l'on va à la messe ensemble, et que la liturgie de l'Eglise conciliaire invite les fidèles à se donner « le signe de paix » à la fin de l'office religieux, cela aide ! Mais la logique des relations internationales n'obéissent pas uniquement aux préceptes de l'Evangile, le bilan de la visite du chancelier Kohl à Varsovie est largement contrasté. L'ambassadeur germano-polonaise est aujourd'hui celle que porte le fort sur faible, le riche au pauvre. La déclaration commune adoptée à l'issue de la visite peut être ainsi considérée comme une victoire du chancelier face à une Pologne qui se trouve dans une situation économique catastrophique.

Soucis électoraux

Les deux principales préoccupations polonaises — la reconnaissance du caractère définitif de la frontière Oder-Neisse et celle du droit aux réparations des Polonais contraints au travail forcé par les nazis — ne figurent pas dans la déclaration. Sur le premier point, le texte fait référence au traité de Varsovie du 7 décembre 1970, qui constitue « le fondement des relations entre les deux pays ». Ce traité, qui garantissait l'intégrité des frontières issues de la seconde guerre mondiale, ne vaut cependant pas reconnaissance juridique de ces dernières par la République fédérale. L'affirmation dans la déclaration commune que « l'intégrité des frontières et le respect de l'intégrité territoriale et

de la souveraineté de tous les Etats en Europe dans leurs frontières actuelles sont la condition fondamentale de la paix » n'est pas non plus de nature à lever toutes les ambiguïtés : les Polonais auraient attendu du chancelier qu'il formule, à Varsovie, des propos aussi clairs et aussi nets que M. Genscher à l'Assemblée générale de l'ONU, ou que ceux du président fédéral Richard von Weizsäcker dans sa lettre du mois de septembre au général Jaruzelski. Il ne l'a pas fait, soucieux de ménager dans cette année électorale cette fraction de l'opinion ouest-allemande qui suit les mots d'ordre irrédentistes des associations de réfugiés.

Les droits culturels de la minorité allemande de Pologne seront désormais respectés. Ainsi les offices religieux dans les régions où existent encore des fidèles germanophones, notamment en Haute-Silésie, pourront désormais se dérouler en allemand en dépit de la résistance sur ce point du cardinal Glemp. La signature de onze traités de coopération dans des domaines aussi divers que la protection de l'environnement ou les échanges de jeunes a été rendue possible par l'acceptation, par la partie polonaise, de la désignation allemande des localités concernées.

Exigences

Cela constitue une partie du prix que Varsovie a dû payer pour obtenir le soutien financier de Bonn. Les 3 milliards de Deutschmarks de crédits garantis par le gouvernement fédéral constituent l'aide la plus importante accordée, ce jour par un pays occidental au nouveau gouvernement polonais. Encore faut-il que les industries, appelées à investir au bord de la Vistule, ne se laissent pas détourner de leurs pro-

jets par la perspective d'effectuer des investissements plus rémunérateurs à court terme dans une République démocratique allemande en qui ils voient un partenaire plus sûr que la Pologne. Le chancelier Kohl s'est attaché à calmer ces nouvelles inquiétudes polonaises en affirmant que « la stabilisation économique de la Pologne conditionne aussi le succès des réformes en RDA ».

La remise d'une partie de la dette polonaise à la RFA et la transformation d'une autre partie en zlotys, la monnaie locale, sont également de nature à donner un peu d'air à un pays qui se demande comment il va passer l'hiver. Cette « zlotysation » de la dette dans un pays où l'inflation atteint 600 % par an n'est cependant pas un cadeau sans contrepartie de la RFA : elle s'accompagne d'exigences très précises de Bonn sur l'usage que Varsovie doit faire de cet argent : construction d'échanges de jeunesse pour les jeunes, mesures en faveur de la minorité allemande, construction de monuments à la mémoire de personnalités allemandes originaires de régions aujourd'hui polonaises.

LUC ROSENZWEIG

La CEE accorde une aide de 300 millions d'écus à la Hongrie et à la Pologne. — Les ministres du budget des Douze ont décidé, mardi 14 novembre, à Bruxelles, l'octroi d'une aide de la CEE de 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) à la Pologne et à la Hongrie, l'an prochain. Les ministres ont également suggéré que la CEE pourrait faire davantage, en fonction des évolutions en Europe de l'Est. L'aide initialement prévue devait s'élever à 200 millions d'écus, mais le conseil des ministres a finalement accédé à la demande du Parlement européen de rajouter 100 millions. — (AFP.)

Le Parti communiste italien va changer de nom

Le Parti communiste italien se prépare, sur proposition de son secrétaire général, M. Achille Occhetto, à changer de nom.

ROME

de notre correspondant

« Déshonoré par ceux qui ont bâti sur lui des régimes totalitaires », le communisme international, en pleine déconfiture, est sur le point de perdre sa filiale la plus puissante du monde occidental : le PCI, un million et demi d'adhérents et 23 % des voix aux élections européennes de juin dernier. En fait, ce n'est pas vraiment une surprise, dans la mesure où l'on en parle depuis plus de six mois, et pas vraiment non plus une perte sèche pour les derniers adeptes de la III^e Internationale, puisque « les traités italiens », qui avaient inventé l'eurocommunisme, n'avaient plus de rapports avec eux depuis longtemps.

Cependant, en retard, pour une fois, sur les événements, M. Achille Occhetto, le jeune secrétaire général, qui pilote « le cours nouveau » du PCI depuis seize mois, a enfin franchi le pas. Mardi 14 novembre, à l'issue d'une interminable et « historique » réunion du bureau politique, le leader le plus social-démocrate jamais élu depuis soixante-huit ans par les disciples de Palmiro Togliatti à la tête de leur organisation, a annoncé l'impensable : « Je propose au parti d'ouvrir une phase constitutive, de manière à permettre la naissance d'une force politique qui, naturellement, ne pourra pas être fondée sur le centralisme démocratique et qui devra, en outre, changer de nom. » En clair : le PCI est mort, vive le « Parti du travail », le « Parti démocratique européen » ou le « Parti de la gauche unie ». Personne ne connaît encore l'identité de cette nouvelle force politique

en gestation, mais le débat est lancé et les idées circulent déjà.

Mis à part quelques vieux stalinistes nostalgiques et d'autre part un ou deux jeunes-turcs réformistes qui assurent que le changement de nom de doit pas autoriser le parti à faire l'économie d'une autocritique en bonne et due forme, les membres du bureau politique sont, dans l'ensemble, d'accord avec le secrétaire général. Reste à convaincre le comité central, qui sera réuni à la fin du mois et puis, surtout, les militants qui ne partagent pas tous l'opinion du « camarade » Occhetto sur le « désamour » du communisme totalitaire. Un congrès extraordinaire, ouvert non seulement aux membres du PCI mais à tous ceux « qui veulent, comme nous, constituer une grande alternative de gauche, combattive, démocratique et socialiste », devrait être convoqué à la fin du printemps prochain.

D'ici là, le débat va faire rage, et, déjà, les divers partis sociaux-démocrates italiens, qui voient arriver sans plaisir un nouveau et puissant concurrent sur leur flanc, font grise mine : « Facile de changer de nom, ironisait, mardi, M. Arnaldo Forlani, secrétaire général de la Démocratie chrétienne (DC), mais le révisionnisme doit aller plus loin et plus profond. »

Nul doute que M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste (PS) de l'élection, associé au pouvoir avec la DC, partage cet avis. Mais l'ancien premier ministre, qui ne déteste pas affoler de temps en temps ses partenaires démocrates-chrétiens, a décidé, pour une fois, de faire dans la modération. « Le changement de nom, dit-il, est une bonne et juste voie. » Suffisante pour autoriser l'adhésion du futur ex-PC d'Italie à l'Internationale socialiste ? C'est là, on le sait, le vœu le plus cher de M. Achille Occhetto et il l'a d'ailleurs réitéré avec force, mardi, à Rome.

PATRICE CLAUDE

Un entretien avec M. Zbigniew Brzezinski

« En cas d'explosion en RDA, les troupes soviétiques feraient sentir leur présence »

nous déclare l'ancien conseiller du président Carter

M. Brzezinski est optimiste sur l'avenir de l'Europe de l'Est, beaucoup moins sur le succès de la perestroïka en URSS, et considère avec beaucoup d'indulgence la politique de l'administration Bush à l'égard de l'Est.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'ancien conseiller pour les affaires de sécurité du président Carter, et l'ex-« bête noire » des Soviétiques, revient d'un voyage à Moscou, où il a rencontré certains hauts dirigeants du Kremlin. Au retour, il est allé confier ses impressions au président Bush, qui sollicite régulièrement ses avis. Ce vétéran, anti-communiste, qui s'émervaille que la *Pravda* ait publié une interview de lui, incarne, au sein de l'establishment intellectuel et politique de Washington, une sensibilité est-européenne, par ailleurs pauvrement représentée ; à l'heure où Lech Walesa se trouve à Washington, ce Polonais d'origine est de ceux qu'on écoute avec un intérêt particulier.

Le soudain réveil de la RDA, et donc du problème allemand, ne vient-il pas trop tôt, au risque de compliquer, sinon de compromettre, les efforts de la Pologne et de la Hongrie ? M. Brzezinski admet que « dans un monde idéal », il aurait peut-être mieux valu consolider les transformations polonaises et hongroises, attendre qu'elles s'étendent à la Tchécoslovaquie, et ensuite seulement à la RDA. Mais il préfère voir le bon côté des choses. Les événements d'Allemagne de l'Est « vont accroître l'intérêt porté par l'administration américaine à l'Europe de l'Est » et, d'une manière plus générale, contraindre l'Occident « à apporter une réponse qui soit à l'échelle » de ces changements. « Jusqu'à une période récente,

on pouvait avancer qu'une réponse limitée aux événements de Pologne et de Hongrie était justifiée. » Maintenant, on commence à comprendre que cette réponse « économique, géopolitique et stratégique doit impliquer collectivement l'Europe de l'Ouest, l'Amérique et même le Japon ».

Pourquoi l'administration Bush est-elle si parcimonieuse dans son aide économique à la Pologne et à la Hongrie ? M. Brzezinski note que cette aide sera finalement huit fois plus importante que les 100 millions de dollars annoncés initialement par M. Bush et qu'au total l'effort des Etats-Unis se place à mi-chemin entre celui, considérable, de la RFA ou de l'Italie et celui, misérable, du Canada ou du Japon. Et il est persuadé que les hommes d'affaires américains investiront en Europe de l'Est — comme M. Walesa ne cesse de les y inviter.

Les limites du nationalisme russe

Malgré tout, et au-delà de l'aide économique, pourquoi cette administration s'est-elle parue réagir avec tant de retard aux bouleversements en cours ? Loin de joindre sa voix aux critiques, M. Brzezinski préfère noter que M. Bush s'intéresse plus à l'Europe de l'Est qu'aucun de ses prédécesseurs. Mais les responsables américains « pensaient que les choses iraient plus lentement ». Leur réponse n'en sera que « plus large et plus ambitieuse ». Et même s'il refuse d'en dire plus, M. Brzezinski laisse entendre que M. Bush et ses collaborateurs ont dès à présent à ce sujet des idées plus précises qu'il n'y paraît.

L'ancien conseiller de M. Carter (qui a apporté son soutien à M. Bush pendant la campagne électorale) concède tout de même que l'actuelle administra-

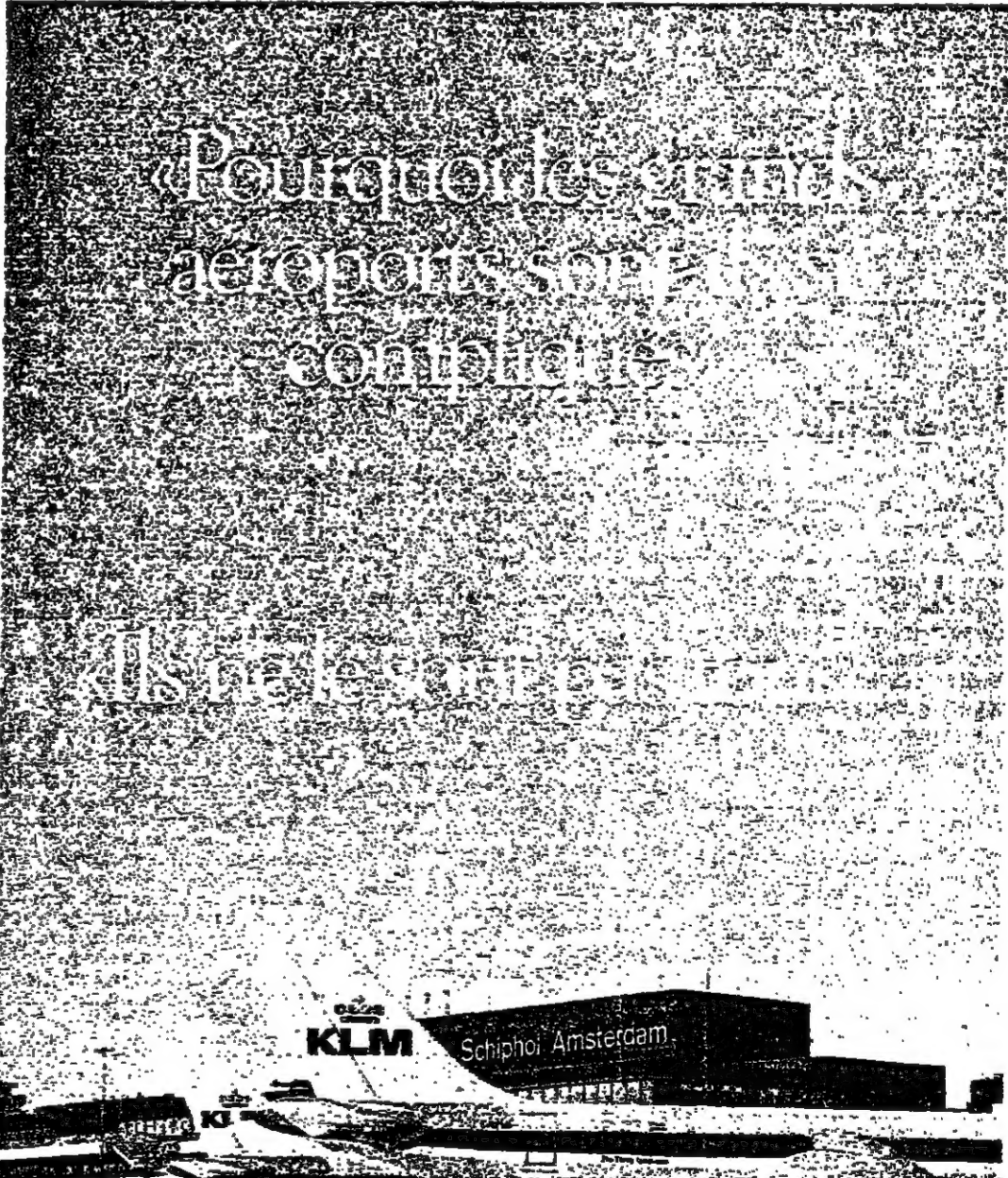
tion n'est pas encore arrivée au bout de ses réflexions, mais il a aussi le sentiment que « les Soviétiques ne savent pas exactement où ils vont ». Et ce sont évidemment eux qui sont « dans la situation la plus difficile : leur empire est en train d'être détruit ».

D'ailleurs, M. Brzezinski est « sceptique quant à l'avenir de la perestroïka », dont il « souhaite pourtant le succès », mais beaucoup plus confiant à propos de l'évolution de l'Europe orientale. Même en cas d'échec des réformes chez eux, les Soviétiques auraient le plus grand mal à faire revenir en arrière les pays de l'Est. « On serait la source d'énergie intellectuelle nécessaire pour imposer ce retour au système précédent maintenant que l'idéologie communiste est morte ? Ce ne pourrait qu'être le nationalisme russe », et ce nationalisme peut être utilisé avec des chances de succès qu'à l'intérieur des frontières de l'URSS.

Cela dit, toute inquiétude n'est pas écartée : « En cas d'explosion en RDA, je persiste à penser que les troupes soviétiques feraient sentir leur présence. »

Par contre, M. Brzezinski semble considérer qu'une réunification de l'Allemagne, même « si elle n'est pas pour demain », pourrait se faire sans drame et sans conséquences néfastes sur l'évolution des pays d'Europe orientale, à condition qu'elle s'opère « graduellement » et soit accompagnée d'« assurances plus solides concernant les frontières ». Mais il convient aussi pour cela que « l'union de l'Europe se fasse rapidement ». C'est pourquoi M. Brzezinski juge très sévèrement l'attitude britannique qui peut avoir pour conséquence un « accroissement de la liberté d'action d'une Allemagne réunifiée ».

JAN KRAUZE



Simplicité et confort caractérisent l'aéroport de Schiphol à Amsterdam, port d'attache de KLM. Plaque tournante internationale, il offre des liaisons particulièrement favorables avec quelque 180 villes dans le monde.

Ce qui prouve que les meilleures solutions sont aussi les plus simples. Simple — le concept de terminal unique regroupant un grand nombre de services sous un même toit.

Simple — les transits avec un nombre croissant d'appareils à grande capacité, grâce à la récente extension du quai C.

Simple — le shopping dans le centre commercial hors-taxes le plus grand et financièrement le plus favorable d'Europe.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM

سكنا من الاجل

**Reliez ces points entre eux.
Vous verrez que ça ne représente rien
si ce n'est la densité
de notre réseau en Afrique.**



AVEC 331 LIAISONS INTER-ÉTATS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE EST AUJOURD'HUI
LE MOYEN LE PLUS SIMPLE POUR RELIER ENTRE ELLES LES PRINCIPALES VILLES
AFRICAINES* ET POURSUIVRE ENSUITE SON VOYAGE VERS L'EUROPE OU LES U.S.A.
LES CORRESPONDANCES S'EN TROUVENT BIEN SÛR SIMPLIFIÉES ; CAR NOUS
SAVONS QUE PARMI NOS PASSAGERS, NOMBREUX SONT CEUX POUR QUI LE TEMPS
REPRÉSENTE DE L'ARGENT. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE
COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN
FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

*ABIDJAN, ACCRA, AGADES, BAMAKO, BANJUL, BRAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, COTONOU, DAKAR,
DOUALA, LAGOS, LIBREVILLE, LOME, MONROVIA, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, OUAGADOUGOU.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هكذا من الامم

حکذا من الال

AMÉRIQUES

SALVADOR : changeant apparemment de stratégie

Le FMLN déclare vouloir renverser le gouvernement

Après quatre jours de combats, la capitale salvadorienne ressemble de plus en plus à Beyrouth. Les guérilleros se sont faits plus intransigeants en déclarant, mardi 14 novembre, une grande partie du pays « territoire libéré ». Le nombre des victimes atteindrait, selon les sources, entre cinq cents et mille morts.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

La combativité du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a surpris les autorités, qui annoncent régulièrement sur les ondes de la seule radio autorisée à diffuser des informations que les insurgés ont abandonné la plupart de leurs positions et cherchent désespérément à s'enfuir. Les faits démontrent l'inverse : les rebelles étaient plus nombreux dans la capitale mardi que les jours précédents — ils seraient environ mille cinq cents — et dans certains cas ils ont même consolidé leurs bastions dans les quartiers de la banlieue nord, où vit environ la moitié de la population de San-Salvador (plus d'un million d'habitants). Le gouvernement du président Alfredo Cristiani (droite) a reconnu implicitement cette progression en décrétant un couvre-feu de vingt-quatre heures renouvelable dans plusieurs secteurs : Mejicanos, Zacamil, Soyapango, etc. Tous ces quartiers ont été soumis à des bombardements aériens mardi tandis que l'armée envoyait des renforts pour tenter de resserrer l'état autour des insurgés.

Un porte-parole de l'état-major, le colonel Raúl López, a démenti formellement que l'aviation ait bombardé la capitale, affirmant qu'elle utilisait seulement des mitrailleuses à bord d'hélicoptères.

En fait l'ensemble de la presse internationale a pu constater sur le terrain qu'un avion C-47 lançait des bombes de 150 livres sur les HLM de Zacamil, un des camps retranchés de la guérilla.

A quelques minutes à peine du centre ville, Zacamil est une immense cité-dortoir où vivent 120 000 personnes dans un décor hallucinant : plusieurs centaines de petits immeubles en béton, tous identiques et sinistres, plantés au pied du volcan San Salvador qui domine la capitale. Dès la levée du couvre-feu — en vigueur jusqu'à 13 heures à 6 heures, — cinq véhicules de la presse étrangère, roulant en cortège et arborant des drapeaux blancs, se dirigeaient mardi matin dans les rues désertes de la capitale vers ce quartier, pour un rendez-vous peu banal : une conférence de presse organisée dans l'un de ces HLM. Un des dirigeants les plus brillants du FMLN, le commandant Carlos Argüeta, nous attendait pour nous annoncer la bonne nouvelle : « Notre moral est excellent et les jours de Cristiani sont comptés. »

Des combats intenses

Devant l'incrédulité de la presse, il a ajouté que « l'objectif était désormais de renverser le gouvernement Cristiani » et non plus seulement de l'obliger à négocier pour trouver une solution politique. Prê de s'expliquer sur ce changement, il a évoqué la déclaration prononcée quelques heures plus tôt sur Radio Venceremos (la station de la guérilla) par le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos. Ce dernier avait, en effet, appelé les insurgés à maintenir leur position et à « préparer une insurrection générale du peuple ». Il avait également déclaré que les zones contrôlées par les insurgés dans huit des quatorze

départements du pays seraient désormais considérées comme des « territoires libérés » dotés de « gouvernements municipaux populaires ».

Que s'était-il passé pour que la guérilla modifie ses objectifs ? Parmi les hypothèses avancées on évoque les effets de l'isolement diplomatique du Nicaragua qui aurait incité ses alliés du FMLN à faire monter les enchères au moment où ce pays est confronté à une situation difficile sur le plan international. Les insurgés, excités par un succès plus important que prévu sur le terrain (comme ils le reconnaissent eux-mêmes), auraient opté pour la fuite en avant, estimant que M. Cristiani prendrait pas le risque politique de sacrifier des milliers de civils en utilisant l'artillerie lourde dans la capitale.

« L'armée avance »

Dans un discours radiotélévisé, le président de la République a reconnu mardi soir que la présence de nombreux civils « détenus en otages par le FMLN » dans les

quartiers populaires, posait de sérieux problèmes pour organiser la contre-offensive. « L'armée avance lentement mais sûrement », a-t-il déclaré. Un peu plus tôt, il avait affirmé que la position de son gouvernement serait « plus énergique » en cas de reprise des négociations avec la guérilla.

L'intensité des combats mardi après-midi a convaincu beaucoup de civils qu'il était encore plus dangereux de rester près de la guérilla que de chercher refuge à l'extérieur. Des milliers de personnes, enfants dans les bras et petit baluchon sur la tête, ont donc entrepris de descendre vers le centre de la ville. Ces tristes cortèges, affolés par l'explosion des roquettes et des grenades, agitaient désespérément leur drapeau blanc.

En fin d'après-midi un peu avant le couvre-feu, s'était enfuie dans Zacamil. Un avion bombardait pendant que deux bataillons d'élite promenaient position. Malgré la puissance de feu de l'armée, la guérilla a réussi une fois de plus à repousser l'assaut. Mais l'euphorie pourrait être de courte durée.

BERTRAND DE LA GRANGE

« paix en Amérique centrale », a déclaré M. Bush.

« Nous soutenons la président Cristiani », a-t-il affirmé, soulignant que le président salvadorien avait été démocratiquement élu et avait tenté de dialoguer avec la guérilla. Les États-Unis avaient indiqué lundi qu'ils continueraient de fournir une aide « appropriée » au Salvador, mais n'avaient pas l'intention d'intervenir dans le conflit.

Appelant l'URSS à cesser de livrer des armes en Amérique centrale, M. Bush a indiqué qu'il discuterait de cette question avec M. Gorbatchev lors de leur rencontre au large de Malte les 2 et 3 décembre. — (AFP.)

moins au PT qu'aux classes dominantes qui ont refusé jusqu'à présent les changements sociaux nécessaires. Un radicalisme qu'un des dirigeants « pédistes », M. Plinio Arruda, explique en disant qu'il a été pour bien des militants, au temps de la répression, « une question de survie ».

Au début de la campagne, Lula et Brizola étaient seuls en tête : les possédants se voyaient déjà menacés d'un duo de gauche au deuxième tour de scrutin, le 17 décembre. Aussi ont-ils accueilli avec soulagement la montée de Collor, « énergumène » devenu phénomène populaire. Ils ne se fient pas entièrement à lui, car ils le jugent

rale le déclare inéligible. M. Santos, monté tout de suite en flèche dans les sondages, avait des chances d'être élu !

M. Sarney n'est pas sorti grand d'une affaire qu'il a manœuvré de bout en bout. Depuis plusieurs mois déjà, il tentait de trouver un candidat à son gré, susceptible de protéger, ultérieurement, ses intérêts. Parmi les personnalités pressenties, il y eut Janio Quadros. Si ce dernier s'était mis sur les rangs, la boucle aurait été bouclée.

Car c'est Janio Quadros qui, en 1960, a été le dernier chef d'Etat élu au suffrage universel. Celui qui, par sa démission inopinée sept mois après son entrée en fonctions, a jeté le Brésil dans

une crise dont il n'est pas encore tout à fait relevé. Ce démagogue ultra-conservateur obtint un score exceptionnel (48 % des suffrages exprimés) dans une élection qui ne comportait alors qu'un seul tour de scrutin. La frustration de ses compatriotes fut à la dimension des espoirs qu'il avait soulevés.

Le Brésil n'eut, cette année-là, que trois candidats à la présidence. Il possédait trois partis bien structurés, mais aucun avec la base populaire du PT. De ses 70 millions d'habitants, 22 % seulement étaient aptes à voter.

Aujourd'hui, l'électorat brésilien compte 82 millions de personnes, soit 58 % de la population. Six Brésiliens sur dix, au lieu d'un sur cinq, peuvent décider de leur sort. La mutation est d'importance, même si, à trente ans d'intervalle, les aspirations sont identiques, les mêmes besoins restant insatisfaits.

CHARLES VANHECKE

Retrouvailles électorales au Brésil

Suite de la première page

La gauche ne s'étonne pas d'une telle situation. Depuis cette lointaine année 1960 où le chef de l'Etat a été élu pour la dernière fois, le Brésil a changé, certes — de pays agricole, exportateur de matières premières, importateur de produits industrialisés — il est devenu une nation industrielle, avec un haut degré (94 %) d'autarcie, mais les contrastes sociaux se sont accentués, d'autant plus choquants que le Brésil moderne coexiste, dans les mêmes périmètres urbains, avec celui des affamés.

Le favori...

Les lecteurs de journaux (la moitié des Brésiliens n'en ouvrent jamais) auront appris à l'occasion de cette élection qu'ils vivent dans une des sociétés les plus inégalitaires du monde : les 20 % plus riches ont en moyenne un revenu trente-trois fois supérieur à celui des 20 % plus pauvres. Ils auront découvert aussi que les deux tiers de la population n'ont pas accès à la médecine sociale, que la moitié des salariés gagnent l'équivalent — ou moins de 300 F par mois...

Alors que le mur de Berlin cesse d'exister, une image surgit spontanément, celle du « mur » qui coupe le Brésil en deux, séparant « les 30 % de citoyens qui font des études, lisent les journaux, et ont de l'argent pour aller chez le dentiste » des 70 % restants « qui ne terminent pas l'école primaire, travaillent sans être déclarés, et ne savent pas où se trouve l'Europe », ainsi que l'écrit l'hebdomadaire *Veja*, sur la foi des études officielles.

Aussi le scrutin du 15 novembre n'offre-t-il pas seulement l'émotion de retrouvailles longtemps attendues, mais aussi l'occasion d'opter pour un changement véritable. Les années Sarney, coïncidant avec la démocratie retrouvée, ont désorienté le pays : elles lui ont présenté le brouillon confus, désespérant de médiocrité, des transformations à faire. Les candidats qui viennent en tête des sondages promettent tous la rupture avec le « modèle » existant, mais ils

n'ont pas tous la même crédibilité.

Le favori, M. Fernando Collor, qui a gagné les foules en se présentant comme un homme seul luttant contre les puissances et en prêchant la moralisation de la vie publique, est lui aussi une énigme, malgré huit mois d'intense campagne électorale. Son équipe, son programme, sont conformes à l'image qu'il donne de lui, mais pas ses appuis financiers, qui viennent de l'establish-

ment. On s'interroge sur ce qu'il ferait s'il était élu. Ses adversaires le traitent de populiste de droite, le populisme de gauche étant pratiqué par M. Leonel Brizola, qui fait de l'adhésion à sa personne le critère absolu.

Les deux candidats les plus convainquants dans la prédication réformatrice sont le social-démocrate Mario Covas, et le président du Parti des travailleurs (PT), « Lula » (Luiz Ignácio Da Silva). Le premier a l'avantage d'être bien entouré : du sociologue Fernando Henrique Cardoso aux anciens gouverneurs Franco Montoro et José Richa, il réunit ce que le Brésil a de meilleur, dans la compétence, l'intelligence et la moralité. Autre avantage : les transformations qu'il propose sont ajustées au capitalisme moderne qu'ambitionne le pays et à la capacité d'acceptation de sa bourgeoisie.

Le projet de « Lula » est plus radical et la faute en revient

« imprévisible », mais comptent sur son succès pour couper la route aux deux candidats qui les effraient.

M. Collor a atteint jusqu'à 45 % des intentions de vote, puis s'est stabilisé à un étage plus modeste. Lula a baissé, avant de rebondir ces dernières semaines. M. Covas, parti en queue du peloton, fait figure d'outsider dans la dernière ligne droite. Autant de va-et-vient qui montrent bien les incertitudes, l'expectative d'une grande partie de l'électorat.

Emotions...

Jusqu'au bout, les émotions n'ont pas manqué. Il y a une dizaine de jours, le président Sarney a tiré un lapin de son chapeau : un candidat de dernière minute, M. Silvio Santos, animateur de télé aussi populaire dans ses apparitions dominicales qu'indigné dans ses projets politiques. A l'étonnement général, jusqu'à ce que la justice électo-

EUROPE 93

PORTRAITS D'EUROPEENS

Vice-président de la Commission

M. Bangemann : libéral pragmatique, ambitieux...

BRUXELLES

de notre correspondant auprès des Communautés européennes

On le prétendait impatient de succéder à M. Jacques Delors. Selon la rumeur, il caresserait maintenant l'idée de remplacer M. Hans Dietrich Genscher à la tête de la diplomatie ouest-allemande. M. Martin Bangemann, cinquante-cinq ans, vice-président de la Commission européenne chargée de la politique industrielle et du marché intérieur, ancien ministre de l'économie, ancien président du Parti libéral (FDP), n'est pas dépourvu d'ambition. En moins d'un an, il est parvenu à occuper une place à part au sein du collège européen, celle d'un homme d'équilibre, plus assis qu'adversaire du président Delors. Les événements d'Allemagne donnent à ce vieil européen une occasion supplémentaire de s'affirmer.

L'évolution a été rapide. En janvier dernier, dès l'entrée en fonction de la nouvelle Commission, son entourage expliquait volontiers qu'il n'était pas là pour faire de la figuration. Son intention, expliquait-on, était de prendre la place de M. Delors dès 1991. Au reste, ce dernier semblait alors comme enclavé par une coalition de marchés libéraux déterminés à contraindre une présidence jugée trop ambitieuse. Elle était composée des vice-présidents, MM. Frans Andriessen (Pays-Bas), Leon Brittan (Royaume-Uni) et Martin Bangemann (RFA). La manœuvre fit long feu, ne serait-ce qu'en raison du poids acquis durant le printemps par M. Delors.

Chargé des relations extérieures, M. Andriessen, plus gestionnaire que politique, a déçu. Il lui est notamment reproché son incapacité à formuler pour la Communauté une politique vers l'Est à la hauteur des circonstances. En porte à faux par rapport à M^{me} Margaret Thatcher, M. Brittan donne l'impression d'encore chercher ses marques bruxelloises. M. Bangemann a trouvé les siennes. Celles d'un libéral pragmatique capable, au-delà de son goût pour la provocation, d'entendre les arguments des patrons, des syndicats, voire des dirigeants socialistes.

« Sans lui, Pöhl n'aurait pas obtenu le feu vert pour construire ses nouvelles usines à Dunkerque avec EDF. Ce jour-là, la Commission avait commencé sa réunion pro-Brittan, favorable à l'ouverture d'une procédure contre Pöhl », elle l'a achevée par Bangemann, partisan de la conciliation. » La haute fonctionnaire bruxelloise qui raconte ce récent épisode important pour l'évolution des relations entre Paris et l'exécutif européen, est vieillessement acquis au réalisme du vice-président Bangemann.

Celui-ci s'apprête-t-il à brader les intérêts des constructeurs automobiles européens sur l'autel du libre-échange, à recommander l'élimination rapide des barrières qui dans plusieurs Etats membres, et en

particulier en France, empêchent le déferlement des voitures japonaises ? « Nullement », répond notre interlocuteur : « Il a beaucoup évolué, il souhaite certainement l'ouverture du Marché commun, mais en comprenant que, dans le cas d'une industrie aussi sensible, il faut prévoir des aménagements et des délais. » De fait, la Commission ne semble plus pressée de définir le régime d'importation



à appliquer aux voitures japonaises à compter du 1^{er} janvier 1993. Comme si les prises de position résolument libéralisantes du printemps étaient en train de se nuancer.

« Un vrai démocrate »

« Il est beaucoup trop hétéroclite pour être militant », plaisante une de ses amies politiques. Une absence de dogmatisme qui peut grandement faciliter le débat au sein du collège européen. D'autant qu'après onze mois de vie bruxelloise l'image du vice-président Bangemann est nettement positive. Il est volontiers décrit comme un homme ouvert, intelligent, chaleureux, cultivé — bon orateur, bon européen (n'a-t-il pas passé onze ans au Parlement de Strasbourg ?) et de surcroît francophile. M^{me} Edith Cresson, qui l'a connu à Strasbourg, lui téléphone, vient le voir pour tâcher de le convaincre. Leur dialogue paraît facile : il n'est assurément pas guidé.

L'ancien ministre de l'économie a les défauts de ses qualités. « Ce n'est pas un homme de dossiers », convient-on pudiquement. Sur de son sens politique, de sa capacité à séduire, il réagit sur-le-champ, quitte à corriger par la suite.

Ce généraliste, par vocation et par ambition, intervient sur tout, ce qui irrite parfois certains de ses collègues. Ainsi en a-t-il été de son récent voyage à Berlin-Est. Revendiquant avec force le droit pour ses compatriotes et pour lui-même d'être à la fois européens et sociaux, il a invité la Communauté à appuyer la politique de réformes (c'était avant la chute du mur). « C'est un vrai démocrate, un Allemand de l'après-guerre, sans complexe », souligne l'amie politique précédemment citée.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire aussi

La construction de l'Europe financière des deux premières banques danoises de fusionner ... page 37

PIERRE-BLOCH

ALGER, CAPITALE DE LA FRANCE EN GUERRE

Préface de Jacques CHABAN-DELMAS

En vente dans les drugstores : 100 F

Editions UNIVERSAL

3, rue de Choiseul 75002 Paris

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Culture : Lang I et Lang II

Le budget de la culture a été adopté le mardi 14 novembre par l'Assemblée nationale. Seuls les députés socialistes ont approuvé les crédits de M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux. L'UDC, l'UDF et le RPR ont voté contre, tandis que les élus communistes choisissaient de s'abstenir. Pour la première fois, le seuil de 10 milliards de francs a été franchi. Les crédits de ce département ministériel s'élèvent en effet à 10,46 milliards de francs (+5,5 %) et représentent 0,85 % du budget général de la nation.

Jack Lang I contre Jack Lang II ? Alors que le ministre de la culture s'était affirmé durant le premier septennat comme le ténor artisan d'une déconcentration de la culture vers la province, les députés de l'opposition ont reproché au ministre de la culture du second septennat de s'être laissé un peu trop séduire par la capitale, ses pompes et ses grands travaux. « Quand je vois que l'État ne consacre à la Scala de Milan qu'un cinquième des subventions de l'État et que les douze Opéras de la RFA ont tous des budgets importants, je m'interroge sur la réalité de notre déconcentration

culturelle », a lancé M. Jean-Paul Ruchs (UDC, Haut-Rhin), bientôt suivi par M. André Sautou (UDF, Hauts-de-Seine) : « La politique des grands travaux est un facteur inévitable de déséquilibre au détriment des provinces. » Cette politique dispendieuse — ensemble, le Grand Louvre et les Opéras absorberont 10 % des crédits — est d'autant plus critiquable que la réflexion sur le fonctionnement et la vocation des grandes institutions n'est pas à la hauteur des moyens, sans cesse accrus, qu'elles absorbent », a déclaré M. François de Passieu (RPR, Paris).

M. Michèle Barzach (RPR, Paris), rapporteur de la commission des affaires culturelles, n'a pas contesté le fait que Paris, capitale internationale, concentre une part importante des crédits de l'État. Mais l'ancien ministre de la santé a relevé « la forte inertie » de la dépense culturelle en région parisienne liée « aux coûts de fonctionnement croissants des grands équipements ». « Dans le domaine de la déconcentration, a estimé Barzach, beaucoup de chemin reste encore à parcourir. Au moment où les collectivités locales multiplient les initiatives en faveur de la culture, l'heure est venue de mettre en place un nouveau partenariat entre elles et l'État ».

Le rapporteur de la commission des finances, M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Or), s'est également montré préoccupé par « le déséquilibre structurel » entre la

province et Paris. « Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation, même si elle s'explique par le coût de fonctionnement des grands équipements parisiens. Incontestablement, le budget va dans le bon sens, notamment au travers des moyens déconcentrés affectés aux directions régionales ou encore du doublement des crédits affectés aux musées classés et contrôlés, qui va d'abord bénéficier à la province. Mais il faut aller plus loin », a-t-il affirmé, en insistant sur le fait que culture et développement local étaient liés, dans la mesure où les investisseurs tenaient compte, bien évidemment, du niveau culturel d'une région avant de s'y implanter.

Piqué au vif, le ministre de la culture a rappelé que « l'une des grandes originalités » de ce budget était justement le réajustement opéré entre Paris et les autres villes de France : « Parallèlement à la poursuite de la déconcentration des crédits, 70 % des mesures nouvelles sont consacrées à la province », a-t-il expliqué, en ajoutant : « M. Barzach a parlé du poids des grandes institutions. Or le Centre Pompidou absorbe en 1989 6 % du budget de la culture, ce ne sont plus que 3 % aujourd'hui. La part de la Comédie-Française est tombée, dans le même temps, de 2,2 % à 1,1 %. Seule exception à cette évolution, le Louvre. Mais n'était-il pas honnête, inacceptable, incompatible, l'ancien palais des rois, qui abrite ces prestigieuses

collections nationales, soit aussi sale, inhospitalier, vieillot ? Le président de la République a souhaité en 1981 mettre un terme à ce scandale et faire du Louvre un musée accueillant, ouvert et moderne. Je crois pouvoir dire que le pari a été tenu ».

Le ministre de la culture a, en outre, réaffirmé que son souhait était d'abattre « les frontières géographiques » entre Paris et la province et « les autres barrières sociales entre les différentes disciplines », et enfin « abattre les frontières entre les pays ». M. Lang s'est en effet montré partisan d'« un grand métissage culturel » en France, même si ce terme peut choquer certains, a-t-il dit. « La richesse de la culture française est faite précisément de ces apports multiples d'artistes, de créateurs du monde entier, qui sont comme un levain, un ferment ».

Enfin, en réponse au vœu formulé par le groupe socialiste et rappelé en séance par M. Jean-Jack Queyranne (PS-Rhône), M. Lang a précisé qu'une rallonge de 8 millions de francs serait dégagée, par amendement, pour les orchestres et les théâtres lyriques de province. Malgré cela, M. Guy Herminier, pour le PC, a estimé que le budget « n'était pas à la hauteur des enjeux ». « Il marque plus de renoncements qu'il n'annonce d'ambitions », a affirmé le député de Marseille. Pour autant, le groupe communiste n'a pas souhaité sanctionner.

P. et T. : les centristes s'associent aux socialistes

Le budget des postes, des télécommunications et de l'espace a été adopté par l'Assemblée nationale tard dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 novembre. Les députés socialistes et centristes (UDC) ont adopté les crédits de M. Paul Quilès. L'UDC a en effet estimé qu'elle se devait de voter le budget « courageux d'un ministre courageux ». Les députés UDF, quoique hésitants à un moment, RPR et communistes ont voté contre. Les crédits de ce ministère s'élèvent à 190,66 milliards de francs (+5,1 %).

« C'est faux, archi-faux ! La privatisation, je n'en veux pas. Je défends le service public des P. et T. Mais, dans un pays, quand on laisse ce service public périr, on débouche sur la privatisation. Regardez ce qui se passe en Hongrie ! » M. Quilès a tenu un vain discours à réduire les préventions des députés communistes à l'égard du

projet du gouvernement (il sera soumis au Parlement au printemps) transformant les P. et T. en deux exploitants autonomes (la Poste et France Telecom). Il a insisté sur le fait que ces deux entités autonomes resteraient « solidement ancrées » à l'État par l'intermédiaire d'un ministère « garant de l'unité sociale et humaine » des P. et T.

Le ministre des P. et T. a rappelé la concertation qui avait permis l'expression directe de plus de deux cent mille agents, dans le cadre de huit mille réunions. Il a souligné la qualité des discussions engagées avec les syndicats et les utilisateurs des P. et T. de septembre à octobre. Il a mis l'accent sur le volet social d'une réforme qui s'appuie sur un réexamen des qualifications et des classifications (les négociations s'ouvriront dès le 20 novembre). Enfin, il a mis en valeur le contrôle que le Parlement pourra exercer à l'avenir sur ce secteur-clé d'activité et le fait que le personnel des P. et T. conserverait son statut de fonctionnaire.

Ces arguments n'ont eu aucune valeur aux yeux du PCF. Le ministre reste suspect de vouloir aujourd'hui faire passer « en douceur » une réforme qu'il n'a pu imposer hier. « Grâce à leur lutte, les agents des P. et T. ont obtenu le rejet du rapport Longuet, qui était déjà une tentative de privatisation. Ils agissent de nouveau contre la nouvelle mouture du projet de privatisation du rapport Frérot », a affirmé M. Marcelle Berthelot (PCF, Seine-Saint-Denis).

L'UDF et le RPR ont campé sur des positions diamétralement oppo-

sées, tandis que les représentants de l'UDC refusaient de s'aligner sur la position « maximaliste » de leurs collègues et acceptaient de faire un bout de chemin avec M. Paul Quilès. M. Ladislav Poniatowski (UDF, Eure) et Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire) ont estimé que le ministre s'était arrêté en chemin sous la pression de la CGT. « Ne reformez pas qui veut un monstre comme les P. et T. Il faut une volonté politique ferme et des moyens », a affirmé M. Ladislav Poniatowski, en qualifiant de « réforme » le projet de loi de réforme du cadre institutionnel de ce service public.

En revanche, M. Gérard Vigon (UDC, Nord) est tenté par l'expérimentation, même s'il souhaite plus de clarté sur le futur statut. « Nous croyons qu'il faut pousser la logique de déconcentration jusqu'au bout (...). Les futurs responsables doivent décider en toute liberté », a-t-il affirmé.

M. Quilès a insisté sur le fait que cette réforme n'était « pas un rêve de technocrate », mais, répondant bien à la nécessité pour ce service public, confronté à la concurrence en France et à l'étranger des télécommunications, « C'est un nouveau souffle pour ces organismes, qui doivent mettre un esprit d'entreprise au service de leurs missions d'intérêt public et avoir avec leurs usagers, leurs clients, des rapports contractuels plus équilibrés ». Enfin, le ministre a précisé que le gouvernement « concrétisera son engagement », a déclaré M. Marcelle Berthelot (PCF, Seine-Saint-Denis).

L'UDF et le RPR ont campé sur des positions diamétralement oppo-

M. Bonnemaison (PS) critique le budget de la justice

« L'opposition devrait voter pour le budget de la justice avec enthousiasme et non pas avec un air de résignation », a déclaré M. Gilbert Bonnemaison (Seine-Saint-Denis) sur le budget de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée pour 1990. Le député socialiste regrette que la politique Chelmondin (ministre de la justice dans le gouvernement de M. Chirac) ait été continuée par son successeur place Vendôme. Les crédits de ce ministère devaient être examinés le 15 novembre à l'Assemblée nationale.

« Le choix politique et irrévocable de réaliser le plan de construction de nouvelles prisons décidé par le précédent garde des sceaux (plan quinquennal de 2 000 places) pèse et pèsera lourdement dans l'avenir sur l'administration pénitentiaire. (...) Or la modernisation de l'administration pénitentiaire reste à faire, et son coût peut être évalué à plus de 500 millions de francs par an en fonctionnement », a déclaré M. Bonnemaison, mardi 14 novembre. Il a expliqué que le groupe socialiste voterait malgré tout, les crédits du garde des sceaux : « Il faut dans l'année que la machine judiciaire fonctionne ».

Le rapporteur, qui regrette que ces crédits ne correspondent pas à la nécessaire modernisation de l'administration judiciaire, veut lancer une nouvelle fois un cri d'alarme contre la surpopulation carcérale comme il l'avait fait au mois de février dans un rapport remis au premier ministre. Il estime, en effet, que si rien n'est fait, de nouveaux « soubresauts » pourraient se produire dans les prisons. Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas de faire plaisir aux uns (les gardiens) et aux autres (les prisonniers) mais de permettre à l'État de remplir sa mission d'ordre public en utilisant notamment par tous les moyens contre la récidive.

En Sénat

Les étrangers ne pourront pas participer au financement des activités politiques

Les sénateurs ont entamé, mardi 14 novembre, l'examen des deux projets de loi relatifs au financement des partis politiques et des campagnes électorales présentés par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. La discussion des textes devrait s'achever jeudi 16 novembre.

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins aiguë qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui dénonçait « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

Les différents intervenants n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur l'immunité, dont la suppression par l'Assemblée nationale devrait être confirmée au Sénat. M. Paul Masson (RPR, Loire) s'est félicité que « personne » ne reprenne cette disposition, « monstruosité juridique » et « lourde faute contre la démocratie ». « Nous n'aurons pas à nous prononcer sur l'article 18 (qui contient les dispositions relatives à cette immunité), je le regrette, car je l'aurais voté sans trouble de conscience », a répliqué M. Daniel Percheron (PS, Pas-de-Calais), qui a reçu, sur ce point, l'appui de M. Joxe. Au cours de l'examen des premiers amendements, la majorité sénatoriale a adopté une disposition interdisant à tout candidat « des contributions ou aides matérielles » venant d'une personne étrangère.

GILLES PERRAULT



• Désormais légendaire, l'Orchestre rouge fut le réseau de renseignement le plus important et le plus efficace de la Deuxième Guerre mondiale.
• A la tête du réseau, un homme exceptionnel, Léopold Trepper. On l'appelait le Grand Chef.
• Passionnant récit d'espionnage, document historique indispensable à la compréhension du deuxième conflit mondial, ce livre est aussi le roman vrai de personnalités hors du commun.

Le budget de la justice a été adopté par l'Assemblée nationale tard dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 novembre. Les députés socialistes et centristes (UDC) ont adopté les crédits de M. Paul Quilès. L'UDC a en effet estimé qu'elle se devait de voter le budget « courageux d'un ministre courageux ». Les députés UDF, quoique hésitants à un moment, RPR et communistes ont voté contre. Les crédits de ce ministère s'élèvent à 190,66 milliards de francs (+5,1 %).

« C'est faux, archi-faux ! La privatisation, je n'en veux pas. Je défends le service public des P. et T. Mais, dans un pays, quand on laisse ce service public périr, on débouche sur la privatisation. Regardez ce qui se passe en Hongrie ! » M. Quilès a tenu un vain discours à réduire les préventions des députés communistes à l'égard du

projet du gouvernement (il sera soumis au Parlement au printemps) transformant les P. et T. en deux exploitants autonomes (la Poste et France Telecom). Il a insisté sur le fait que ces deux entités autonomes resteraient « solidement ancrées » à l'État par l'intermédiaire d'un ministère « garant de l'unité sociale et humaine » des P. et T.

Le ministre des P. et T. a rappelé la concertation qui avait permis l'expression directe de plus de deux cent mille agents, dans le cadre de huit mille réunions. Il a souligné la qualité des discussions engagées avec les syndicats et les utilisateurs des P. et T. de septembre à octobre. Il a mis l'accent sur le volet social d'une réforme qui s'appuie sur un réexamen des qualifications et des classifications (les négociations s'ouvriront dès le 20 novembre). Enfin, il a mis en valeur le contrôle que le Parlement pourra exercer à l'avenir sur ce secteur-clé d'activité et le fait que le personnel des P. et T. conserverait son statut de fonctionnaire.

Ces arguments n'ont eu aucune valeur aux yeux du PCF. Le ministre reste suspect de vouloir aujourd'hui faire passer « en douceur » une réforme qu'il n'a pu imposer hier. « Grâce à leur lutte, les agents des P. et T. ont obtenu le rejet du rapport Longuet, qui était déjà une tentative de privatisation. Ils agissent de nouveau contre la nouvelle mouture du projet de privatisation du rapport Frérot », a affirmé M. Marcelle Berthelot (PCF, Seine-Saint-Denis).

L'UDF et le RPR ont campé sur des positions diamétralement oppo-

Publié pour la première fois en 1967, l'Orchestre rouge fut traduit en dix-neuf langues et connut un succès international. De nombreux cinéastes voulurent le porter à l'écran. C'est finalement Jacques Rouffio qui en a réalisé l'adaptation, avec Claude Brasseur dans le rôle du Grand Chef.
• Cette édition, revue et augmentée, intègre tous les témoignages et documents rassemblés au cours des vingt dernières années.

150 F - 558 p.

FAYARD

CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

L'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

سكن في الامل

هكذا من الاعمال

POLITIQUE

L'élection d'un nouveau président de la commission des affaires étrangères

Un socialiste, un UDF ou un centriste pour succéder à M. Valéry Giscard d'Estaing ?

Les députés socialistes se sont prononcés, mardi 14 novembre, en réunion de groupe, en faveur de la candidature de M. Michel Vauzelle, ancien porte-parole de l'Elysée par 82 voix contre 68 à M. André Bellon, actuel premier vice-président de la commission des affaires étrangères, pour l'élection du président de cette commission en remplacement de M. Valéry Giscard d'Estaing, jeudi 16 novembre dans la matinée. Dans l'opposition, deux candidats sont en lice : M. Jean-François Deniau (UDF) et M. Bernard Stasi (UDC).

M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDF, et M. Charles Millon, président du groupe UDF, ne sont pas parvenus à la désignation d'un candidat unique de l'opposition, et ils renvoient la décision mercredi 15 novembre dans l'après-midi aux commissaires de l'opposition.

M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a de son côté précisé que son groupe ne présenterait pas de candidat. M. Jean de Lipkowski (RPR), qui a finalement renoncé à se présenter, a déclaré dans les couloirs du Palais-Bourbon qu'il serait « déçu » et qu'il voterait comme son groupe.

On pouvait se douter que la succession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale serait chose difficile. On n'imaginait pas toutefois qu'elle susciterait autant de débats stratégiques. Mardi 14 novembre, cette question figurait — aux côtés tout de même des bouleversements à l'Est — en première place dans les ordres du jour des réunions de groupe.

Le groupe socialiste avait au départ trois candidats, MM. André Bellon, Michel Vauzelle et Alain Barau. Ce dernier ayant finalement annoncé qu'il renonçait à se présenter, les 150 députés présents (sur les 271 que compte le groupe) se

sont prononcés, à bulletin secret, en faveur de M. Vauzelle. C'est donc l'ancien porte-parole de l'Elysée, élu des Bouches-du-Rhône, qui représentera jeudi 16 novembre la candidature socialiste.

« Nous avons désigné un candidat pour qu'il soit élu, il ne faut pas le laisser échapper », a déclaré M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, au cours de son point de presse hebdomadaire. Ces « circonstances imprévisibles » sont celles qui agitent tous les groupes depuis l'annonce du départ de M. Giscard d'Estaing. Faut-il ou non, cette fois encore, laisser cette présidence à un représentant de l'opposition ? M. Mermaz a rappelé mardi à ses collègues qu'il pourrait être « de bonne politique de faire une proposition à l'opposition », tout en précisant qu'il n'avait toutefois jamais été envisagé que les députés socialistes aillent jusqu'à voter pour un candidat de droite. Tout au plus les 34 membres socialistes de la commission des affaires étrangères pourraient-ils, comme en

1988, permettre son élection par une abstention conciliante.

Dès lors se pose la question de savoir quel serait le candidat de l'opposition susceptible de recueillir cette abstention. Très vite, le Cui d'Orsay officieusement et le groupe socialiste plus clairement ont fait connaître leur opposition à l'élection éventuelle de M. Deniau, en raison notamment de ses prises de position sur le Liban. Celle de M. Stasi paraissait en revanche nettement mieux acceptée à gauche. Mais pour avoir des chances d'être élu, encore faudrait-il représenter l'ensemble de l'opposition et recueillir en conséquence les voix des trois groupes RPR, UDF et UDC.

Pas d'accord dans l'opposition

Pour le président du groupe RPR, le débat était simple : hostile par principe à une candidature de l'opposition, il a, dans un premier temps, tenté de convaincre ses homologues de rejoindre sa

position. En vain. Dès lors, il a abandonné à MM. Millon et Méhaignerie le soin de tenter un accord sur la désignation d'un candidat unique, en précisant que le groupe RPR se plierait à leur décision et apporterait ses suffrages à celui qui serait désigné. Y compris donc, a-t-il clairement précisé, si ce candidat était M. Stasi.

M. Méhaignerie a réaffirmé mardi son ferme soutien à la candidature de M. Stasi, en estimant qu'il était le « mieux à même de récupérer la présidence des affaires étrangères ». Pour M. Méhaignerie, l'élection de M. Stasi « serait excellente pour toute l'opposition » et permettrait en outre de faire oublier, « par un geste de solidarité », l'incident de 1988, lorsque la présidence de la commission des affaires étrangères lui avait échappé en raison de l'hostilité de certains députés RPR, cette division à droite ayant conduit finalement à l'élection de M. Roland Dumas. Aussi le président du groupe centriste voit-il dans cette désignation un « test ». Quant à M. Stasi, qui a

toujours refusé de s'autoproclamer candidat, il a simplement précisé mardi qu'il ne souhaitait pas que « l'opposition se déchire sur ce sujet ».

Reste une dernière question : celle de l'opportunité politique, pour la majorité, de conférer une présidence de commission à l'opposition. En 1988, cette offre correspondait à la volonté d'ouverture du gouvernement. Mais alors que le débat budgétaire en cours montre chaque jour le souhait des centristes de se situer clairement dans l'opposition aux côtés de l'UDF et du RPR, certains membres du gouvernement et du groupe socialiste, et même dit-on l'Elysée, ne cachent pas leur hostilité à cette éventuelle « ouverture-lis ».

D'autant que, lors du renouvellement des présidences de commission au Sénat, la majorité de la Haute Assemblée (RPR-UDF) n'a, elle, pas jugé bon d'accorder une telle responsabilité à un sénateur socialiste.

PASCAL ROBERT-DIARD

Les bouleversements dans les pays de l'Est et le dîner des Douze à l'Elysée

Les initiatives de M. Mitterrand approuvées dans la classe politique

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Hubert Védrine, a annoncé, mardi 14 novembre en début d'après-midi, que M. François Mitterrand « recevra avant le sommet de Strasbourg les présidents ou secrétaires généraux, des formations politiques disposant d'un groupe parlementaire ainsi que les présidents des deux assemblées, pour s'entretenir avec eux de la construction européenne et des événements de l'Europe de l'Est ». Vont donc être reçus : MM. Georges Marchais, Pierre Mauroy, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, Pierre Méhaignerie, président du CDS et du groupe UDF, ainsi que MM. Alain Fauriol et Laurent Fabius.

La réaction est, en général, positive devant cette initiative. M. Ladislav Poniatowski, député de l'Eure et porte-parole du PR, s'est « réjoui » de cette décision du chef de l'Etat tout en demandant

« très amicalement » à M. Mitterrand de remédier à un « oubli », puisque M. François Léotard, président du PR, n'a pas été invité. L'organisation d'une rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement européens, samedi 18 novembre à l'Elysée, est aussi largement approuvée par la classe politique. M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que M. Mitterrand était « dans son rôle » en procédant ainsi, mais il a demandé aussi au gouvernement « de prendre des initiatives pour le désarmement et la détente ».

M. Simone Veil a souhaité « que cette réunion soit suffisamment préparée pour qu'elle donne lieu à une déclaration politique importante, notamment sur la nécessité (...) de renforcer l'Europe et d'aller vers une véritable union politique ».

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée

nationale, a expliqué, lui aussi, que « nous ne devons pas avoir une attitude freineuse, mais nous devons prendre conscience que seule la communauté européenne, en se construisant vite, pourra assurer les équilibres ». M. Pierre Méhaignerie a estimé que « nul n'a intérêt à évoquer sans arrêt cette crainte de la réunification [de l'Allemagne] en donnant l'impression que nous avons peur de l'avancer », mais il a jugé nécessaire « l'accélération du rythme de l'intégration politique et économique de l'Europe afin de la rendre plus attractive ».

M. Arlette Laguiller, dirigeante de l'organisation trotskiste de Luttes ouvrières, a déclaré que « la réunification de l'Allemagne, manifestement souhaitée par la population de l'Est, est totalement légitime », car sa division est un vestige odieux de l'après-guerre.

Le sens d'un septennat

Suite de la première page

Sincèrement engagé dans la voie d'une Europe supranationale, M. Mitterrand se trouve aujourd'hui à la jonction de l'histoire et de sa propre action politique. Or cet homme, qui a l'obsession de la trace qu'il laissera dans l'histoire, est menacé de voir tout à coup se dévider la toile qu'il était parvenu à tisser.

L'enjeu pour lui est double. Il concerne le sens et le sort de son second septennat d'une part, et le sort de son duel posthume avec de Gaulle d'autre part. Le premier septennat de François Mitterrand a laissé une trace langoureuse : il a légitimé la gauche au pouvoir, réussi et subi l'alternance, et réconcilié les socialistes avec la gestion économique. Le second septennat a pour seul enjeu — ou pour « grand dessein », comme dirait M. Fabius — la construction de l'Europe des Douze et l'adaptation de la France à cette nouvelle frontière.

En cherchant très profond dans les racines de la pensée mitterrandienne on trouve, résumés en trois phrases prononcées il y a plus de quarante ans, les éléments qui relient aujourd'hui ces deux septennats : « Nous échouons dans notre tâche si nous essayons de bâtir un socialisme français. Il n'y a plus pour nous aucune possibilité de modernisation technique dans le cadre de nos frontières. Rien n'est possible, et surtout pas la paix si la France n'est pas chez elle jour davantage le premier agent de l'Europe » (2).

Chacun sait bien que la résurgence de la question allemande peut transformer, comme le prophétisait Alain Minc, le grand dessein de François Mitterrand en « grande illusion » en vidant de sa substance la construction européenne telle qu'elle se dessinait, en marginalisant la France face à une Allemagne de 80 millions d'habitants et en la contraignant à se replier sur l'Europe du Sud. Le scénario le plus redouté, pour François Mitterrand, serait en effet, avec des nationalités retrouvant leur autonomie à l'Est et regroupées à l'Ouest, que se réalise l'Europe « à l'Atlantique à l'Oural », c'est-à-dire, au fond, plus d'Europe du tout. Et qu'enfin la vision gaullienne, nationale, l'emporte sur la mitterrandienne.

Les fruits d'un long travail

Dans ce contexte, François Mitterrand doit faire face à deux reproches : la France serait, selon M. Chirac notamment, silencieuse et inactive. Il est vrai que M. Giscard d'Estaing, parfaitement affûté sur ces questions et qui a quelques titres européens à son actif, a pris de vitesse le chef de l'Etat en se

payant le luxe de fournir, clés en main, un catalogue d'initiatives possibles pour la France. Cette démarche de l'ancien président a renforcé le sentiment que la France tardait à prendre la mesure des événements et que ceux qui la dirigent sont inexistants sur la scène internationale. L'opposition, avait, aussi, beau jeu de souligner que la présidence française, dans un moment où elle se dévot, ne mettait ni son et ni son, n'avait, jusqu'à ce jour, guère brillé.

A situation nouvelle stratégie nouvelle

Pourtant, M. Mitterrand recueille aujourd'hui, dans une relative discrétion, les fruits d'un long travail de pédagogie, exercé notamment auprès de... Ronald Reagan, et d'un dialogue européen cohérent. Au printemps 1984, lors de sa visite aux Etats-Unis, il s'était efforcé de convaincre M. Reagan de ne pas prendre les Soviétiques bête en tête afin de ne pas contraindre les évolutions en germe en URSS. Il s'était même essayé à l'humour pour illustrer le leçon de psychologie administrative à son interlocuteur en lui racontant l'histoire de l'homme (le Soviétique) qui, se prenant pour un grain de blé, avait peur des peuples (les Américains). Soigné et apparemment guéri par un psychiatre, le malade rechuta et expliqua à son médecin : « Je sais que je ne suis pas un grain de blé mais les peuples, ne le savent pas ».

M. Reagan avait ri à tout hasard, mais, la suite ayant montré qu'il n'était pas encore convaincu, M. Mitterrand avait dû continuer le travail entrepris. Dès le lendemain de son premier entretien avec M. Gorbatchev à l'occasion des obsèques de Constantin Tchernomsk, M. Mitterrand avait pris sa plume pour livrer au président américain sa conviction que le nouveau numéro un soviétique était un homme de son temps, et qu'il bouleverserait probablement la donne mondiale. A ce moment-là, M. Mitterrand était à contre-courant de la tonalité française (et occidentale), qui ne voyait en M. Gorbatchev qu'un apparition plus dangereuse que les autres, cherchant habilement à endormir la méfiance de l'Ouest.

C'est à ce moment-là que M. Mitterrand prit le risque de troubler son jeune premier ministre en recevant à Paris le général Jaruzelski. Qui le lui reprocherait aujourd'hui ? Enfin, sans confondre M. Mitterrand avec Nostradamus, on peut le créditer, depuis le début de son second septennat, d'avoir eu l'intuition de la contagion gorbatchévienne dans une Europe de l'Est qu'il a entrepris de visiter systématiquement.

Mais l'essentiel reste, pour lui, la réponse que les Douze doivent don-

ner aux remises en cause qui menacent l'édifice commun. A situation nouvelle, stratégie confirmée : quoi qu'il advienne, M. Mitterrand pense que la meilleure porte de sortie pour les Européens est de renforcer leur cohérence. Seule une communauté solide et dynamique, estime-t-il, peut devenir un pôle d'attraction pour l'Europe. Le chef de l'Etat avait déjà développé cette thèse le 10 octobre dernier, à Caracas, lorsque, interrogé sur une éventuelle réunification de l'Allemagne, il avait déclaré : « La construction de la Communauté européenne peut apporter un élément de contribution, même de réponse, à ce qui devient les problèmes allemands en cas de réunification. Il ne faut donc pas perdre de temps pour donner à la Communauté européenne les structures dont elle a besoin ».

M. Mitterrand a donc conscience qu'il est engagé dans une course contre la montre si possible par équipe, au bout de laquelle peut se prendre forme le rêve d'une Europe devenue « solide » (comme il l'a dit à Bonn le 3 novembre) soit se dissocier, dans ce qui ne serait plus qu'une vaste zone de libre circulation des hommes et des marchandises, le travail d'une vie politique et le sens d'un septennat.

Dans de telles circonstances, M. Mitterrand n'est pas nécessairement mal à l'aise. La rencontre entre les derniers jours de sa présidence européenne et l'histoire constitue une chance de sortir des querelles hégémoniques pour faire enfin, de la politique, il a manifesté, tout au long de sa vie, une capacité d'adaptation dévouée, par la force de sa réflexion, légendaire. Avant de tourner ses regards vers l'Est, ne préférait-il pas, il y a trente-cinq ans (3), pour la constitution d'un « vaste continent qui s'étend sur 7 000 kilomètres de longueur et 3 000 de largeur », de « Lille à Brézoville » ?

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU

Un débat sur le sort du communisme

« Les questions, ce sera pour le prochain mardi ! »

Il s'est passé une chose étrange, mardi 14 novembre, dans la salle B du palais de la Mutualité à Paris : une soirée irrégulière et inachevée. Sous la médiocre autorité de M. Françoise Lazard, membre du bureau politique du PCF et directrice de l'Institut de recherches marxistes (IRM) et sous le patronage politique de M. Roland Leroy, membre du bureau politique du même parti et directeur de l'Humanité, les dirigeants du Parti communiste s'étaient proposés d'ouvrir un débat sur un thème à la mode : « Mort du communisme ou deuxième révolution dans le socialisme ? » Il s'agissait bien sûr de la perestroïka en Union soviétique et plus largement des bouleversements qui agitent les pays de l'Est. Ce que M. Georges Marchais, secrétaire général du parti déjà cité, résume par « crise de développement » en opposition à la « crise du système » que subissent, selon lui, les pays capitalistes.

Pour l'occasion, deux invités de marque étaient présents : Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, et Serge July, directeur de Libération. La salle bourrée de crânes d'auditeurs attentifs — il y avait plusieurs centaines de personnes — a fini par comprendre au fil des interventions des quatre orateurs que le débat se limiterait à la tribune sur laquelle MM. Julien et July, côté à côté, faisaient face à M. Lazard et à M. Leroy. Le débat, avec les nombreux communistes, anciens communistes, compagnons, sympathisants et curieux

n'était pas inscrit au programme. Les dirigeants communistes réussissaient ainsi à organiser un débat externe au parti, alors qu'un nombre non négligeable d'auditeurs réclamaient un débat interne qui manifestement brûle les lèvres des adhérents mais qui ne semble pas vraiment souhaité par leurs dirigeants.

« Bilan globalement positif »

Si une partie majoritaire de la salle s'est silencieusement satisfaite de cet état de fait, en revanche, quelques personnes ont fait part, en élevant la voix, de leur volonté d'intervenir, d'interroger et de se soulager. « Les questions et la parole à la salle, ce sera pour le prochain mardi », a lâché sans précaution M. Lazard devant la fronde naissante. Cette remarque irrégulière a fait partir quelques-uns qui ont rejoint ceux qui avaient déjà lâché prise devant la chaleur de la salle ou les interventions pontifiantes. Au bout du compte, la directrice de l'IRM a tiré la conclusion du débat à quatre dans le brouhaha de la retraite générale d'une assemblée qui paraissait frustrée.

M. Julien, qui, de son propre aveu, « fréquente peu les journalistes », a souligné avec gravité que M. Mikhaïl Gorbatchev était « la dernière chance de l'URSS », pays qui a souffert trop longtemps de « l'économisme ». M. July s'est

déclaré « souffié » par le rôle que le PCF prétend avoir joué dans la perestroïka, ce qui a fait dire en substance à M. Leroy que les prémisses étaient déjà dans le Défi démocratique, ouvrage écrit par M. Marchais en 1973, avec l'aide de M. Charles Fiterman. Le directeur de l'Humanité a repris à son compte le « bilan globalement positif » des pays de l'Est réaffirmé par M. Marchais, dimanche 12 novembre, sur Europe 1, il a insisté sur la « révolution économique » en Union soviétique en admettant « c'est vrai que les choses vont mal du point de vue de l'approvisionnement dans les villes », il a réaffirmé son « refus du modèle prêt-à-copier » et son inébranlable croyance pour le rôle du parti « avant-garde politique ».

A son tour, le directeur de Libération lui a fait remarquer que, dans un an, à l'issue d'élections libres, « il est peu probable que le SED (PC est allemand) sera en position d'avant-garde ». Quant au PC soviétique, il est bien difficile d'affirmer aujourd'hui avec l'acclimation des événements dans les pays satellites si « dans trois semaines ou dans trois mois, il sera toujours l'avant-garde du processus ».

Face aux remarques de MM. Julien et July, les deux dirigeants communistes ont souvent paru sur la défensive ou accablés de certitudes devenues incertitudes.

OLIVIER BIFFAUD

l'année va pr

L'ANNÉE POL
S LE MOND

PARL
TERNATI

monde géopolit
une politique m
FEDINCO

POLITIQUE

Les projets du mouvement gaulliste

M. Chirac va préciser la nouvelle doctrine sociale du RPR

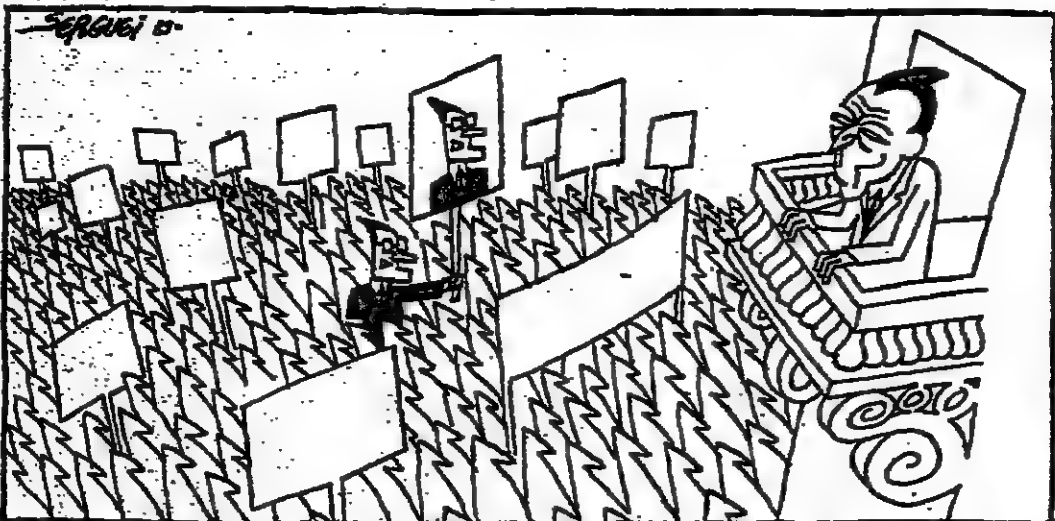
Le RPR cherche par tous les moyens à se distinguer de ses partenaires de l'opposition, centristes et surtout UDF, empêtrés dans leurs problèmes d'organisation, absorbés par la définition de leurs structures et encore dominés par leurs rivalités de personnalités. Le parti de M. Chirac veut convaincre qu'il a désormais totalement surmonté le malaise qui s'était répandu dans ses rangs et qui se serait terminé avec l'échec de la tentative d'autonomie des « rénovateurs ». Il va donc tenter d'apporter cette démonstration dans deux domaines : sa propre organisation et la préparation d'un projet en matière sociale.

Ainsi, le problème de la réforme des structures du mouvement gaulliste ne se poserait plus depuis que ses statuts ont été modifiés, le 20 juin dernier, pour admettre la notion de pluralisme dans la désignation des instances. Dès lors, la reconnaissance des « courants » et la rivalité qui existe toujours entre diverses sensibilités au sein du mouvement sont présentes, non sans quelques résistances, comme des signes de bonne santé démocratique et comme la preuve d'une vitalité interne retrouvée.

C'est pourquoi les avant-projets de motions qui seront adressés au secrétaire général avant le 17 novembre en vue du conseil national du 2 décembre, sont attendus sans appréhensions. Aucune, en effet, ne remet en cause ouvertement les structures du mouvement, ni ne conteste l'autorité de ses dirigeants, et surtout pas celle de M. Chirac, qui pourra ainsi, sans risque, solliciter aux assises nationales du 11 février 1990 le renouvellement du mandat de président qu'il exerce depuis le 5 décembre 1976.

Toutes ces motions se présentent donc sous forme de contributions à la définition d'une ligne politique ou en proposant des solutions pour les problèmes du pays, en quelque sorte des projets de gouvernement. Certes, chacune met l'accent sur un thème ou une sensibilité particulière. C'est le cas avec « Avenir et fidélité » de MM. Borotra et Mazaud, privilégiant l'identité du RPR et l'autorité de l'Etat. Il en va de même avec le courant « Vitalité, imagination, environnement » de M. Carignon, qui compte des « rénovateurs », et notamment M. Noir, parmi ses signataires (le Monde du 15 novembre).

M. Gabriel Kasperow, au nom de l'Association Présence et action du gaullisme, a déposé un texte qui décrit « les nouveaux horizons » du



gaullisme pour que les références au père fondateur ne soient pas oubliées (1). M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général, souhaite que le mouvement gaulliste anticipé les changements qui l'ont inévitablement évolués la société.

Les « rénovateurs » proches de M. Seguin préparent aussi un texte, et M. Girard également. On retrouve parfois les mêmes noms parmi les partisans de diverses motions. D'autres, en revanche, passent de l'une à l'autre. Ainsi M. de Lipkowski a d'abord signé la contribution de M. Carignon, et il a officiellement apporté son soutien à celle de M. Kasperow, car, selon lui, la première « n'était pas assez locale et ne parlait pas de participation ».

Certains de ces textes pourraient d'ailleurs se fonder entre eux, et d'ores et déjà des contacts sont pris entre les partisans de MM. Borotra et Mazaud et ceux de M. Kasperow. Quant aux « rénovateurs » proches de M. Seguin, ils sont attendus par ceux qui entourent M. Carignon. M. Juppé, secrétaire général du RPR, constate avec satisfaction que les idées foisonnent parmi les responsables du mouvement. Il retient de cette prolifération que les adhérents du RPR ne sont pas résignés à leur état actuel d'opposants ni obnubilés par les querelles d'ambition entre quelques leaders.

Le secrétaire général, qui présentera aussi une motion de la direction du parti, ne désespère donc pas d'aboutir à une synthèse car, pour le moment, rien dans les différents textes ne lui semble fondamentalement contradictoire avec ce qu'il pense lui-même. Toutefois, certains « courants » pourraient se compter afin d'être représentés en tant que tels au sein du conseil national, dont deux membres seront élus sur des listes par les délégués aux assises en février prochain.

Dans le même esprit, et pour souligner là aussi que le RPR, à la

différence de ses partenaires, s'intéresse en priorité aux problèmes de fond, le mouvement de M. Chirac organise, dimanche 19 novembre, au parc floral de Vincennes une « convention du monde du travail ». Ouverte par M. Juppé, cette réunion s'achèvera par un discours de M. Chirac qui devrait esquisser la nouvelle doctrine sociale du RPR.

L'importance que le maire de Paris accorde à ce sujet sera confirmée par une interview qu'il accordera, la veille, à Libération. Déjà, le 16 novembre, à l'occasion d'un déplacement dans une ville à municipalité communiste, le Havre, l'ancien premier ministre aura lancé son offensive.

Pas de « miracle » de la méthode Rocard

Car, pour M. Chirac, l'actuel gouvernement n'a pas su résoudre les problèmes sociaux qui se posent au pays. Il affirme même que « la méthode Rocard tant vantée n'a réalisé aucun miracle » et qu'elle a entraîné le malaise « étendu et s'accroît notamment dans la fonction publique. Il en conclut que « les socialistes ont été incapables de gérer la sortie de la crise économique ». Or, cette sortie a été réussie, selon l'ancien premier ministre, grâce à la gestion qu'il a conduite à l'hôtel Matignon.

M. Chirac a, en effet, toujours soutenu que les fondements de l'assainissement économique qu'il avait alors posés ne pourraient se décadre en termes de bien-être sociaux que plus tard. Il reproche donc aujourd'hui aux socialistes non seulement de n'avoir pas pris son relais mais surtout d'avoir compromis les acquis de la période 1986-1988 et d'être, en conséquence, les seuls responsables de la détérioration du climat social.

M. Chirac va donc proposer une extension du principe de la « participation » en l'appliquant selon des techniques précises. Il demande

que soient développés les projets d'entreprises et que soient multipliés les cercles de qualité. Il souhaite également que la participation des salariés au capital des entreprises soit facilitée et que l'investissement aux résultats soit fondé. Il veut donc généraliser les modalités dont il avait amorcé la mise en œuvre lorsqu'il était au gouvernement et que M. Balladur appelle le « libéralisme populaire ».

M. Chirac affirme que dans les secteurs où ces principes ont déjà été appliqués le climat social est maintenant et il cite en exemple les infirmières du secteur privé. Mais pour le président du RPR, ces réformes ne doivent pas seulement concerner le secteur privé. Elles peuvent et elles doivent s'étendre au secteur public.

Les administrations d'Etat peuvent très bien intégrer des mécanismes techniques qui amélioreront la situation des fonctionnaires, non seulement en ce qui concerne les conditions de travail, mais aussi quant à leurs rémunérations. Cela peut être obtenu par le système des cercles de qualité et par la recherche de la rentabilité et se traduire par des formes particulières d'intéressement et d'amélioration des traitements.

En s'attaquant à ce secteur, M. Chirac veut d'abord montrer qu'il n'est pas à court d'idées afin de démentir le reproche qui lui est adressé depuis plusieurs mois en raison de ses silences.

ANDRÉ PASSERON

(1) Parmi les signataires de la motion « Nouveaux horizons » figurent huit députés : MM. Kasperow (Paris), Armand Delmas (Oise), Jean-Louis Masson (Moselle), Claude-Gérard Marcar (Paris), Claude Labbé (Hauts-de-Seine), Jean de Lipkowski (Charente-Maritime), Didier Julia (Seine-et-Marne) et M^{me} Christine Papon (Val-de-Marne).

Sous la direction de Robert Badinter

Une autre Justice



1789-1799
Etudes publiées
sous la direction de Robert Badinter

HISTOIRE DE LA JUSTICE
FAYARD

408 p.
150 F

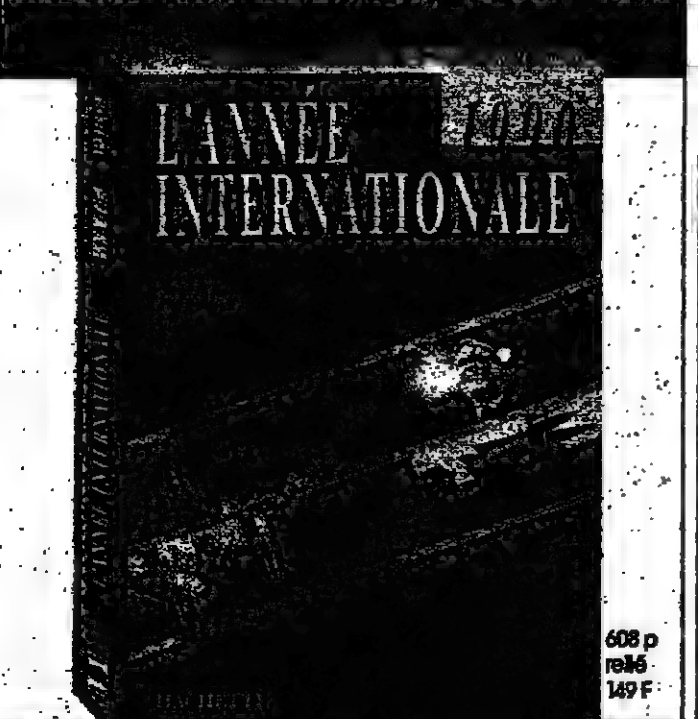
Contributions à l'histoire de la justice sous la Révolution française

Ont collaboré à cet ouvrage :

J. Boedels, M. Boulet-Sautel, J.-D. Bredin, N. Castan, J. Commaille, H. Dantenwille, J.-L. Gazzaniga, J.-L. Halpérin, J. Hilaire, P. Lascoumes, A. Lebigre, J. Léonnet, R. Martinage, R. Martineau, F. Monnier, A. Moreau, P. Poncela, J.-P. Royer, B. Schnapper, G. Thuillier.

L'Histoire
FAYARD

L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90



Annuaire géopolitique mondial de la revue politique internationale
HACHETTE

608 p.
rel. 149 F

Le 72^e congrès de l'Association des maires de France

M. Joxe lance le débat sur le statut de l'élu

Pour les maires, les dossiers prioritaires sont la mise au point d'un statut de l'élu (69 %), une plus grande autonomie financière des collectivités territoriales (60 %) et une plus grande liberté en matière de gestion du personnel (53 %).

Ces indications sont tirées d'un sondage de la SOFRES pour le Quotidien du maire, réalisé entre les 7 et 9 novembre, par téléphone, auprès d'un échantillon national de quatre cents maires. La même enquête révèle que 60 % des maires pensent que la décentralisation n'est pas allée assez loin, et 62 % souhaitent que de nouvelles attributions soient transférées aux collectivités locales.

M. Pierre Joxe ne pouvait, dès lors, que satisfaire l'attente des quelque cinq mille participants au 72^e congrès de l'Association des maires de France (AMF), qui s'est ouvert, mardi 14 novembre, à Paris, en présentant les grandes lignes d'un projet de loi sur le statut des élus locaux.

Le ministre de l'Intérieur souhaite soumettre ce texte « d'urgence démocratique » au Parlement lors de la prochaine session de printemps. Le projet, a-t-il précisé, ne sera rédigé qu'après réception des conclusions de la mission confiée à M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais et auteur d'un précédent rapport en janvier 1982.

Les principaux points devraient concerner les garanties à accorder aux élus dans l'exercice de leurs fonctions, qu'il s'agisse de l'extension des règles d'autorisation d'absence pour les maires, de l'octroi d'un crédit d'heures forfaitaires et mensuel par les employeurs d'élus locaux ou d'assurances contre le licenciement ou le déléguement professionnel.

Le nouveau statut devrait, en outre, permettre aux élus de bénéficier d'un droit à un congé formation. Troisièmement, il pourrait se traduire par la « remise à plat et une reconstruction du système de retraites des élus ». Enfin, la mise au point de ce statut s'accompagnerait d'une « rationalisation du régime des indemnités des élus ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné son intention de déposer prochainement au Parlement un projet de loi tendant à organiser la coopération intercommunale. En milieu rural, un nouveau type d'établissement public de coopération devrait voir le jour : les communautés de communes. Pour les grandes villes, le système actuel des communautés urbaines sera favorisé. Sur ce point, M. Joxe s'est défendu de toute « volonté jacobine » en précisant que les nouvelles structures devront être le fait d'une « procédure volontaire » car, a-t-il observé, « toute structure obligatoire paraît vouée à l'échec », et les statuts « seront modulables et évolutifs ».

سكنا من الاصل

هكذا من الاعلى

*Leader en bases de vernis à ongles.
Leader en nitrocellulose (premier
européen, deuxième mondial).
Leader en intermédiaires dérivés du
phosgène.
800 chercheurs, 12 établissements
et filiales dans le monde.

(63% du chiffre d'affaires à
l'exportation).
3 centres de production:
Bergerac, Sorgues et Toulouse.

SNPE Chimie.
Passionnement Chimie.



**APRÈS AVOIR CONQUIS DANS LE MONDE
QUELQUES PLACES DE LEADER,*
PERMETTEZ-NOUS DE VOUS PRÉSENTER
NOTRE NOUVELLE CARTE DE VISITE.**



Side text from the adjacent page, including a section header "Le Babelon" and various columns of small print.

14. Le budget de la jeunesse et des sports

15. La gestion de l'ancien maire d'Angoulême

16. « Indigénisme télévisé »

24. Le budget de la jeunesse et des sports

Voie : la Course autour du monde

Patrimoine : investir pour le passé

Les Rencontres d'Avignon ont souligné les difficultés du financement et esquissé des solutions

Vendredi 17 novembre, le Syndicat français des artistes interprètes appelle à manifester, rue de la Gaîté, devant le Théâtre Montparnasse-Gaston-Baty, menacé de destruction. A Avignon, un colloque réunissant des conservateurs, mais aussi des ethnologues, des architectes, des hommes politiques, des éditeurs, des gestionnaires et des mécènes vient de s'achever. Son thème était « Le patrimoine et l'argent ». Prochainement, M. Jack Lang, qui a décidé de protéger la piscine Molitor comme la Fouquet's, doit présenter un plan de rénovation qui concerne les musées de province. Pour fêter le cent cinquantième de l'invention de la photographie, le Musée d'Orsay met en valeur cent ans de patrimoine photographique. Le patrimoine, longtemps cantonné aux vieilles pierres, s'étend aujourd'hui à tous les domaines : jardins, usines, bateaux, photos et lieux de mémoire.

AVIGNON

de notre envoyé spécial

Les Rencontres internationales du patrimoine, qui, depuis cinq ans, ont lieu à Avignon, sont sans doute parmi les nombreuses réunions professionnelles de l'automne les plus directement tournées vers le public. Elles avaient pour thème, du 10 au 12 novembre, « Patrimoine et argent », un problème sans fin, et plus précisément sans fond, comme le tonneau des Danaïdes. Les Rencontres d'Avignon cherchent leur rentabilité intellectuelle et financière dans la confrontation des expériences ou des solutions apportées par des univers qui, à force de mal se connaître, finissent par s'ignorer. On y croise de plus en plus d'élus — ils sont, il est vrai, singulièrement concernés depuis la décentralisation — des architectes, des ethnologues, des éditeurs, des gestionnaires, des mécènes. Les thèmes s'ancrent généralement dans le concret : les mémoires, des aux hommes, du patrimoine (1985), ceux dus à la nature (1986), les problèmes et avantages de l'exploitation touristique (1987).

En 1988, en revanche, les organisateurs ont pu fêter le vingtième anniversaire d'un mois de mai iconoclaste, avaient sans le pas, et plongé dans le théorique : patrimoine et modernité. La pesanteur de l'architecture a cependant permis d'apporter des exemples bien matériels de ce qui peut ou ne devrait pas se faire en matière d'intervention contemporaine sur les monuments anciens. Le sujet était primordial. Car Avignon ne

bruit en effet, cette année, que des « malheurs » du Musée Calvet.

Avignon, décidément, a du mal à gérer son héritage. Faut-il d'une fortune suffisante pour gérer un patrimoine croissant ? Sans doute. Plus certainement parce que, depuis la création du Festival, la ville a acquis peu ou prou un rôle de capitale culturelle et qu'elle tend à y répondre avec des mécanismes provinciaux, fondés en partie sur l'opportunisme financier et l'imitation des modèles parisiens.

On l'a vu avec le lamentable quartier de l'Horloge, dans le plus pur esprit de ce que Paris aura produit de pire, par exemple, l'ensemble du Parc Royal dans le Marais.

Il existe, malgré tout, dans la cité des papes, une certaine retenue qui permet à Avignon d'échapper pour l'essentiel à l'enthousiasme éphémère de ville comme Aix-en-Provence, où l'incompréhension du patrimoine le dispute à un urbanisme de façade, sans même l'excuse de l'architecture contemporaine. Ce en quoi une ville,

initialement plus miséreuse, comme Nîmes, entreprend d'exceller.

On le voit, derrière le jugement critique ou la réflexion théorique sur le patrimoine des villes — Avignon, Aix, Nîmes, et tant d'autres — il y a toujours la même question d'argent ; ou, pour être poli, d'équilibre entre les exigences du patrimoine et l'engagement des dépenses pour l'avenir.

En toute logique, au cours de ces cinquièmes Rencontres, Avignon a servi à plusieurs reprises de cadre et

d'exemple. Mais cela, pour mieux s'ouvrir aux multiples aspects du patrimoine, dans son acception la plus internationale, la plus complexe. Les trustees anglais, la Caisse nationale des monuments historiques, ou encore les financements des grandes expositions nationales par le mécénat, sont des exemples connus, et qui obéissent à la logique simple du patrimoine d'Etat. Or on aura pu mesurer cette année comment les collectivités peuvent intervenir, non pour l'immédiate rentabilité, mais pour la qualité, l'exemplarité d'une action.

Ainsi la revue 303 consacrée aux pays de la Loire, dont les seuls abonnements sans l'aide de la région ne permettraient pas la rare perfection. On aura pu voir comment le prix Agha-Khan pour l'architecture parvient à défendre, par l'exemple, le patrimoine de l'architecture islamique. Ou encore, comment, à Courson, la renaissance d'un parc et son exploitation judicieuse permettent non seulement la survie d'un ensemble, mais de lui donner une nouvelle fonction, une nouvelle vie.

La première leçon de ces Rencontres d'Avignon aura été ce à quoi on pouvait s'attendre : les plus belles réussites sont là où l'intelligence de l'argent rencontre celle du savoir-faire. On comprend aussitôt que le corollaire d'un tel constat est l'urgence d'une morale ou, comme le veut le langage contemporain, d'une éthique. Le thème d'un prochain colloque ?

FRÉDÉRIC EDELMANN

La restauration du musée Calvet

Une affaire mal engagée

C'est une affaire mal engagée que celle du musée Calvet. Comme tant et tant d'autres dans tant de villes de France, mais qui, localement, est en train de prendre un désagréable tour politique, au-delà d'une polémique par ailleurs justifiée. Le bâtiment, construit au milieu du XVIII^e siècle, abrite depuis 1833, la collection léguée par Esprit Calvet, au prénom si judicieux. Antiquités, sculptures, peintures, une collection assez riche pour avoir suscité la construction en 1896 d'une grande galerie à verrières, typique des musées du siècle dernier. En 1986 le Conseil municipal a voté la rénovation du musée. Le musée Calvet fait donc actuellement l'objet d'une

renovation complète qui n'épargne que les façades et une partie des salles classées. Celles-ci ont droit à une restauration trois étoiles, due à l'architecte en chef des monuments historiques locaux, M. Dominique Roussary (l'un des inspirateurs des Rencontres). Ce qui n'est pas classé a été confié à l'impétuosité naturelle d'un architecte parisien, Philippe Dubois qui, à l'heure d'Orsay et du musée Picasso, a estimé très naturellement qu'il fallait frapper fort dans le sens de la « muséographie moderne ».

Peut-être, s'il avait été présent aux Rencontres de 1988, ou plus attentif à l'air du temps, il aurait compris que toutes les

audaces ne sont plus aussi bien supportées en 1989, que l'histoire des musées, leur patrimoine, leur charme, font désormais partie du discours et de l'arsenal muséographiques. Sous réserve d'autres surprises, l'erreur, à l'origine, n'était donc que théorique. Mais la théorie de référence choisie impliquant une intervention radicale, sinon brutale, la réponse des milieux culturels avignonnais est, elle aussi, en toute logique, brutale.

Sauf coup de génie architectural, ou à moins d'une mise à plat intelligente des problèmes, le musée Calvet n'a pas fini de faire parler de lui.

F. E.

Au Musée d'Orsay : 1839-1918

La photo a changé notre façon de voir



Mayer et Pearson : « La comtesse de Castiglione en buste l'œil rehaussé d'un cadre » (vers 1864)

La grande originalité de cette rétrospective, qui restitue l'évolution d'un art nouveau sur un siècle est de se consacrer tout entier à l'examen de ses potentialités sans aborder les rapports de compétition avec la peinture. Art moderne et révolutionnaire, la photographie diffère intrinsèquement de la vision humaine. A peine inventée, elle se tourne vers son avenir et développe une esthétique propre qui accompagne et modifie l'histoire des formes.

Apte à voir au-delà du visible, la photographie est un art solitaire au service de la nuit. Dans la chambre noire, elle mène le négatif en positif ; le jour devient nuit. Comme le montre l'atelier d'Hippolyte Bayard (vers 1845), un nu de Nègre (1848) ou l'étude d'un vieux chapeau par George Shaw (1852), la vision négative offre une image inversée du monde et révèle des formes spectrales surgies des ténébreux. De ce point de vue, une image est fantastiquement éclairante. Il s'agit d'*Immortelles du Rhône* (1856-1857) par Baldus,

payage d'outre-tombe noyé par une lumière noire.

Le négatif, essence même de la matière photographique, n'est pas une étape chimique obligée. Il est aussi un objet esthétique en soi, repéré très tôt par de nombreux photographes et prolongé sous forme de « rayogramme », réalisé sans appareil, par les avant-gardes dans les années 30. Un des atouts de l'image fixe est d'avoir su tirer parti des incidents techniques, involontaires ou provoqués. Ainsi, du panoramique de la *Pointe des Foulaines* (Quiberon), allégorie optique de la rondeur de la Terre. De la *Découverte du cadavre de la dame Bertrand* (5 juin 1898), perversion policière de la perspective au grand-angulaire. Ou encore cette composition spiritualiste du tourmenté O.G. Rejlander, *Temps difficile* (1860), surimpression du monde réel et du monde rêvé, selon un procédé largement exploité ensuite par les surréalistes.

A côté d'opérateurs connus, « L'invention d'un regard », fait la

part belle aux amateurs, inconnus et anonymes, qui, par un anachronisme et des tentatives optiques, ont célébré malgré eux l'inconscient de la vue. C'est le cas de ces badauds partis en fumée que surprend Collard devant l'Hôtel de Ville de Paris, incendié en 1871. Ou de cette contre-plongée vertigineuse du *Palet de Peinture* (Loz), 1889, qui apparaît ce puits de lumière à un globe oculaire vu du crâne.

Le point de vue, le cadrage, le choix du motif et, bien sûr, la lumière qui cisèle, architecture, personnalité, sont autant de moyens qui ont aidé l'homme à appréhender sa vision. De Zola à Bonnard et Degas, prestigieux amateurs, ou Lartigue fixant à Rouzat le saut d'un chat, les photographes ont déployé des ressources inépuisables pour enfin fixer sur une image statique cette réalité immatérielle qu'est le mouvement. Décomposant scientifiquement le mirage de l'instantanéité, et par là même le temps, et la durée, Marey et Muybridge ont produit tous deux une iconographie poétique, d'une modernité rare. Par sa rythmique synchrone, presque abstraite, elle préfigure l'art cinématique et le futurisme figuré par le *Violoncelle* (1913), de Bragaglia où le mouvement n'est plus qu'une trace floue, un tourbillon évanouissant de lignes inconcevables.

Les photographes sont des occultistes qui ont changé notre regard, et leur réussite est d'autant plus saisissante qu'ils ont investi, avec une homogénéité sans faille, chaque branche de l'activité humaine. Qu'il s'agisse d'un trivial urinoir, des épaules de Paris ou d'un lion en cage, ces virtuoses du détail ont authentifié des pans insoupçonnés de la réalité visible. Par eux furent données la certitude de la présence et celle du passé, à l'exemple de ce portrait inconnu, visiblement posé, du président Lincoln et de celui du général MacClellan à la bataille d'Antietam (1862). Confiant au reportage historique ou social le soin de documenter les événements (guerre, catastrophes naturelles) et de faire découvrir des lieux alors inaccessibles (asile, hôpital, prison), la photographie scientifique ou médicale reprend l'archivage des accidents et des aberrations de la nature humaine, jusque-là confié au dessin et à la gravure.

« L'artiste est le seul savant vrai », disait Man Ray. La photographie, trop souvent décrite comme une simple technique de reproduction, est un fabuleux moyen d'accès à l'infiniment petit, du microscope au télescope, l'expérimentation scientifique ou technologique cagendie une plasti-

ciété propre. Elle bascule dans la troisième dimension sous la lunette d'Auguste Adolph Bertsch, constructeur optique, épique de poutres, de mouches et de cristallins, qui dès 1856 enregistre une éclipse de la Lune.

Cette exposition vante les prodiges d'un art en quête de son autonomie. Passionnante, formidablement pensée, elle consacre l'hégémonie du document sur l'œuvre déclarée artistique. Même si elle adopte un point de vue radicalement différent, elle est un complément idéal de l'exposition de Beaubourg (*Le Monde* du 4 novembre), qui fait du huitième art « un enfant légitime de la tradition picturale ». « L'invention d'un

regard » est une des expositions photographiques les plus importantes de ces dix dernières années. Son seul défaut est d'être présentée dans des lieux un peu froids, que le public en venant nombreux devrait réchauffer de sa présence.

PATRICK ROEGERS

► « L'invention d'un regard » (1839-1918), cent cinquante ans de la photographie, 280 photos provenant de grandes collections publiques, françaises et étrangères, sous la direction de Françoise Heibron, Philippe Néagu et Bernard Marbot. Musée d'Orsay, quai Anatole-France, jusqu'au 31 décembre. Catalogue : 271 p., 280 F.

Versailles

Jean-Pierre Babelon un nouveau patron

Versailles a désormais un responsable unique : Jean-Pierre Babelon, inspecteur général des Archives de France. Depuis un mois, il est à la tête du musée (le contenu du château), des bâtiments et des jardins. Son premier objectif est d'ordre administratif : trouver un adjoint pour pallier le sous-équipement de ses services. Il doit veiller ensuite à ce que ses nouvelles responsabilités n'amoindrisent pas la vie du musée.

« La politique d'acquisition entamée par mes prédécesseurs sera poursuivie », affirme Jean-Pierre Babelon. *Nos fichiers sont à jour. Nous savons parfaitement où se trouvent les différentes pièces qui meublent le château. Certaines d'entre elles sont gelées, dans les musées. D'autres passent régulièrement en vente et nous comptons sur une action conjointe de l'Etat et du mécénat pour repeupler nos salles encore vides. »* La rénovation des bâtiments doit bien sûr se poursuivre. Les trophées qui couronnaient l'aille nord retrouveront bientôt leurs places.

Sa troisième tâche est plus délicate. Il s'agit de rénover et d'animer le parc. La végétation vieillit régulièrement. En 1780, la plupart des arbres furent abattus et replantés. L'opération fut répétée, cent ans plus tard, vers 1880. Aujourd'hui, Jean-Pierre Babelon est confronté à la même situation. Des saignées seront donc nécessaires. Il devra aussi rénover les bosquets dont la plupart sont dans un triste état et se préoccuper des sculptures, elles aussi menacées par l'âge. Le nouveau directeur s'appuiera sur l'ensemble de musées de Versailles pour animer le parc. Il devra, enfin, veiller à la modernisation des accès du château : aménagement d'un parking, aménagement d'un parking, et d'un accès digne de ce nom.

Il devra surtout mettre en place un programme de circuits variés pour que les trois millions et demi de visiteurs ne prennent pas tous, en même temps, le chemin de la galerie des Glaces.

EMMANUEL DE ROUX

VO GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES
GAUMONT PARNASSE - GAUMONT ALÉXIA - 14 JUILLET ODÉON
LA BASTILLE - VF GAUMONT CONVENTION - LE BRETAGNE

PETER GREENAWAY

Le Cuisinier

Le Voleur

sa femme

et son amour

AVEC RICHARD BOURGEOIS, MICHAEL GAMBON, HELEN MIRREN, ALAN HOWARD

هكذا من الاصل

COMMUNICATION

250 000 foyers abonnés à travers la France

Les réseaux câblés privés progressent plus rapidement que ceux de France Telecom

Les abonnements au câble semblent, depuis quelques mois, s'accroître. Mais les réseaux construits par l'Etat dans le cadre du plan-câble de 1982 ont moins de succès que les réseaux privés, plus souples commercialement. Un développement à deux vitesses qui suscite les critiques des opérateurs et des élus locaux.

Décrié, coûteux, en retard, le câble n'en creuse pas moins son trou en France. Par le simple effet de l'inertie et de l'accroissement massif des prises installées, la lourde machine du plan-câble commence à porter quelques fruits. Ainsi, à Paris, les responsables de la Lyonnaise des eaux notent que le rythme des abonnements est passé, en un an, de trois cents à mille par semaine.

Pour la Lyonnaise des eaux, dont la moitié des abonnés sont à Paris, ce «frémissement» est encourageant et permet d'envisager la rentabilité pour 1995. Communication Développement (filiale de la Caisse des dépôts) et la Générale des eaux, les deux principaux opérateurs français, notent aussi une accélération des abonnements, en particulier sur les réseaux qu'ils

construisent eux-mêmes. Le phénomène n'a pourtant rien du raz de marée.

Au plan national, si l'on en croit les chiffres de la lettre spécialisée *Télécoop* et ceux de l'Association des villes câblées (voir tableau), seuls deux cent cinquante mille foyers français s'initient aux joies du «zapping» sur quinze à vingt-cinq chaînes et découvrent les programmes thématiques préparés par les opérateurs. Et, surtout, la lecture de ces chiffres montre clairement l'apparition d'un câble à deux vitesses.

D'un côté, les nouveaux réseaux privés, autorisés depuis 1986. Construits et gérés par la même société, ils affichent partout des taux d'abonnement supérieurs à 20%. De l'autre côté, la cinquantaine de réseaux du plan-câble, construits par France Telecom et gérés par un opérateur privé. Leur taux moyen d'abonnement vient tout juste d'atteindre 10%.

Pourquoi cette différence? La divergence des intérêts entre opérateur et constructeur du réseau, organisée par le plan-câble, est en cause. Elle est source de lourdeur commerciale, de manque d'adaptation du terrain, de rigidité tarifaire, autant de handicaps à la réussite. Dans la plupart des réseaux du

plan-câble, le tarif d'abonnement reste dissuasif parce que, disent les opérateurs, la redevance versée à France Telecom pour chaque abonné interdit de tirer les prix vers le bas. Et les efforts pour sortir de ce schéma rigide sont laborieux, même s'ils commencent à donner des résultats. Il aura ainsi fallu plus d'un an à Communication Développement pour obtenir, à Rennes, une révision des conventions avec France Telecom, et pouvoir ainsi proposer différentes formules d'abonnement, dont les prix s'étagent de 69 F à 148 F par mois.

Toutes ces difficultés incitent aujourd'hui certains à hausser le ton. Une note interne de la Générale des eaux, dont la direction refuse d'endosser la responsabilité, suggère de «repenser complètement et très rapidement les dispositions du plan-câble».

En face, le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace ne veut pas dévier de la ligne pragmatique adoptée à l'automne 1988. Cette politique des «petits pas», des avancées partielles, tant pour le câblage des logements collectifs que pour l'augmentation du nombre de canaux disponibles, commence à porter ses fruits, pense-t-on à la Générale. Même si les opérateurs se plaignent de la lenteur avec laquelle ces instructions sont mises en œuvre sur le terrain, ils ne semblent pas prêts à ouvrir les hostilités tous azimuts.

Critiquée par la Cour des comptes, chargée de tous les maux alors qu'elle investit quelque 25 milliards de francs sans grand espoir de rentabilité, l'administration plaide la bonne volonté. Mais la bonne volonté ne sera peut-être pas suffisante, si l'écart continue de se creuser entre deux types de réseaux. Ce développement inégal risque en effet de mécontenter les élus locaux, premiers concernés par le succès ou l'échec du câble.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Quand Canal J et TV Sport rivalisent avec les chaînes nationales

Faute d'abonnés, l'audience du câble est encore insignifiante à l'échelle de la France. A côté des six chaînes hertziennes nationales, les «autres télévisions» ne représentent que 1,7% des parts d'audience dans les sondages de l'institut Médiamétrie. Mais la situation pourrait évoluer rapidement.

Aux Etats-Unis, où le câble touche 64% des foyers, les programmes du câble captent déjà 22% de l'audience totale (dont 7% pour les chaînes payantes). Les grands networks, dont l'audience rétrécit d'année en année (de 91% à 66% du marché, aux heures de grande écoute, entre 1976 et 1988), ne peuvent plus ignorer la menace sur leurs recettes : les revenus publicitaires du câble approchent les 2 milliards de dollars.

En France, aucune étude générale ne permet encore de savoir précisément quelle est l'audience réelle des chaînes câblées spécifiques. Cette lacune commencera à être comblée en 1990, Médiamétrie réfléchissant avec les opérateurs aux méthodologies adéquates de mesure. Mais d'ores et déjà, des sondages partiels et mesurés dans les réseaux où la technologie le permet indiquent que l'abonné au câble regarde moins les grandes chaînes nationales.

Ainsi, sur le réseau de Saint-André, dans le Nord, les programmes du câble ont une part de marché oscillant entre 20% et 40%. Même entre 19 heures et 22 heures, quand la concurrence des chaînes nationales est la plus vive,

cette part atteignait 23,6% pendant la dernière semaine de septembre. Il est vrai que RTL, chaîne généraliste, est responsable de plus du quart de cette audience. Mais les chaînes thématiques, Canal J (pour les enfants) en tête, puis TV Sport et la SEPT culturelle, et enfin Planète (documentaires) et MTV (musique) font aussi des scores corrects. C'est notamment le cas le mercredi, qui apparaît comme «la soirée du câble», faute de concurrence des films sur les télévisions généralistes.

Ces chaînes thématiques réalisent leurs meilleurs scores à d'autres horaires, plus adaptés à leurs publics spécifiques. Canal J dépasse ainsi FR 3 entre 10 heures et 18 h 30, avec plus de 6% du marché. Et la chaîne des enfants fait même un «tabac» le samedi, en prenant à 12 h 30, avec 13% du marché, la deuxième place derrière TF 1. Un score remarquable puisque, par définition, la chaîne ne s'adresse qu'à environ 40% des foyers, ceux où résident des enfants de moins de treize ans.

Même s'ils ne peuvent être étendus à l'ensemble du pays, ces chiffres corroborent les sondages réalisés sur d'autres réseaux, montrant que les chaînes câblées, encore adolescentes, captent déjà entre 15% et 30% des audiences. Elles sont loin d'en tirer des revenus publicitaires conséquents. Mais en se multipliant, en musclant leurs programmes et en élargissant leurs basses d'audience au rythme du câblage, ces chaînes câblées seront bientôt une menace réelle pour les chaînes généralistes.

M. C. I.

Opposé à la présence de M. Robert Hersant

Le directeur du «Soir» de Bruxelles a présenté sa démission

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Yvon Toussaint, directeur-rédacteur en chef du premier quotidien francophone belge, *Le Soir*, a annoncé, mardi 14 novembre, sa démission. Opposé depuis toujours à la présence de M. Robert Hersant dans le capital de la société Roscel, éditrice du *Soir*, M. Toussaint avait vivement critiqué l'accord intervenu le 26 octobre entre les dirigeants du groupe et les représentants du magnat de la presse française.

Aux termes de cet accord, M. Hersant, qui acceptait de ne plus siéger personnellement au conseil d'administration de Roscel, avait aussi admis une très légère diminution (de 42 à 40%) de sa participation au capital de Roscel, participation qui avait été confirmée par un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles.

M. Toussaint souhaitait, pour sa part, que le groupe Roscel éprouve d'abord toutes les possibilités juridiques pour tenter d'empêcher le patron de presse français d'accroître son influence dans le groupe belge.

La société des journalistes de *Le Soir*, également hostile à la présence de M. Hersant, a exigé, quant à elle, la signature d'une convention garantissant l'indépendance et l'image du journal, et souhaitait que cette convention soit mise au point avant la désignation du successeur de M. Toussaint, faute de quoi une grève pourrait être envisagée.

J.-A. F.

Les performances des réseaux

	Prises recordables	Abonnés	Pénétration (abonnés/prises)
Anciens réseaux privés (avant 1982)	126 606	76 631	61 %
Réseaux du Plan Câble (1982-1986)	1 299 359	129 977	10 %
Réseaux privés (depuis 1986)	203 558	46 821	24 %
TOTAL	1 629 523	255 675	16 %

Source : *Télécoop-Avica*. Fin septembre 1989, sur 62 réseaux.

UNE LOI

3 juillet 1985

DES DROITS

rémunération pour copie privée et rémunération équitable (communication au public de phonogramme du commerce)

DES ARTISTES - INTERPRETES

chefs d'orchestre, musiciens, danseurs, chanteurs, comédiens...

2 SOCIETES POUR DEFENDRE ET GERER LEURS DROITS

43, rue de Douai



75009 Paris

La SPEDIDAM, Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes Interprètes de la Musique et de la Danse, représente les artistes interprètes dont le nom n'est pas mentionné sur l'étiquette des phonogrammes ou au générique des films et vidéogrammes.

12, rue de Berri



75008 Paris

L'ADAMI, Société pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes, représente les artistes interprètes dont le nom est mentionné sur l'étiquette des phonogrammes ou au générique des films et vidéogrammes.

Elles contrôlent les utilisations du travail enregistré des artistes interprètes. Elles perçoivent, gèrent et répartissent les rémunérations versées pour ces utilisations ; elles agissent et négocient pour que ces nouveaux droits soient respectés. Artistes interprètes, faites-vous connaître ! N'hésitez pas à adhérer à l'une ou à l'autre de ces deux sociétés.

La SPEDIDAM et l'ADAMI seront au MARS 90 (stand A1 et B2)

conception : CENTRALES DES ARTS DE LA SCENE

JUSTICE

Aux assises de Paris

Des « semi-preuves » contre Serge Livrozet

M. Georges-Antoine Chrestel, conseil de la Banque de France, est catégorique : l'écritain Serge Livrozet, fondateur du Comité d'action des prisonniers, « est intimement lié » à l'affaire de banque pour laquelle il comparait depuis le 13 novembre devant la cour d'assises de Paris (le Monde du 15 novembre).

Victime des faux-monnayeurs, la Banque de France est bien évidemment partie civile dans ce procès où deux des trois accusés, Bernard Chatron et Pierre Ciron, ne contestent pas avoir fabriqué près de 70 millions de faux billets de 100 francs. Mais dans sa plaidoirie, M. Chrestel s'est aussi présenté comme le défenseur de chaque détenteur de billets de banque susceptible de se voir refuser une fausse coupure qui ne lui sera pas remboursée et pourra éventuellement lui valoir « quelques tracasseries » avant que sa bonne foi soit reconnue. Aussi

l'avocat s'est-il montré peu sensible aux arguments de Serge Livrozet, qui s'affirme innocent. Les débats du mardi 14 novembre n'ont pas véritablement permis de lever le doute. La seule preuve matérielle contre Livrozet est constituée par ses empreintes digitales découvertes sur des films nécessaires à la préparation du travail d'impression. A cela, l'écrivain fournit une explication : un jour, Chatron lui a montré les films. « Je les ai pris en main, je les ai regardés, et quand j'ai vu ce que c'était, j'ai explosé. Pas de ça ici ! Ça a été un refus formel, net et précis. » Selon sa version, Chatron aurait donc attendu qu'il parte en vacances pour faire des faux billets.

Face nord, face sud

Les écoutes téléphoniques de la ligne de l'imprimerie ne sont pas plus convaincantes. On peut seulement se demander pourquoi Livrozet appelait si souvent

l'imprimerie pour tenir des propos essentiellement météorologiques avec Chatron, « l'homme à tout faire ». Une seule phrase peut donner lieu à des interprétations. C'est lorsque Chatron dit à Livrozet : « On a franchi la face nord par temps très dur, mais c'est satisfaisant (...). La face sud, ça va être autre chose. A mon avis, ça va être très dur. A mon avis, ça va être très dur. A mon avis, ça va être très dur. » Cette phrase apparemment codée n'étonne pas Chatron, qui ne conteste pas qu'il s'agit vraisemblablement de mots et du verso d'un document en cours d'impression. Mais certainement pas d'un billet de banque, car Chatron lui avait recommandé : « Tu racontes tout ce que tu veux à Livrozet, mais tu ne lui dis pas ce que tu es en train de faire. »

Le seul doute concerne donc Livrozet qui ne se pardonne pas de ne pas avoir discuté avec Chatron pour l'aider à se sortir d'une situation difficile. A l'entendre, il aurait péché par « semi-confiance », et l'impression des faux billets se serait faite à sa « semi-insu ». Est-ce cette situation ambiguë qui a conduit le président Maurice Colomb à prévoir une question supplémentaire posée aux jurés relative à la complicité ?

MAURICE PEYROT

La double instruction, à Lyon et à Paris

Affaire Touvier : la Cour de cassation devra choisir

La chambre criminelle de la Cour de cassation devrait être prochainement saisie pour décider qui, de Paris ou de Lyon, instruirait le dossier de Paul Touvier, ancien chef de la Milice à Lyon d'ici « quelques jours ». La prolongation de cet état de fait pourrait sans rapidité entraîner des problèmes d'intendance.

Paul Touvier restera-t-il détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes à Paris ou sera-t-il transféré à Lyon ? L'administration pénitentiaire aura-t-elle le temps de lui aménager une cellule isolée comme celle où se trouve Klaus Barbie ? D'autre part, M^{me} Marie-France Garand, ancien conseiller du président Georges Pompidou à l'Elysée, invitée le 14 novembre de « Radio Communauté » (94,8 MHz), a déclaré à propos de la grâce signée par le président de la République en novembre 1971 : « Je n'ai pas du tout été au courant de l'affaire. Je l'ai connue par la presse quelques mois après. On ne m'en a pas parlé. J'ai le sentiment d'ailleurs que ce n'était pas tout à fait innocent. Je pense qu'on n'a pas voulu m'en parler. » M^{me} Garand, conseiller politique, suivait aussi les dossiers judiciaires sensibles.

Touvier — et que M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, devrait à son tour inculper l'ancien chef du service de renseignement de la Milice à Lyon d'ici « quelques jours ». La prolongation de cet état de fait pourrait sans rapidité entraîner des problèmes d'intendance.

Les « anomalies » dans la gestion de l'ancien maire d'Angoulême

La fédération socialiste de Charente désavoue M. Jean-Michel Boucheron

Après la défaite de M. Jean-Michel Boucheron, maire socialiste sortant d'Angoulême, lors des élections municipales du 12 mars, le nouveau maire, M. Georges Chavanes (CDS), demande un audit financier sur la gestion de son prédécesseur. Cet audit fit apparaître un déficit de 35 millions de francs dans un budget apparemment en équilibre. A son tour, la chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, estima ce déficit à 47 millions et déclara des anomalies telles qu'elle saisit directement le parquet. Aujourd'hui, la fédération PS de Charente désavoue M. Boucheron.

Angoulême

de notre correspondant

Angoulême a beaucoup rêvé entre 1977 et 1989, du temps où M. Jean-Michel Boucheron en était le maire : Selon international de la bande dessinée, concentration de voitures de collection, installation de demeures du Centre national de la bande dessinée, etc. Parallèlement, la carrière politique du maire s'enrichissait. Député à trente-deux ans, secrétaire d'Etat dans le pre-

mier gouvernement Rocard, le temps de la campagne législative de juin 1988, il paraissait appelé à de hautes destinées.

La défaite de M. Boucheron, toujours député, devant M. Georges Chavanes (CDS) aux élections municipales a permis de découvrir l'envers du décor. Un encreur de la présidence d'une association de chasseurs, M. Marcel Dominié, d'Angoulême depuis plusieurs années a dénoncé à corps de photocopies largement diffusées.

Contrôle technique

Dès son élection, M. Chavanes ordonna un audit financier, qui fit apparaître un déficit de 35 millions de francs sur un budget primitif de 600 millions en équilibre apparent. Les socialistes critiquent à la manœuvre, mais la chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, estima, elle, le déficit à 47 millions.

Et, surtout, la chambre trouva des anomalies telles qu'elle saisit directement le parquet d'Angoulême. Des anomalies susceptibles de constituer le délit d'ingérence ou de corruption. Ces anomalies sont, par exemple, l'appel systématique à un bureau d'études bordelais qui a la même adresse et les mêmes dirigeants qu'une société financière... qui a versé à M. Boucheron un salaire mensuel de 35 000 francs pendant trois mois, avant l'ancien maire. En réalité, pendant neuf. Et autres bizarreries.

Des exemples ? Sans être officiellement mandaté par la municipalité, un ami de l'ancien maire a obtenu de vendre une commission dans la vente de courts de tennis à la ville. Et cet ami est gérant de fait d'une société qui a signé sept chèques pour un montant de 140 000 francs traitant par le compte personnel du maire. On ce fut encore la société d'économie mixte de l'eau qui, dès sa mise en place, s'empresse de sous-affermier la production d'eau potable à la Compagnie générale des eaux sans l'autorisation du conseil municipal, mais avec des commissions importantes aux mêmes bureaux d'études bordelais pour « contrôle technique ».

Bref, on a le sentiment d'être en face d'un ensemble de sociétés-écrans, avec les mêmes dirigeants. Ces sociétés furent largement rémunérées pour des prestations dont on saisit mal la raison d'être, et parfois même la réalité.

M. Jean-Michel Boucheron plaide, aujourd'hui, à demi coéquipier : il fallait bien financer les campagnes électorales, dit-il. M. Jérôme Lambert, député PS de Charente (et petit-neveu de M. Mitterrand), a contredit cette affirmation : en sa qualité de délégué général aux fédérations Rue de Solferino, il affirme que le PS n'a rien reçu. Les bureaux d'études auxquels faisait appel le maire d'Angoulême n'ont rien à voir avec les circuits de financement quasi officiels du PS.

L'ancien maire d'Angoulême devait alors multiplier les déclarations, se contredire, recouvrer la mémoire ou la perdre, au fil des découvertes des journalistes de la presse régionale. Lundi soir 13 novembre, le bureau de la fédération s'est réuni longuement pour « débattre de la situation créée par l'absence de transparence » dans les explications de M. Boucheron, selon un communiqué. Et les socialistes avouent leur « trouble » devant la publication de documents « qui tendraient à démontrer que le paiement des campagnes électorales ne peut justifier à lui seul l'utilisation des sommes mises en cause », poursuit le même communiqué. Pour la quasi-totalité des élus fédéraux, il s'agit réellement d'une découverte. Pour eux, M. Boucheron a menti.

S'agissant d'un élu national, d'un ancien secrétaire d'Etat, le bureau fédéral a demandé à rencontrer M. Daniel Vaillant, secrétaire national aux fédérations, mercredi 15 novembre. Mais déjà la fédération de Charente a annoncé qu'elle prendra une décision dans quelques jours, et qu'elle demandera à M. Boucheron de s'y conformer. On voit mal quelle pourrait être cette décision, sinon de lui demander de démissionner de son mandat de député.

JEAN-PIERRE DUFRENE

FAITS DIVERS

A Marseille

La police aurait identifié les responsables de l'assassinat du propriétaire d'une clinique

L'auteur présumé du meurtre, le 18 mai 1988 (le Monde du 20 mai 1988), du propriétaire de la polyclinique Nord de Marseille, Léon Moutte, assassiné d'un coup de fusil de chasse au sortir de son établissement, et les commanditaires présumés de ce meurtre ou leurs complices, une dizaine de personnes au total, ont été placés, mardi 14 novembre, en garde à vue à Marseille. Cette série d'interpellations, sur laquelle la police judiciaire garde la plus grande discrétion, intervient après dix-huit mois d'enquête dans les milieux des cliniques marseillaises.

Le 18 mai 1988, vers 17 h 30, Léon Moutte, soixante-deux ans, propriétaire de la polyclinique Nord de Marseille, située dans le quartier Sainte-Marthe dans le quatorzième arrondissement, avait été abattu, au fusil de chasse, par le passager d'un véhicule qui avait bloqué violemment la Mercedes de la victime. Cet assassinat, plus typique du milieu que des milieux médicaux, orientait les enquêteurs sur la thèse d'un meurtre commandité et commis par des tueurs à gages.

A plusieurs reprises, la polyclinique Nord avait été au centre

d'affaires judiciaires mineures, ne pouvant évidemment expliquer cet assassinat. Deux ans avant le meurtre de Léon Moutte, deux graves accidents sont opératoires s'y étaient produits ainsi que plusieurs autres affaires douteuses y compris l'implication dans un trafic de fausses ordonnances d'un des médecins ayant exercé dans cette polyclinique.

Sans qu'aucun lien ne puisse être établi avec ces affaires, les enquêteurs de la PJ, après des mois d'une enquête extrêmement serrée et discrète, ont réussi à identifier le meurtrier présumé de Léon Moutte, un petit mafieux local, et surtout, les commanditaires présumés parmi lesquels se trouveraient le directeur de quelques cliniques privées marseillaises et plusieurs de ses collaborateurs.

Toutes ces personnes dont les identités n'ont évidemment pas été révélées, sont placées, depuis mardi 14 novembre, en garde à vue à l'hôtel de police de Marseille et entendues par les enquêteurs. On se borne à indiquer, de source policière, que, au terme de ces gardes à vue, plusieurs inculpations pourraient intervenir dans les prochains jours.

Après l'incendie de la chambre d'agriculture d'Alaccio

M. Pierre Joxe : « Une erreur et un crime »

Après l'incendie criminel de la chambre régionale d'agriculture de Corse du Sud, lundi 13 novembre (le Monde du 15 novembre), le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a condamné ce nouveau recours à la violence. « Cette violence est à la fois une erreur et aussi un crime. Les attentats à l'explosif, mais aussi bien l'agression contre un haut fonctionnaire, le directeur départemental de l'agriculture, déshonorent ceux qui s'y livrent. » Avant l'incendie, les locaux de la chambre régionale avaient en effet été occupés par des militants nationalistes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA), qui auraient quelque peu malmené le directeur, M. Lucien Tirroli.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), quant à elle, « condamne énergiquement l'attentat. S'étendant de « l'apparente passivité des forces de l'ordre », la FNSEA estime par ailleurs que « cet acte d'agression démontre que la politique agricole ne peut être définie et mise en œuvre qu'avec des organisations responsables ».

ETES
comédiens.
ENDRE
OITS

ami

tand A1 et B

EGYPTE
CROISIÈRE SUR LE NIL
8500 F

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges. Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____ Cte LMEG

Toutes les villes de l'Europe sont couvertes. Fonction complète prix France/France (à partir de 500 F)

50 من الاجل

حکذا من الاصل

SOCIÉTÉ

« Stars à la barre » sur Antenne 2

Intégrismes télévisés

L'intégrisme religieux fait recette à la télévision. Il s'est étalé tout au long de l'émission « Stars à la barre », mardi soir 14 novembre sur Antenne 2, à propos de la place de la religion à l'école, qui méritait un débat plus sérieux. Dès le début de l'émission, les habituelles têtes d'affiche de l'intégrisme catholique, juif et musulman montaient à la barre, annonçant un débat complètement piégé, d'où tout souci d'équilibre et de représentativité avait été écarté.

Providence de ces duels télévisés, l'abbé Laguerie, curé schismatique de Saint-Nicolas-du-Charbonnet à Paris, n'est pas plus représentatif des catholiques que n'importe lequel des vingt-cinq mille autres curés de paroisses en France. Le rabbin Nissimbaum est, quant à lui, le chef d'une secte juive, les loubavitch, ultra-orthodoxe mais aussi ultraminoritaire, considérée comme folklorique dans la communauté juive. On a également revu Aboul Farid Gebteni, fondateur

de la Voix de l'Islam, association groupusculaire qui n'a aucune crédibilité dans la communauté musulmane de France. Puis Daniel Youssouf Laclerc, Français converti, président de la Fédération nationale des musulmans de France, qui a traité de « mégère » à l'écran M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits de la femme.

Reconfort

Bénédictin de l'actualité : on avait sord pour l'occasion une conférence de presse donnée le matin même par Mgr Lefebvre qui, vieillissant et perdu dans sa solitude d'Ecône, a soutenu un discours sur l'islam qui remonte aux premiers temps du colonialisme et que le recteur le plus inculte n'oserait plus exprimer aujourd'hui (lire par ailleurs).

Que cherche-t-on à prouver ? Le danger des intégrismes, en assurant leur visibilité ? L'archaïsme des religions,

en ne dépeignant que leurs aspects les plus obscurantistes ? Seuls ont émergé du naufrage Harlem Désir, protestant contre ce festival d'intégrismes musulmans aussi représentatifs de l'islam que Mgr Lefebvre l'est du catholicisme, Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives, Hamadi Essid, représentant à Paris de la Ligue arabe, et Jellid, une jeune fille d'origine turque qui, malgré une éducation rigoriste, a fait le choix d'abandonner le foulard. Elle a tenté de convaincre Fatima, la collégienne voilée de Creil, qu'on peut être une bonne musulmane en gardant la tête nue. « Ce qui est important, c'est que tu restes à l'école et que tu puisses avoir d'autres idées », la supplia Jellid. Ce fut le seul moment de réconfort dans cet étalage d'intégrisme télévisé.

HENRI TINCQ

Dans une conférence de presse à Paris

Mgr Lefebvre affirme que les musulmans devraient « rentrer chez eux »

Mgr Marcel Lefebvre, quatre-vingt-quatre ans, chef de file des catholiques intégristes, excommunié en juin 1988, a affirmé mardi 14 novembre, au cours d'une conférence de presse à Paris, que « les musulmans, pour les musulmans, seraient qu'ils rentrent chez eux ». L'évêque schismatique, qui s'apprête à fêter dimanche au Bourget (Seine-Saint-Denis) le sixième anniversaire de son sacerdoce, a dénoncé « l'islamisation de la France ».

Les musulmans vont « petit à petit christianiser la France ». Le droit chrétien ne peut pas concorder avec le droit islamique (...). Les musulmans ne peuvent pas être catholiques, ils ne peuvent pas être vraiment français. Il ne faut pas leur permettre de s'organiser, ni sur le plan politique, ni sur le plan religieux, a-t-il affirmé le prêtre. Selon lui, la construction de mosquées en France est une « catastrophe ». « Ce sont vos femmes, vos filles, vos enfants qui seront kidnappés, enlevés dans des quartiers réservés comme il en existe à Casablanca », a ajouté Mgr Lefebvre.

Interrogé sur la rencontre prochaine entre Jean-Paul II et Mikhaïl Gorbatchev, Mgr Lefebvre, qualifiant M. Gorbatchev de « bourgeois » qui « envoie des chrétiens, des prêtres dans des camps de concentration », a regretté que le dirigeant soviétique soit reçu « comme s'il était aussi respectable que George Bush ».

DÉFENSE

Avec l'aide de l'aménagement du territoire

La vallée de l'Ubaye devra apprendre à se passer de l'armée

NICE de notre correspondant régional

L'annonce faite, le vendredi 10 novembre, par M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, du remplacement du 11^e bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) — qui sera dissous en juillet 1990 — par deux nouvelles unités militaires (le Monde daté 12-13 novembre), a provoqué un soulagement dans la vallée de l'Ubaye. Le Centre d'entraînement en montagne qui sera implanté à Barcelonnette comprendra cent soixante-six permanents et cinq cent vingt stagiaires à l'année, tandis que le groupement d'instruction créé sur la commune voisine de Jausiers aura cent un permanents et deux cent soixante-sept soldats du contingent appelés à servir dans diverses unités de la VI^e région militaire. Au total plus d'un millier d'hommes, soit à peu près l'équivalent des effectifs du 11^e BCA.

M. Chérèque a d'autre part informé les élus de la mise à disposition du préfet du département d'un fonds de 5 millions de francs pour la réalisation de projets s'inscrivant dans un plan de redéploiement des activités locales. En outre, les services publics de la vallée de l'Ubaye, notamment ceux dépendant du ministère de l'éducation nationale, seront maintenus, et le programme de réhabilitation des casernes militaires de Barcelonnette et de Jausiers sera nor-

malement conduit à son terme par le déblocage d'une somme de 15 millions de francs.

« La catastrophe que nous redoutions est évitée », a déclaré le maire (RPR) de Barcelonnette, M^{me} Françoise Meyran-Bouscarie. « Je ne crois pas à la pérennité de l'installation des deux nouvelles unités militaires, mais cela nous donnera le temps de réfléchir aux problèmes économiques et de proposer des solutions ».

De son côté, M. Jean-Pierre Aubert, maire (PS) de Jausiers, estime que la vallée « a obtenu, sur le plan militaire, une compensation inespérée en terme de population. L'élément le plus important est, aujourd'hui, que la vallée de l'Ubaye devienne une zone de reconversion prise en charge par l'aménagement du territoire. L'objectif est de rendre cette vallée moins dépendante de la présence militaire. Maintenant à nous de travailler et d'établir un plan de développement économique cohérent ». Enfin, M. Jean Chabre, ancien maire (RPR) et conseiller général de Barcelonnette, estime, lui aussi, que les décisions prises conjointement par les ministères de la défense et de l'aménagement du territoire sont « positives », avant de déclarer : « Ma seule crainte réside dans le fait. Si, comme je l'espère, les projets que nous allons présenter sont étudiés avec attention et sont dotés de moyens financiers appropriés nous serons sauvés ».

GUY PORTE

Mgr Honoré défenseur de la laïcité

Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, ancien président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, qui s'était distingué dans la querelle sur l'école privée de 1984, a exprimé, au cours de son homélie du dimanche 12 novembre, une position favorable au respect des règles de la laïcité à propos de l'affaire du voile islamique. « Le port du voile risque de paraître signifier aux

choses qu'une simple question vestimentaire, a déclaré Mgr Honoré. Quoi qu'il en soit des sentiments de celles qui le portent, le voile islamique ne peut manquer d'apparaître comme une sorte de défi à l'égard de la laïcité de l'espace scolaire. Il semble remettre en cause le principe de laïcité qui est l'un des biens de la paix sociale ».

Grèce d'enseignants contre un foulard. — Les enseignants du groupe scolaire Louis-Lumière de Montigny (Val-d'Oise), où une éducatrice convertie à l'islam porte le foulard, ont décidé d'observer, à partir de jeudi 16 novembre, une grève quotidienne d'un quart d'heure en signe de protestation contre une situation qu'ils jugent « inadmissible » (le Monde du 15 novembre).

BIBLIOGRAPHIE

Les politiques de l'immigration depuis 1945

Intitulé « De l'immigré au citoyen », le petit volume que publie la Documentation française (1) ne pouvait mieux tomber : à l'heure où le gouvernement se voit reprocher par SOS-Racisme et d'autres de ne pas « assumer ses responsabilités » en matière d'intégration, Jacqueline Costa-Lascoux, directeur de recherche au CNRS, dresse un état des politiques de l'immigration en France depuis 1945.

L'auteur, qui passe pour l'un des meilleurs spécialistes français de cette question, en profite pour broser un tableau détaillé des « nouveaux immigrés » et de leurs rapports avec la société d'accueil. Son ouvrage se conclut par un chapitre sur l'acquisition de la nationalité française et les problèmes posés par la double citoyenneté dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes.

(1) Notes et études documentaires, n° 4886, 30 F., 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

Une découverte de la CNIL

Un fichier illégal d'électeurs abstentionnistes en Corse

Une délégation de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL), conduite par son président, M. Jacques Fauvet, s'est rendue les 13 et 14 novembre en Corse pour confirmer la découverte de l'existence d'un fichier illégal d'électeurs abstentionnistes. Ce fichier comportant les noms, les adresses, les numéros de carte de ces électeurs a été constitué, à partir de la mairie d'Ajaccio, par le Centre régional de traitement de l'Informatique (CERTI) et par la Société Informatique et Télématique de Corse (SITTEC). Le même type de fichier aurait été constitué pour cinquante-quatre des cent vingt-cinq communes de Corse-du-Sud. « En considérant que l'abstentionnisme est une opinion, ce fichier est non conforme à l'article 31 de la loi qui exige l'acceptation de la personne concernée pour que soit informatisée son origine raciale, religieuse, politique ou syndicale », a souligné M. Fauvet.

Au cours de la mission de contrôle de la CNIL, il est apparu que les services de la préfecture étaient connectés sur le système informatique de la mairie d'Ajaccio, où d'autres irrégularités ont été relevées.

RELIGIONS

Une communauté religieuse de Corrèze passe à l'Eglise orthodoxe

Les sœurs ennemies d'Aubazine

Une communauté religieuse catholique de rite oriental vient de passer à l'orthodoxie, à Aubazine, en Corrèze. Cette initiative suscite un double conflit, religieux et immobilier, car le monastère d'Aubazine est l'un des plus beaux ensembles romans du Massif Central et l'un des hauts lieux de l'histoire religieuse du Limousin.

AUBAZINE (Corrèze) de nos envoyés spéciaux

Le petit village d'Aubazine (Corrèze) est complètement déboussolé depuis que la communauté de religieuses, installée depuis 1965 dans la commune, a choisi de rompre avec l'Eglise catholique pour se placer sous l'autorité spirituelle du patriarche orthodoxe d'Antioche, Ignace IV. Un petit écriteau en bois présentant le nouveau « monastère orthodoxe de la Théophanie » est, en effet, subitement apparu, le 31 juillet dernier, sur la porte de l'ex-monastère de la Résurrection, tandis que les catholiques se sont vu dès lors refuser la communion au cours des offices.

Le bureau des cultes du ministère de l'Intérieur, officiellement saisi d'une demande de changement d'Eglise émanant des Sœurs d'Aubazine, se trouve aujourd'hui « bien embarrassé » par cette affaire et laisse entendre qu'il faut laisser émerger une solution amiable.

Cette dissidence suscite en Limousin un différend spirituel entre les autorités catholiques et orthodoxes, mais aussi un conflit temporel puisque la congrégation d'Aubazine est propriétaire de l'abbaye cistercienne, fondée en 1142 par saint Etienne d'Aubazine et qui demeure l'un des plus beaux ensembles romans du Massif Central et l'un des hauts lieux de l'histoire religieuse du Limousin. « Choquée par cette spoliation spirituelle et immobilière », plusieurs dizaines de catholiques et de laïcs ont constitué, au mois d'octobre, une association de sauvegarde, présidée par M. Etienne Parier, petit-fils de l'ancien ministre gaulliste Edmond Michelet, afin de

« maintenir l'abbaye dans le patrimoine catholique romain ». Pour Mgr Marcel Meysnig, vicaire général de l'évêché de Tulle, la décision des religieuses constitue « une trahison d'intention » dans la mesure où, en 1965, l'évêque n'avait donné son assentiment à l'installation de cette communauté qu'en échange de la promesse que la communauté de M. et de M. de Nazareth, que parce qu'elles étaient catholiques. Très attachée à ses racines méditerranéennes et à la culture orientale et arabe, la communauté, forte d'une trentaine de moniales, avait obtenu le droit de pratiquer le rite catholique grec (melchite) et se trouvait placée sous la double autorité de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, responsable des catholiques orientaux pour la France, et du patriarche grec-catholique Maxime V.

« Désert pastoral »

Vivant officiellement de la vente d'icônes et des visites guidées du monastère, la congrégation a toutefois souffert, en 1985, qu'une autre communauté religieuse vienne s'installer à Aubazine afin de participer aux frais de restauration de l'édifice jugé trop lourd. C'est ainsi qu'en février 1988 est venue s'impliquer dans la vie du monastère « une école de vie spirituelle, le Verbe de vie » animée par un catholique romain laïc, Georges Bonneval, ancien spécialiste de gestion informatique. Cette « école » où vivent en permanence vingt-cinq personnes « venues faire le point dans la paix » et qui accueille parallèlement quelque mille cinq cents retraités par an, a vécu en plein concubinage avec la congrégation grecque-catholique jusqu'en 1987. Tandis qu'icônes et écrits de Jean-Paul II cohabitaient de bon cœur dans l'unique boutique du monastère, les religieuses abandonnaient progressivement les lieux en se repliant dans une ferme entièrement restaurée à la sortie du village.

Les rapports se sont toutefois dégradés depuis deux ans, la mère supérieure de la communauté, Mère Christine ne communiquant plus avec l'école du Verbe de vie que par l'intermédiaire d'un avocat parisien,

M^{re} Jacques Vemy, « Nous avons appris le 30 juillet qu'elles devenaient orthodoxes, précise Georges Bonneval, en recevant un mot glissé sous la porte ».

Car la communauté est, entretemps, entrée en conflit avec la hiérarchie catholique. Au printemps 1988, le Vatican a dépêché sur place un visiteur apostolique, le Père Beyer, jésuite, pour enquêter. Et, à la suite des conclusions de l'enquête — demeurées secrètes — un décret pontifical daté du 30 novembre a déplacé les deux principaux responsables d'Aubazine : Mère Christine, appelée à Rome, et le Père Bondu, supérieur de la congrégation, muté à Jéssusien. Une nouvelle supérieure, Sœur Christophore, était provisoirement nommée avec mission de préparer la tenue d'un chapitre pour ramener l'ordre dans la communauté. Mais Sœur Christophore a été chassée d'Aubazine au mois d'août tandis que la congrégation choisissait « à l'unanimité moins une voix », selon Mgr Gabriel Salbi, vicaire de l'Eglise antiochienne en France, de rallier le patriarche Ignace IV.

Mgr Salbi considère, au contraire, que « depuis leur reprise en main par Rome en 1988 (...), les moniales d'Aubazine, en butte à l'insupportable pression de leur qualité de moniales orientales et se trouvant dans un véritable désert pastoral, ont décidé de revenir aux sources de la tradition orthodoxe d'Antioche ».

Sur le plan canonique, l'évêché de Tulle estime que « la conversion » de la communauté constitue « une usurpation des pouvoirs » de la part de Mère Christine dans la mesure où celle-ci n'était plus responsable de la congrégation depuis le 30 novembre 1988. Un point que l'Eglise d'Antioche n'a « nullement l'intention d'examiner », souhaitant seulement « trouver une solution qui ramènerait à la disposition de l'Eglise catholique les bâtiments de l'ancien monastère cistercien ». La prochaine rencontre, prévue mi-novembre, entre Mgr Lustiger et le patriarche Ignace IV, devrait permettre d'aborder cette question.

GEORGES CHATAIN et VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

DROIT D'ASILE

Des chiffres « insupportables » selon M. Joxe

M. Pierre Joxe a estimé, mardi 15 novembre à Europe 1, que des « milliers d'étrangers abusent du droit d'asile ». « Il y a détournement de procédure lorsque des étrangers arrivent en France non pas parce qu'ils sont menacés dans leur liberté ou leur vie, mais parce qu'ils sont au chômage », a expliqué le ministre de l'Intérieur, estimant que M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, a « raison de dire que cela doit être modifié ».

M. Joxe a poursuivi : « Le résultat est que le nombre de demandeurs d'asile en France augmente depuis deux ans dans des proportions insupportables. Les lois et les traités internationaux nous obligent à les accueillir, mais c'est d'urgence, y compris pour les étrangers, y compris pour les réfugiés, qui pourraient se retrouver un jour exclus de l'asile alors qu'ils le demandent ».

ESPACE

Ariane clouée au sol par le séisme de San-Francisco

Le prochain vol de la fusée européenne Ariane, prévu pour le 13 décembre, a été annulé en raison des dommages provoqués sur un satellite de télécommunications par le séisme qui a frappé, le 17 octobre, la région de San-Francisco. Superbird, l'un des deux satellites japonais que devait emporter Ariane, se trouvait en effet dans les usines californiennes de son constructeur, Ford Aerospace, à Palo-Alto, au moment du tremblement de terre dont le contre-coup s'est traduit par plusieurs défauts de fonctionnement de l'engin. Révision obligée, Ariane devra rester clouée au sol jusqu'en janvier 1990, date à laquelle l'attendait déjà un calendrier de tir chargé.

D'autre part le lancement de la navette américaine Discovery, qui devait avoir lieu le 20 novembre pour une mission militaire secrète, a été reporté « de deux jours au moins », après que la NASA ait découvert des risques de court-circuit dans les systèmes électriques de ses deux moteurs de poussée (boosters). — (AFP.)

ÉDUCATION NATIONALE

Un statut pour les inspecteurs généraux

Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale ont désormais un statut spécifique grâce à un décret publié, mardi 14 novembre, au Journal officiel. Ce texte confirme la réforme annoncée avant l'été par M. Lionel Jospin (le Monde du 13 juin).

La mission essentielle des cent quarante-six inspecteurs généraux sera désormais l'évaluation globale du système éducatif et non plus l'inspection individuelle des enseignants du second degré, tâche qui sera assurée par les inspecteurs pédagogiques régionaux. Les inspecteurs généraux ne seront plus seulement répartis par disciplines, mais aussi par académies et par thèmes de réflexion.

Le décret fixe aussi les conditions de recrutement de ce corps, qui, jusque-là, ne répondait à aucun critère précis : il faudra être docteur d'Etat ou agrégé, avoir exercé pendant dix ans dans la fonction publique ou cinq ans dans l'enseignement. Un cinquième des postes à pourvoir sera réservé à des personnalités extérieures nommées en conseil des ministres.

L'université de Provence fermée

L'université de Provence (Marseille-II) a connu, mercredi 15 novembre, une journée sans cours, par décision du président de l'université, M. Jean-Claude Bouvier, qui veut attirer l'attention sur les graves difficultés que rencontre cet établissement pour assurer sa rentrée. Manifestations, conférences de presse, coups sauvages dans la rue et même sur les rails de la gare Saint-Charles de Marseille se sont succédés, en signe de protestation contre l'écroulement de l'université, ses locaux vétustes, ses salles d'attente, son équipement pédagogique insuffisant, son personnel administratif débordé, le retard pris dans les inscriptions et surtout les effectifs d'étudiants pléthoriques.

A cheval sur Marseille (soixante) et Aix (trente) sciences humaines, cette université dispose de cent mille places assises... pour vingt mille étudiants. Le centre d'Aix, prévu pour huit mille étudiants en comptant mille, certains travaux dirigés sont dispensés à cent vingt étudiants à la fois, se transformant en cours magistraux.

Le Monde CAMPUS

L'université Paris-I au bord de l'asphyxie

La grève du personnel administratif a rendu manifeste l'insuffisance dramatique de moyens de la plus grosse université de France

PERSONNE ne sait plus combien il y a d'étudiants à l'université Paris-I. Depuis un mois, la première université française — par le prestige de ses enseignants, par le nombre 1 que les technocrates des années 70 lui ont collé et qui la place en tête des universités parisiennes, enfin par son nom même, « Panthéon-Sorbonne », qui ne peut manquer d'évoquer les grands hommes auxquels la patrie est reconnaissante — depuis un mois, Paris-I est dans le brouillard.

La grève des personnels non enseignants, les ATOS (administratifs, techniques et ouvriers de service), déclenchée le 13 octobre, a interrompu les inscriptions administratives d'une partie des deuxièmes cycles (licences et maîtrises) et de la plupart des troisièmes cycles. Les étudiants sont-ils 37 000, 38 000 ou 39 000 ? Nul n'est aujourd'hui capable de le préciser. Peu importe, serait-on tenté de dire, tant Paris-I a, depuis des années, atteint le stade du gigantisme aveugle.

Il n'est déjà pas simple d'espérer maîtriser et gérer un ensemble de près de 40 000 étudiants, répartis dans une dizaine de disciplines, allant du droit à la géographie, de la philosophie aux sciences économiques, de l'histoire aux mathématiques, des arts plastiques à la gestion, de l'archéologie aux sciences politiques, sans oublier les études européennes ou l'administration économique et sociale. Cela devient une gageure quand on a multiplié, comme à Paris-I, des formations pointues de troisième cycle (magistères, diplômes d'études approfondies ou diplômes d'études spécialisées) et une centaine de centres de recherche. Et un casse-tête insoluble, quand on sait que les locaux de l'université sont répartis sur dix-sept sites, à Paris ou en banlieue.

A côté des trois implantations principales (les locaux de la place du Panthéon-rue Cujas, le Centre Pierre-Mendès-France, rue de Tolbiac, qui dresse ses vingt-deux étages contre les tours des Olympiades, enfin la vieille Sorbonne, où Paris-I dispute à l'Université de Paris-IV le droit de dénomination, rue Vaucluse), l'université a étendu ses antennes tout autour de Paris : l'Institut de géographie, rue Saint-Jacques ; celui de démographie, rue Vaucluse ; les arts plastiques, rue Saint-Charles et l'histoire de l'art, rue Michelet ; quelques morceaux, de droit, rue Saint-Hippolyte ; sans oublier le centre Mahler dans le Marais, ou tel troisième cycle de sciences politiques dans un charmant pavillon de Bourg-la-Reine. Pour ne s'en tenir qu'à l'essentiel.

En paralysant partiellement le fonctionnement de l'institution, les quatre semaines de grève des personnels administratifs ont mis à nu les lézards de cet ébouriffant château de cartes. Derrière la façade prestigieuse du « Panthéon », apparaissent, amplifiés, tous les maux dont souffre l'université française. A commencer par le manque de locaux et de moyens. Coupé pour huit mille étudiants, le Centre

Pierre-Mendès-France en accueille près du double. Et le président de l'université, M. Georges Haddad, élu au début de l'été dernier, reconnaît volontiers que Paris-I compte une bonne dizaine de milliers d'étudiants en trop par rapport à ses capacités d'accueil. Le problème était, traditionnellement, résolu par l'absurde : à chaque rentrée universitaire, tout le monde comptait, de façon plus ou moins explicite, sur la masse des abandons pendant le premier trimestre, pour désengorger des amphithéâtres submergés et des travaux dirigés bondés.

Ce calcul ne tient plus aujourd'hui. Connaissant la nécessité vitale de décrocher un diplôme et désireux de pousser le plus loin possible leur formation, les étudiants sont plus assidus. Du coup les amphithéâtres se vident plus en cours d'année et la surpopulation, qui touchait jusqu'à présent les premiers cycles, atteint les licences, les maîtrises et même les troisièmes cycles, où l'on compte couramment plusieurs centaines de demandes pour quelques dizaines de places.

A lors que les effectifs d'étudiants ont augmenté d'environ dix mille en dix ans, les locaux sont restés les mêmes, le nombre d'enseignants s'est stabilisé autour de sept cents et le personnel administratif a diminué de 15 à 20 % (lire ci-contre). Situation banale dira-t-on et que l'on retrouve dans la plupart des universités françaises de sciences humaines. Peut-être. Mais le gigantisme et l'éparpillement de Paris-I font ressortir de façon plus aiguë encore les tares du système : isolement, anonymat et bricolage.

Aucun endroit pour discuter

Ce n'est pas un hasard si bon nombre de revendications formulées lors des assemblées générales étudiantes de ces derniers jours portent sur l'absence de tout lieu de vie à l'université. Alors que le Panthéon et la Sorbonne bénéficient de l'environnement immédiat du Quartier latin, le centre Tolbiac semble concentrer sur ses vingt-deux étages tout ce qu'il faut pour faire des études une purgatoire pénible. « Le sentiment d'isolement est de plus en plus fort, explique Isabelle, qui est en licence. L'absence de restaurant universitaire, une cafétéria réduite à quelques distributeurs automatiques, aucun endroit pour s'asseoir si on a envie de discuter, les ascenseurs fatigués, les sanitaires dégueulasses... On n'est pas snobs, mais on en a ras-le-bol... » Le président Haddad ne dit pas les choses moins brutalement : « On n'arrive pas à imaginer que Tolbiac ait été conçu pour être une université, un lieu d'échanges. On n'a pas envie d'y étudier. Tout le monde y est malheureux. Les étudiants, bien sûr, mais aussi les enseignants qui, faute du moindre bureau, ne font que passer donner leurs cours. »

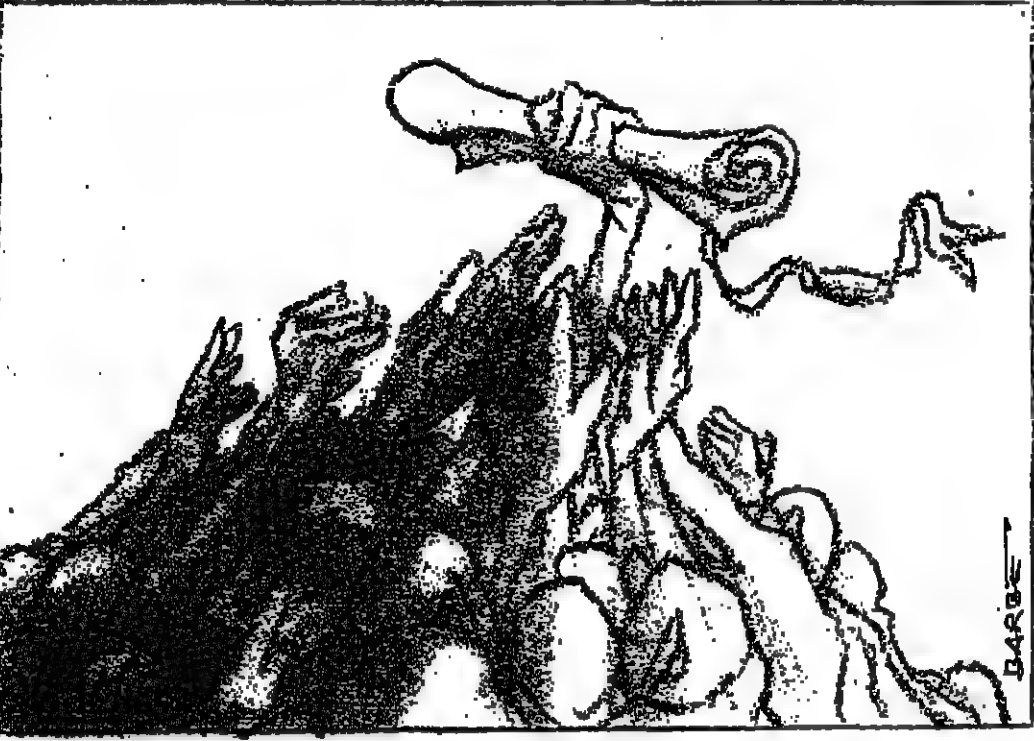
A quoi il faut ajouter les problèmes de sécurité. A la suite de deux suicides l'an dernier, l'administration a fait fermer, par un système électromagnétique, les portes

d'accès aux terrasses, qui, à 55 mètres de hauteur, ne sont protégées du vide que par une rambarde de 80 centimètres. Encore le Centre Pierre-Mendès-France, aussi triste soit-il, est-il de construction récente. Les locaux de la rue Saint-Charles sont, eux, d'une inquiétante vétusté et ceux de l'Institut de géographie guère plus brillants. Sans parler des bibliothèques — dont celle, prestigieuse, de la Sorbonne — qui, faute de moyens et de personnes, sont incapables de répondre à la demande des étudiants et des enseignants.

Enfin, l'émiettement de Paris-I et l'isolement de ses différentes composantes ont favorisé, plus qu'ailleurs, méfiance et système D. Communication, échanges et infor-

inspecteurs de la Cour des comptes, de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection des finances...

Face à une telle situation, les mêmes maux reviennent chez les étudiants, les enseignants, les personnels administratifs ou à la présidence de l'université : la dégradation des conditions de travail à Paris-I a atteint le « seuil de l'intolérable ». « L'université a besoin de mesures immédiates d'encouragement, affirme le président Haddad, de créations de postes d'ATOS, d'une perspective pour le restaurant universitaire de Tolbiac, des crédits de maintenance et les moyens de louer, très vite, 10 000 mètres carrés de locaux pour désengorger les amphithé-



trés et les travaux dirigés et assurer aux enseignants des conditions de travail moins frustrantes... Quant aux étudiants, une petite partie d'entre eux s'efforcent de s'appuyer sur ce mécontentement pour entraîner leurs camarades dans la grève notamment à Tolbiac. Jusqu'à présent, ce mouvement est resté très minoritaire (le Monde du 11 novembre). Mais les réticences de la plupart des étudiants à utiliser un moyen de pression qui ne leur paraît pas adapté n'enlèvent rien à leur malaise général. Comme le soulignent des étudiants d'économie, lors d'une assemblée de leur UFR, la semaine dernière : « On est là pour bosser. Notre programme est déjà très chargé, et si on ne va pas en cours on sera pénalisé, car notre formation est déjà en concurrence avec d'autres filières et avec les grandes écoles. Ce qu'on veut, c'est révaloriser concrètement notre diplôme. »

Le seuil de l'intolérable

L'opacité du système est encore accentuée par le flou de la situation juridique de l'université. Pendant trois ans, entre 1986 et 1988, Paris-I a laissé au placard ses nouveaux statuts conformes à la loi Savary. Cette incertitude a permis aux unités de formation et de recherche (UFR) de droit et de gestion de tenter d'adopter à l'automne 1987 le statut d'« institut » qui leur aurait donné beaucoup plus d'autonomie. La tentative a fait long feu, mais elle a clairement exprimé les menaces d'implosion de l'université.

Aujourd'hui encore, les nouveaux statuts de chaque UFR n'ont pas été adoptés. Ce bricolage explique sans doute, entre autres raisons, que Paris-I ait reçu depuis trois mois les visites successives des

anarchique, vient compromettre gravement la gestion des universités.

Il suffit d'exhumer ces quelques lignes au canon du rapport de 1984 de la Cour des comptes sur le déroulé du travail des personnels non enseignants dans les universités pour faire ressortir de leurs gonds les personnels ATOS (administratifs, techniques et ouvriers de service) en grève à l'université Paris-I, depuis le 13 octobre. « On en a marre d'être perçus comme des parasites », s'exclament les grévistes. Et Monique Fouilloux, responsable de l'enseignement supérieur à la FEN (Fédération de l'éducation nationale), dont les syndicats regroupent la majorité des ATOS du supérieur, n'est pas moins nette : « Les personnels ne sont ni des gamins ni des irresponsables. Ils ont assez d'être les laissés-pour-compte de l'université. »

« Laissés-pour-compte... » Les grévistes de Paris-I ne manquent pas d'arguments pour en faire la démonstration. Les deux tiers des personnels ATOS appartiennent aux catégories C et D de la fonction publique (agents techniques, agents de bureau ou agents administratifs), avec des salaires mensuels de démarrage à 4 380 francs net et, en fin de carrière, de 5 714 francs pour les catégories C et D. Sans faire de misérabilisme, de tels salaires ne permettent pas de vivre, disent-ils. Et ils soulignent que les responsabilités qu'ils sont souvent amenés à assumer sont sans commune mesure avec leur rémunération ; ainsi le chef de cabinet du président de l'université n'avait pas le statut d'agent de bureau.

Deuxième source de frustration : le blocage des perspectives de carrière. Le tarissement des postes mis aux concours de la fonction publique, comme la lenteur désespérante des avancements sur liste d'aptitude, empêchent, le plus souvent, tout espoir de promotion. Et la

La colère des ATOS

« Les exemples analysés par la Cour permettent d'estimer entre 10 et 20 %, selon les cas, le surnombre d'agents non enseignants en service dans les universités. Les sommes indues correspondantes représentent des sommes qui suffiraient à assurer un entretien normal des locaux... »

Ces nombreuses situations abusives observées ont conduit la Cour à demander aux autorités responsables de prendre les mesures nécessaires pour qu'un terme soit mis à ces errements, qui entraînent un surcoût de près de 5 000 postes... »

Au-delà même du leurre qui caractérise la fixation des obligations de service théoriques, un absentéisme, parfois

rareté des possibilités de formation permanente est « d'autant plus mal ressentie que nous sommes à l'Education nationale ». « Nous faisons tourner des institutions culturelles, mais nous n'avons pas accès à la culture. »

Enfin, les conditions de travail sont de plus en plus lourdes. Alors que le nombre des étudiants a augmenté d'environ dix mille en dix ans, soixante-dix postes d'ATOS ont été supprimés. Rien d'étonnant, dans ces conditions, assument-ils, que la qualité du service et les horaires d'ouverture des bureaux se dégradent. D'autant que la multiplication des implantations de Paris-I et des types de diplômes ou de filières différenciées suppose une logistique de plus en plus complexe.

Quant aux horaires de travail (trente-cinq heures par semaine) et aux congés annuels (de l'ordre de dix à onze semaines) que la Cour des comptes et bien d'autres leur envoient régulièrement à la figure, les ATOS de Paris-I en font un casus belli : « On nous décompte en réalité de nos salaires l'équivalent de nos congés. Si on touche aux congés, ce sera l'explosion. »

Mais au-delà de ces revendications immédiates (revalorisation immédiate de 1 500 francs par mois pour tous ; refonte de la grille salariale de la fonction publique ; création d'emplois), c'est un malaise plus profond qu'expriment les personnels non enseignants. La revalorisation des carrières des enseignants, négociée au printemps dernier, n'a pas contribué à estomper le sentiment d'être les « éternels oubliés » de la politique du ministère. A titre d'exemple et bien des présidents l'admettent avec gêne, la prime administrative annuelle qu'ils touchent désormais est bien souvent aussi élevée que le salaire de leur secrétaire...

La frustration et la colère sont d'autant plus fortes que les ATOS ont conscience de jouer un rôle essentiel à l'université : les étudiants passent, les enseignants aussi, dans bien des cas, tandis que les personnels administratifs ont le sentiment d'assurer la continuité de l'institution. Et d'une institution dont ils déplorent la dégradation : « Quand on nous demande de créer des règles administratives et techniques pour rejeter tel ou tel dossier et pour tamiser le flux trop important d'étudiants, on nous fait jouer un rôle que nous ne pouvons plus accepter. Notre tâche est d'accueillir et d'informer les étudiants, pas d'exclure et de refuser. »

Comment envisagent-ils la suite de leur mouvement ? S'ils ont réussi, jusqu'à présent, à sensibiliser la majorité des étudiants, ne risquent-ils pas de provoquer une réaction de rejet, au fur et à mesure que la gestion de Paris-I sera paralysée par la grève ? Les divisions syndicales enfin ne menacent-elles pas le mouvement, puisque les syndicats de la FEN (majoritaires) craignent désormais un isolement de la grève solitaire de Paris-I et veulent saisir les possibilités de négociations esquissées par le ministre de l'éducation : des groupes de travail ont été constitués, et une table ronde devrait être réunie, le 21 novembre, sur l'ensemble des problèmes de quelque 40 000 personnels ATOS du supérieur.

Toutefois, ces perspectives suscitent le scepticisme chez les grévistes de Paris-I, qui espèrent un élargissement de la grève à d'autres universités (Jussieu et Nanterre notamment) et dont les syndicats CGT, CFDT et FO appellent à une manifestation, le 16 novembre, devant le ministère : « Cela fait des années que l'on tire les sonnettes sans résultats. On ne peut plus attendre. »

G. C.



DES LIVRES QUI ACCOMPAGNENT LES MOMENTS CLÉS DE LA VIE

• **PAROLES POUR ADOLESCENTS ou le complexe du homard**
Françoise Dolto et Catherine Dolto-Tolitch avec la collaboration de Colette Percheminier

• **UN PÉDIATRE RACONTE**, Samy Ramstein

• **L'AVENTURE DE L'ÂGE**, Pierre Guillet

HATIER

LE SENS DE LA VIE
une collection dirigée par Catherine Dolto-Tolitch

سكزا من الامم

حكايا من الازل

CAMPUS

Le management victime des « business schools »...

Pour le professeur Henry Mintzberg, de l'université McGill de Montréal, la formation aux MBA donnée dans les « business schools » est responsable des difficultés de gestion des organisations occidentales.

Il y a trois ans, Henry Mintzberg, célèbre professeur de management à l'université McGill de Montréal et spécialiste des organisations, décidait d'abandonner son enseignement dans le programme de MBA (master of business administration) pour exprimer son désaccord sur ce type de formation donnée aux futurs managers. Dans son dernier livre, paru en juillet aux États-Unis et en Grande-Bretagne — *Mintzberg on Management, Inside our Strange World of Organizations* — il critique violemment l'enseignement dispensé dans les *business schools* américaines, qu'il tient pour responsables des difficultés de gestion que connaissent les organisations occidentales.

Henry Mintzberg a développé ses idées, lors d'un séjour qu'il vient de faire à Paris, dans le séminaire « Contradictions et dynamiques des organisations » mis sur pied par le Centre de recherche en gestion de l'École polytechnique et de l'École supérieure de commerce de Paris, avec le soutien du ministère de la recherche et lors d'une conférence qu'il a donnée à l'INSEAD. Henry Mintzberg participera, le 14 décembre à 18 heures, à l'École des mines de Paris à un débat contradictoire avec le sociologue français Michel Crozier, dont le dernier ouvrage, *L'entreprise à l'école. Apprendre le management postindustriel* (InterEditions) vient de paraître. Ce débat sur le thème « Management moderne et efficacité des entreprises » sera animé par Didier Pourquerey, journaliste au *Monde*.

Nous avons demandé à Henry Mintzberg de préciser les critiques qu'il porte contre un système d'enseignement longtemps considéré, en Europe, comme un modèle.

« Vous qui étiez une autorité dans le domaine du management, vous avez décidé d'arrêter votre enseignement à l'université McGill, dans le programme de MBA, pour vous consacrer à la recherche, et à la formation des managers dans les entreprises. Pourquoi cela ? »

« C'est à la suite d'une réflexion sur ce qu'on fait avec les MBA. Mes élèves étaient excellents, mais je trouvais insupportable — et je suis de plus en plus convaincu de cela — d'enseigner le management à des gens de vingt-deux à vingt-cinq ans, qui pour la plupart n'ont pratiquement pas d'expérience de l'entreprise. C'est un peu comme si vous vouliez enseigner la psychologie à des gens qui n'ont jamais rencontré une autre personne. »

« Pour apprendre le management, il faut connaître les organisations et avoir montré qu'on a une aptitude au leadership, ainsi qu'une certaine intuition. Cela ne peut pas s'acquérir sans expérience en profondeur de l'entreprise, c'est-à-dire en y travaillant une dizaine d'années. Or les universités recrutent d'après des résultats à des tests ou à des épreuves très intellectuelles. »

« Cela signifie qu'on ne peut pas enseigner le management en formation initiale ? »

« Je le pense. A ce niveau, on peut enseigner des techniques — théorie des jeux, planification stratégique, développement des organisations... — mais on ne peut pas s'appuyer sur une expérience concrète des étudiants. »

« Mais la « méthode des cas » inventée par les business schools américaines tentait précisément de rendre l'enseignement plus concret. »

« Il y a deux approches de l'enseignement du management aux États-Unis : l'une basée sur les mots, comme à Harvard ; l'autre, sur les chiffres, comme à Stanford. La méthode des cas pratiquée à Harvard consiste à donner deux heures à un étudiant pour lire un document de vingt pages sur General Motors et à lui demander le lendemain, en quatre-vingt minutes, »

« vent d'une très grande naïveté, ce qui est normal à vingt ans. Je crois qu'à vingt ans, il faut leur enseigner les disciplines de base : mathématiques, psychologie, sociologie, histoire, littérature... mais pas la gestion. La gestion, il faudra la leur apprendre dix ans plus tard, à trente ans. Ce serait une révolution, mais cela rendrait service à la société. »



Le professeur Henry Mintzberg lors de sa conférence à l'INSEAD.

de débattre des politiques possibles et de choisir la meilleure. S'il vous dit qu'en vingt pages et quatre-vingt minutes il ne peut pas y arriver, c'est considéré comme un échec. Ce n'est pas comme cela qu'on forme des managers. On fait des gens brillants, agiles, qui parlent bien, mais très superficiels. Quant à Stanford, ou au MIT, on y enseigne des modèles mathématiques, coupés du réel. Il y a, aux États-Unis, une emprise des économistes, des mathématiciens et des psychologues de plus en plus néfaste.

Manque de sagesse

« Les MBA américains permettent pourtant de sélectionner des gens très brillants. »

« Ils sont brillants dans le sens technocratique. Ce sont les meilleurs étudiants, mais ils manquent de sagesse. C'est normal pour un jeune de manquer de sagesse. Mais il y en a aussi qui manquent de toute aptitude à la sagesse. »

« Ce sont des gens capables de résoudre n'importe quel problème... »

« Non. Seulement les problèmes bien définis et bien posés. Ils manquent souvent de créativité. Ils ne savent pas trouver les problèmes. »

« Comment sélectionner des étudiants capables de créativité et d'initiative ? »

« C'est la question que me posait un étudiant de Montréal : « Comment peut-on faire de l'intuition un critère de sélection, puisqu'il est impossible de la mesurer ? » C'est à la fois vrai et typique de la pensée du MBA : quelque chose qu'on ne peut pas mesurer n'existe pas. On est dans une société qui refuse le jugement. En fait, on ne peut juger la capacité à la créativité que si on reçoit des gens qui ont déjà eu une activité. »

« Si vous aviez des propositions à faire pour l'enseignement de la gestion en France, que diriez-vous ? »

« Les élèves des grandes écoles françaises sont parmi les meilleurs étudiants que j'ai rencontrés. Ils sont très brillants. Mais aussi sou-

permet de discuter et de progresser par essai et erreur. C'est une méthode qui s'inspire de l'apprentissage. »

« Vous semblez considérer que la formation donnée dans les business schools est en partie responsable des difficultés de l'économie occidentale. »

« Les pays de l'Ouest ont, en effet, conçu un système de management absurde, qui consiste à diriger avec des chiffres, à recruter des responsables sur des critères quantitatifs et analytiques, à séparer les ouvriers des cadres, les gestionnaires des clients. Trop de responsables d'entreprise ne connaissent pas leurs produits, n'ont pas une connaissance personnelle intime. »

« L'entreprise n'a que deux fonctions : produire et vendre. Tout le reste — stratégie, finance, comptabilité, même marketing... — est secondaire. Or la production et la vente sont les dernières choses qui intéressent les étudiants lorsqu'ils quittent l'école. Les fonctions les plus populaires sont la finance, le conseil, le marketing, la planification stratégique... En ce sens, les MBA sont bien l'un des signes du malaise général dont souffre l'économie occidentale. »

« Face à cela, les Japonais n'ont sur l'Occident qu'une seule supériorité : le bon sens. D'ailleurs les Japonais ne dépensent pas beaucoup d'argent dans les MBA. Chez eux il semble que c'est l'apprentissage sur le terrain qui compte... »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN et JEAN G. PADIOLEAU

► Trois livres de Henry Mintzberg ont été publiés en France, aux Éditions d'Organisation : *Structure et dynamique des organisations* (1982), qui a été traduit en une dizaine de langues, le *Manager au quotidien* (1984), et le *Pouvoir dans les organisations* (1986). Son dernier ouvrage, *Mintzberg on Management*, qui est un recueil d'articles, est en cours de traduction.

« Pourquoi ? »

« Parce que cela changera les écoles. Pour devenir ingénieur ou médecin, il y a des choses à apprendre sans expérience préalable. Mais le management n'est pas une profession. Ce qui compte vraiment — comment prendre une décision ? Comment motiver des gens... — demande d'abord une expérience et une aptitude. Ce n'est qu'après qu'on peut commencer à enseigner des choses utiles. C'est dangereux, dans une société qui se veut égalitaire, de désigner des leaders très jeunes, selon des critères intellectuels et non des qualités personnelles de leadership. Cela crée deux classes : les gens qui peuvent monter rapidement dans la hiérarchie et les autres. »

« Pourtant les entreprises recherchent de plus en plus des diplômés d'école de gestion. Il y a une très forte demande. »

« Lorsqu'on demande aux chefs d'entreprise quels diplômés ils souhaitent embaucher, ils disent : des littéraires ou des scientifiques. Mais lorsqu'on demande aux directeurs de personnel qui les engagent — demandez-leur ce sont les diplômés d'école de commerce. Mais est-ce vraiment leur intérêt ? En fait les écoles de gestion servent surtout à sélectionner des gens qui s'intéressent aux affaires, alors que si on prend quelqu'un qui sort de Sciences Po, on pourra tomber sur un contestataire qui aura du mal à s'intégrer. Mais quel gaspillage ! On ferait mieux d'engager dans les entreprises des gens qui ont une bonne formation de base en histoire, en sciences ou en littérature et leur donner, dix ans plus tard, la formation en management dont ils auront besoin. »

Un système absurde

« Et selon vous, en quoi devrait consister la formation des MBA ? »

« D'abord, il faut éliminer les barrières entre les fonctions : marketing, finances, organisation... Maintenant, on parle de plus en plus de gestion de projet, de développement produits en équipe, avec un lien très fort entre marketing, génie et production. »

« Ensuite, je privilégierais trois dimensions : »

« La compréhension du monde managérial. L'étudiant doit comprendre le fonctionnement d'une organisation, le comportement des individus, la marche de l'économie... »

« L'aptitude au management. Il faut en particulier apprendre aux étudiants à trouver l'information, à négocier, à bâtir une culture, à regarder, à avoir une vision... et non à jouer avec des mots et des chiffres. »

« La création ou le « design ». C'est peut-être le plus important. Apprendre à concevoir, à créer des produits, des environnements, des structures, des stratégies... »

« Peut-on imaginer une « classe de design » ? »

« Oui, s'il s'agit de jeunes cadres de trente ans ayant un problème particulier à résoudre dans une entreprise. On peut voir ensemble de quelles informations ils ont besoin, quels enseignements leur seront utiles, quels types de solutions imaginer... Il y a ensuite un feed back avec l'entreprise, qui »

La Bourse aux stages

La troisième édition de la Bourse aux stages du « Monde » démarre le 20 novembre. Plus de 100 stages à l'étranger à gagner.

La Bourse aux stages redémarre. Pour la troisième année consécutive, cette opération, organisée par « Le Monde Campus », avec Europe 1 et la Commission des Communautés européennes, permettra à des étudiants de gagner plus de cent stages à l'étranger. Il leur faudra, pour cela, répondre aux questions publiées dans le *Monde*, du 20 au 29 novembre, portant sur les vingt-trois entreprises qui offrent des stages et sur la CEE. Les candidats sélectionnés seront réunis, le 7 mars prochain, à l'École supérieure de commerce de Paris, pour avoir des entretiens avec les représentants des entreprises.

La Bourse aux stages est ouverte à tous les étudiants ayant, en 1990, au moins le niveau bac + 3, quelles que soient leurs études et leur discipline. Un indice permettant de répondre aux questions sera diffusé chaque jour au « Journal de 20 heures » d'Europe 1, pendant la durée du concours. Cet indice peut aussi être consulté sur minitel : 3615 LM.

Les candidats qui désirent avoir des renseignements ou des témoignages plus concrets sur la Bourse aux stages pourront interroger les lauréats de l'année précédente, qui ont accepté de devenir des « délégués de la Bourse aux stages » dans leur établissement.

Ainsi, Sandrine Perronne, à l'INSA de Lyon, a été élue déléguée de son expérience chez Schlumberger à Felixstow (Grande-Bretagne) qu'elle y retourne en avril prochain pour un stage de fin d'études, avec l'espoir qu'il débouche sur un emploi. « J'ai été bien encadrée par mon chef de service, beaucoup aidée par tous les ingénieurs. Et l'on a mis à disposition tout le matériel informatique nécessaire », raconte-t-elle. L'entreprise lui

avait confié un projet important : la simulation d'un nouveau compteur qui doit faire l'objet d'accords de fabrication avec British Gas. Elle a vécu dans une famille anglaise et reçu un salaire d'environ 7 000 F.

Olivier Le Mauguon, de l'ESCP, a été envoyé par la SNECMA chez Martin Baker, une entreprise de la banlieue de Londres qui fabrique des sièges éjectables. « J'ai réalisé un audit technique du système informatique utilisé par le service contrôle de gestion, explique-t-il. C'est-à-dire un travail effectué dans des conditions professionnelles réelles. » Le voyage, le logement et un salaire de 5 000 F ont été pris en charge par la SNECMA.

David Papasian (Sup de Co Toulouse), a été chargé par la maison-mère allemande de France-Loisirs d'analyser les méthodes d'autres clubs. « J'ai pu travailler en toute autonomie, comme l'aurait fait un consultant professionnel. L'intérêt de mon travail était de se conclure sur des recommandations concrètes pour la politique marketing du club. »

Valérie Renault (CELSA) et Patricia Hanssens (maîtrise d'information et communication de l'université de Lille-III) ont, toutes deux, été accueillies par les bureaux d'information de la CEE, la première à Rome, la seconde à Munich. « Le bureau de la Commission m'a ouvert toutes les portes. L'image du Monde était aussi un superbe passeport », explique Valérie. Quant à Patricia, c'est à Munich, reconnaît-elle, qu'elle a vraiment compris l'Europe. Elle compte maintenant profiter d'un programme Erasmus pour repartir, cette fois en Angleterre.

F.G.

LA BOURSE
LE 1
AUX STAGES
ETUDIANTS*
GAGNEZ
PLUS DE 100 STAGES
DANS LE MONDE ENTIER
Participez à la Bourse aux stages dans le Monde du 20 au 29 novembre 1989 (datés du 20 au 30-11-1989)

BAC + 3 minimum obtenu courant 1990

AVEC LA PARTICIPATION DE
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(programme Cornet)

Le Monde
CAMPUS

AVEC
EUROPE 1

AFS VIVRE SANS FRONTIÈRE

VIVRE UNE AUTRE CULTURE...

Apprendre une autre langue en famille et au lycée. AFS-VSF c'est, pour des jeunes de 15 à 18 ans, la possibilité de partir deux mois, trois mois ou une année entière à l'étranger. Une expérience unique, un atout pour la vie.

PARTAGER SA CULTURE...

... en accueillant chez soi pendant un été ou une année des jeunes du monde entier.

AFS-VSF, association loi 1901 reconnue d'utilité publique, est spécialisée depuis 40 ans dans les échanges interculturels avec 60 pays.

AFS VIVRE SANS FRONTIÈRE
46, rue du Commandant Dubail - 94132 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex.
Tél. (1) 43.94.11.88.

CAMPUS

Un baccalauréat scientifique unique

Un tronc commun allégé et un choix obligatoire d'options dans les lycées. Un baccalauréat comprenant une partie de contrôle continu. Telles sont quelques-unes des propositions remises par les commissions de spécialistes à M. Jospin.

AU DELÀ de la réflexion sur les contenus d'enseignement, c'est une révision complète des méthodes et de la formation des professeurs, au-delà, une véritable réforme des lycées que propose la plupart des huit commissions réunies par le ministre de l'éducation nationale (1).

Si chacun s'accorde pour rejeter un enseignement de type encyclopédique, seules les commissions de physique, de chimie, de biologie, de mathématiques, ont osé pousser le raisonnement au point de recommander quelques « allègements » précis de programme. Pour les historiens, en revanche, « la lutte contre l'empirisme des connaissances et la surcharge de travail ne consiste pas à supprimer telle ou telle partie du programme mais à dégager les points forts et les passages obligés de chaque partie du programme ». Le travers « inflationniste », qui consistait chaque spécialiste à défendre « sa discipline sans se préoccuper des autres », n'a pas été totalement écarté — la commission constituée autour des sciences de la terre et de l'univers (géologie, climatologie, astronomie, géochimie) réclame logiquement la création d'un enseignement de cette discipline, — mais les auteurs ont fait de louables efforts pour donner un contenu cohérent à la notion d'interdisciplinarité (voir nos encadrés ci-dessous). En réalité, la plupart des experts s'accordent pour expliquer les difficultés moins par le contenu de

l'enseignement lui-même que par les méthodes et, dans les lycées, par les structures. « Nos programmes ne sont pas particulièrement ambitieux, mais nos exigences sont quelquefois exagérées et notre système d'évaluation des élèves pilote et déforme systématiquement les programmes », écrivent les mathématiciens.

Pour assurer la réussite du plus grand nombre d'élèves, l'idée revient souvent de définir une sorte de « minimum indispensable », complété par des enseignements optionnels, les uns obligatoires, les autres facultatifs. Ce projet se traduirait dans les lycées par une diminution du nombre des filières existantes (A, B, C, D, E, F, G). Les élèves faisant des études scientifiques suivraient un tronc commun prolongé par des « modules optionnels ». Il en serait de même d'autre part, pour les littéraires et pour les « économistes ». Cette architecture générale, présente dans la plupart des rapports, se décline différemment selon les auteurs. La commission de langues se contente d'une allusion, alors que les mathématiciens et les physiciens ont étudié cette réforme dans le détail. Leur raisonnement part de la nécessité de révéler toutes les véritables vocations scientifiques, aujourd'hui noyées dans des « filières multinationales et faussées élitistes ».

La commission de mathématiques rejoint celle de physique pour proposer « la création d'une filière scientifique

unique délivrant un seul bac permettant l'entrée dans toutes les filières de l'enseignement supérieur ». Ce nouveau cursus serait construit autour d'un tronc commun comprenant une vingtaine d'heures hebdomadaires de cours, dont les deux tiers de matières scientifiques. Il comporterait moins d'heures de maths que les actuelles sections « S » et « C », mais les élèves réellement motivés pour cet enseignement pourraient le renforcer en choisissant une option. Tous les élèves choisiraient parmi une large palette de modules optionnels semestriels, c'est-à-dire n'occupant que l'équivalent de la moitié d'une année scolaire.

La commission de physique distingue entre des modules « de soutien », choisis par les enseignants, et des modules « de culture générale » et d'« approfondissement » choisis par les élèves selon leurs possibilités et leurs goûts. Ces modules seraient le terrain privilégié des nouvelles formes d'enseignement et de travail des élèves (interdisciplinarité, travail en équipe sur un projet, etc.). « Seuls des systèmes de modules optionnels peuvent permettre des enseignements assez riches et assez diversifiés pour faire éclore des talents actuellement souvent perdus et permettre une bonne orientation par les goûts personnels et non par l'échec », plaide M. Olivier Ducourthé, président de la commission de mathématiques, très critique à l'égard des « filières rigides », actuelles, difficiles

à adapter à l'évolution des disciplines, et inévitablement hiérarchisées.

Cette nouvelle architecture des études rejaillirait logiquement sur l'évaluation des élèves. Les mathématiciens veulent établir une distinction entre les contrôles destinés à « aider à apprendre » et ceux qui sont conçus pour « juger », ces derniers étant limités à deux par trimestre. La disparition des filières sonnerait le glas du baccalauréat sous sa forme actuelle. Il faudrait en « modifier, progressivement mais radicalement, la forme et l'esprit », écrit M. Pierre Bergé, président de la commission de physique, qui préconise l'abandon de l'examen terminal unique au profit d'une évaluation plus répartie tout au long de l'année et comprenant des épreuves pratiques « deux épreuves de ce type pourraient être organisées, sous la conduite de deux professeurs, dont un appartenant pas à l'établissement concerné. Pour leur part, les experts en maths prévoient que le bac scientifique et celui d'économie pourraient comporter deux types d'épreuves, les unes nationales, de type classique ou « questionnaire à choix multiples », les autres organisées localement et sanctionnant le travail correspondant aux modules optionnels.

La commission histoire — géographie — sciences sociales, présidée par M. Philippe Joutard, ne va pas aussi loin. Elle renvoie l'examen des modules concrets d'une réforme des

cursus au conseil national des programmes créé par la loi d'orientation sur l'éducation de juillet dernier. Toutefois la commission retient le principe d'un « tronc commun équilibré pour la première et la terminale ». Destiné à « favoriser la diversité des orientations où les élèves peuvent exceller », ce tronc commun, identique pour les élèves de l'enseignement général et de l'enseignement technique, comprendrait : français, philosophie, langues vivantes, histoire-géographie-éducation civique, sciences expérimentales, mathématiques et éducation physique. La spécialisation se ferait « par des modules optionnels définis nationalement » qui représenteraient un tiers de l'horaire obligatoire de première et la moitié en terminale. De son côté, la commission sur l'enseignement des sciences de la Terre et de l'univers, présidée par M. René Blanchet, se situe elle aussi dans la perspective d'un « baccalauréat modulaire » et suggère que l'astronomie fasse l'objet d'une option, au carrefour de la formation scientifique et philosophique.

Plusieurs commissions se retrouvent aussi pour que soient enseignés aux élèves les méthodes de travail. La commission de langues vivantes estime ainsi qu'il convient d'« apprendre à apprendre », et celle de français rêve d'élèves capables de « raisonner » et d'« argumenter ». Les physiciens veulent même en faire une discipline à part entière, assurée par l'un quelconque des professeurs.

Les mathématiciens souhaitent qu'on enseigne aux élèves à lire et à comprendre les énoncés des problèmes (tâche qui peut parfaitement être confiée à un professeur de lettres). Nombreux sont aussi les experts à exiger la mise en place d'un véritable système d'aide individuelle aux élèves intégré aux établissements, contrôlé par le professeur, mais qui peut être confié entre autres à des étudiants, voire à des élèves des grandes classes.

Ultime préoccupation, mais non des moindres : la formation des enseignants. Elle est particulièrement présente chez les scientifiques, qui sont confrontés à une crise qualifiée de « catastrophique » par les mathématiciens. Ils suggèrent que les étudiants recrutés perçoivent une rémunération, à l'instar des instituteurs, et qu'une prime soit versée à tous les réus à un CAPES « dans une matière déficitaire » (maths, physique, disciplines technologiques...). Une suggestion qui, comme les nombreuses autres, contenues dans les pages foisonnantes des huit rapports parus, ne manquera pas de susciter bien des commentaires.

PHILIPPE BERNARD

(1) Mathématiques : sciences physiques ; biologie ; chimie ; sciences de la terre et de l'univers ; philosophie ; français, littérature, langues vivantes et sciences ; histoire, géographie et sciences sociales. Le rapport sur l'économie n'a pas encore été publié.

Réhabiliter l'expérimentation

Le rapport rédigé sous la responsabilité de M. Pierre Bergé, chef du service de physique, du solide et de la résonance magnétique du Commissariat à l'énergie atomique, plaide vigoureusement pour la réhabilitation de la physique expérimentale, après avoir lui à révéler la pression des élèves.

Sous la pression des mathématiciens, l'enseignement de la physique s'est progressivement formalisé, au point de privilégier les raisonnements dogmatiques par rapport à l'expérimentation. « A ce jeu, la physique perd son âme, son intérêt et son attrait auprès des jeunes », regrette la commission de M. Bergé. Il faut donc « redonner ses lettres de noblesse à l'enseignement expérimental », « faire manipuler les élèves et leur faire appréhender le plus possible une physique proche du monde réel », et éviter de transmettre toute idée de « supériorité de la formation mathématique sur l'observation expérimentale ».

Pierre Bergé et son collègue Didier Dacourthé-Castellé, président de la commission de mathématiques, s'accordent pour affirmer que certaines notions mathématiques peuvent être introduites à partir d'une expérimentation en physique au lieu d'être considé-

rées comme un préalable nécessaire. « Démathématiser la physique ne suffit pas, il faut trouver une « nouvelle dialectique » entre les deux disciplines.

Cette ambition s'adapte selon le rapport que soit engagé une impressionnante série de réformes. La commission suggère que les professeurs suivent désormais quatre années de formation rémunérée après le DEUG (soit au total bac + 6), incluant une « formation culturelle » du niveau de la maîtrise. Favorable à une « solide réévaluation des salaires », elle réclame aussi « un grand plan national d'équipement expérimental » pour en finir avec la « grande misère » des « labos ».

Dans le même esprit, elle souhaite « imposer » des séances de travaux pratiques en classes dédoublées et le recrutement de personnel de laboratoire. La tonalité est comparable chez les chimistes et les biologistes, qui souhaitent que l'accent soit mis sur le mode de pensée expérimental. En chimie, une heure de « vrais travaux pratiques » devrait être organisée dans toutes les classes du secondaire, tandis qu'en biologie les « TP » pourraient donner lieu à des projets expérimentaux menés sur la durée.

De la philosophie en première

L'interdisciplinarité fait partie des souhaits émis par les commissions de réflexion sur les programmes de français, de philosophie et de langues vivantes. En français, les membres de la commission présidée par M. Jean-Claude Chevalier, professeur à Paris-VIII, estiment que le travail sur la langue passe par un apprentissage systématique du vocabulaire de différentes disciplines. « Le professeur de français, note le rapport, rencontrera de façon privilégiée les enseignants de langues vivantes et des disciplines scientifiques expérimentales ».

En langues vivantes, les auteurs du rapport rédigé sous la direction de M. Jean Janin, professeur à Paris-III, soulignent qu'un effort devrait être accompli en matière de civilisation des pays étrangers. Les élèves auraient ainsi intérêt à connaître, outre les mécanismes linguistiques eux-mêmes, l'histoire, la géographie ou la littérature qui fondent l'existence d'une langue. En outre, la langue vivante pourrait être utilisée comme « le véhicule de transmission d'autres disciplines », tout en faisant l'objet de départements spécifiques dans les établissements du secondaire.

La philosophie, enfin, doit accompagner la démarche des autres disciplines, tout en formulant ses propres questions. « La philosophie devrait considérer comme l'une de ses obligations et l'une de ses chances de faciliter la transition, l'interaction et la communication (...) entre les différents secteurs du savoir et de la culture », souligne le rapport de la commission présidée par MM. Jacques Derida, professeur à l'Ecole des hautes études et Jacques Bouveresse, professeur à l'université Paris-I.

Cette conception pluridisciplinaire de l'enseignement doit se traduire par une transversalité de la formation des maîtres.

La commission préconise que l'enseignement de la philosophie débute en première par une « initiation » de deux heures hebdomadaires et se poursuive, après la terminale, par un « temps d'approfondissement » pour l'ensemble des cours du premier cycle universitaire. Au baccalauréat, la formule actuelle qui comprend, au choix, une dissertation ou un commentaire de texte, pourrait être complétée par une série de questions portant sur le vocabulaire, les concepts de base et l'histoire de la philosophie. L'épreuve du baccalauréat technique pourrait être orale et porter sur un dossier constitué par le candidat en cours d'année.

Moins d'histoire contemporaine

« Pas question de bouleverser » les programmes, annonce d'entrée de jeu Philippe Joutard, président de la commission sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences sociales. D'autant plus que les programmes viennent de changer dans les lycées. La commission suggère donc d'améliorer leur mise en application, en particulier en supprimant les « répétitions involontaires » (sujets redondants entre géographie, histoire, sciences naturelles ou économie). Ce toilettage devrait permettre de dégager du temps pour développer l'enseignement, actuellement négligé ou inexistant, de

l'histoire des religions, des arts, des sciences et des techniques.

Pourtant, malgré ce réalisme affiché, la commission soulève deux questions explosives. Tout d'abord elle estime que le programme d'éducation civique de l'école élémentaire est « beaucoup trop complexe et difficile » ; il est donc urgent de le réduire et de le simplifier. D'autre part, elle juge le programme des lycées en histoire « ultracontemporain » (cinq trimestres sur neuf sont consacrés au vingtième siècle) : « On ne peut accepter, estiment les experts, cette mutilation de la discipline historique. » La

Commission nationale des programmes est donc invitée à étudier rapidement ce dossier, afin d'aboutir, « dans un délai raisonnable », à une révision des programmes.

Si la commission refuse d'entrer dans le « petit jeu » des horaires, elle souligne que « en deçà d'un certain seuil, un enseignement de l'histoire-géographie perd toute signification ». « C'est malheureusement le cas dans certaines parties de l'enseignement technique. » La commission propose un renforcement de l'histoire-géographie dans les séries techniques (E à H) du baccalauréat.

DE-LIVREZ MOI



Catalogue
Rentrée Universitaire
sur demande

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

l'esprit de synthèse

29, 31, quai Voltaire, 75007 PARIS - Tél. (1) 40 45 70 00

LE 15 NOVEMBRE 1989

Nous quittons
PARIS pour aller
rue de **PARIS**

PROMO J

agence conseil en communication spécialisée
membre de l'AFCC

15 rue de **PARIS**
92100 BOULOGNE

(1) 46 03 84 84
télécopieur : (1) 46 04 01 21

هكذا من الاجل



**SUP DE CO
NANTES**

L'expérience* & la clé* de l'international

■ **Des accords d'échanges concrets avec plus de 20 pays :**
- Tous les étudiants de 2^e année suivent au moins un trimestre de cours intégrés de niveau graduate aux USA (O.S.U., Illinois).
- En projet : tous les étudiants de 2^e année suivront également 1 trimestre de cours dans 6 universités européennes.
- 20 possibilités de bourse MBA (en Amérique du Nord et en Europe).
- Des élèves étrangers (Asie, Europe) intégrés dans le cursus SUP de CO.

■ **Des formations avec et pour des Institutions Internationales :**

- E.M.P. - European Management Program - une Ecole Européenne avec les Universités de Glasgow et de Bilbao.
- Des formations de longue durée pour étudiants étrangers : Norvège (Oslo) et Suède (Uppsala), summer-school (U.S.A. et Europe).

■ **Des résultats concrets :**

- Un réseau européen d'échanges pédagogiques.
- Formations linguistiques de haut niveau pour la pratique Internationale des affaires.
- Un réseau important d'anciens élèves - cadres et dirigeants dans plus de 20 pays.
- 150 étudiants M.B.A. depuis 10 ans.

* L'expérience : plus de 10 ans d'expérience.

* La clé : nos partenaires et nos anciens élèves en témoignent.

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES
8, route de la Jonellière - BP 72 - 44003 NANTES Cedex 01
Téléphone 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

**Le Monde
CAMPUS**

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

*l'actualité sociale,
culturelle et pratique*

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

CAMPUS

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont prises de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : étude de faisabilité auprès d'entreprises pour évaluer leurs besoins et leurs intérêts en matière d'apprentissage dans le secteur tertiaire. 14 606.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 4 mois à 6 mois. Ind. : 1 500 F et +. Profil : bac + 4. Mission : assistant chef de produit. Assister au développement produit, de sa conception à sa réalisation. 14 605.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : bac + 3. Mission : assistant chef de produit analyse des ventes, étude de marché. 14 604.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois, mi-temps possible. Profil : bac. Mission : suivi d'un fichier client. Relances pour entretien. Homme indispensable. Bonnes dispositions commerciales. 14 603.

Lieu : Sarcelles. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 5 000 F par mois. Profil : bac + 2. Mission : Etude de marché complète sur transport et course. 14 598.

Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 3 500 à 5 000 F. Profil : bac + 2. Mission : assister un chef de produits France dans la ligne fers à repasser. 14 597.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mise à jour fichiers,

Conception et routage mailings. Contrats clients. 14 607.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Mission : réalisation d'une prospection d'entreprises pour un organisme de formation. Mailings, suivi clientèle. 14 588.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 3 mois minimum et embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Ind. : 3 000 F + prime. Mission : actions de marketing direct pour produits d'imprimerie. Stage en région parisienne, études de marché, plan marketing, vente cartes club. 14 608.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mise à jour fichiers clients - conception et routage - mailings contacts clients. 14 607.

COMMUNICATION

Lieu : Castellane (04). Date : immédiat. Durée : 2 mois, 2 jours/semaine. Profil : bac + 3. Indemnité : Smic ou + (selon compétences). Mission : étudiant américain (Californie) pour traduction de livres américains et relations commerciales avec USA. 18 607.

Lieu : Malakoff. Date : 15/12/89. Durée : 5 mois à mi-temps. Profil : bac + 2. Ind. : 3 500 F pour mi-temps. Mission : secrétariat, assurer la permanence d'une association médicale, et organisation de journées « débats » sur le thème médical. Edition de bulletins trimestriels. 18 598.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : jusqu'au 20/12. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : préparation d'une émission sur FR 3. Contacts avec organismes d'appui à la création d'entreprises. 18 597.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : à définir. Ind. : à convenir. Profil : bac + 4. Mission : prospection dans le domaine du recrutement, mailings, suivi, et relations avec chefs d'entreprise. 15 599.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Pro-

fil : Bac + 2. Mission : documentaliste, mettre en place une bibliothèque européenne, connaissance de l'anglais souhaitée. 18 603.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : % sur ventes. Profil : bac. Mission : vente sur Paris et RP. Dynamisme et bonne présentation. 15 598.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : % sur ventes d'ordinateurs. Profil : connaissances informatiques. Mission : commercial, suivi de clientèle sur fichier de prospection. 17 597.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : selon compétences, mini SMIC. Mission : vendre un produit support de l'audio visuel. 15 595.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Mission : mise en rayon, gestion de commandes. Profil : DUT commerce, distribution. 15 593.

GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : mise à jour d'un service et développement d'un service télématique pour PME. 11 538.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Mission : secrétariat comptable. TTX souhaité. 12 556.

Lieu : Armentières (59). Date : mars 90. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois et 200 F de frais journaliers. Profil : bac + 2. Mission : calculer le provisionnel de fonctionnement pour l'année en cours. 12 555.

Lieu : Vaucresson. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Mission : participer à l'établissement de documents de gestion, tableau de bord, comptabilité analytique. DECS, école de commerce. 12 554.

Lieu : Maisons-Alfort. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : DESS de gestion. Mission : élaboration de

méthodes après audit du service paie. 12 553.

Lieu : Putz-les-Bois. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : gestion du personnel. 13 554.

Lieu : Ollainville. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4 maîtrise de gestion. Mission : 2 études à réaliser sur parcs véhicules et sur le transport en général. 11 557.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois avec embauche éventuelle. Profil : bac G2. Ind. : 2 500 F/mois. Mission : gestion d'une lettre confidentielle. Connaissance du macintosh. 11 545.

Lieu : Evreux. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3. Mission : organisation de méthodes dans différents services d'un grand organisme officiel. Sciences économiques. 11 555.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 3 500 F à 4 800 F. Mission : modifier et enrichir une application D base III. 17 594.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Mission : réalisation d'un système moteur en Turbo Pascal. Expérience dans le graphisme souhaitée et si possible High Screen. 17 605.

Lieu : Compiègne. Date : décembre. Durée : 6 mois. Ind. : 8 000 F/mois. Profil : DESS informatique sciences et techniques et génie logiciel. Mission : développement de logiciels. 17 605.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois ou 2. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : modification et enrichissement d'une application lourde sous D Base III. 17 594.

et de nombreux autres stages

sur minitel

3615 JOBSTAGE.

ou au

47-35-43-43

**JUSQU'AU 30 NOVEMBRE
RENAULT VOUS REÇOIT CINQ SUR CINQ**



REPRISE ARGUS + 5 000 F

Reprise Argus + 5 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

FINANCEMENT SPÉCIAL

LOA sur 25 mois*

Par exemple pour une Renault Supercinq Five 3 portes. Prix TTC clés en main 47 000 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 18 800 F (1^{er} loyer majoré 11 750 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 7 050 F) et 24 loyers de 1 295 F. Coût total en cas d'acquisition 49 880 F.

Coût total du financement : 2 880 F TTC.

Ces deux offres, valables jusqu'au 30/11/89, sont réservées aux particuliers et concernent les VP. neufs.

* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - SA au capital de F. 321 480 700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT



A l'occasion de son 25^e anniversaire
Le Nouvel Observateur

présente
la plus grande enquête jamais réalisée
sur l'état de la société en France

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

Il y a seize ans, cette grande enquête, réalisée à la veille de la crise mondiale et dirigée par Josette Alia, marquait une date dans l'histoire de notre journal... et dans celle des mentalités. Quelles sont les élites ? Qui sont les privilégiés ? Quels sont les salaires, les avantages liés à votre profession, les portes qui vous sont ouvertes, les bastilles imprenables ? Où vous situez-vous sur la grande carte du Tendre - et du dur -, cette autre carte de France qu'un gros ordinateur, nourri par les résultats d'une enquête sans précédent, avait dessinée comme par magie ? 1989 : la « sortie de crise » dont on nous parle tant a-t-elle modifié ce grand tableau d'une France à la fois conformiste et surprenante ? Pour le savoir, Josette Alia a relancé notre

machine à mieux connaître les Français : 30 enquêteurs, plus de 1 200 pages d'interviews, des milliers de chiffres, des kilomètres de listing ont été nécessaires pour fixer à nouveau le portrait informatique de la société française. Oui, les élites ne sont plus ce qu'elles étaient, même si elles sont toujours aussi puissantes... Oui, bien des situations se sont dégradées, des professions nouvelles sont apparues, dont vous ignorez jusqu'au nom, des privilèges se sont estompés tandis que d'autres écarts se creusaient... Français, qui croyez avoir si peu changé, comme vous avez bougé ! Pour le meilleur ? Pour le pire ? Vous saurez tout - ou presque - en lisant cette semaine la grande enquête du « Nouvel Observateur » sur « le Prix d'un Français ».

LES PROFESSIONS ÉTUDIÉES

ACCOMPAGNATEUR DE VOYAGES
AGENT DE CHANGE
AGENT DE MAINTIEN RENAULT
AGENT DE MAINTIEN SNCF
ARGILLEUR DU CIEL
ARCHITECTE INDEPENDANT
ARCHITECTE SALAIRE
ARTISTE PEINTRE
ASSISTANTE SOCIALE
ATTACHEE DE PRESSE
AVOCAT
AVOCAT STAGIAIRE
BALAYEUR
BOUCHER
BOULANGER
CAMBISTE
CAPITAINE ARMÉE
CARDIOLOGUE
CHANTEUR COMPOSITEUR
CHEF DE LABORATOIRES CHIMIE
CHEF DE PUBLICITE ENTREPRISE
CHERCHEUR CNRS
CLERC DE NOTAIRE
COMEDIEN CELEBRE

CONDUCTEUR SNCF
CONSEILLER FINANCIER BANQUE
COUREUR CYCLISTE
DEPUTE COMMUNISTE
DEPUTE UDR
DESSINATEUR
DIRECTEUR AGENCE DE BANQUE
DIRECTEUR AGENCE DE VOYAGES
DIRECTEUR D'ECOLE PRIMAIRE
DIRECTEUR DE THEATRE
DIRECTEUR GRANDE BANQUE
DIRECTEUR HYPERMARCHÉ
DOCUMENTALISTE
ECRIVAIN
EMPLOYE DE BANQUE
EXPLOITANT AGRICOLE
FABRICANT DE FRET-A-PORTER
FOOTBALLEUR PROFESSIONNEL
GRAND PATRON HOSPITALIER
GROSSISTE ACCESSOIRES AUTO
GUICHETIER SNCF
HUISSIER DE JUSTICE
INFIRMIERE HOPITAL
INGENIEUR CORPS DES MINES

INGENIEUR INFORMATICIEN
INSPECTEUR DES FINANCES
INSPECTEUR DES IMPOTS
INSTITUTRICE
INTENDANT LYCEE
JOCKEY
JOURNALISTE PARIS
JOURNALISTE PRESSE REGIONALE
MAGISTRAT
MAIRE PETITE COMMUNE
MAIRE GRANDE VILLE
MAITRE DE CONFERENCE DE FAC
MANDATAIRE AUX HALLES
MEDECIN DE CAMPAGNE
MEDECIN GENERALISTE PARIS
NOTAIRE PARIS
NOTAIRE PROVINCE
OS
OUVRIER DU BATIMENT
PDG DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
PDG GRANDE ENTREPRISE
PDG RELATIONS PUBLIQUES
PERMANENT SYNDICAL
PETIT COMMERÇANT

PHARMACIEN
PILOTE D'AVION
PLOMBIER
POLICIER
PRETRE
PROFESSEUR SECONDAIRE AGREGÉ
PROFESSEUR UNIVERSITE
PROMOTEUR IMMOBILIER
PROSTITUEE
PROVISEUR
PSYCHOLOGUE
PSYCHIATRE
RADIOLOGUE
REDACTEUR EN CHEF PRESSE
RESPONSABLE MARKETING
ROUTIER SALAIRE
SECRETAIRE
SOUS-PREFET
STRIP-TEASEUSE
SURVEILLANTE HOPITAL
TAXI INDEPENDANT
TRESORIER PAYEUR GENERAL
VENDEUSE PRISUNIC

هكذا من الامم

حکذا من الاصل

SPORTS

VOILE : course autour du monde en équipages

Les eaux noires des cinquantièmes hurlants

Les premiers voiliers de la Course autour du monde en équipage ont parcouru plus de la moitié de la deuxième étape disputée entre Punta del Este (Uruguay) et Fremantle (Australie). Un équipier britannique, emporté par une vague dans les cinquantièmes hurlants, a été repêché mort de froid. C'est la troisième victime depuis le départ de Southampton.

« Nous jouons à la roulette russe, estime Lawrie Smith, skipper de Rothmans. La température est descendue à - 3°C et un brouillard givrant limite notre visibilité à moins d'un quart de mille alors que nous surfons sous spinnaker à 20 nœuds à travers les icebergs. Les conditions extrêmes de navigation, rencontrées par les vingt-trois voiliers de la Whitbread, la course autour du monde en équipage, ont tourné au drame dans les eaux glacées des cinquantièmes hurlants.

Trois équipiers sont tombés à l'eau, samedi 11 et dimanche 12 novembre,

et ont pu être repêchés, mais l'un d'eux, Anthony Phillips, âgé de trente-six ans, était déjà mort d'hypothermie. Le premier accident a eu lieu à bord de *Fortuna*. Ce maxi espagnol était remonté à la cinquième place après avoir battu un record pour un monocoque de compétition (1) en parcourant 376 milles (696 kilomètres) dans la journée du 7 novembre. Lorsque l'un des équipiers est tombé à la mer, les hommes de quart ont réussi à affaler le génie et à revenir au moteur vers lui en moins de vingt minutes grâce à l'émetteur radio qui permettait sa localisation.

Comme tous les navigateurs de la Whitbread, cet équipier espagnol portait pour cette étape des mers du Sud une combinaison de survie avec gilet de sauvetage lui permettant de résister quelques minutes supplémentaires dans des eaux voisines de 0°C. Ce défilé n'a pourtant pas suffi pour sauver l'un des deux équipiers du voilier britannique *Creighton*. *Naturally* emporté par une vague déferlante, lorsque l'un d'eux a été repêché après plus d'une demi-heure d'efforts dans une mer démontée, le jeune Belge Bert Van den Dwey (vingt-cinq ans)

était encore vivant mais Anthony Phillips, un cousin du capitaine Mark Phillips, avait succombé à l'hypothermie. Après le suicide du skipper soviétique Alexei Grychenko et l'accident de moto du Suédois Jarne Gustavsson à l'escala de Punta-del-Este (le Monde du 28 octobre), Anthony Phillips est la troisième victime de cette Whitbread depuis le départ de Southampton.

Le danger des growlers

L'autre danger de cette deuxième étape est constitué par la présence d'icebergs et surtout de growlers, ces blocs de glace qui s'en sont détachés et qui sont beaucoup moins détectables par les radars. Afin de réduire au maximum la distance séparant Punta-del-Este de Fremantle (-plus de 7 600 milles), les premiers voiliers ont en effet choisi de descendre très au Sud à proximité de l'Antarctique.

En navigant le plus au Sud, sur le quarante-neuvième parallèle, le ketch néo-zélandais *Fisher and Paykel* a réussi à s'assurer un avantage d'une soixantaine de milles sur un trio composé de *Rothmans*, *Merit* et *Steinlager*, restés au niveau du cinquantième parallèle. Le vent qui souffle désormais en permanence à plus de 30 nœuds en poussant les énormes montagnes de mer des Cinquantièmes hurlants a toutefois permis aux plus légers des maxis comme *Fortuna* ou *Charles Jourdan* de rattraper une partie de leur retard à coups de surf glissant sur les vagues.

A mi-parcours de la deuxième étape, les sept premiers voiliers se retrouvent séparés par moins de 110 milles. Mais cette rivalité n'empêche pas la solidarité face au danger. Ainsi les skippers ont mis au point un système de veille permanente entre tous les maxis pour prévenir les autres des qu'un iceberg peut être localisé.

GÉRARD ALBOUY

(1) La plus grande distance parcourue à la voile en vingt-quatre heures est de 524 milles par le maxi catamaran *Formula Tag* du Canadien Mike Birch, à l'occasion de la course Québec-Saint-Martin en 1988. Le clipper américain *Lightning* avait réussi 436 milles en 1834.

SNOOKER

Joe Johnson « bête » à Monte-Carlo

Venu d'Outre-Manche, le snooker, billard à six poches se jouant avec vingt-deux billes, est en train de conquérir la France, et principalement les jeunes, qui s'intéressent à ce jeu stratégique pratiqué régulièrement par onze millions de Britanniques et auquel ont participé près de mille joueurs lors du premier championnat de France 1989.

Le snooker ayant été inventé aux Indes en 1875 par un officier britannique, avec pour but essentiel d'empêcher au maximum son adversaire de jouer, Joe Johnson, vainqueur de la finale du Grand Prix Norwich Union 1989, doté de 500 000 francs de prix, au Beach Plaza Hotel de Monte-Carlo, le 12 novembre, aurait sans nul doute été décoré par son auteur, Sir Neville Chamberlain, tant son art de la stratégie défensive, devant le jeune prodige écossais, Stephen Hendry, vingt ans, a confirmé au génie « militaire » dans ce mode de jeu.

G. C.
Résultats, demi-finales : Joe Johnson bat John Parrott 4 à 3 ; Stephen Hendry bat Tony Knowles 4 à 0. Finales : Joe Johnson bat Stephen Hendry 5 à 3.

La droite et le PC dénoncent l'insuffisance des crédits affectés à la jeunesse et aux sports

Le gouvernement a dû demander, lundi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, la réserve du vote du budget de la jeunesse et des sports. Tout en saluant la personnalité de M. Roger Barnabuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, les députés des groupes de droite et du centre et le groupe communiste ont dénoncé la faiblesse de ce budget, qui représente, avec

2 354 millions de francs (- 1,3 % par rapport à 1989), seulement 0,19 % du budget général de la nation.

La « rallonge » de 87 millions de francs obtenue, en principe, par le groupe socialiste n'a pas emporté la conviction des députés d'opposition. C'est le septième budget dont le gouvernement demande la réserve.

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin était présent, lundi, au banc du gouvernement pour bien marquer, par sa présence, sa solidarité avec M. Barnabuck, qui, pour la seconde année consécutive, a dû demander la réserve de ses crédits. Ancien sportif lui-même (basket), M. Jospin a estimé que « l'école est le lieu privilégié du sport pour les jeunes ». Le ministre a insisté sur sa volonté de faire avancer « le dossier difficile » de l'aménagement des rythmes de vie des enfants : « En étroite collaboration avec les collectivités locales et le mouvement associatif, nous organisons dans l'école et autour de l'école des activités culturelles, sportives et artistiques, adaptées aux besoins et aux rythmes spécifiques des enfants. Plus de trois mille cinq cents contrats seront conclus l'an prochain. (...) En donnant à chaque enfant les moyens d'exprimer davantage sa créativité et sa personnalité, on permet à nombre d'entre eux de mieux réussir leur scolarité malgré les inégalités socio-culturelles. »

M. Jospin a rappelé que les personnels du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports bénéficieront d'un plan de revalorisation en faveur des enseignants conçu au printemps dernier. Ces mesures, « financées sur l'enveloppe consacrée à la revalorisation de la fonction enseignante, concernent plus de quatre mille personnes ». Elles coûteront 2,7 millions de francs en 1989, et 11,9 millions de francs l'année suivante.

Moins que l'Opéra-Bastille

« Mettre le sport à sa vraie place ; à chacun son sport ; promouvoir l'éducation populaire » : tels sont « les mots d'ordre » lancés par M. Barnabuck. Le secrétaire d'Etat s'est attaché, tout comme M. Jospin, à souligner « la priorité essentielle » de l'aménagement des rythmes de vie des enfants. « Nous sommes en train de réussir une grande œuvre, qu'il faut non seulement continuer, mais amplifier, pour être à la hauteur de l'enjeu. Au cours de la dernière année scolaire, près d'un million d'élèves ont bénéficié d'un aménagement de leurs rythmes de vie scolaires et extra-scolaires, qui a amélioré

leur équilibre personnel et leur a permis des activités culturelles, sportives ou artistiques, facteurs d'épanouissement », a affirmé M. Barnabuck. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), a précisé que 30 millions de francs de mesures nouvelles au chapitre « Jeunesse » et 30 millions supplémentaires au chapitre « Développement du sport » sont consacrés à ce dossier.

M. Bapt n'a pas caché toutefois une certaine déception, même s'il a jugé ce budget « bon » dans ses structures, en progression de 4,20 % de structure constante : « Soyons francs, ce budget ne répond pas aux attentes du mouvement sportif, du mouvement d'éducation populaire, des élus locaux attentifs à la question de la jeunesse et des sports ». Plus sévère, le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Georges Haeg (PCF, Nord), a expliqué :

« Chaque année on dispute pour savoir si ce budget est meilleur ou pire que le précédent. Mais il est toujours aussi mauvais ! De 0,27 % du budget global en 1982,

il est passé à 0,19 % : une score budgétaire. »

« La comparaison avec d'autres budgets a de quoi choquer. Celui de la culture continue de croître : le nôtre ne permettrait même pas de construire l'Opéra-Bastille ! » s'est exclamé M. Charles Estourn (RPR, Alpes-Maritimes). « Le sport français est aujourd'hui en crise, et la Jossé s'élargit entre des spectacles surmédatisés, pris dans une inquiétante dérive financière, et des pratiques populaires que le manque de moyens réduit à l'anonymat », a-t-il ajouté tandis que M. Charles Estourn (UDF, Alpes-Maritimes) reprochait au président de la République et au gouvernement de ne pas aimer le sport : « Ils n'en parlent jamais ni à la radio ni à la télévision. »

D'autre part, M. Roger Barnabuck a précisé qu'il avait l'intention de « lever dès l'an prochain les bases d'une nouvelle filière complète de formation qui mènera les jeunes à partir d'une pratique sportive personnelle non plus à une succession de situations précaires, mais bien à une véritable profession ». P. S.

AUTOMOBILE

BMW 318 IS : les vertus des multisoupapes

L'alternative pour donner à un moteur le nerf nécessaire à des dépassements sans aises, consiste aujourd'hui à choisir entre la suralimentation et la multiplication des soupapes. Dans le premier cas, la compression — on alimente la mécanique avec des gaz comprimés, dans le second, on augmente le rendement du groupe par la présence plus ou moins importante de soupapes d'admission et d'échappement. La plupart des marques ont fait, à travers les modèles qu'elles commercialisent, l'expérience des deux formules... et continuent de fournir sur le marché des versions qui adoptent l'une ou l'autre solution.

BMW, depuis vingt ans, et plus, a mis au point pour ses véhicules de compétition des 4 cylindres à seize soupapes. En 1978, ses modèles « M 1 » en étaient dotés. L'application fut ensuite étendue à la M 635 CSi et à la M 5, des versions très spéciales, et à la BMW M 3, plus abordable.

La marque bavaroise produit aujourd'hui un modèle « grand public » de 1,8 litre de cylindrée (bien connu) agrémenté d'une culasse à 4 soupapes par cylindre. On s'en réjouit. D'abord parce qu'à l'inverse d'un dispositif à turbine, les 16 soupapes ajoutent la souplesse à l'accélération. Ensuite parce que cette 318 IS offre un tel agrément de

conduite qu'elle peut tout aussi bien convenir aux allures de « père tranquille ». Rien ne pousse aux exagérations, rien ne limite l'aventureuse utilisation de la voiture à des vitesses très élevées, comme une partie du réseau routier allemand l'autorise.

Deux arbres à cames entraînés par chaîne, bogues placés au centre de la chambre de combustion, gestion électronique du groupe — comme il se doit — assurent, à l'usage, une sorte de « rondour » du régime.

Sur la route, le comportement apparaît neutre, et à haute vitesse le train arrière (roues indépendantes) se révèle plus maîtrisable que sur de précédentes versions. La direction assistée, de série, favorise un léger flottement du train avant sans que cela soit déterminant pour la sécurité.

BMW propose ce nouveau modèle à 126 900 F. C'est un stout supplémentaire, bien que la voiture ne soit livrable qu'en 2 portes. En tout cas, la 318 IS plaira sûrement à ceux qui n'ont pas franchi le pas vers la voiture de sport mais qui possèdent, ainsi, disposent, avec elle, d'un véhicule sûr et confortable. Dans l'affaire, plusieurs voitures françaises et d'autres sont visées.

C. L.

PATINAGE ARTISTIQUE

Surya, cristal noir

Surya Bonaly, grand espoir du patinage féminin français, a signé, samedi 11 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy, la première victoire importante de sa jeune carrière en remportant l'épreuve féminine du troisième Trophée Lalloue.

Un premier succès qu'elle a accueilli avec sa sérénité habituelle. « Après mon erreur sur la triple lutz, j'ai eu un peu peur, mais j'ai repassé correctement à la fin de mon programme. » Celui-ci comportait pas moins de huit triples sauts (six réussis, un raté et un réussi à moitié). Un programme de championne du monde pour la petite Réunionnaise qui n'a pas encore seize ans, suffisant en tout cas pour dépasser l'Américaine Holly Cook, qui la précédait avant le libre. Un programme aussi difficile que celui qui lui avait valu la deuxième place des championnats du

monde sur cette même glace en mars dernier.

A l'occasion du Trophée Lalloue, les Parisiens ont découvert une Surya un peu différente. La petite fille du Mondial a mûri, sa silhouette s'est transformée. « Je mesure 1,58 mètre, j'ai dû prendre 4 ou 5 centimètres depuis mars. »

« Avant de faire de jolis programmes, nous nous attachons au contenu, indique son entraîneur Didier Gailhaguet. Les grandes compétitions internationales se gagnent avec des programmes difficiles. Elle a énormément progressé en glisse et en présentation, même si cela ne s'est pas assez vu aujourd'hui. » Troisième du dernier mondial juniors, en décembre 1988 à Sarajevo (Yougoslavie), Surya Bonaly semble arrivée pour faire au moins aussi bien dans deux semaines dans le Colorado pour l'édition 1989.



Philippe BOUVARD : 16h30

RTL

Usage abusif
formellement
conseillé.

RTL EN FM : PARIS 104.3 - ARCAÇON 105.1 - ANIGNON 94.6 - BAYONNE 99.4 - BORDEAUX 105.1 - BREST 104.3 - CANNES 97.7 - CHAMBERY 97.7 - CLERMONT-FERRAND 104.3 - GRENOBLE 97.4 - LE HAVRE 104.3 - LILLE 92.9 - LORRAINE 104.3 - LYONS 98.7 - NANTES 104.3 - NICE 96.6 - NIMES 103.3 - PAU 88.7 - PERPIGNAN 94.1 - QUIMPER 104.3 - RENNES 104.3 - ROUEN 104.3 - ST-ETIENNE 105.1 - ST-MAZARE 104.3 - STRASBOURG 105.7 - TARRAS 88.7 - TOULON 94.1 - TOULOUSE 99.5 - VANNES 104.3

ARTS • SPECTACLES



UNE SEMAINE DU FILM ESPAGNOL

Cinéma au présent

Pour la seconde fois, l'Espagne envoie une sélection de ses films à Paris (du 15 au 21 novembre au Publicis). Carlos Saura, le merveilleux Fernando Fernán Gómez, et des noms nouveaux, petits frères d'Almodovar, enfants de Buñuel, avec une façon très particulière, très étrange, d'assimiler le polar noir hollywoodien en y introduisant le sens de l'enfer, de la dérision la plus violente, la plus incisive aussi. La frontière, c'est naturellement le franquisme. Il y a ceux qui sont venus avant, et cherchent à s'en débarrasser la

tête. Ceux pour qui le problème, c'est un présent aux couleurs pas forcément joyeuses. Le présent du cinéma espagnol n'est, en effet, pas si joyeux : baisse de fréquentation, comme partout, mais aussi un pays où ce n'est pas seulement « le cinéma qui est la vie », mais la rue. Où le parc de salles est à renouveler, l'industrie à organiser. Les autorités se montrent plus optimistes que les professionnels, comptent sur le marché ouvert par l'Europe de 1992 et les populations hispaniques des Etats-Unis.

Les cinéastes ont des années et même des siècles d'isolement à oublier. Ils oublient aussi le folklore « sang, volupté et castagnettes » attaché à leur pays. Ils en rient. Ils se plaignent, mais se lancent dans la bataille avec une furieuse vitalité. Ils se regardent et regardent le monde avec une lucidité détachée, un humour cruel. C'est l'Espagne contemporaine qui arrive aux Champs-Élysées. (Lire nos articles pages 27 et 28.)

COLETTE GODARD

MUSIQUE Boulez, René Char et Paul Klee

26



Le patron de l'IRCAM revient, quarante ans après, sur l'œuvre que lui avait inspirée René Char, *Visage nuptial*, (la version revue et complétée est créée le 16 à Metz et le 17 au Festival d'Automne à Paris). Un ouvrage sur Paul Klee, peintre du sérialisme, paraît d'autre part, dont Boulez a écrit le texte en collaboration avec Paule Thévenin. L'inspiration, pour un compositeur, est forcément diverse.

THÉÂTRE Savary gentilhomme

31



Depuis le temps — dix ans — que Jérôme Savary voulait monter *le Bourgeois gentilhomme* à Chaillot, il y est enfin arrivé. En perruque, l'œil innocent, la lippe libidineuse, il joue Monsieur Jourdain. Il est Monsieur Jourdain.

ARTS Kupka, géomètre de la pensée

35



Formé à Prague et à Vienne, Parisien d'adoption et l'un des premiers penseurs de l'abstraction, Frantisek Kupka, héros mal connu de l'art moderne, ici représenté par l'un de ses tableaux au rythme vertical, occupe à partir du 22 le Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour une rétrospective importante.

سكنا من الاجل

هكذا من الامل

MUSIQUES

RENÉ CHAR A TRAVERS « VISAGE NUPTIAL » ; UN TEXTE SUR PAUL KLEE...

Pierre Boulez, son poète et son peintre

Création à Metz, puis au Festival d'automne, d'une version revue et complétée de « Visage nuptial ». Soit quarante-trois ans de la vie de Pierre Boulez dans la fascination de René Char. Sort, simultanément, un album sur Paul Klee avec un texte du musicien. Correspondances...

La création de l'ultime version de *Visage nuptial* de Pierre Boulez — d'après le poème de René Char — marque l'aboutissement d'un long processus de composition amorcé en 1946. Les trois états successifs de cette œuvre restituent désormais le mouvement des recherches, des évolutions, des choix du grand musicien. Il y a là, tangibles, audibles, les repères et les doutes, la réflexion et l'utopie volontaire, l'affrontement et l'harmonie, l'amplitude finale. C'est d'ailleurs avec une décapante franchise que Pierre Boulez accepte d'évoquer le parcours, parfois heurté, de *Visage nuptial*.

« La première version de 1946 était une réaction spontanée au poème de René Char, que je venais de découvrir, une réaction que je qualifierais aujourd'hui de juvénile. Il s'agissait de musique de chambre, avec une voix et quatre instrumentistes. Le geste était là, mais seulement à l'état d'esquisse. La confrontation avec un texte de cette ampleur se révélait forcément difficile et périlleuse, d'autant que la densité et la temporalité de ces cinq pièces verbales requéraient beaucoup de maîtrise. Je considère toujours le *Visage nuptial* comme l'un des ensembles les plus forts de René Char, et l'établissement de la durée dans ces poèmes continue de m'impressionner. Je n'étais sans doute pas prêt à me mesurer pleinement avec cela : c'était une question de moyens plus que d'intuition. D'emblée j'étais entré en correspondance avec le poème. Je m'étais greffé sur lui ; et, même par la suite, je n'ai jamais changé l'ambiance de cette relation entre la parole poétique et la musique.

« Mais mon problème alors était bien celui de cet établissement de la durée et, en musique, pour s'établir dans la durée, il faut une certaine masse. Pour résister dans la durée, il faut une diversité de ressources. Aussi l'amplification de ma composition est-elle allée dans le sens d'un enrichissement — pas d'une temporalité plus longue, mais plus diversifiée, — comme on parlerait d'une eau lourde en regard d'une eau ordinaire. En ayant recours à l'orchestre et au chœur, j'ai ajouté le jeu des perspectives, j'ai démultiplié une ligne simple comme dans une suite de miroirs.

LE MÉTIER ET L'IMAGINATION

« En 1953, quand j'ai entrepris la deuxième version, j'avais le sens de l'enrichissement nécessaire, je n'en avais toujours pas les moyens. Je voyais le but mais l'outil me manquait. Vouloir forger cet outil neuf, je m'attardais trop aux concepts. La version nouvelle n'était guère mieux qu'un « grossissement » de l'initiale. La pratique de l'orchestre me faisant défaut, certaines utopies contrariaient violemment la réalisation. Par exemple, je sais désormais d'expérience qu'il est illusoire de vouloir banaliser à toute force le registre exceptionnel d'un instrument : il faut conserver au registre exceptionnel son caractère d'exception.

« Au fond, je poursuivais mon apprentissage, je me dotais du savoir-faire indispensable qui gouverne l'efficacité. Aussi l'expérience de l'orchestre, qui suivit, s'est-elle apparentée pour moi à celle d'un artisan qui peu à peu teste ses utopies, les met à l'épreuve. Car connaître le côté artisanal de la création, c'est connaître l'extension possible des limites.

« Schématiquement, on peut noter que, dans la première version, la vocalité était dérivée de mes

modèles (Schoenberg) ; dans la deuxième, au contraire, la réflexion sur le langage m'avait suggéré de pousser à bout les fonctions vocales sans trop me soucier des virtualités physiques de la voix ; la troisième version préserve cette volonté de tension, mais en tenant compte des possibilités réelles de la voix. C'est pourquoi cette version finale, définitive, me paraît avoir atteint l'ampleur requise et son espace d'équilibre.

« Mon long compagnonnage avec *Visage nuptial* révèle sans doute un processus organique de développement. Il y a un point de départ, un point d'arrivée, et l'on peut suivre toutes les transformations. Pourtant, encore une fois, la relation entre le poème et la musique est demeurée fondamentalement celle des origines. C'est le même geste qui s'exprime, mais un geste amplifié, plus significatif. Le côté narratif du quatrième mouvement (*Evadné*) est resté narratif, comme la réflexion tendue dans le vide de *Postscriptum* est restée pareillement dans la stupeur de l'air.

Visage nuptial, en ses trois métamorphoses, offre en effet une approche privilégiée du parcours de Pierre Boulez, parcours qui allie l'élan et le savoir-faire, le concept et la main, l'extrême tension et l'équilibre du vertige. La publication simultanée de trois livres du compositeur offre d'autres repères encore dans son cheminement. L'un d'entre eux s'intitule explicitement *Jalons* et reprend dix années d'enseignement au Collège de France. Il s'agit d'une somme à l'ambition affirmée : permettre à la théorie de la musique d'aborder et d'investir les territoires inédits découverts par les compositeurs du XX^e siècle après qu'ils se furent « débarrassés de pratiquement toutes les anciennes contraintes ». Et aussi de tenter d'im-

poser, à sa place, la musique du présent. « Il n'est pas juste, écrit Boulez, de laisser la musique improviser son évolution, loin derrière les autres moyens d'expression ; il faut lui donner la chance de s'intégrer aussi totalement que possible dans la conscience actuelle, dans l'effort global d'aujourd'hui. »

Par l'étendue de son propos, par sa rigueur et sa précision, un tel ouvrage se tient au centre des enjeux, des incertitudes, des luttes qui accompagnent la création contemporaine. Surtout, il ne sépare jamais la réflexion théorique du détail des applications pratiques ni ne s'éloigne du questionnement du mystère. Comment naît l'idée musicale ? Comment s'effectue le passage de l'idée à sa réalisation ? Quels sont, dans l'acte d'invention, les rapports de la structure et du matériau, du métier et de l'imagination ?

La lecture linéaire de ce livre n'est évidemment pas la seule qui se puisse concevoir, deux index permettant de suivre à volonté tel ou tel thème, telle ou telle œuvre, tel ou tel jeu de repères. Ainsi, pour qui voudrait étendre les problèmes spécifiques soulevés par la composition évolutive du *Visage nuptial* au rapport plus général de poésie et musique, de nombreuses notations répondent, multipliant les exemples, citant les auteurs avec lesquels Boulez se sent aujourd'hui en particulière résonance.

RIGUEUR GLOBALE ET LIBERTÉ DE L'INSTANT

« Les compositeurs face au poème réagissent, avant tout, par rapport au contenu poétique, à l'imagerie, à la structure strophique. Pour ma part, dans la deuxième improvisation sur Mallarmé et Cummings est der Dichter, j'ai cherché à greffer le temps musical sur celui du poème, à organiser la structure de la musique comme un équivalent de la structure du poème, par rapport au vers, à la quantité syllabique, à l'organisation des grammaticaux. La forme de l'écriture musicale y est liée à chaque qualité particulière de l'écriture poétique. »

Inlassablement, Pierre Boulez poursuit cette confrontation active de la musique et des autres moyens d'expression. Après la poésie — à travers Mallarmé, Char, Michaux, Cummings, — la peinture, essentiellement autour de Paul Klee. Ce dernier est considéré par Boulez comme le peintre ayant le plus intensément réfléchi au rapport du monde avec une représentation possible, avec une transcription. *Le Pays fertile*, l'essai qu'il lui consacre, témoigne de sa fascination pour le pouvoir de déduction de Klee, pour la capacité qu'il a, s'en tenant à son art, de franchir les frontières et d'instituer un territoire où la musique peut aussi s'aventurer. Il est des leçons de composition visuelle dont les échos peuvent inspirer la distribution du temps et subvertir l'espace sonore. Les flèches d'*Équilibre chancelant* ne suscitent-elles pas de diver-

gentes vibrations qui, parties de l'œil, investissent l'oreille, comme si elles indiquaient l'ordre et le chaos, le sens et la rumeur du sens ? Le texte est ici admirablement servi par la qualité des illustrations (tableaux, croquis, manuscrits, partitions) et par la mise en pages. Préparé et présenté par Paul Thévenin, ce livre est un modèle d'exactitude polyphonique : une fête de l'intelligence en ses multiples expressions.

Si, au nom de la « rigueur globale », Boulez célèbre la réflexion, la prise en compte des autres expérimentations, il ne se détourne jamais de cette « liberté de l'instant » en quoi réside l'irruption, le désordre, la découverte. Les dernières pages de *Jalons*, d'une écriture fouguese et superbe, surgissent ainsi qu'un plaidoyer pour la prise de risque du créateur, entièrement voué à la surprise de sa création et à l'effroi de l'inconnu.

« Il est certes rassurant de se trouver des antécédents, mais faut-il être toujours obsédé par des justifications, des trajectoires rectilignes, un perpétuel bien-fondé ? (...) Qu'exige de nous le modèle, même si nous nous défendons de sa présence ? Le suivre, le déformer, l'oublier, le rechercher, le révéler ? La mémoire ou l'amnésie ? Ni l'un ni l'autre, mais une mémoire incertaine, mémoire déformable, infidèle, qui retient de la source ce qui est directement utile et périssable.

« Une bibliothèque ? Oui ! Mais qu'elle n'exige que quand je la requiers. Et encore ! Il faut une « bibliothèque en feu »... et qui reste perpétuellement de ses cendres sous une forme toujours imprévisible, insaisissable. La flamme au cœur de cette bibliothèque, faut-il l'apprivoiser, la préserver, la sacrifier à l'intérieur d'un temple protégé par les interdits ? Ou faut-il, au contraire, la dérober sans cesse, répandre le feu au risque de l'embrasement ? C'est le constant combat de la Veste et du Vêtu de feu ; les deux sont punis, par la société ou par les dieux, parce qu'ils dérogent. Entre celle qui velle et celui qui dérobe se déroule le combat sans cesse renouvelé de mémoire et création. »

Pierre Boulez a choisi de voler le feu.

ANDRÉ VIELER

« *Visage nuptial* : création de la version 1999 à Metz le 16 novembre, dans le cadre des Rencontres internationales de musique contemporaine, à 20 h 30 — grande salle de l'Académie, avec Phyllis Bryn-Jones et Elisabeth Laurence et les BBC Symphony Orchestra, BBC Singers, sous la direction de Pierre Boulez. Reprise le 17, salle Pleyel à Paris, dans le cadre du Festival d'automne.

« *Jalons* (pour une décadence) : de Pierre Boulez, préface de Michel Foucault, Bourgois, 452 p., 140 F.

« *Le Pays fertile*, Paul Klee, de Pierre Boulez, texte préparé et présenté par Paul Thévenin, Gallimard, 180 p., nombreuses illustrations, 300 F.

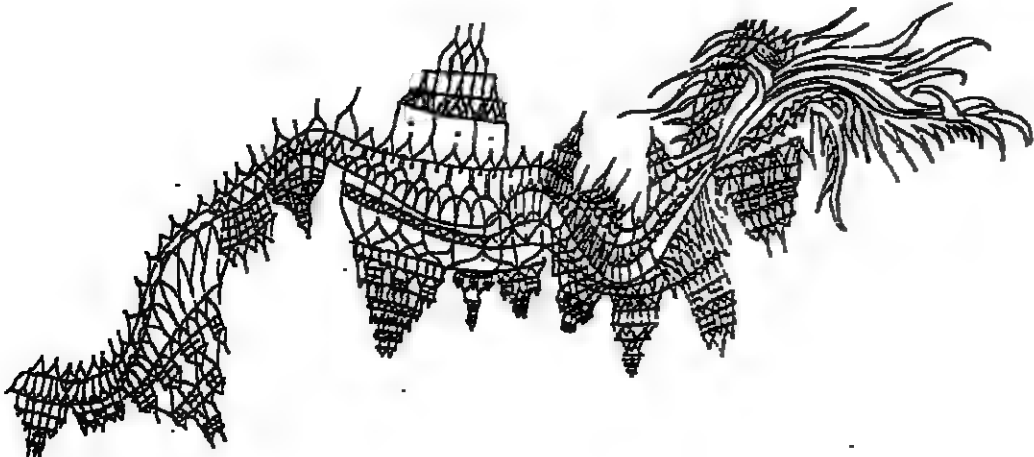
« *Conversations de Pierre Boulez sur la direction d'orchestre* avec Jean Perle, Plume/Calmann-Lévy, 214 p., 130 F. (Un ouvrage qui aurait pu être passionnant avec un peu de rigueur éditoriale mais qui est approximatif dans l'expression, voire fautive quant aux références.)



Pierre Boulez, 1989.



Paul Klee, 1929.



« La marée fait flotter les villes », 1927.

TEMPS
CANNES 1989

LA SEMAINE DU FILM ESPAGNOL

Images d'un pays qui a perdu la peur

Le cinéma espagnol veut s'organiser, sortir de son isolement. Plusieurs films viennent d'être présentés à Tokyo, et pour la seconde fois, se tient à Paris une Semaine du cinéma espagnol. Du 15 au 21 novembre, sont présentés au Publicis Elysées treize films inédits (plus deux surprises) tournés depuis 1987 par des nouveaux venus et des célébrités. Pedro Almodovar est absent, il n'a pas terminé son nouveau film, *Attache-moi*. Mais il y a Carlos Saura (*La Nuit obscure*, sortie nationale de 22 novembre) et Fernando Fernan Gomez (*La Mer et le temps*). Fernando Fernan Gomez sera également présent dans le *Marquis d'Esquilache* de Josefin Molina, dont il interprète le rôle-titre. On connaît déjà ce merveilleux acteur, qui travaille avec tous les grands du cinéma espagnol. Il faudra bien qu'un jour on reconnaisse en France, son singulier talent de réalisateur.



De haut en bas :
« La Mer et le Temps »
« Le meilleur des temps »
« Journal d'une saison »

C'EST le film de Fernando Fernan Gomez *La Mer et le Temps* qui ouvre cette Semaine du cinéma espagnol. Un titre bizarre qui réunit effectivement deux éléments du scénario : le retour d'un homme parti au-delà des mers en Argentine et qui espère effacer le temps, se réinstaller. Mais il ne reconnaît plus rien. Sa mère, qui le croit depuis longtemps disparu dans l'Océan, refuse de le reconnaître.

Un personnage ineffable que cette mère (Rafaela Aparicio) enfouie dans sa coquette, qui a perdu un peu l'esprit et surtout le sens du temps, mais ni la verdeur de son langage ni son autorité tyrannique. « Elle n'est pas symbolique, affirme Fernando Fernan Gomez, c'est seulement une femme d'extrême popularité ; atteinte d'une sorte de folie mystique (mais généreuse), elle pense détenir la vérité. Je n'en ai pas vraiment connu de pareilles, mais j'ai été élevé par les femmes ».

Lui-même interprète le rôle du fils resté en Espagne, et qui a « réussi ». De maître d'hôtel dans un restaurant, il est devenu propriétaire de l'établissement. Sa maîtresse, qui tient une boutique de fringues branchées, trafiquante, connaît tout et tout le monde, peut trouver le

jour même des dollars et les papiers nécessaires à l'achat d'un magasin. L'histoire se passe à Madrid en mai 1968. Les enfants chantent la liberté dans le vent et la nature, jouent à la contestation étudiante et rêvent d'aller faire la révolution à Paris.

Fernando Fernan Gomez a d'abord voulu raconter l'histoire de ces gens qui se sont exilés en espérant pouvoir revenir rapidement. Il a commencé à écrire en 1953, mais la censure l'a empêché de réaliser son sujet. Il l'a repris et développé au début des années 70, parce qu'il voulait, dit-il, montrer deux générations, deux façons de penser opposées, deux faillites, en somme. Fernando Fernan Gomez manifeste la même déception tranquille que son personnage de fils résigné, de père désemparé. Bourru et chaleureux, il pourrait se situer entre Raimu et Noiret, avec beaucoup de finesse, de malice. Il n'est pas seulement acteur et réalisateur, il écrit : des chroniques dans *El País* et ses *Mémoires*. « Sur ma vie personnelle, moins sur le métier, qui n'intéresse personne ».

Même si ses films racontent son passé, appartiennent à ses *Mémoires*, ils sont formidablement ouverts sur les

autres. Le regard acéré de Fernando Fernan Gomez se porte avec douceur sur des gens vulnérables, décalant sans crainte et leurs ridicules et leur humanité. Il faut vraiment que puissent être vus *La Mer et le Temps* et *Le Voyage nulle part*, présenté à la Semaine du cinéma espagnol en 1987, l'un des films les plus durs et bouleversants sur les comédiens sans gloire.

Fernando Gomez dit qu'il ne veut pas se battre. « Si les spectateurs préfèrent les films américains, donnons-leur des films américains ». Il prétend ignorer la vie d'aujourd'hui, c'est pourquoi il n'a pas voulu prolonger dans le présent l'histoire de *La Mer et le Temps*. Il dit : « C'est la vie qui enfume ». Il habite avec sa femme dans une banlieue résidentielle de Madrid, des chalets parmi les arbres, un endroit privé.

Pedro Almodovar habite, lui, en plein centre du vieux Madrid, un quartier qui fait penser à ce que devient celui de la Bastille à Paris. Le triomphe de *Femmes au bord de la crise de nerfs* l'a surpris et l'a amené, dit-il, à changer du tout au tout sa manière.

« Les films vous vampirisent, il ne faut pas se laisser faire. Les succès, les échecs, sont l'effet de coïncidences

Programme

MERCREDI 15 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *La Mer et le Temps*, de Fernando Fernan Gomez.
— 16 h 45, 22 h 30 : *Le Fleuve qui nous emporte*, d'Antonio del Real.

JEUDI 16 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *Aventis*, de Vicente Aranda.
— 17 heures, 22 h 30 : *Les Brûlés galeuses*, de José María Carrero. (*)

VENDREDI 17 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *Bâton rouge*, de Rafael Moleón. (*)
— 16 h 30, 22 heures : *Le Meilleur des temps*, de Felipe Vega.

— Minuit : film surprise.

SAMEDI 18 NOVEMBRE

— 14 h 30 : *Aventis*, de Vicente Aranda.
— 17 heures, 22 h 15 : *Journal d'une saison*, de Francisco Regueiro.
— 20 heures : *Le Marquis d'Esquilache*, de Josefin Molina.

— Minuit : film surprise.

DIMANCHE 19 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *L'Enfant de la lune*, de Agustín Villaronga.
— 17 heures, 22 h 30 : *Andar et Yul*, d'Ana Díez. (*)

LUNDI 20 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *Les Choses de l'amour*, de Jaime Chavarrí.
— 16 h 30 : *Bâton rouge*, de Rafael Moleón ; *La Mer et le Temps*, de Fernando Fernan Gomez.

MARDI 21 NOVEMBRE

— 14 h 30 : *Le Meilleur des temps*, de Felipe Vega.
— 17 heures, 22 heures : *Le Vent de l'éto*, de Gerardo Gormezano. (*)
— 20 heures : *La Nuit obscure*, de Carlos Saura.

* Les films suivis d'un astérisque sont des premiers longs métrages.
* Publicis Champs-Élysées, 125, av. des Champs-Élysées. Tél. : 47-20-70-23.

qui m'échappent. Mais, si on regarde bien, mon passé est cohérent. Je ne me pose pas d'ailleurs de questions sur ce que j'ai fait mais sur l'avenir. J'ai eu de la chance, c'est vrai, et je l'ai aidée. Les circonstances favorables à mon arrivée étaient réunies, culturellement et économiquement. On envie mon indépendance, je l'ai payée. J'ai vécu l'isolement. Je veux contrôler tout ce qui se passe autour de mes films. Hors de l'Espagne, je ne peux pas, ici, oui. Maintenant, si les Américains veulent reprendre *Femmes au bord de la crise de nerfs* avec Jane Fonda, je ne veux pas intervenir. Ce n'est plus mon film.

« Me définir est malaisé. Je suis très espagnol, mais ce que je fais n'est pas ce que font les autres. Je n'aime pas le cinéma espagnol. Il me fait de la peine, je n'y peux rien. Les gens ont changé plus que le cinéma, qui est à la traîne, comme la vie politique. Mais il existe, et c'est déjà un miracle.

(Lire la suite page suivante.)

ACTUELLEMENT

LE TEMPS DES GITANS

UNE HISTOIRE D'AMOUR

PHI DE LA ROSE EN SCÈNE
CANNES 1989

UN FILM DE
EMIR KUSTURICA

444 CLASSIC



هكذا من الراحل

CINÉMA

PRODUIRE UN FILM EN ESPAGNE

Les héros ne sont pas fatigués



Fernando Fernán Gómez



Felipe Vega



Vicente Aranda

Il y a deux ans avait en lieu la première semaine du cinéma espagnol (le Monde du 19 novembre 1987). De part et d'autre, on en attendait beaucoup. Les Français espéraient qu'en diffusant ils seraient diffusés. Les Espagnols comptaient sur une ouverture européenne à partir d'un bureau permanent à Paris.

Les Français restent en Espagne une curiosité de ciné-club, les Espagnols n'ont toujours pas de bureau à Paris. A part ceux d'Almodovar, d'ailleurs déconvertis aux États-Unis avant de l'être en Europe, rares sont les films de l'après-franquisme sortis hors des circuits spécialisés. Il y a eu récemment, *Attends-moi au ciel*, présenté d'abord au Festival de Biarritz et non à la Semaine de Paris, d'où venait en revanche *Manolo* - titre original : les *Años de luz*. Une sortie pas vraiment efficace, au mois d'août, sans que personne songe à faire venir les deux protagonistes, jeunes et beaux, ce qui aurait aidé à la promotion.

« Nous étions arrivés tout fringants et sûrs de nous, raconte Imanol Arias. Nous imaginions le départ d'une grande aventure, et puis rien. » Imanol Arias est acteur, une vedette, le héros d'un énorme succès national, *El Lute*, dont la première partie a été montrée à la Semaine de Paris 1987 et la seconde à Cannes. Sans résultat. Pourtant, il va tourner en France la suite d'une série télévisée de prestige, coproduite avec A 2 et Canal Plus. Bien qu'Imanol Arias se plaigne de la situation des comédiens dans son pays, il n'est manifestement pas porté à la résignation. Son talent passe l'écran, il parle anglais, saurait rapidement parler français. On va sûrement entendre parler de lui. Seul danger : que son physique l'enferme dans les personnages de gitan féerique.

Comme partout, la télévision est partie prenante dans la production cinématographique. Mais elle commence seulement à investir. Jusqu'à présent, elle se contentait d'acheter à un prix dérisoire les droits de diffusion. Elle diffuse, pour l'instant, moins de films et de vieilles séries américaines que nos chaînes. Acteurs, réalisateurs, producteurs, rêvent d'une télévision européenne qui les ferait connaître hors de leurs frontières. Et même à l'intérieur.

« Le problème de base, explique Jose Samano, producteur du Marquis d'Esquilache, c'est que le petit écran a modifié le rapport au cinéma. Il se pose partout de façon identique, mais ici nous sommes toujours un peu en retard pour chercher des solutions. Nous ne sommes pas préparés pour ce changement. Jusqu'aux années 80, le petit écran ne nous gênait pas, les cassettes vidéo n'étaient pas répandues. L'Etat nous versait, après coup, 15 % du budget d'un film ; un succès moyen, en Espagne même, permettait de rentabiliser. Donc nous ne cherchions pas la vente à l'extérieur.

« Ensuite, Pilar Miro, alors directrice générale du cinéma, a instauré un système équivalent à l'avance sur recettes, calculées sur le budget prévisionnel du film. Qui évidemment avait plutôt tendance à être gonflé. Immédiatement, acteurs et personnels ont voulu profiter de la manne. Les coûts ont augmenté de façon invraisemblable, juste au moment où les spectateurs commençaient à désertir les salles. Il faut dire qu'ici nous n'avons aucun contrôle sur la vente des tickets. On pense que la fraude atteint 35 % des recettes. Et connaître les recettes reste aléatoire. Le Marquis d'Esquilache est sorti le 26 janvier 1989 et je n'ai encore aucun chiffre.

« Je ne parle même pas des vidéos pirates, copiées, recopiées louées des centaines de fois. Ni des vidéos communautaires. Là, évidemment, la perte est de 100 %. Le système est très simple : quelqu'un bricole des câbles qui vont d'une maison à l'autre dans une HLM ou dans un village. Il suffit ensuite d'acheter une cassette et d'inonder le quartier. En général, les commerçants du coin paient l'installation, moyennant quoi ils passent leur publicité pendant la projection. »

« Faire un film est héroïque », répète en leitmotiv Jose Samano car, aujourd'hui, non seulement la fraude et le petit écran privent le cinéma d'une partie de ses recettes, mais le nouveau ministre de la culture, Jorge Semprun, a décidé de réorganiser le système de subventions. Il dit que la profession a fini par le comprendre et le soutenir. A entendre les professionnels, ce n'est pas si sûr. Certainement, ils reconnaissent la nécessité d'une réforme, mais se trouvent actuelle-

ment dans une période intermédiaire délicate : l'industrie n'est pas encore réaménagée, et la manne s'est raréfiée. Tout au moins, elle se distribue autrement.

L'Etat et la télévision ne sont pas les seules sources de financement : les provinces autonomes peuvent également participer à la production. En principe, pour des œuvres parlées dans la langue propre, mais, sauf peut-être en Catalogne - et encore, - elles ne l'exigent pas. « J'aurais pu tourner le Meilleur des temps ailleurs qu'en Andalousie, dit Felipe Vega, il se trouve que la province m'a donné de l'argent. » Le Pays basque a également cofinancé *Ander et Yul*, « mais, là, l'histoire est typiquement basque. Elle n'aurait pas la même ambiance, le même processus si elle avait lieu ailleurs. » Basque elle-même, Ana Díez s'exprime en castillan avec une volubilité énergique. Pour elle, qui a vécu quatre ans au Mexique, où elle a appris les métiers du cinéma, le salut, c'est l'Europe, « où nous avons encore des histoires à raconter ». Elle regrette la disparition du décret Miro, dont son film a encore profité. Elle ne sait pas si elle trouvera une production pour le prochain. « Celui-ci a coûté 100 millions de pesetas, en a récupéré 10 depuis janvier 1989. Je ne sais pas comment va s'en sortir la production, mais tout le monde me dit que c'est bien, alors... »

Etat, télévision, provinces autonomes amènent la plus grande partie du budget, mais pas la totalité, et sont censés stimuler les producteurs. Naturellement, pour un premier film, ils ne se bousculent pas. Si Fernando Fernán Gómez a pu monter sans trop de difficultés la *Mer et le Temps* - produit par Ana Belén, - pour *Báton rouge*, Rafael Moleón a dû frapper, en vain, à beaucoup de portes, malgré la présence de Victoria Abril. Il s'est donc associé avec un ami pour monter sa propre maison, les acteurs ont participé, l'avance sur recettes est arrivée...

Pourquoi les acteurs, qui regrettent tellement de ne pouvoir prendre en main leur carrière, ne montent-ils pas plus souvent une production ca mettant leur cachet en participation ? La question fait rire Imanol Arias : « Ça ne servirait à rien, on est trop mal payés. »

C. G.

Un pays qui a perdu la peur

(Suite de la page précédente.)

« Je me réfère aux années 50, à Berlanga pour l'humour noir. A une sorte de néo-réalisme avec des éléments irrationnels très présents. C'est comme ça chez Buñuel, les comportements les plus étranges sont traités avec le plus grand naturel, sans explication. Je pratique un électionisme très fin de siècle. Nous ne sommes plus des ingénus, nous ne pouvons plus délimiter le bien du mal. Tout se mélange. Ce n'est d'ailleurs pas mon propos, je ne suis pas sociologue.

« Je vis dans un pays qui a perdu la peur », dit Pedro Almodovar. Solide, rapide, les pieds sur terre, il en veut, et projette un optimisme attentif à l'opposé du désenchantement affiché par Fernando Fernán Gómez. Les deux hommes se ressemblent aussi peu que leurs films. Et, entre les deux, il y a encore tout un cinéma espagnol à découvrir.

Au programme de ce festival figurent en effet des noms nouveaux et des premiers films, comme *Báton rouge*, de Rafael Moleón, histoire abraçadabrante d'une fausse psychiatre - Victoria Abril - probablement gynécologue, d'une neurotisée - Carmen Maura. Pour commettre le crime parfait, elles se servent d'un gigolo miteux au cœur tendre qui rêve d'emmener son frère sourd-muet à Batón-Rouge. Tout le monde trompe tout le monde, le scénariste s'y perd autant que le spectateur. Le réalisateur fait preuve d'une truculence pour le moins rababaisienne dans les scènes d'amour. Moleón se situe - en moins insolentement cynique, en moins cyniquement drôle - dans la lignée d'Almodovar, avec qui il a travaillé, à qui il emprunte quelques-uns de ses comédiens favoris.

Autre premier long métrage tout aussi exacerbé que le précédent : *Aventis*, de Vicente Aranda. On y retrouve quelques jeunes acteurs d'Almodovar, et Victoria Abril terriblement enceinte, incarnant néanmoins la femme rêvée, pute sordide, call girl, bourgeoise. Elle a dû jouer des scènes peu ragoutantes dans la mesure où le sexe semble être pris comme une punition, sans la moindre notion de plaisir, encore moins de tendresse.

Là aussi, le scénario s'emmêle dans les retours en arrière, entre la situation réelle et les histoires que se racontent des gamins (franchement obsédés) au cours d'un jeu appelé *aventis*. Ce genre où se mêlent grotesque, obscurité et fureurs meurtrières, est typique d'une littérature catalane qui date de Franco. Les temps d'interdits ne sont pas ceux des nuances. On pense aussi à l'ironie sardonique, à ce surréalisme incandescent, l'esperpente, qui s'est développé dans les années 20, en particulier chez Valle Inclán, et qu'

« on ne peut pas plus déplacer que le naturalisme de Balzac », dit Felipe Vega, réalisateur du *Meilleur des temps*.

Si l'on en juge par la sélection du ministère de la culture, le nouveau cinéma espagnol est tout aussi paroxystique, aussi extravagant que celui de l'âge d'or. Les enfants de Buñuel côtoient ceux de Berlanga, les frères de Carlos Saura, les cousins d'Almodovar. Dans cette sélection, on rencontre des hommes graves qui parlent mieux que personne de la mort. « Elle est le personnage obligé de nos films, elle nous accompagne à tous les instants. » Francisco Regueiro, est l'auteur du *Journal d'un hiver*. On y voit un policier brutal arrêter un enfant parricide ! A huit ans, lui-même avait mis le feu à la chambre de son père, qui, toujours vivant, pratique professionnellement l'euthanasie. Sa mère, alcoolique, joue les folles, sans doute sans se forcer, réfugiée dans un couvent dont elle se fait régulièrement chasser.

LES COULEURS DE L'ENFER

Au cours de ses aller-retour dans le temps, le policier amène en surface d'étranges personnages : un couleuvre, quelques paysans, une clocharde qui attend peut-être un enfant de lui, une collègue en manteau rouge, une vieillarde, sa grand-mère, traînant ses souvenirs dans un bordel vide, sombre sous la verrière décorée. Symboles clairs et pensée torturée. Images splendides. « Nous avons eu un mauvais père, qui ne nous a pas interdit les polars noirs. Nous nous en sommes nourris. » Mais Francisco Regueiro a su plonger les polars qui l'ont nourri dans un enfer médiéval, prunif.

La plupart des cinéastes d'avant les années 60 ont reçu une éducation religieuse très stricte, qui donne à leurs révoltes des violences inspirées. Ils associent religion et Franco, qu'ils cherchent à extirper de leur inconscient. « La moitié au moins des Espagnols a souhaité l'assassiner, il nous a frustrés en mourant par lui-même », dit Rafael Moleón.

Parfois, le visage de ces hommes est doux, ils demandent en souriant : de quoi peut-on parler, sinon de la mort. Tel est Agustín Villaronga, Catalan de Barcelone, dont le premier film, *Derrière la vitre*, a été présenté au Forum de Berlin, et le second, *L'enfant de la lune*, qui vient à la Semaine de Paris, était au dernier Festival de Cannes (le Monde des 12 et 15 mai 1989). Il a généralement été mal accueilli, et c'est vrai que cette histoire est dure. Il s'agit d'un

film d'ambiance plutôt que d'action, qui se passe dans une pension où les enfants recueillis sont observés en vue d'expériences mystérieuses. La poésie nocturne du film est envoiement, aucune image cruelle ne vient choquer la vue, mais les secrets cachés derrière les fronts lisses, et les sourires, sont pires que des tortures tuées.

« Je ressens les choses mauvaises, elles m'attirent, mais seulement comme bases de fiction », dit Villaronga, dont on apprendra sans surprise qu'il aime Tarantino, Kieślowski, David Lynch, ainsi que Proust et Lovecraft. « Je me suis inspiré de lui pour l'enfant de la lune, d'un extrait de sa biographie. Il raconte un long voyage avec sa mère à La Nouvelle-Orléans. A partir de là j'ai commencé à écrire. Entre-temps, j'ai fait *Derrière la vitre* et, à présent, il n'y a plus rien de Lovecraft. »

La sélection du ministère de la culture ne se borne pas au côté noir de l'Espagne. Le *Meilleur des temps*, de Felipe Vega, part d'un fait divers, histoire d'un petit dealer occasionnel qui, forcé d'attendre des ordres de Madrid, traîne hors saison dans une petite ville balnéaire, rencontre un ingénieur porté sur l'alcool qui veut dénoncer un scandale alimentaire, puis des jeunes filles en quête d'amour. Tous adolescents, pour qui Franco n'est pas même un mauvais souvenir. Histoire tendre et amère dans un paysage inhabituel de plages andalouses désertes et mélancoliques.

Ander et Yul, d'Ana Díez, se passe au Pays basque : terrorisme et drogue. Les terroristes, persuadés que le gouvernement favorise l'entrée de la drogue, se substituent à la police et, pour l'exemple, abattent les trafiquants. Ana Díez a travaillé avec Montxo Armendariz (Vingt-sept heures), dont on reconnaît l'influence chez elle : mêmes ciels crépusculaires, mêmes couleurs mouillées des rues et des murs, mêmes horizons opaques.

En Espagne, comme dans le monde entier, on a du mal à intégrer le présent dans une forme romanesque. A l'exception de Pedro Almodovar, plébiscité par ses confrères, reconnu pour savoir transmettre l'esprit nouveau. En Espagne, plus que dans la France cartésienne, on a du mal à ne pas entrecroiser les époques, les rêves et le concret. En dépit de la mainmise américaine sur l'exploitation des salles, la sélection du ministère prouve qu'un grand nombre de cinéastes, dans l'espoir d'atteindre le marché international, ne veulent pas faire et ne font pas de sous-produits hollywoodiens.

COLETTE GODARD

L'Etat incitateur

Actuel ministre de la culture, Jorge Semprun s'est donné pour tâche de réorganiser l'industrie cinématographique, ou plutôt de l'organiser car ce n'est pas, dit-il, une tradition dans un pays où Franco avait établi une protection étatique absolue, de caractère corporatiste.

« Le système de subventions institué en 1983 par Pilar Miro a certainement ramené la production, mais a eu cet effet pervers d'augmenter le coût des films de 30 % en moyenne, dit Jorge Semprun. De plus, nous appartenons à la Communauté européenne, et la pression de Bruxelles nous oblige, dans la perspective de 1992, à modifier les aides de l'Etat, que nous maintenons mais que nous distribuons de façon différente.

« Le montant global accordé au cinéma est le même : 2,5 milliards de pesetas. Evidemment, ce n'est rien par rapport à la demande, mais la somme sera augmentée selon la réussite. Elle est destinée à stimuler la production, et favoriser la consommation, il faut absolument renouveler et rénover le parc des salles, qui sont anciennes, mal situées. Dans les grandes villes il n'y a pas de parkings accessibles. Dans les petites villes, elles ne sont pas assez nombreuses.

« D'autre part, nous sommes en train de négocier un accord-cadre de coproduction avec la télévision publique pour fixer un pourcentage de films européens. La télévision dépend de la présidence du conseil, mais pour la programmation du cinéma elle est sous tutelle du ministère de la culture. Jusqu'à présent, elle achetait pour trente ans les droits de diffusion. Nous espérons que la confrontation avec les chaînes privées, qui commencent seulement chez nous, sera positive.

« Le troisième point noir, c'est la distribution. Elle est dominée par les grandes compagnies américaines. Nous devons nous montrer capables de fournir suffisamment de films. Nous comptons sur les coproductions européennes et sur les échanges avec les États-Unis (notre cible sera les populations hispaniques).

« Enfin, nous avons signé avec la télévision et la communauté de Madrid un accord pour faire construire aux environs de la capitale des studios et une école. »

C. G.

CINÉMA

DEUX REPRISES

« Le Chagrin et la Pitié », de Marcel Ophüls

Sortie en 1971, avec un immense succès, cette chronique des années de guerre (témoignages recueillis trente ans après) révéla Marcel Ophüls, fils de Max, et cinéaste à part entière. Quant à « la Vérité », elle consacra, tout simplement, la reine Bardot.

On a discuté récemment, à « Apostrophes », autour de Bernard Pivot, du monumental ouvrage de Daniel Cordier sur Jean Moulin, qui fait beaucoup de bruit. Gilles Perrault a parlé, lui, de son livre, *L'Orchestre rouge*, réédité, et dont l'adaptation cinématographique est sortie la semaine dernière. *Section spéciale*, le film de Costa-Gavras, qui reconstitue un monstrueux déni de justice du gouvernement de Vichy sous l'Occupation, sera diffusé mardi 21 novembre sur Antenne 2. L'« affaire » Tournier est dans l'actualité...

La France de Vichy et de l'Occupation nazie n'a peut-être pas livré tous ses secrets, mais, dans la réalité comme dans la fiction, le passé ne peut plus être occulté. C'est Marcel Ophüls qui, l'un des premiers, a brisé les tabous et remis les consciences avec son film *Le Chagrin et la Pitié*, sorti pour la première fois le 5 avril 1971, au studio Saint-Séverin, à Paris. Avec un tel succès qu'à la fin du même mois il était distribué au Paramount-Elysées. *Le Chagrin et la Pitié*, « chronique d'une ville française sous l'Occupation » en deux parties, « L'effondrement » et « Le choix » (durée totale 4 h 20) a été repris depuis. L'ORTF l'avait, comme dit Marcel Ophüls, « censuré par l'inertie » en évitant de l'acheter. Mais, en 1981, après avoir totalisé, en exploitation cinématographique, 600 000 spectateurs, le film est arrivé sur FR 3. Et personne ne pouvait plus l'ignorer.

Pourquoi, alors, une nouvelle reprise ? On vous le disait, il y a quelque chose dans l'air, et ce n'est pas un mode. On a toujours besoin de savoir, d'en savoir plus. En 1971, ce sont, en majeure partie, les jeunes générations qui sont allées prendre la mesure d'une histoire que leurs parents, mal remis des déchirements, des divisions et des souffrances, auraient préféré laisser au placard. Le choc fut salutaire. Il y a tout, là-dedans ; le traumatisme de la défaite de 1940, Pétain et l'Etat français, les collaborateurs, les résistants, les attentistes, l'oppression nazie, la honte et la peur, le courage et l'indifférence, des témoignages d'hommes politiques et de simples citoyens, et sans manichéisme aucun car, justement c'est contre le manichéisme officiel de la réconciliation nationale, qui eut la peau dure depuis la Libération, que ce film a été conçu et réalisé.

Marcel Ophüls, fils de Max Ophüls, cinéaste qui dut, par deux fois, fuir le nazisme, en 1933 et en 1940, a pris parfois des positions passionnées, quand d'autres, réveillés par son entreprise, auraient voulu faire baigner les Français dans les eaux tièdes de l'objectivité « documentaire ». Mais considérer Mar-



cel Ophüls comme un réalisateur de films documentaires, c'est considérablement le réduire. Ce cinéaste est un conteur : il fait la chasse à toutes les vérités, même celles qui ne sont pas bonnes à dire, et il les organise en récit. La chronique est un genre littéraire et la mémoire recueillie dans *Le Chagrin et la Pitié* est aussi inaltérable que celle préservée par Jean Cayrol

et Alain Resnais dans *Nuit et brouillard*, le film de la déportation et de l'extermination.

Le Chagrin et la Pitié commence, en mai 1969, dans une petite ville allemande, par un mariage. Un homme d'affaires, Helmut Tausend, ancien capitaine de la Wehrmacht, prononce un discours, à la fin du repas. En 1969, à Clermont-Ferrand, Marcel Verdier, pharmacien grossiste, entouré de ses enfants adolescents, parle de la déclaration de guerre de 1939. La chronique est en marche. Avec les témoins allemands, les témoins anglais, les témoins français, les grandes figures disparues de Pierre Mendès France et d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, par exemple. Disparues mais vivantes.

Avec *Le Chagrin et la Pitié*, Marcel Ophüls a inventé, à lui seul (!), une nouvelle forme de cinéma, qu'il n'a cessé de parfaire dans *Souvenirs de justice* (le procès des crimes de guerre à Nuremberg) et dans son magistral *Hôtel Terminus*, longue traque de Klaus Barbie. Rien de commun avec les films de montage, si intéressants et bien fournis en documents, aussi rares soient-ils. S'il fallait comparer Marcel Ophüls à un cinéaste de fiction, c'est à Orson Welles et à ses « enquêtes sur le passé » que l'on songe.

Faut-il après cela préciser que *Le Chagrin et la Pitié*, film d'exercice historique, est une œuvre d'art ?

JACQUES SICLIER

(1) Rappelons qu'André Harris et Alain de Séduoy, les jeunes lions de la télévision des années 60, ont été les producteurs délégués du film, André Harris ayant participé au scénario et aux interviews.

* Voir salles page suivante.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

L'Après-October

de Morzak Aloucha, avec Abdou S., Benamer Mediene, Youssouf Chahine, Ali Monquie, Karab Yacine, Isabelle Adjani, Algérie (78 min).

Un bilan officiel qui cache des dizaines de morts, des témoignages de torture accablants pour la police algérienne, la visite d'une star française et militante ; ce documentaire sur les émeutes d'octobre 1988 constitue le premier volet d'une série sur l'Algérie en démocratie. Quelle entrée en matière !

VO : L'Espresso, handicapés, 14 (45-43-41-63).

Johnny belle gueule

de Walter Hill, avec Mickey Rourke, Ellen Barkin, Elizabeth McGovern, Forest Whitaker, Scott Wilson, Laura Harriss, Américain (1 h 30).

Un gangster avec la tête d'Elephant Man retrouve la face grâce à un chirurgien philanthrope, mais il ne peut échapper à son passé. Mickey Rourke doit se laisser d'être beau.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8 (45-74-04-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; U.G.C. Miramix, 8 (45-63-16-16) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Pathé Français, 8 (47-70-33-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-01) ; Fauvette, 13 (43-31-58-58) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Cahoy, 18 (45-22-46-01).

Portrait craché d'une famille modeste

de Ron Howard, avec Steve Martin, Tom Hanks, Rick Moranis, Martha Plimpton, Keanu Reeves, Jason Robards, Américain (2 h 04).

On Comment devenir un bon père de famille en trois

jours. Steve Martin dirige la classe et Tom Hulse (Amadeus) s'installe près du poêle. C'est une comédie.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; VF : La Nouvelle Mandéville, 8 (47-70-72-68) ; Paramount Opéra, handicapés, 8 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Images, 18 (46-22-47-94) ; Le Gambette, 20 (46-36-10-58).

Quand Harry rencontre Sally

de Rob Reiner, avec Billy Crystal, Meg Ryan, Carrie Fisher, Bruno Kirby, Américain (1 h 40).

Peut-il s'établir une amitié durable entre un homme et une femme sans que le sexe s'en mêle ? Billy Crystal et Meg Ryan ont toutes les peines du monde à répondre à cette cruciale question et se battent avec leurs sentiments pendant quinze ans. Ils se réservent de belles embrouilles et nous offrent une pièce de boulevard brillante.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-43) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-87) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-50-51) ; Fauvette, 13 (43-31-58-58) ; Gaumont Paramount, handicapés, 14 (43-35-35-43) ; 14 Juillet Beauparlant, 14 (45-75-75-75) ; U.G.C. Mulot, 17 (47-43-05-06).

VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 8 (47-70-33-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-04) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-52-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

« la Vérité », de Clouzot

ELLE avait vingt-deux ans lorsque Roger Vadim, l'extirpant de sa chrysalide de starlette, la créa, juste avant la nouvelle vague. Elle avait vingt-quatre ans et une gloire déjà mondiale lorsque Marguerite Duras écrivit (pour *France Observateur* qui n'était pas encore l'Obs) cet article génial, « La reine Bardot ». Elle représentait la liberté sexuelle, l'amoralisme tranquille, le scandale. Avec une moue boudeuse et un timbre de voix comme n'en avait aucune « vraie comédienne ». On croyait tout connaître d'elle. On la voyait sans mystère.

Pourtant, avant d'écrire « La reine Bardot », Marguerite Duras avait découvert autre chose d'elle. En cas de malheur, où Claude Autant-Lara, dans l'univers naturaliste de Simonon et d'une sordide histoire d'amour, l'avait en quelque sorte forcée à jouer, à être actrice, face à ces redoutables partenaires qu'étaient Jean Gabin et Edwige Fenech. Il s'en fallait encore d'un film pour que B.B. devienne, réellement, Brigitte Bardot. Ce fut *la Vérité* en 1960. Celle d'Henri-Georges Clouzot, auteur-réalisateur, aussi élogé, lui, l'homme du Corbeau, de *Quai des Orfèvres* et du *Salut de la peur*, de la nouvelle vague que du cinéma de Claude Autant-Lara.

Ce fut aussi sa vérité à elle. Brigitte Bardot était sous contrat avec Raoul Levy, le producteur de choc qui avait lancé Vadim et qui, plus tard, se suicida, peut-être bien par amour. Tout cela, c'est de l'histoire, comme le budget de 700 millions de

centimes pour le film de Clouzot. Film d'un procès en cour d'assises. Une jeune femme de mœurs très libres, Dominique Marceau, est accusée d'avoir tué son amant. Et voilà Brigitte Bardot dans le box entre deux gendarmes. Les cheveux blonds tirés, le visage fermé. Une femme fragile, socialement à la dérive et qu'on juge sur les apparences. Avec Charles Vanel pour avocat, ce qui est immense, car on dit que le modèle du rôle était Maurice Garçon ; et René Floriot, pour l'implacable avocat général que compose Paul Meurisse.

Il faut revoir ce film, le voir plutôt parce que, depuis le temps qu'il n'a pas été montré, il semble maintenant tout neuf, et d'une facture artistique qui ne court plus les écrans. Brigitte est là, cherchant à expliquer les raisons de Dominique, par des retours en arrière. Mais qui peut croire à la vérité amoureuse de cette fille ? Les spectateurs.

Clouzot dirigea Brigitte Bardot d'une main de fer. Ce n'était pas un tendre. Mais il arracha ses masques vadiens et ceux de l'ordre social en même temps. Dur à supporter. Elle eut une dépression nerveuse pendant le tournage et tenta de se suicider. Louis Malle essaya d'expliquer cela dans *Vie privée* (1961). Sans retrouver l'éclatante évidence de la tragédie révélée par Clouzot, à jamais unique.

J.S.

* Voir salles page suivante.

LA NOUVELLE COMÉDIE DE ROB REINER

Deux amis peuvent-ils coucher ensemble et s'aimer encore un petit matin ?

BILLY CRISTAL / MEG RYAN

Quand Harry Rencontre Sally...

(When Harry met Sally...)



CASTLE ROCK ENTERTAINMENT PRESENTS A NELSON ENTERTAINMENT PRODUCTION A ROB REINER FILM BILLY CRISTAL MEG RYAN "WHEN HARRY MET SALLY" CARRIE FISHER BRUNO KIRBY ROBERT LEVISTON JANE MUSKY BARRY SOMMERFELD CAST PRODUCED BY MARC SHADMAN WRITTEN BY ROB REINER ANDREW SCHENKMAN DIRECTED BY ROB REINER

سكن من الاجل

هكذا من الراحل

CINÉMA

Le Temps des Gitanes

de Emir Kusturica, avec Davor Dujmovic, Bora Todorovic, Ljiljana Adzovic, Husnjica Hasovic, Stojiljka Tirkova, Zabit Momegov, Yugoslavica (2 h 15).

Tout en dénonçant le trafic des enfants yougoslaves exportés en Europe de l'Ouest pour constituer des bandes organisées de voleurs, le cinéaste de *Papa est en voyage d'affaires* poursuit son exploration dans les rêves et les cauchemars d'enfants.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{er} (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-

72-52) ; La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 8^e (42-22-57-23) ; Pathé Hautes-Seines, handicapés, 1^{er} (46-33-79-33) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; Les Trois Salons, 9^e (45-51-10-50) ; La Bastille, handicapés, 11^e (43-07-43-50) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Biervende Montparnasse, 15^e (45-44-26-02).

VF : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Faureville Bis, 13^e (43-31-50-74) ; Miramar, 14^e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15^e (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Alice

de Jan Svankmajer, avec Krysna Kobouova, Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne (1 h 24).

Comme l'héroïne de Lewis Carroll, l'*Alice* de Jan Svankmajer est transportée dans un pays des merveilles. Grâce aux techniques de l'animation, il la plonge, et le spectateur avec elle, dans

un monde peuplé de rêves caressants et surtout effrayants. VF : Forum Orient Express, 1^{er} (43-33-42-26).

Les Baisers de secours

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Anémone, Maurice Garrel.



Yvette Etienne.

François (1 h 23).

Déchirements et rupture entre un metteur en scène et sa femme qui n'accepte pas de se voir à l'écran sous les traits d'une autre femme. Philippe Garrel à la recherche de ses souvenirs pratiques, presque trop fidèles, concession, et en famille avec Maurice et Louis, le père et le fils.

L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).

Baptême

de René Féret, avec Valérie Stroch, Jean-Yves Bortolotti, Jacques Bonaldi, François (2 h 03).

En se souvenant des années 30, de ses parents et de ses propres débuts dans l'existence, René Féret trouve la mesure de sa sensibilité et renoue avec le succès après dix ans de traversée du désert.

Lucerna, 8^e (46-54-57-34).

Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Franco-Italie (2 h 03).

Un projectionniste bourru, un gamin facétieux, une série de baisers censurés et émouvants, le cinéma italien n'a pas fini de pleurer sur les très riches heures du septième art.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 10^e (43-59-36-14) ; George V, 11^e (45-51-10-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, Américain (1 h 05).

Un parapluie contre un avion assicotant, un jet d'entre contre un nazi agressif, une rencontre surprise avec Hitler, Indiana Jones repart à l'aventure pour la troisième et dernière fois. Indy ne vent pas décrocher la lune, mais presque. Il cherche le Saint Graal et redécouvre son père, aussi savant et distrait que lui. Ce n'est pas tout ! Spielberg dévoile tous les secrets du personnage, l'origine de son nom, de son fœtus, de son chapeau favori et même de sa très charmante secrétaire au menton. Pourquoi les bonnes choses ont-elles une fin ?

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1^{er} (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; Pathé Hautes-Seines, 4^e (46-33-79-38) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 10^e (43-59-19-08) ; George V, THX, TodAO, 8^e (46-52-41-48) ; U.G.C. Normandie, 10^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-43-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15^e (43-08-50-50) ; U.G.C. Maillot, 15^e (47-42-05-05).

La Fille de quinze ans

de Jacques Doillon, avec Judith Godrèche, Météo Poupoud, Jacques Doillon, Français (1 h 40).

Affrontement de regards et de mots entre un quadragénaire et une adolescente dans une villa de rêve, suspendue entre ciel et mer. A ce petit jeu, Antoine Doillon est le plus fort. Mais Judith Godrèche trouve son premier grand rôle.

Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

Great Boils of Fire

de Jim McBride, avec Dennis Quaid, Winona Ryder, Américain (1 h 47).

L'apogée et le déclin de Jerry Les Lewis, celui qui voulait détruire Elvis Presley. La reconstruction est précise, presque trop fidèle. Dennis Quaid rabat une manche digne de son modèle et retrouve tous les tics du rocker.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1^{er} (43-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 10^e (43-59-36-14) ; George V, 11^e (45-51-10-50) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, Américain (1 h 05).

Un parapluie contre un avion assicotant, un jet d'entre contre un nazi agressif, une rencontre surprise avec Hitler, Indiana Jones repart à l'aventure pour la troisième et dernière fois. Indy ne vent pas décrocher la lune, mais presque. Il cherche le Saint Graal et redécouvre son père, aussi savant et distrait que lui. Ce n'est pas tout ! Spielberg dévoile tous les secrets du personnage, l'origine de son nom, de son fœtus, de son chapeau favori et même de sa très charmante secrétaire au menton. Pourquoi les bonnes choses ont-elles une fin ?

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1^{er} (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; Pathé Hautes-Seines, 4^e (46-33-79-38) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 10^e (43-59-19-08) ; George V, THX, TodAO, 8^e (46-52-41-48) ; U.G.C. Normandie, 10^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-43-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15^e (43-08-50-50) ; U.G.C. Maillot, 15^e (47-42-05-05).

Mystère Train

de Jim Jarmusch, avec Yvonne Rainer, Mandy Patinkin, Scorsese, Jay McInnis, Cinquième Lou, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 05).

Un couple de Japonais en pèlerinage, deux ex-médiocres, quelques voyous dépressifs et alcooliques se croisent sans se reconnaître autour d'un coup de feu dans un hôtel crasseux de Memphis, Tennessee. Et Jim Jarmusch les observe.

L'Orchestre rouge

de Jacques Rivette, avec Claude Brasseur, Serge Avedikian, Etienne Chicot, Français (2 h 03).

L'histoire du réseau de renseignements et d'espionnage le plus important de la seconde guerre mondiale et celle de son chef, Raymond Trepper, dans une reconstitution stylisée de Jacques Rivette. Claude Brasseur est saisissant.

Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; Pathé Hautes-Seines, 4^e (46-33-79-38) ; U.G.C. Normandie, 10^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-43-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15^e (43-08-50-50) ; U.G.C. Maillot, 15^e (47-42-05-05).

Inspiré d'Intolérance, de Griffith.

Les *Pages arrachées du livre de Satan*, de Carl Dreyer, est l'un des films les plus mal connus de Carl Dreyer. La maison du Danemark consacré, de son côté, une exposition à l'œuvre de la plus fameuse du cinéaste danois : *La passion de Jeanne d'Arc* (142, av. des Champs-Élysées : jusqu'à 24 décembre).

Plus noir

de Shôhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kitamura, Eizabô Ichihara, Japonais (2 h 03).

Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Imamura, le vétéran des auteurs japonais. Loin du lyrisme de *La Ballade de Noyazawa*, Imamura a filmé la bombe atomique, la mort, la peur, à la manière de son maître, Ozu.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8^e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Opéra, 8^e (46-32-45-78) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Américain (1 h 40).

Le mari yappie d'une femme coïtée couche avec sa belle-sœur nymphomane et torride lorsqu'un canard de collège débarque et chamboule sa vie à coup de questions embarrassantes. En plus, le générique contemplatif recueille des confessions sensuelles et féminines sur vidéo pour lui tout seul car il est impressionné. Le voyeurisme a obtenu la Palme d'or du Festival de Cannes.

Man no Ruda

de Claire Denis, avec les Têtes brûlées, Français (1 h 30).

Claire Denis avait rencontré les Têtes brûlées sur le tournage de *Chocolat* et s'était jurée de leur consacrer un film. Elle a donc suivi ce groupe camerounais sur les routes de sa première tournée française. En prenant son temps, elle a compris sa musique et saisi le décalage permanent entre les Africains et la France.

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yvonne Rainer, Mandy Patinkin, Scorsese, Jay McInnis, Cinquième Lou, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 05).

Un couple de Japonais en pèlerinage, deux ex-médiocres, quelques voyous dépressifs et alcooliques se croisent sans se reconnaître autour d'un coup de feu dans un hôtel crasseux de Memphis, Tennessee. Et Jim Jarmusch les observe.

L'Orchestre rouge

de Jacques Rivette, avec Claude Brasseur, Serge Avedikian, Etienne Chicot, Français (2 h 03).

L'histoire du réseau de renseignements et d'espionnage le plus important de la seconde guerre mondiale et celle de son chef, Raymond Trepper, dans une reconstitution stylisée de Jacques Rivette. Claude Brasseur est saisissant.

Forum Horizon, handicapés, 1^{er} (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; Pathé Hautes-Seines, 4^e (46-33-79-38) ; U.G.C. Normandie, 10^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-43-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15^e (43-08-50-50) ; U.G.C. Maillot, 15^e (47-42-05-05).

Bestille, 12^e (43-43-01-59) ; Faureville Bis, 13^e (43-31-50-74) ; Miramar, handicapés, 14^e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-20-12-05) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-93-40) ; U.G.C. Maillot, handicapés, 17^e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

Pages arrachées du livre de Satan

de Carl Th. Dreyer, avec Holger Hertz, Hollander Hollander, Tanna Kraft Fredericksen, Carlo Wieth, Danois, noir et blanc (1 h 48), inédit (1920).

VO : notre photo légendaire

14 Juillet Parnasse, 8^e (43-25-10-30).

Plus noir

de Shôhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kitamura, Eizabô Ichihara, Japonais (2 h 03).

Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Imamura, le vétéran des auteurs japonais. Loin du lyrisme de *La Ballade de Noyazawa*, Imamura a filmé la bombe atomique, la mort, la peur, à la manière de son maître, Ozu.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8^e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Opéra, 8^e (46-32-45-78) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Américain (1 h 40).

Le mari yappie d'une femme coïtée couche avec sa belle-sœur nymphomane et torride lorsqu'un canard de collège débarque et chamboule sa vie à coup de questions embarrassantes. En plus, le générique contemplatif recueille des confessions sensuelles et féminines sur vidéo pour lui tout seul car il est impressionné. Le voyeurisme a obtenu la Palme d'or du Festival de Cannes.

Man no Ruda

de Claire Denis, avec les Têtes brûlées, Français (1 h 30).

Claire Denis avait rencontré les Têtes brûlées sur le tournage de *Chocolat* et s'était jurée de leur consacrer un film. Elle a donc suivi ce groupe camerounais sur les routes de sa première tournée française. En prenant son temps, elle a compris sa musique et saisi le décalage permanent entre les Africains et la France.

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yvonne Rainer, Mandy Patinkin, Scorsese, Jay McInnis, Cinquième Lou, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 05).

Un couple de Japonais en pèlerinage, deux ex-médiocres, quelques voyous dépressifs et alcooliques se croisent sans se reconnaître autour d'un coup de feu dans un hôtel crasseux de Memphis, Tennessee. Et Jim Jarmusch les observe.

L'Orchestre rouge

de Jacques Rivette, avec Claude Brasseur, Serge Avedikian, Etienne Chicot, Français (2 h 03).

L'histoire du réseau de renseignements et d'espionnage le plus important de la seconde guerre mondiale et celle de son chef, Raymond Trepper, dans une reconstitution stylisée de Jacques Rivette. Claude Brasseur est saisissant.

Pages arrachées du livre de Satan

de Carl Th. Dreyer, avec Holger Hertz, Hollander Hollander, Tanna Kraft Fredericksen, Carlo Wieth, Danois, noir et blanc (1 h 48), inédit (1920).

VO : notre photo légendaire

14 Juillet Parnasse, 8^e (43-25-10-30).

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Rouvray, 8^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; U.G.C. Beaurivier, 8^e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11^e (43-57-90-81) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79).

Pages arrachées du livre de Satan

de Carl Th. Dreyer, avec Holger Hertz, Hollander Hollander, Tanna Kraft Fredericksen, Carlo Wieth, Danois, noir et blanc (1 h 48), inédit (1920).

VO : notre photo légendaire

14 Juillet Parnasse, 8^e (43-25-10-30).

Plus noir

de Shôhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kitamura, Eizabô Ichihara, Japonais (2 h 03).

Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Imamura, le vétéran des auteurs japonais. Loin du lyrisme de *La Ballade de Noyazawa*, Imamura a filmé la bombe atomique, la mort, la peur, à la manière de son maître, Ozu.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 8^e (43-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 8^e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 8^e (46-32-45-78) ; U.G.C. Opéra, 8^e (46-32-45-78) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Américain (1 h 40).

Le mari yappie d'une femme coïtée couche avec sa belle-sœur nymphomane et torride lorsqu'un canard de collège débarque et chamboule sa vie à coup de questions embarrassantes. En plus, le générique contemplatif recueille des confessions sensuelles et féminines sur vidéo pour lui tout seul car il est impressionné. Le voyeurisme a obtenu la Palme d'or du Festival de Cannes.

Man no Ruda

de Claire Denis, avec les Têtes brûlées, Français (1 h 30).

Claire Denis avait rencontré les Têtes brûlées sur le tournage de *Chocolat* et s'était jurée de leur consacrer un film. Elle a donc suivi ce groupe camerounais sur les routes de sa première tournée française. En prenant son temps, elle a compris sa musique et saisi le décalage permanent entre les Africains et la France.

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yvonne Rainer, Mandy Patinkin, Scorsese, Jay McInnis, Cinquième Lou, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 05).

Un couple de Japonais en pèlerinage, deux ex-médiocres, quelques voyous dépressifs et alcooliques se croisent sans se reconnaître autour d'un coup de feu dans un hôtel crasseux de Memphis, Tennessee. Et Jim Jarmusch les observe.

L'Orchestre rouge

de Jacques Rivette, avec Claude Brasseur, Serge Avedikian, Etienne Chicot, Français (2 h 03).

L'histoire du réseau de renseignements et d'espionnage le plus important de la seconde guerre mondiale et celle de son chef, Raymond Trepper, dans une reconstitution stylisée de Jacques Rivette. Claude Brasseur est saisissant.

Pages arrachées du livre de Satan

de Carl Th. Dreyer, avec Holger Hertz, Hollander Hollander, Tanna Kraft Fredericksen, Carlo Wieth, Danois, noir et blanc (1 h 48), inédit (1920).

VO : notre photo légendaire

14 Juillet Parnasse, 8^e (43-25-10-30).

REPRISES

Allemagne, mère bifurquée

de Helma Sanders-Brahms, avec Eva Mattes, Ernst Jacobi, Elisabeth Stepanek, Allemand, 1980 (2 h).

Comment une jeune femme allemande qui a vécu à côté de l'histoire, prend conscience de l'horreur. En reliant l'Allemagne nazie et l'Allemagne d'aujourd'hui, Helma Sanders-Brahms remonte le temps, et son conflit avec la génération du nazisme dans un film douloureux et admirable.

VO : Utopie Champollion, 8^e (43-26-84-86).

Le Chagrin et la Pénitence

de Marcel Ophüls, Allemagne-Israël, 1969, noir et blanc (4 h 20).

Lire notre article page 29.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-28-48-18).

En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Martin Carr, Américain, 1966, noir et blanc (1 h 45).

Mike Hammer fonce vengeance dans un thriller aussi efficace que le roman de Mickey Spillane. Un modèle du film noir des années cinquante.

VO : Action Christie, 8^e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17^e (43-29-73-83).

Le Jour du vin et des roses

de Blake Edwards, avec Jack Lemmon, Les Femmes, Charles Bickford, Jack Klugman, Américain, 1962, noir et blanc (2 h).

Cela commence comme une comédie conjugale, légère et optimiste. Cela s'achève comme un mélodrame sur l'alcoolisme. Dans un registre inattendu, Blake Edwards casse l'image de la gentille épouse américaine et offre à Jack Lemmon un rôle tragique inédit.

VO : Reflet Logos 8, handicapés, 8^e (43-54-42-34).

Sur les quais

de Eli Kazan, avec Martin Brande, Eve Marie Saint, Karl Malden, Lee John Cobb, Rod Taylor, Fox-Hunting, Américain, 1954, noir et blanc (1 h 48).

Pour Martin Brande, sauvage et amoral dans une révolte sans issue. Pour Eve Marie Saint, lucide et désespérée dans une histoire d'amour impossible.

VO : Les Trois Luminaires, 8^e (46-33-97-77).

La Vérité

de Henri-Georges Clouzot, avec Brigitte Bardot, Saint-Pro, Charles Vanel, Paul Meurice, Français, 1960, noir et blanc (2 h 04).

Lire notre article page 29.

Reflet Média Logos, salle Louis-Jouvet, 8^e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; Parisiennes Opéra, handicapés, 8^e (47-42-56-31) ; U.G.C. Châteaux, 13^e (43-36-23-44) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).

La sélection cinéma a été établie par Colette Gaudin et Bénéd

حکذا من الاصل

THÉÂTRE

SÉLECTION PARIS

Chemin d'une âme

d'après « Degrés » de Friedrich Götschmann, mise en scène de Jacques Rousselle, avec Albert Delloy, Eric Frey, Christophe Bignon et Jeanne Rousselle.

Voici l'occasion de découvrir l'œuvre d'un auteur russe vivant depuis plusieurs années à Berlin-Ouest. *Chemin d'une âme* est tiré d'une de ses nouvelles, *Degrés*, parue à la fin des années 70 dans la première revue non censurée alors à Moscou, *Metropol*. Friedrich Götschmann est aujourd'hui publié chez Gallimard (*Passage, le Ratat, Kim ou l'hiver 53*) et *l'Age d'Homme* (*Compagnons de route*).

Ateliers, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18^e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée : 2 heures. 80 F et 90 F.

Kiki l'indien

de Joël Jouanneau, mise en scène de Michel Raskine, avec Judith Guittier, Christian Ruche, Delphine Ruche, Roman Duverne et Johann Photogher.

Deuxième volet de la trilogie écrite par Joël Jouanneau après le splendide *Bourrichon* découvert cet été à Avignon. Cette fois-ci, la famille Jouanneau s'égarait. Si l'on retrouve Gabel aux décors, Thévenon aux

lumières et l'épatante Marie Guittier dans le principal rôle féminin — ils étaient tous trois du premier épisode —, la mise en scène est signée de Michel Raskine, qui avait commandé la pièce, et le rôle-titre est tenu par Christian Ruche, tous deux transfuges de l'ex-troupe de la Salamandre à Lille. Premiers pas sur les planches de la fille de Marie Guittier (Judith Guittier, dix-huit ans, magnifique !), et du fils de Christian Ruche, Delphine, onze ans (en alternance). Une histoire de famille donc, comme le veut la pièce de Jouanneau qui s'interroge, lyrique et poétique, sur l'atavisme. Un spectacle à ne pas rater tant il est cohérent, intelligent et beau.

Théâtre de Sorboulle, place Jacques-Brel, 78000 Sorboulle. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 39-14-22-77. Durée : 1 h 40. De 45 F à 96 F.

La Mission, suivie de Au perroquet vert

de Heiner Müller, mise en scène de Matthias Langhoff, avec A. Belkhir, F. Berthel, C. Brandt, F. Bouc, R. Bourvier, L. Calame, M. Chardet, F. Chastot.



C. Cohendy et B. Escalon.

Le coup de cœur et d'éclat d'Avignon 89 signé par l'un des meilleurs metteurs en scène européens d'aujourd'hui. Un rendez-vous indispensable pour ceux qui aiment le théâtre.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 60 F à 120 F.

RÉGIONS

Bordeaux

SYGMA 25

Le festival des avant-gardes de Bordeaux fête brillamment et courageusement son anniversaire. Habituels entretiens savants sur la situation de la création, expositions, danse contemporaine et bien sûr théâtre avec cette année l'incroyable et superbe *Cirque Archais*, le chapiteau en folie d'une jeune bande rebelle de l'Hérault (inmanquable !) — jusqu'au 18 novembre, horaires variables, chapiteau place Jean-Jaurès — la nouvelle création de Jean-Paul Célis, plasticien qui s'est entouré d'Hervé Ogier pour la musique et de Philippe Lacombe pour les lumières — le 15 novembre à 22 heures et le 16 novembre à 20 h 30, théâtre Hangar 5, quai Louis-XVIII — et enfin d'un duo allemand à découvrir, Michael Aufenfeld et Hartmut Ehrenfeld, pour un spectacle comique hors et dans la tradition de la Commedia dell'Arte — le 17 novembre, à 20 h 30 et le 18, à 22 h 00, théâtre Hangar 5. Sygma. Tél. : 56-50-39-85.

Caen

Tambours dans la nuit

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Paul Allio, Véronique Duburon, Christian Drilleau et Sylviane Simonet. Pièce de jeunesse du dramaturge allemand, *Tambours dans la nuit* fut écrite juste après la fin de la révolution spartakiste. Tous les défauts des hommes confrontés à l'histoire. À leur histoire. Comédie de Caen. Théâtre d'Herouville. Le 21 novembre à 20 h 30 et le 22 novembre à 19 h 30. Tél. : 31-50-35-00.

Châteauroux

Monstre Aimé

de Javier Tornos, mise en scène de Jacques Nichot avec Jean-Marie Bory et Charles Berling. Ce spectacle superbement mis en scène par le directeur du centre dramatique national de Montpellier, autour de deux comédiens excellents, se présente en tournée dans toute la France. Découverte d'un nouvel auteur contemporain espagnol qui ce travail « français » a l'air dans son propre pays.

Nouveau théâtre, avenue du Parc de la Vierge, Du 22 au 24 novembre à 21 heures. Tél. : 54-34-12-14. 80 F et 100 F.

La Rochelle

Férocé, la nuit

de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavandier, avec Marc Besson, Gérard Guillaumat, Sylvie Orler, Patrick Pinaud et Charles Schmitt. La nouvelle pièce de l'un des nos dramaturges les plus passionnants aujourd'hui crée l'an passé au TNP de Villeurbanne par son codirecteur, le metteur en scène absolument imprévisible et fantasque Georges Lavandier (dont on peut voir à Paris en ce moment un très beau *Lazarus*). Distribution épatante où l'on retrouve la superbe Sylvie Orler et le grand Guillaumat. Pièce inquiétante et belle qui s'en va traverser, avec la virtuosité habituelle de Deutsch, les mythologies d'aujourd'hui.

Théâtre de la Mer, Du 23 au 25 novembre à 20 h 30. Tél. : 46-41-37-78. De 80 F à 110 F.

Lille

La Traversée de l'hiver

de Yasmina Reza, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Pierre Vanock. Créé récemment à Orléans — sans que nous ayons pu encore le découvrir — ce spectacle marque les retrouvailles de la « famille Reza-Kerbrat » qui s'était particulièrement illustrée avec la création de *Conversations* après un *entrevue*. Une bonne famille donc, cohérente et courageuse, brillante même. Théâtre Roger Salengro. Jusqu'au 19 novembre à 20 h 30, le 19 à 16 heures.

Au TNP de villeurbanne, après *Monstre Aimé*, la *Mort de Danton*, le grand œuvre noir d'un de nos meilleurs metteurs en scène, Klaus Gruber, avec dans le rôle-titre André Marcon, ici au côté de Dominique Cortes, Gruber prend des libertés avec le texte de Büchner mais il signe là un spectacle intellectuellement et plastiquement parfait.

Tél. : 20-40-10-20. 75 F et 95 F.

Marseille

Dom Juan

de Molière, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Marcel Maréchal, Jean-Paul Bordes et Pierre Arditi. Le grand classique du répertoire de la Crée repris et repris encore ici après la. Un bonhomme homme, le directeur de la Crée, au service d'un grand homme. Impeccable.

La Crée, Du 14 au 18 novembre (sauf le 23 novembre au 31 décembre). Horaires variables. Tél. : 91-54-06-33. De 70 F à 120 F.

Montluçon

La Perle

de John Steinbeck, par le Footsbarn Travelling Theatre. Après leur succès sans précédent dans le cadre de la tournée trans-européenne de Mir Caravane, le Footsbarn s'installe à Montluçon où il pourrait bien prendre racine après un long moment passé dans l'Hérault. Une troupe d'origine anglaise, unique dans son organisation communautaire, plus classique déjà dans la facture de ses spectacles forains qui furent un temps d'avant-garde. Le grand œuvre de Steinbeck dans l'hyperchronisme et la grandiloquence du Footsbarn.

Théâtre des Arts, Les 16 et 17 novembre à 14 h 30, le 17 novembre à 20 h 30, le 19 à 16 heures.

Toulouse

Ruy Blas

de Victor Hugo, mise en scène de Jacques Rousselle, avec Jean-Claude Dreyfus, Sophie Duez, François Perrot, Odile Blouet et Didier Carasso. Le directeur du Centre dramatique national de Toulouse s'empare de la pièce la plus vive de notre Hugo national avec un acteur de grande classe, Jean-Claude Dreyfus, en tête d'une distribution alléchante. À découvrir.

Théâtre Sorano. Jusqu'au 3 décembre. Horaires variables. Tél. : 51-25-06-87. De 70 F à 110 F.

Villeurbanne

La Mort de Danton

de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michael Gruber, avec André Marcon, André Wilms et Myriam Boyer. Voir notre photo légendée. TNP. Jusqu'au 19 novembre. Horaires variables. Tél. : 70-03-20-30. De 80 F à 120 F.

DANSE

Mars 15

Santiago Sempere

Les Mimosas II. Danseur et chorégraphe d'origine espagnole, Santiago Sempere est obsédé par les Mimosas, le célèbre tableau de Velasquez. C'est la troisième fois qu'il remet son ouvrage sur le métier. Ces *Mimosas III* devraient être l'aboutissement d'une longue étude amoureuse.

Théâtre de la Danse (à l'18 au 18, 21 heures). Tél. : 43-57-17. Samedi, 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 70 F à 90 F.

Lanoma Imperial

Castor et Pol-Lux. Dans le cadre du MARS international, le Théâtre contemporain de la danse propose *Castor et Pol-Lux*, de la Compagnie Lanoma Imperial (Barcelone) ; l'éléphant et les faons, de Daniel Larrea et Symphonie solitaire, de Kylian Cross ; TCD Event, par la Merce Cunningham Dance Company.

Opéra-Comique. Salle Favart. 20 h 30. 80 F.

Joué 16

Mark Degarmo and Dancers

Passionnés de la danse, Mark Degarmo, vient lui aussi pour la première fois en France. Il vient de New York et passe pour un fantasme.

Café de la Danse, 22 h 30 (+ les 17 et 18). Tél. : 43-57-05-35. De 80 F à 100 F.

Serge de Diaghilev

Petrouchka, Le Spectre de la rose, L'Après-midi d'un faune, Les Noces.

L'œil et l'oreille à la fête avec les plus beaux moments des Ballets Russes ressuscités : *Petrouchka* (Stravinsky, Fokine, Benois), *Le Spectre de la rose* (Weber, Fokine, Benois), *L'Après-midi d'un faune* (Debussy, Nijinsky, Benois) et *Les Noces* (Stravinsky, Bronislava Nijinska, Gontcharova).

Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 300 F.

Vendredi 17

Compagnie Dominique Bagouet

Parcours, de Dominique Bagouet : un survol du répertoire du plus charismatique des chorégraphes, dansé par sa compagnie.

Aulnay-sous-Bois. Espace Jacques Prévert. 21 heures. Tél. : 45-62-00-22. De 100 F à 120 F.

Samedi 18

Chicago Repertory Dance Ensemble

Wired, Sarcophagus, Golden Summer, What are you going to do with Mary.

Le Chicago Repertory Dance débarque pour la première fois en France, précédé d'une réputation d'athlétisme et d'humour.

Café de la Danse, 20 heures. Tél. : 43-57-05-35. De 80 F à 100 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

« JOURNAL INTIME » DE LUC FERRARI AU THÉÂTRE DU LIERRE

Confidences buissonnières

A soixante ans, Luc Ferrari n'a toujours pas regagné le cercle des compositeurs rangés, sans doute parce qu'il n'a jamais renoncé à écrire — sur la page blanche, pas seulement sur le papier rayé —, ni à regarder son siècle et à le raconter. *Journal intime* est un titre de poète pour un spectacle de cabaret.

« C'EST un compositeur qui respire », dit de lui un autre compositeur, un flâneur, un pas méchant. Non que Luc Ferrari ait au fond déplacé beaucoup d'air depuis son entrée au Groupe de recherches musicales, voici — déjà ! — plus de quarante ans. Mais parce que son souffle, il l'a toujours trouvé, de son propre aveu, « à côté » de ce qu'il était censé faire, écrivant des sonates qui n'en étaient pas, des œuvres de musique concrète ressemblant de très près à des reportages sur l'actualité, des plages « planantes » caractérisées par leur tension intérieure et (marque de ce compositeur) par une extrême vigueur des timbres, écrivant encore des suites de petites pièces pour piano, nostalgiques et délicieuses, discrètement farcies d'électroacoustique, mais magnifiquement écrites pour l'instrument, pièces que tous les pianistes en activité devraient avoir envie de jouer (et cela, de nos jours, c'est une véritable rareté !). Filtre poussé côté jazz, goût pour les parodies de musiques de films muets, et pour la dérision en général.

Mais l'on découvre, au détour d'un de ses disques, après un petit drame musical d'une efficacité instantanée (A la recherche du rythme perdu), et treize minutes de jeux de rôles concrets (J'ai été coupé), une véritable et formidable rhapsodie en trois parties pour grand orchestre symphonique, la très variée Histoire du plaisir et de la désolation. Musique tonante, qui respire, et comment !

PARLER DE SOI : SUJET ESSENTIEL ?

On retrouve Luc Ferrari au Théâtre du Lierre pour un *Journal intime* penchant plutôt vers le cabaret, « drame musical en un acte », pour une réclame (Lisette Malidor), un pianiste (Denis Chouillet) et une chanteuse (Elise Caron) ; reprise d'un spectacle que Philippe Adrien avait déjà mis en scène cet été pour Nice et son festival des Muses ; version musicalisée d'un « vrai journal », mêlant, selon les conventions du genre, et comme le confirme l'auteur, « les choses triviales et les choses sérieuses ». Le tout sur le thème habituel : passion des à-côtés.

« Journal est un titre passe-partout, un truc de romancier. Des journaux, j'en lis tous le temps, celui de Wedekind récemment. Journal signifie simplement qu'on fait autre chose dans la vie — par exemple, des romans — et que ce qu'on publie là est en plus, à côté, de surcroît. Mon Journal à moi est un vrai journal, une tranchée de mes préoccupations personnelles, entre 1980 et 1982.

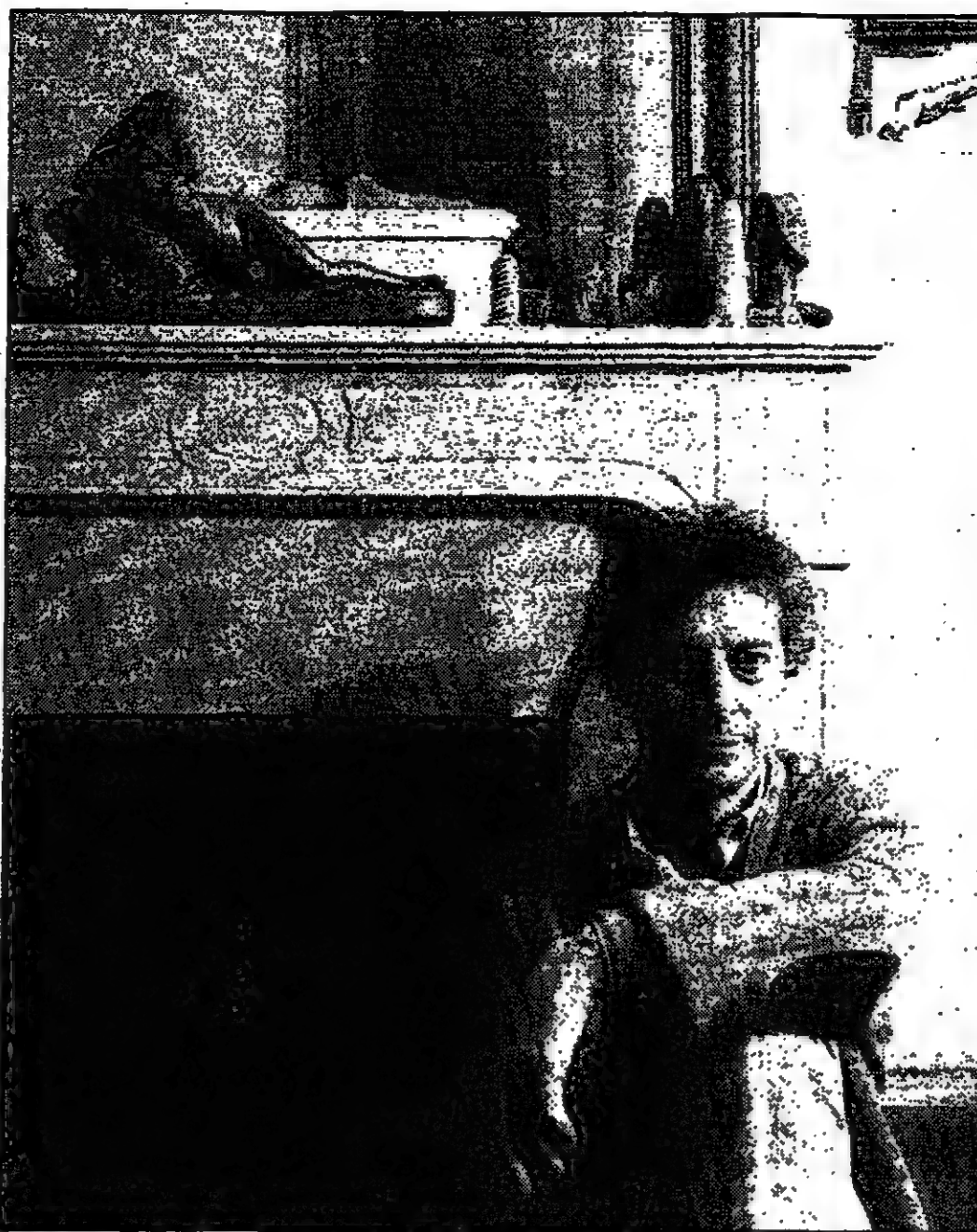
— Il vous est arrivé à cette époque quelque chose de particulier ?

— Non, justement. Dans cette période, j'ai beaucoup écrit pour moi, rien d'autre. Et en même temps, j'écrivais de petites pièces pour piano. Un jour où je m'ennuyais, j'ai comparé le journal et les pièces, date par date. J'ai trouvé que leur rapprochement constituait un truc bizarre, un truc scénique, un truc de théâtre, une espèce d'histoire qui, grâce à la dynamique de la musique, se racontait là.

— Intime ?

— Fatalement. Mais il y a aussi une citation de la *Barcarolle* de Chopin. Je jouais beaucoup cette barcarolle, alors j'aime jouer cette musique pour voir comment c'est fait : c'est plein de fausses notes pour l'époque, de choses inimaginables. Ma façon de jouer du piano est un peu analytique.

— J'ai toujours essayé de faire des choses étrangères à la vie d'un compositeur, qui sortent de la composition pure et dure. Quand j'ai assisté à la naissance du Service de la Recherche, j'ai pu m'intéresser à ce



qu'était une émission de radio, j'ai réalisé des films musicaux, les *Grandes Répétitions*, des films, en Allemagne, sur des sujets que j'ignorais, comme la paysannerie française, puis des reportages sociaux, par exemple en Algérie sur l'indépendance. Personne ne savait que j'étais musicien. Pour tout le monde, là-bas, j'étais « le journaliste français ». On a beau présenter le *Journal intime* comme une pièce de théâtre, la plupart des gens la reçoivent comme une pièce de musique. Dire que c'est du théâtre signifie, au moins, que ça se situe à côté du musical.

— Vous cessez rarement de vous raconter...

— Je ne me dissimule pas, contrairement à d'autres, que c'est par moi que tout passe. Le fait de parler de moi-même comme d'un sujet essentiel ne procède pas du tout d'un regard narcissique. Pas du tout.

— La psychanalyse vous concerne ?

— C'est la plus grande invention du vingtième siècle avec la robotique. Et avec l'émancipation des femmes, évidemment. Inouï, ce que cette émancipation a pu provoquer. Je sais que, lorsqu'on est un homme, c'est un sujet avec lequel il faut être prudent. Mais tant pis, il faut bien y aller. Dans le *Journal intime*, il n'y a que de ça. La réclame et la chanteuse sont plus que mes porte-parole. Le *Journal*, c'est la parole d'un homme qui cherche à explorer sa propre parole de femme. D'ailleurs, dans ma musique, j'ai toujours l'impression de m'adresser davantage à des femmes qu'à des hommes.

— Deux années de *Journal intime* et seulement une heure et demi de spectacle ?

— Je ne suis pas un écrivain expansif. En musique aussi, j'ai appris à faire court. Je suis quelqu'un de très sérieux, j'aime beaucoup me moquer : quand je crée, j'essaie de faire les deux à la fois, et la victime

SÉLECTION PARIS

Mercredi
15 novembre

Bach

Le Clavier bien tempéré, Livre II
Devant Moroney (clavessin).

D'avantage conçus pour être joués que pour être écoutés (surtout en concert), les préludes et fugues du *Clavier bien tempéré*, de Jean-Sébastien Bach sont tout de même au cœur du répertoire des clavecinistes (et des pianistes, même si à l'évidence cette œuvre ne convient qu'imparfaitement au piano). Rien de plus naturel, donc, que Davitt Moroney en livre au public sa lecture. Si l'on se fie à son enregistrement, il en est l'un des interprètes les plus imaginatifs et inspirés.

Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 65 F.

Charpentier

Médée, opéra en un prologue et cinq actes

Brigitte Balthazy, Agnès Mellon, Claire Brus (soprano), Bernard Deleris (basse), Howard Crook (ténor), Nicolas Kuvshinov (baryton), Les Arts Florissants, William Christie (direction).

Moins connu que la *Médée*, de Cherubini (ressuscitée et immortalisée par Maria Callas), l'opéra en un prologue et cinq actes de Charpentier aura attendu près de trois siècles (deux cent quatre-vingt onze ans, exactement) pour être repris à la scène (par Michel Corboz, à Lyon, en 1984). La musique de Charpentier y témoigne de sa densité habituelle, de cette hardiesse chromatique et harmonique qui en fait tout le prix. Pour fêter le dixième anniversaire de son ensemble, William Christie ne pouvait faire un choix plus juste. Les Arts Florissants tirent leur nom d'une œuvre homonyme de Charpentier.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 335 F.

Mahler

Les Chants d'un compositeur errant

Eugène Perry (baryton), Herbert Perry, James Peterson, Elmore Jenson (basse), Dominique Lefebvre, Lorraine Hunt, Al-Lan Zhi (soprano), Carroll Freeman (ténor), Northern Sinfonia, Ensemble vocal les Jeunes solistes, Craig Smith (direction), Peter Sellers (mise en scène).

Auditorium du Louvre, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 40-30-42-28. De 70 F à 110 F.

Schoenberg

Musique de Noël

Johann Strauss

Le Trésor du baron tzigane, Aimer, boire et chanter, Rrose du sud, Le Valse de l'empereur

Webster

Quintette pour piano et cordes

Bosoni

Barcarolle étiologique

Quatuor Arditi, Jean-Luc Chaignaud (baryton), Michel Moragabes (flûte), Paul Meyer (clarinette), Marc Marder (contrebasse), Louise Bassere (piano), Hakon Austad (horn), Isabelle Barlaet (percussion), Michel Béroff (direction, piano).

Une programmation aussi attractive que celle de l'Auditorium du Louvre aurait été impensable à Paris, il y a seulement cinq ans. Comment ne pas s'incliner devant un choix d'œuvres aussi varié que subtil, devant de tels interprètes ? Les vases de Strauss arrangées par Schoenberg sont d'un chic fou, ont une couleur instrumentale inimitable et témoignent d'une époque où les compositeurs les plus radicaux ne considéraient pas la musique légère avec condescendance. Et quelle bonne idée de leur avoir associé de façon aussi perverse des œuvres rares et sérieuses. (Concert redonné le lendemain, même lieu, même heure).

Auditorium du Louvre, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 40-30-42-28. De 70 F à 110 F.

Mozart

Don Giovanni

Eugène Perry (baryton), Herbert Perry, James Peterson, Elmore Jenson (basse), Dominique Lefebvre, Lorraine Hunt, Al-Lan Zhi (soprano), Carroll Freeman (ténor), Northern Sinfonia, Ensemble vocal les Jeunes solistes, Craig Smith (direction), Peter Sellers (mise en scène).

Auditorium du Louvre, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 40-30-42-28. De 70 F à 110 F.

ANIMÉ PAR NAGUI

LES INVITÉS DE SATTEL HIT

JOHNNY CLEGG & SAVUKA

EN CONCERT

en direct du Grand Studio de RTL

Jeudi 16 novembre 1989 20 heures sur RTL

RTL

avec 3 titres en avant-première

THEATRE DE SARTROUVILLE

Création

Comédie alpine de JOEL JOUANNEAU

Mise en scène de MICHEL RASKINE

JOEL JOUANNEAU MICHEL RASKINE

Dernière le 19 novembre - 16h - Tél. 39 14 23 77

Formes musicales aujourd'hui

Ville de Bagneres - Service culturel

CONCERT

ENSEMBLE 2E 2M

Direction RENAUD FRANÇOIS

Soliste RÉMI LERNER

Martin Israël Renaud François Paul Méfano Edgar Varese

DIMANCHE 19 NOVEMBRE 1989 à 17 h Théâtre Victor-Hugo 14, avenue Victor-Hugo, 92220 Bagneres

RENSEIGNEMENTS : 48-82-46-11

حكي من الاجل

هكذا من الالحان

MUSIQUES

Don Juan a un frère jumeau, présumé L'opéra, dans ce Don Giovanni américain (Peter Sellars, le metteur en scène, est, on le voit, très différent de l'autre côté de l'océan), qui transpose le dix-huitième siècle italien de Da Ponte dans le Harlem contemporain. Mozart reste tel qu'en lui-même, chanté par une troupe alerte et jeune, ce qui ne gâche rien.

Bobigny. Mieux de la culture, 20 heures (+ les 18 et 20). Tél. : 48-31-11-88. Location : 340 F.

Jeudi 16

Spohr

Alman pour cordes et vents op. 31

Ravel

Introduction et allegro, pour harpe, avec accompagnement de piano à cordes, flûte et clarinette

Britten

Sinfonietta pour ensemble de chambre op. 1

Mozart

Concerto pour clarinette et cordes KV 581

Nash Ensemble de Londres, Lionel Friend (direction).

Formation à géométrie variable, comme l'était autrefois le célèbre Melos Ensemble de Londres, le Nash Ensemble s'est acquis une solide réputation ces dernières années en enregistrant quelques disques aux programmes variés. Le programme choisi par ces musiciens curieux, brillants, bêtes dans la tradition britannique, est particulièrement attrayant en ce qu'il associe des œuvres rarement données (Britten, Spohr) à deux « tubes » de la musique de chambre (Ravel, Mozart).

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-29-28-40. 160 F.

Vendredi 17

Beethoven

Fidèle

Sigfried Jerusalem, Uwe Pappe (basse), Sabine Haas (soprano), Cornelia Hauptmann, Karl Ryll (basse), Siegmund Himmelsberg (baryton), Orchestre national de France.

Chœur philharmonique national de Varsovie. L'Orchestre national (George Strle, tous en soliste).

Jeanine Altmeyer ayant déclaré forfait, sera remplacée, dans le rôle de Léonore, l'épouse au grand cœur, par Sabine Haas. Un choix approuvé par Lorin Maazel, chef en la fosse, à la tête de l'Orchestre national. Mais désapprouvé par Giorgio Strehler, qui a claqué la porte avant la fin des répétitions et dit très haut son mécontentement que le Châtelet s'ait pas annulé la production. Bref : les diaboliques du grand opéra dans toutes leurs horreurs. Reste la superbe partition beethovenienne et un mois entier de répétitions assurées, avant la rupture, par le grand Strehler (lire l'article de Jacques Luchampy dans Le Monde du 14 novembre).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures (+ le 21). Tél. : 40-29-28-40. De 60 F à 300 F.

Chopin

Nocturnes pour piano op. 27

Rachmaninov

Études-pavane pour piano op. 39 n° 1, 2, 4, 5

Schubert

Partita pour piano à quatre mains op. 103

Quatre pour piano à quatre mains op. 10

Maria Joao Pires, Håvard Sævi (piano).

Maria Joao Pires est la vedette (un terme qui ne lui convient guère, mais c'est ainsi) d'une série de trois concerts organisés par le Théâtre de la Ville. Le premier soir, elle joue avec Håvard Sævi, un jeune pianiste ture en qui elle croit beaucoup ; le second avec Yari Bashmet et Michel Portal auxquels la soprano Dona Brown se joindra le troisième soir, pour interpréter des œuvres de Brahms, Schumann, Brahms, Schubert et Poulenc. Pires est une pianiste aventureuse qui suit son chemin sans s'occuper de sa carrière. Il lui arrive de mal jouer, comme cela arrivait à Clara Haskil ou à Edwin Fischer. Cela n'a

aucune importance, un artiste qui défaille reste un artiste.

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 60 F.

Bruckner

Messe en sol mineur

Collège Vocal de Gand, Ensemble Musique oblique, La Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

La versatilité de Philippe Herreweghe est rassurante. Voici un musicien capable de diriger avec un égal bonheur les motets de Schütz, la Passion selon saint Matthieu, de Bach comme les psaumes de Mendelssohn et ceux de Bruckner, qu'il a justement choisis pour ce concert. Hier peu connus et fort décriés hors d'Allemagne, les symphonies du compositeur autrichien ont acquis en quelques années (le disque stéréophonique y est pour beaucoup) une notoriété après laquelle sa musique religieuse court toujours interminablement.

Eglise Saint-Nicolas-des-Champs, 20 h 30. Tél. : 42-33-43-00. Location : 75 F à 120 F.

Samedi 18

Stravinsky

Dumbarton Oaks Concerto

Ibert

Diversification pour orchestre de chambre

Gounod

Prima Symphonie pour instruments à vent

Respighi

Tristano Botticelli

Hindemith

Kontrabass pour piano et orchestre n° 1 op. 24

Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).

Dans sa petite formation l'Orchestre philharmonique joue un ensemble d'œuvres rarement données de nos jours en concert à Paris. Des œuvres savoureuses (Gounod, Ibert, Respighi), sévères (Hindemith), virtuoses et décalées (Stravinsky) que Janowski, aidé



par les meilleurs musiciens de la formation dont il est le patron (et les meilleurs sont formidablement virtuoses : les cuivres !), devrait diriger avec son mélange inimitable de sérieux et de décontraction.

Salles de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 90 F.

Chopin

24 Études pour piano

Liszt

Études transcendentes pour piano

Michael Ponti (piano). Recordman du disque (il a enregistré pour Vox tones,

ou presque, les œuvres aussi virtuoses que bizarres de la littérature pianistique du dix-neuvième siècle).

Michael Ponti se fait rarement entendre en récital. Son programme témoigne de la transcendance de sa technique. Qu'en est-il du musicien ?

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 48-53-06-07. De 90 F à 160 F.

Beethoven

17 Sonates pour piano op. 31 n° 2

Prokofiev

7 Sonates pour piano op. 83

Schubert

Sonata posthume pour piano D 960

Georges Pindermacher (piano).

Admiré par nombre de ses confrères qui le tiennent pour le plus grand pianiste français de sa génération (si tant est que cela vaille dire quelque chose !), Georges Pindermacher agrandit de mois en mois le cercle de ses admirateurs depuis qu'il a publié coup sur coup deux enregistrements impeccables des Études de Debussy et des Variations Diabelli de Beethoven (Lyrinx). Ce pianiste a en effet pour lui d'être à l'aise dans tous les répertoires, de jouer avec une aisance stupéfiante les textes les plus ardu intellectuellement (de Bach à la Sonate de Barraqué), sans les présenter sous un jour trop asséché.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-29-28-40. De 60 F à 160 F.

Bartok

Suite pour piano op. 14

Scriabine

7 Sonates pour piano

Szymanowski

Musiques op. 34

Schoenberg

6 Petites Pièces pour piano op. 18

Bucini

3 Éclats pour piano

Debussy

6 Études pour piano

Hakon Austbø (piano).

Hakon Austbø s'était fait connaître, il y a bientôt quinze ans, en publiant un enregistrement scintillant des Mirrors de Ravel. Ce soir, il a bâti son programme autour d'œuvres plutôt

élèves de Lefebure et de Perlemuter, pour le piano. Michaël Levinas est également compositeur. Cela s'entend à sa façon d'interpréter Beethoven, quasiment mieux que personne aujourd'hui (une abstraction qui devient chez Adès). L'œuvre signée par lui, qu'il crée à l'Orchestre le 17, Salle de l'Institut, est pour piano, bien sûr, mais aussi pour dispositif électroacoustique.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-53-05-88. 50 F.

Orléans

Beethoven

Sonates pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale » et Sonates pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

Chœur pour piano

Michèle Levinas (piano). Voir notre photo légendée.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-53-05-88. 50 F.

Tourcoing

Kreutzer

Paul et Virginie

Philippe Piatello, Philippe Tignat (basse), Sophie Martin-Degor, Fanny Kondo, Sophie de Béjar (soprano), Philippe Camor (baryton), Yves Gouret (tous en scène et comédiens).

La Grande Escurie et la Chambre du roy. Jean-Claude Malgouyres/Mirre Glacé (direction).

Déclatant d'une célèbre sonate de Beethoven pour piano et violon, Rodolphe Kreutzer fut non seulement violoniste mais aussi compositeur (autodidacte), auteur de cette adaptation lyrique du roman de Bernardin de Saint-Pierre, déjà donnée chez et par Malgouyres (Le Monde du 17 décembre 1988). Qualités d'orchestration, relatives faiblesses mélodiques. Mais, indéniablement, une curiosité.

Le 17, 20 h 30 ; le 18, 18 h 30. Théâtre municipal. Tél. : 20-28-06-03. De 30 F à 150 F.

Dimanche 19

Schumann

Quatuor à cordes n° 1 op. 41

Bartok

Quatuor à cordes n° 4

Quatuor Emerson.

En peu d'années, les Emerson se sont taillés une solide réputation dans le monde du quatuor à cordes. Une réputation qui s'est confirmée avec éclat lorsqu'ils ont enregistré leur intégrale des six quatuors à cordes de Bela Bartok. Les Emerson jouent avec une virtuosité jamais ostentatoire (ce que l'on peut parfois reprocher au Quatuor Alben Berg), une justesse d'intonation sécurisante, une concentration qui donne à leurs interprétations beaucoup de caractère.

Théâtre Rameau-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-55-60-70. 80 F.

RÉGIONS

Bordeaux

Barber

Adapté pour cordes, op. 11

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 3 op. 37

Bartok

Concerto pour orchestre

Arturo Benedetti Michelangeli (piano), Orchestre national Bordeaux-Musikanten, Alain Lombard (direction).

C'est le plus beau concerto de Beethoven. Et c'est le plus rare des pianistes vivants puisque Arturo Benedetti Michelangeli amène systématiquement. Les chefs qui ne doivent pas lui assurer un remplaçant se comptent sur les doigts d'une main. Alain Lombard est de ceux-là !

Le 16, Grand Théâtre, 20 h 30. Tél. : 58-52-75-21. De 32 F à 96 F.

Metz

Boulez

Le Soleil des eaux

Éclat - Multiples

Vincent nuptial

Phyllis Bryn-Jones (soprano), Elizabeth Lawrence (mezzo-soprano), BBC Symphony Orchestra, BBC Singers.

Lire notre article page 26.

Le 16, Arènes, 20 h 30. Tél. : 87-78-28-50. De 40 F à 90 F.

Nice

Richard Strauss

Aut Italien

Chœur d'hommes et d'enfants T.H. Edouard

Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Nice, Jiri Kout (direction).

Une très célèbre Reine de la nuit d'origine tchèque, passée à un répertoire plus lourd, dans quatre heider avec orchestre qui, pour bien des stars, ont constitué l'ultime test.

Le 18, 20 heures ; le 19, 16 heures. Acropolis. Tél. : 93-87-31. De 40 F à 80 F.

Orléans

Beethoven

Sonates pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale » et Sonates pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

Chœur pour piano

Michèle Levinas (piano). Voir notre photo légendée.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-53-05-88. 50 F.

Tourcoing

Kreutzer

Paul et Virginie

Philippe Piatello, Philippe Tignat (basse), Sophie Martin-Degor, Fanny Kondo, Sophie de Béjar (soprano), Philippe Camor (baryton), Yves Gouret (tous en scène et comédiens).

La Grande Escurie et la Chambre du roy. Jean-Claude Malgouyres/Mirre Glacé (direction).

Déclatant d'une célèbre sonate de Beethoven pour piano et violon, Rodolphe Kreutzer fut non seulement violoniste mais aussi compositeur (autodidacte), auteur de cette adaptation lyrique du roman de Bernardin de Saint-Pierre, déjà donnée chez et par Malgouyres (Le Monde du 17 décembre 1988). Qualités d'orchestration, relatives faiblesses mélodiques. Mais, indéniablement, une curiosité.

Le 17, 20 h 30 ; le 18, 18 h 30. Théâtre municipal. Tél. : 20-28-06-03. De 30 F à 150 F.

Dimanche 19

Schumann

Quatuor à cordes n° 1 op. 41

Bartok

Quatuor à cordes n° 4

Quatuor Emerson.

En peu d'années, les Emerson se sont taillés une solide réputation dans le monde du quatuor à cordes. Une réputation qui s'est confirmée avec éclat lorsqu'ils ont enregistré leur intégrale des six quatuors à cordes de Bela Bartok. Les Emerson jouent avec une virtuosité jamais ostentatoire (ce que l'on peut parfois reprocher au Quatuor Alben Berg), une justesse d'intonation sécurisante, une concentration qui donne à leurs interprétations beaucoup de caractère.

Théâtre Rameau-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-55-60-70. 80 F.

JAZZ

Orchestre national de jazz

Claude Barthélemy

Fin de la période de rodage. L'Orchestre National de Jazz rentre en scène à l'Olympia. Avec ses invités, Paolo Fresu, Luther Allison et Phil Manzanera, Claude Barthélemy étend son champ d'action et son public. Une grande aventure continue.

Le 18, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-43-25-48. De 110 F à 140 F.

Art Blakey and the Jazz Messengers

Art Blakey a soixante-dix ans et bientôt quarante de Jazz Messengers. C'est lui qui avait fait l'air d'être le plus jeune et le plus dynamique du groupe. Pour cette tournée anniversaire, il effectue un retour aux sources avec quelques-uns des plus célèbres messagers historiques du jazz : Benny Golson et Jackie McLean.

Le 18, New Morning, 19 heures et 22 heures. Tél. : 46-23-51-41.

Annecy

Escopé et Anzole

Guitare, violoncelle, contrebasse, accordéon : avec String, piano, Christian Escopé donne dans la grande tradition du jazz. Comme il le fait avec une technique et une sensibilité modernes, tout sous le plus bel aspect. Un des meilleurs groupes du moment.

Centre d'action culturelle, Bonlieu, 74000. Le 17, 20 heures ; le 18, 20 h 30. Tél. : 50-46-28-58. 75 F et 80 F.

Rock

Soul Sister

Kingsnakes

Les Kingsnakes jouent du rock'n'roll avec l'énergie et la passion de ceux qui sont nés trop loin d'Aïniti. Ces Français aspirent à devenir les Thunderbirds hexagonaux, et si une parcelle béte existait, ils y arriveraient sans doute. Ensuite, Soul Sister, leurs compagnons de l'abîme, leur démontrent que l'idée d'un Wham ! belge n'est pas aussi absurde qu'il y paraît, juste un peu mieux mais bien dansante quand même.

Le 18, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-28-00.

Randy Travis

Randy Travis est un brillant représentant de la jeune génération country. Les Indigo Girls naviguent entre le folk à l'américaine, le rock moderne, le folk (l'inévitable Stipe fait une apparition sur leur disque), ce sont des représentants typiques de la musique universitaire américaine. Entre Nashville et Boston, le bar et le campus, une petite ballade américaine.

Le 18, Élysée-Montmartre, 19 heures. 110 F.

CHANSON

L'affaire Louis Trio

Rigoles et synthétiques, malins et naïfs, le trio habite dans un monde merveilleux, version digitalisée de celui de Tchern.

Le 20, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-43-25-48. 130 F.

La sélection

« Musiques » a été établie par :

Anne Rey et Alain Lompech

« Jazz » :

Francis Marmande

« Rock » :

Thomas Sotinel

VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale en Orchestre - P.M.E. : prix moyen des repas - J.-L. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2^e
40-15-00-30/40-15-08-08
T.L.J.

RELAIS BELLMAN
37, rue François I^{er}, 8^e
47-23-54-42
F. sam. dim.

LE RELAI D'EUROPE
4, place de la République, 11^e
Basses et hautes
47-40-44-10

LE PRESBOURG
3, av. de la Grande-Armée, 16^e
Ts les jrs
45-00-24-77

LE GOURMAND CANDIDE
6, pl. Maréchal-Juin, 17^e
(pl. Perdue)
43-80-01-41

At 1^{er} ét., le premier restaurant irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'été, menu dégust. à 95 F. Au rez-de-cha., KITTLY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiances à la fois exotiques et traditionnelles. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jusi. 2 h du mat. jusqu'à 22 h 30. Cadeaux traditionnels irlandais. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Sala aux cuisines. FILET A L'ESTRAGON. Glaces de jusi. T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Halves et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries du marché. Canelettes.

Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Pâtisseries fines. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 98 F + carte.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVENOT
79, rue Saint-Dominique, 7^e
47-05-49-75
Spécialité de coq au vin et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, y compris le dimanche.

LA FERME DU PÉRIGORD
1, rue des Fossés-Saint-Marcel (2^e)
43-31-49-20
Parking assuré (F. dim.)

Près du Jardin des Plantes. Spécialités du Périgord. Cadre rustique. Déjeuners d'affaires, dîners, salons, menus 130 F et 190 F + carte (minut 11).

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE
POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir
Décor : « Brasserie de L'Est »

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à la fois grillées
45-74-17-34 - Ouvert T.L.J.

ARTS

UN INÉDIT DE KUPKA

Pour une géométrie des pensées

Le Musée d'art moderne de la ville de Paris propose, à partir du 22 novembre, une grande exposition Kupka. Organisée en collaboration avec la Galerie nationale de Prague, elle retrace tout l'itinéraire du peintre, pionnier de l'art non figuratif.

FRANTISEK KUPKA figure dans toutes les histoires de l'art moderne parmi la poignée d'inventeurs de la peinture abstraite. Son œuvre est pourtant loin d'être connue du public et son abstraction loin d'être clairement située.

D'où vient cette peinture, que l'on dit volontiers décorative, et qui sera prochainement présentée dans tous ses développements au Musée d'art moderne de la ville de Paris ? Longtemps on l'a perçue à travers le seul contexte parisien, dans la foulée des recherches menées par les amis de Jacques Villon, dont Kupka était le voisin à Puteaux. Aujourd'hui, on tend à la rattacher aux racines slaves du peintre et à ses années de formation à Prague et à Vienne. Cela à la lumière de ses écrits, notamment de son essai théorique *La Création dans les arts plastiques* (1), contemporain de ses premières peintures abstraites, de ses premiers tableaux de rythmes verticaux.

Kupka n'y prétend pas établir une esthétique, mais seulement « poser le problème des moyens à travers lesquels les idées de l'humanité trouvent à s'exprimer ». Problème qu'il pose aussi dans de nombreux manuscrits inédits, écrits en marge de cet essai, dont celui que nous publions (1913) avec l'aimable autorisation de Karl Flinker (2).

G.B.

(1) Ce livre, écrit en français entre 1910 et 1913, mais publié seulement en tchèque, à Prague, en 1923, vient de faire l'objet, enfin, d'une édition à Paris : collection « Diagrammes » au Cercle d'Art, préface de Philippe Dagen.

(2) Karl Flinker a été chargé par Eugène Kupka, le veuve du peintre, de conserver les nombreux manuscrits que son mari avait accumulés dans leur appartement de Puteaux.

Kupka en 1923.



L'inévitable séparation

Tout artiste est libre soit d'adopter d'emblée les pratiques établies dans le domaine où il est entré, soit d'en modifier l'usage selon ses convictions. C'est même son devoir. Il lui est également permis d'examiner les principes mêmes de son art, d'en refaire pour son compte une à une les étapes — comme je le fais depuis plus de seize ans pour n'avoir pu, rien comprendre à l'adage de rigueur : « Faire la nature mais ne pas la faire telle qu'elle est. »

Car s'agit-il d'exprimer l'observation des particularités physiologiques ? Aujourd'hui la photographie, faite par un homme intelligent, les rend très exactement. Le cinéma en donne les aspects successifs et parfaitement exacts dans toute la complexité des effets d'éclairage et des localisations dans l'espace. Oui, il y manque le « je ne sais quoi », une patine psychique et le magique charme, que dégageaient surtout les œuvres maladroites du temps de la sorcellerie.

Si la poésie est le point vital de l'art, on ne saurait trop confondre le lyrisme des poètes écrivains avec une poésie possible en peinture. En paroles, on peut impunément remanier les choses et les choses, on suscite seulement une représentation

mentale, individuelle chez chaque lecteur. Mais quand le peintre s'égare sur les plates-bandes fleuries de l'exaltation lyrique, quand il transpose l'ordre naturel des formes constituées logiquement, c'est un désastre d'autant plus visible qu'il est présenté sous formes immuables — et trop visibles sont ou l'ignorance ou les symptômes intéressants les psychiatres.

D'autre part, lorsque le peintre possesseur de belles visions leur veut donner aussi le caractère d'existence réelle, il recourt — selon l'enseignement reçu — aux modèles pris dans la simple nature. Peut-il concilier alors l'aspect des figures métaphysiques, les situations spirituelles du rêve avec celles du monde trop concret ? Au nom de l'art, il doit sacrifier les miracles de beauté de la nature, les subjuguer à la construction de son tableau et cela pour procurer au spectateur une jouissance esthétique. Là encore on arrive à la conviction que la raison la moins saine ne peut admettre qu'une extériorisation faite « de chic » — et il faut voir le résultat. Autrement on trahit toujours ou son modèle ou sa vision — qui est un autre complexe, subjectif, celui des assimilations.

Le mieux serait d'abandonner complètement ce métier formé au temps où l'on n'y regardait pas de si près. Mais on ne peut rien contre la préparation atavique : être peintre. Alors il nous reste la dernière tentative à faire. C'est de séparer les deux éléments inconciliables, dont l'un est, aujourd'hui, l'inutile travail d'imitation et l'autre précisément l'art même, c'est-à-dire le domaine de ces rythmes et de ces données, trop abstraites pour être faciles à saisir et qui ont présidé à toutes les compositions — une sorte de charpente arabesque et dans laquelle les peintres inscrivent, selon la vieille routine, le vocabulaire des formes prises dans la nature.

A sacrifier cet élément intrus on s'expose évidemment à parler une langue inaccoutumée ; cependant une sorte de géométrie picturale des pensées, la seule qui reste possible, entraîne le peintre à moins de mensonges. Voilà ma tentative, simple amorçe, mais qu'est-elle en regard des milliers de siècles de vie à venir pour les hommes et pour les peintres ?

FRANTISEK KUPKA

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans *Le Monde* du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

De l'instabilité

Vidéos, installations, et images informatiques d'artistes d'aujourd'hui ayant renoncé au médium traditionnel de la peinture, comme à l'idée d'un art traitant de la réalité à travers des images fixes. Ces artistes, ce sont notamment Jean-Pierre Bertrand, Jochen Gerz, Alain Jacquet, Thierry Kuntzel, Peter Greenaway.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris-9. Tél : 46-63-90-65. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Du 16 novembre au 10 décembre.

Dijon

« Une autre affaire »

Pour savoir de quelle « affaire » il s'agit, il faudra circuler en ville, à travers un nombre impressionnant d'expositions, en fait dans neuf lieux, où sont annoncés des œuvres d'André Derain, Fontana, Mangold, Jochen Gerz, Alain Jacquet, Thierry Kuntzel, Peter Greenaway, Buren, Boltanski, entre autres représentants des tendances conceptuelles, minimalistes et géométriques.

Informations : Hôtel de la place d'Armes, 8, rue Rameau, Dijon. Tél : 80-80-37-03 et 80-30-75-53.

SÉLECTION PARIS

Arabesques et jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle tourne autour des images de la nature et réunit des miniatures, des textiles, des reliefs, des céramiques du huitième au dix-huitième siècle appartenant aux collections publiques françaises.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris-1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h. (Fermeture des caisses à 21 h 30). Jusqu'au 15 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets coupés avec billet d'entrée du musée).

mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 novembre. 20 F.

Claude Monet, Auguste Rodin, centenaire de l'exposition de 1889

En 1889 Monet et Rodin exposaient ensemble à Paris. En réunissant peintures et sculptures qui y avaient figuré, le musée Rodin commémore ce qui fut l'un des grands événements de l'époque. Voir Mirobas.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris-7^e. Tél : 47-06-01-34. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 janvier 1990. 20 F.

Honoré Daumier

« Ce gaillard-là a du Michel-Ange sous la peau », disait Balzac de Daumier. Soit, mais d'un Michel-Ange du grotesque et de la dérision. Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent de son étonnante fécondité.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boulay, Paris-16^e. Tél : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990. 25 F.

David (1748 - 1825)

Cette exposition clot la célébration du Bicentenaire. Introduction en France du néo-classicisme, le peintre célèbre les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie de la Malmaison, entrée par la pyramide, direction Denon, Paris-1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Fermeture des caisses à 17 h 15. Neuf heures le mercredi et un lundi sur deux. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

Berlin

architecture et utopie

Berlin-Ouest, enclavée dans l'Allemagne de l'Est, atrophie de l'essentiel de son centre historique, cherche depuis la construction du mur son avenir dans le rêve architectural. Après avoir confié des quartiers entiers à des architectes de l'avant-garde, elle leur a demandé d'aller plus avant dans l'imaginaire. Cela donne un curieux catalogue des modes et snobismes contemporains. Mais, comme les accents de ce jeu mondain ont souvent du talent, ce voyage berlinois mérite d'être entrepris.

Pavillon de l'Armenal, 21, boulevard Marmottan, Paris-16^e. Tél : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

Scott Burton

On connaît mal en France ce sculpteur américain qui a évolué du minimalisme vers un art plus monumental. Burton emprunte à la nature des blocs de pierre qu'il scie, qu'il découpe et dont il polit les formes arrondies.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Tél : 42-60-32-14. Tous les jours sauf

Galerie TENDANCES
105, rue Quincampoix, 75003 Paris. Tél : 41 42 78 61 79. Fax 42 78 12 75.
ESTEVE
Estampes
16 novembre - 23 décembre
Ouvrez du lundi au samedi de 14 h à 19 h.

6 OCTOBRE - 2 DÉCEMBRE 1989
HISTOIRE DE LIEUX ORDINAIRES
KLASSEN
PEINTURES
GALERIE LOUIS CARRÉ & CIE
10, AV. DE MESSINE
75008 PARIS
Catalogue 96 p.
ŒUVRES SUR PAPIER
GALERIE FANNY GUILLOIN-LAFFAILLE
133, BD-HAUSMANN
75008 PARIS
monographie 160 p.

EXPOSITION
LES TROIS COULEURS D'OCUMICHO
Dix artisans et la Révolution Française
DU 15 NOV. 1989 AU 20 JAN. 1990
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
28, Bd Raspail (7) - 45 48 16 26
Lundi à Vendredi 10 h - 18 h
Samedi 14 h - 19 h. Entrée libre

Galerie Beaubourg
Cesar
c/o
Marianne & Pierre
Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD PARIS 42 71 20 60

art makondé
Tradition et modernité
MUSEE NATIONAL DES ARTS AFRICAINS ET OCEANIENS
293, avenue Daumesnil, 12, du 25 OCTOBRE AU 8 JANVIER
en semaine, si mar. 10h/12h et 13h 30/17h 30 - sam. et dim. 10h à 18h
Ministère des Affaires Étrangères Secrétariat d'État aux Relations Culturelles Intern.
Association Française d'Action Artistique
46, rue de la Chapelle - 10^e Ministère de la Coopération et du Développement
20, rue Monsieur - 7^e

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
Hôtel de Marie, 11, rue Payenne (9^e) - M^o St-Paul - Tél : 42-71-32-20
« L'ESPRIT GUSTAVIEN »
La création d'un art de vivre
Photographies par INGALILL SNITT
LARS LERIN *sculptures*
DAN LEKBERG *dessins*
du mardi au dimanche, de 12 h à 18 h - Entrée libre

Galerie de la Présidence
90, fgt St-Honoré
75008 Paris - 42 65 49 60
GROMAIRE
50 années de dessins
du 13 oct. au 30 nov.

ROHNER
16 novembre
20 janvier
GALERIE FRAMOND
3, rue des St-Pères, VII^e

سكن من الاجل

هكذا من الالهم

ARTS

Château de Versailles, salle du Sacre, appartement de M^{re} de Maintenon, Versailles, 78000. Tél : 30-84-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 23 F.

Eloge de la navigation hollandaise au dix-septième siècle

Les Néerlandais étant, comme chacun sait, un peuple de navigateurs, leurs peintres ont excellé dans le genre marin, particulièrement au dix-septième siècle. A preuve ces tableaux, dessins et gravures de la collection Frits Lugt, qui montrent périples et péripéties du commerce, de la guerre et de l'exploration. Le musée de la Marine traite du même sujet, en l'amenant jusqu'au vingtième siècle.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris-7. Tél : 47-06-86-98. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

Eros grec, amour des dieux et des hommes

Les dieux de la Grèce antique n'étaient pas de petits saints, en tout cas pas tels qu'on se les imagine, certains actes sexuels commis avec leur bénédiction pouvant être considérés comme des actes de piété. Voir en particulier ce qui se passe sur les vases à fond noir et fond rouge dans l'exposition du Grand Palais.

Grand Palais, galeries nationales, avec W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Solf, 75000 Paris. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 février 1990. 28 F.

« Je suis le cahier : les carnets de Picasso »

Les carnets de Picasso forment le journal de bord de l'artiste, qui raconte au crayon et à l'encre ses recherches et ses trouvailles. D'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Tél : 42-80-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 30 F.

Le crayon qui parle

Soit les écrits de Picasso, pour lui-même, les amis, le théâtre. Le dessinateur écrit, l'écrivain dessine. Mots et images s'enchevêtrent. Partout la vie.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris-3^e. Tél : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 janvier 1990. 28 F (prix d'entrée du musée).

L'invention d'un art

Il y est question, entre autres, de la relation de la photographie avec les beaux-arts. C'est l'exposition centrale du cent cinquantième de la photographie, et c'est la première fois que le cinquantième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

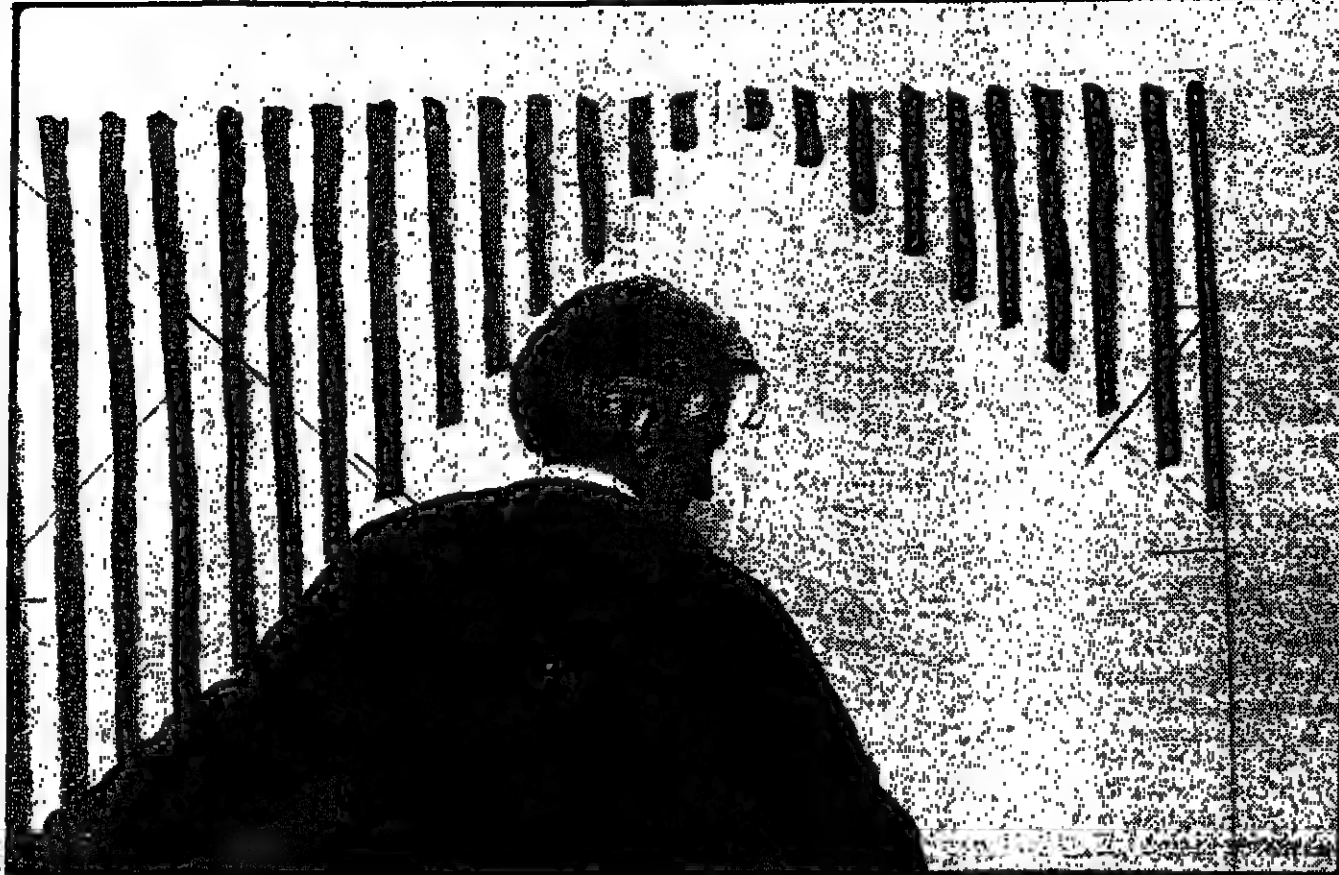
L'invention d'un regard

L'exploration, des origines à 1918, d'un art de la photographie qui invente d'emblée un langage neuf, et modifie tout aussi promptement notre façon de voir. Musée d'Orsay, quai Anatole France, Paris-7^e. Tél : 40-43-48-14. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h 45 à 19 h, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 décembre. 20 F (billet jumelé exposition musée : 32 F).

1839 : la photographie révélée

Hommage aux pionniers du huitième art : Niepce, Daguerre, Bayard, Talbot. Institutions et collectionneurs privés ont réuni des « incunables » rarissimes, et profondément étonnantes, qui ne seront plus visibles avant cent ans.

Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3^e. Tél : 40-27-60-00. Tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 17 décembre. 12 F (dim. 8 F).



Medigliani

Modigliani sans légende ? Est-ce possible sur la Butte, dont le peintre a été l'un des habitants ? L'exposition réunit un choix de dessins et de sculptures, et, présentés pour la première fois au public, des documents originaux, photos, lettres, provenant des Archives Legales Amedeo Modigliani.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris-18^e. Tél : 48-08-61-11. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 h, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 décembre. 16 F.

Paris et le Daguerrotypage

Dans un espace splendide-ment aménagé, le procédé de Daguerre est mis à l'honneur en 160 plaques anciennes représentant des vues de Paris. Fragiles et précieuses, précises et vivantes, ces vues, ponctuelles de daguerrotypes contemporains de Jan Paterson et Patrick Bailey-Maitre-Grand, suscitent un climat magique.

Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3^e. Tél : 40-27-60-00. Tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 17 décembre. 12 F (dim. 8 F).

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3^e. Tél : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 février 1990. 20 F.

Denis Roche Photographies 1965-1989

Par la mise en œuvre d'un dispositif fictionnel, Denis Roche convertit la prise de vue en espace littéraire. Quatre-vingt tirages retracent l'évolution de son parcours photographique au cours de plus de vingt années de travail.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Corréa, 4 à 8, Grande-Galerie (40-26-87-12). T.L.C. et Jan. de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 heures. Entrée : 7 F. Jusqu'au 3 décembre 1989.

Bram van Velde

En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Bram van Velde à son vrai rang, celui

de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

GALERIES

Josef Albers

On d'une figure géométrique simple élevée au rang d'icône par un ancien du Bauhaus, qui connaissait toutes les recettes susceptibles de faire vibrer les couleurs à l'infini. Et l'a prouvé en peignant des centaines, voire plus d'un millier d'« Homages au carré ».

Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Filles, Paris-4^e. Tél : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.

Paul Klee

Récemment ouverte, la galerie Gianna Sisti n'hésite pas de proposer que des choses un peu rares en deux ou trois expositions par an. Par exemple ce choix de dessins de Klee de 1913 à 1938.

Galerie Gianna Sisti, 29, rue de l'Université, Paris-7^e. Tél : 42-22-41-53. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre.

Lacasse

Une petite exposition précieuse de choses peu connues : les collages réalisés dans les années 30 par Joseph Lacasse, peintre absent de la meilleure heure, mais qu'on a un peu oublié.

Galerie Cella Martin, 17, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e. Tél : 46-53-04-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h à 19 h, samedi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

Grete Stern

Trente épreuves aux tons centrés, presque incandescents, révèlent cette opératrice allemande de quatre-vingt-cinq ans formée par le Bauhaus et totalement inconnue en France. Réfugiée en Argentine, Grete Stern portait un Sabato, Borges encore voyant et Brecht à Londres en 1934.

Galerie Viviane Sadars, 40, rue Pascal, Paris-13^e. Tél : 43-31-10-10. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 9 décembre.

RÉGIONS

Arras

Elvire Jan
Américaine, née en 1904 en Bulgarie, elle habite en France depuis 1923. C'est un vieux peintre injustement oublié, qui a mûri dans l'entourage de Bazaine et de Manessier, et dont l'abstraction néanmoins très personnelle continue d'évoluer, à son rythme. Car Elvire Jan peint toujours.

Nord-Arras, 6/8, rue des Capucins, 62000. Tél : 21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 21 janvier.

Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. Elle y réunit des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Bagny, Decos, Koons, Schütte, Solano, Steinbach, Verstraëte.

CAPC Musée d'art contemporain, Entrée Laïet, rue Foy, 33000. Tél : 56-44-16-36. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. Deuxième et troisième parties du 9 janvier au 4 mars et du 13 mars au 6 mai.

Darnétal (Rouen)

Sculpteur
Baselitz, Immendorf, Kirkeby, Lipertz, Penck : cinq peintres allemands qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Fromage, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-Fromage, 78160. Tél : 36-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Dôle

Gaston Chaissec
Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chaudrons peints en tons très personnalisés et de collages en papier de placard historiques, révèle fort bien tout le petit monde du « peintre » rustique moderne », comme Chaissec se définissait.

Musée municipal, 35, rue des Arènes, 39100. Tél : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

A Nice et dans deux galeries parisiennes, l'abstraction fluide et domo-ante de Martin Barré, que l'on voit ici devant une toile des années 70, reçoit enfin l'hommage qui lui est dû. Rarement on effectue rigueur théorique et élégance formelle ont fait ménage plus heureux.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-41-65-85. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. Le dimanche de 11 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 janvier.

Nice

Martin Barré
Voyez votre photo légendaire. Galerie des Fouchères, 77, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-31-24. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-37-11. De 10 h à 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le dimanche matin. Jusqu'au 7 janvier.

Nice

Martin Barré
Voyez votre photo légendaire. Galerie des Fouchères, 77, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-31-24. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-37-11. De 10 h à 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le dimanche matin. Jusqu'au 7 janvier.

Labège-innope

Beuys et Hrdlicka
Dessins et aquarelles de Beuys réalisés entre 1945 et 1973, où les thèmes majeurs de l'artiste — vulnérabilité de l'homme, blessures, besoin de chaleur — émergent dans la fragilité du graphisme et des papiers. Dessins et gravures d'Hrdlicka le Viennais, inspirés par la Révolution française, mais portés très loin de l'histoire événementielle, avec violence, ironie, causticité.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél : 61-33-23-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 20 décembre.

Lorient

Les rencontres photographiques
Pour leur huitième édition, les Rencontres photographiques de Bretagne accueillent une installation originale de Tom Drahos. Et font la part belle à la photo sérielle. Vus par Michel Dheurle, le poisson-lune, l'oiseau-mouche, tirés de leur cadre naturel, convient le visiteur à une fantaisie venue nous guider dans le temps.

8^e Rencontres photographiques de Bretagne, Lorient : 22 expositions à Lorient, Locrist, Hennebont, Lorient, Quimper, Larmor-Plage, Vannes, Quimper. Tél : 57-21-18-02. Jusqu'au 30 novembre.

Marqu-en-Barroul

Gustave Moreau et ses élèves
Gustave Moreau le symboliste ne fut pas seulement

« l'assembleur de rêves » qui fascina Breton. Professeur, il sut engager ses élèves sur les voies qui étaient les leurs. Ces élèves : Matisse, Rouault, Marquet, dont les œuvres de jeunesse exécutées dans l'atelier du maître sont présentées à côté des siennes.

Fondation Septentrion, 58700. Tél : 20-45-25-37. De 14 heures à 18 heures de mardi au samedi. Le dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 janvier.

Marseille

Peinture cinématographique

De l'influence du 7^e art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet cinématographique jusqu'à, et que les Marseillais traitent en grand : quelques trois cents œuvres, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui, sont en effet réunies à la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-56-23-33. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Nantes

Sorokin

Ses petites aquarelles, au nombre de 103, ont tout de notages imprégnées de voyages intérieurs. Jusqu'à restées inédites, ses 43 peintures à l'huile, réalisées à l'automne 1983 et regroupées sous le titre « 42 heures du Loup », sont comme un condensé de tous les thèmes qui lui sont chers. La présentation de ces deux ensembles, fournis donc l'occasion d'approcher d'un peu plus près l'œuvre de Sorokin, le plus secret des artistes d'aujourd'hui.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-41-65-85. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. Le dimanche de 11 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 janvier.

Nice

Martin Barré
Voyez votre photo légendaire. Galerie des Fouchères, 77, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-31-24. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-62-37-11. De 10 h à 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le dimanche matin. Jusqu'au 7 janvier.

Saint-Priest

Zen 49

On la renaissance de l'art, absolu allemand, dans le même temps que naissait la République Fédérale. Cela à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisaient parti, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et Julius Bissier.

Galerie municipale, Centre d'art contemporain, place Ferdinand-Bolsen, 63000. Tél : 78-20-02-50. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 novembre.

Clermont-Ferrand

Jedid Reigl
Peintre, très bon peintre de la génération d'Hantai, Degottet, Jean Mitchell, Jedid Reigl a cessé d'aller au fil du temps couleurs et couleurs, accidentel et genres déterminés, écriture automatique et matériellement des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affrontait d'ailleurs très bien. L'exposition, qui vient d'Orléans, présente ses peintures de 1986 à 1989.

Fonds régional d'art contemporain Auvergne, Galerie de Chantrel, Rue de l'Oratoire, 63000. De 9 h 15 à 12 heures et de 13 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi. De 16 novembre au 20 janvier.

La collection Arts a été établie par : Genevieve Brucette, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

38 Les camions Mack (Renault) en lourde perte
39 La réforme de l'ANPE

40 TGV-Est : les propositions de Philippe Essig
41 Ile-de-France

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Accélérer la construction européenne

Les événements qui se produisent dans les pays de l'Est, en RDA tout particulièrement, plongent le patronat français dans la perplexité. Perplexité active puisque, lundi 13 novembre, lors de sa réunion mensuelle, le conseil exécutif du Conseil national du patronat français (CNPF) a adopté, sur proposition de son président, M. François Perigot, quelques mesures non pas d'urgence, mais de bon sens. Les responsables des firmes installées à l'Est ou commerçant avec les pays de l'Est vont se réunir pour décider d'actions à mener; soixante chefs d'entreprise accompagneront M. Perigot en URSS du 6 au 8 décembre... Mais là n'est pas, bien sûr, l'essentiel. L'essentiel, on le trouve dans une phrase sibylline du communiqué du CNPF informant que son conseil « avait donné mandat à François Perigot pour intervenir au plus haut niveau afin que l'Europe soit en mesure de jouer le rôle historique qui doit être le sien face aux pays de l'Est en train de construire une nouvelle identité ».

Il est clair que le rapprochement des deux Allemagnes — économique sûrement, politique peut-être — va poser très rapidement le problème de la coopération européenne. Une construction qui s'annonçait déjà très difficile avant l'ouverture du mur de Berlin, avec les rebuffades essuyées par la Commission dans ses projets d'union monétaire ou d'harmonisation fiscale. La Grande-Bretagne ne manifestait déjà pas un enthousiasme excessif dès qu'il s'agissait d'abandonner un gramme de sa souveraineté nationale. Voici maintenant la RFA traillée par l'Est. « La construction européenne et l'unification allemande vont de pair », vient de déclarer M. Kohl, formule qui, d'une certaine façon, n'est pas rassurante.

Le CNPF a bien vu le danger qui menace la construction européenne telle qu'elle avait été imaginée en décembre 1985 au sommet de Luxembourg. Il est intervenu auprès des organisations patronales des autres pays européens pour qu'une prise de position commune soit adoptée avant le sommet des chefs d'Etat les 8 et 9 décembre. Face au problème posé par les événements extraordinaires qui viennent de se produire, la seule solution pour éviter une dilution de l'Europe des Douze n'est-elle pas d'accélérer sa construction ?

INSOLITE

Perestroïka électronique

L'URSS a commandé au géant néerlandais de l'électronique Philips un système de vote électronique pour le Palais des congrès du Kremlin. Il permettra à six mille représentants de voter publiquement ou secrètement. Le système, qui coûtera environ 10 millions de florins (30 millions de francs), sera livré le 15 mai 1990. Selon le porte-parole de Philips, la livraison d'un système d'une telle ampleur est unique.

Le financement de la retraite à soixante ans

L'Etat pourrait prolonger son aide aux régimes complémentaires

Le gouvernement envisage d'accorder une aide à la structure financière, chargée de compenser auprès des régimes complémentaires le surcoût de l'abaissement de soixante-cinq à soixante ans de l'âge de la retraite, au-delà de la date fatidique du 31 mars 1990. Sa contribution serait toutefois sérieusement revue à la baisse.

Six ans après son entrée en vigueur, l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite n'a pas encore été parfaitement digéré par les régimes de retraite complémentaires. Les conséquences financières de cette mesure préoccupent les gestionnaires de l'AGIRC (régime des cadres) et perturbent les négociations qui visent de s'ouvrir à l'ARCCO (retraites complémentaires de l'ensemble des salariés) comme à l'UNEDIC (l'assurance-chômage).

Gestionnaires de ces différents organismes, les partenaires sociaux en appellent au gouvernement pour qu'il continue de les aider à absorber un surcoût qui représente une charge importante (40 milliards de francs en 1989). De leur côté, les pouvoirs publics sont jusqu'à présent restés de marbre : pas question d'aller au-delà de la convention de 1983 prévoyant que les engagements budgétaires cesseraient au 31 mars 1990. Mais, pressé par le patronat et les syndicats, le gouvernement assouplit quelque peu sa position. Aujourd'hui, il envisage — prudemment — de subventionner les régimes de retraite complémentaires si l'association pour la structure financière (ASF), l'organisme créé en 1983 pour éponger le surcoût de l'abaissement de l'âge de la retraite, éprouve des difficultés de trésorerie.

La durée de cotisation

L'ASF doit fonctionner jusqu'au 31 mars prochain selon un schéma prévoyant un financement assuré pour un tiers par l'Etat (12,6 milliards de francs cette année) et pour les deux tiers par un prélèvement de deux points sur les cotisations d'assurance-chômage (27,9 milliards de francs la même année). Aux termes de l'accord de 1983, le gouvernement n'a prévu de ne consacrer à l'ASF que 3,2 milliards au titre de 1990. Or les partenaires sociaux insistent qu'ils ne peuvent dans ces conditions continuer de gérer normalement leurs régimes complémentaires.

Avec un bel ensemble, ils ont, une nouvelle fois, pressé le gouvernement de prolonger sa participation en réduisant, le 8 novembre dernier, une motion à l'occasion de l'ouverture des négociations sur l'avenir de l'ARCCO. Une motion qui apparaît fragile : pour le patronat, il s'agit d'apporter une illustration de « non-sens » que représente selon lui l'abaissement de l'âge de la retraite, alors que les syndicats tiennent fermement à cet acquis mais cherchent aussi à pré-

server l'équilibre des régimes complémentaires.

« Il faut rediscuter de la contribution de l'Etat. Celle-ci doit être significative. Elle pourrait, par exemple, couvrir une partie des garanties de ressources, au sein desquelles le poids de la convention générale de la sidérurgie, directement impulsée par les pouvoirs publics, ne va pas cesser de grandir », estime M. Michel Molle-Mijon (CFIC).

An gouvernement, au retour que l'une préconisation des subventions au profit de l'ASF signifierait implicitement que la gestion des régimes complémentaires ne relève plus exclusivement des partenaires sociaux. En outre, on fait valoir que les dernières projections des comptes de l'ASF tablent, l'été dernier, sur un déficit de 5,1 milliards en 1990 (mais un solde excédentaire de 1,3 milliard avec les excédents antérieurs) mais sur des soldes positifs pour les années suivantes (0,1 milliard en 1991, 2,8 milliards en 1992, 5,1 milliards en 1993).

Cependant, compte tenu de la décision des syndicats et du patro-

nat d'attribuer, dès avril prochain, à l'ARCCO 0,2 point sur les 2 % prélevés auprès de l'UNEDIC, peut-on véritablement être serein quant à l'évolution financière de l'ASF ? L'aide que les pouvoirs publics se proposent d'accorder, sous certaines conditions, au bénéfice de la structure financière pourrait être la bienvenue...

Derrière ce différend pointe un autre débat, plus vaste, sur l'âge de la retraite. S'ils veulent éviter que le déséquilibre croissant de l'assurance-vieillesse ne remette en cause le choix de l'abaissement à soixante ans de l'ouverture des droits à taux plein (soixante ans pour ceux ayant eu des carrières longues et des métiers pénibles), syndicats et gouvernement devront bien un jour se résoudre à envisager un allongement de la durée de cotisation (soixante-cinq trimestres aujourd'hui), comme le préconisent d'ailleurs les travaux du X^e Plan. La perspective est admise par tout le monde, mais elle n'enthousiasme personne.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le conflit chez Nynex autour de la couverture sociale

Les cent jours de grève du téléphone new-yorkais

Entamée au début d'août dernier, la grève des employés de la compagnie du téléphone de New-York (Nynex) paraît avoir trouvé une issue dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 novembre, et le travail pourrait reprendre le 20. Un accord de principe a en effet été signé entre les dirigeants de Nynex (l'une des sept baby bells, les compagnies régionales pri-

viées de téléphone américaines) et les représentants des deux syndicats des employés grévistes.

La longue grève de Nynex illustre le durcissement de certains conflits sociaux aux Etats-Unis — chez Boeing par exemple — et le refus des employés de prendre en charge une partie des frais liés à leur couverture sociale.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Pour les deux syndicats, Communications Workers of America et International Brotherhood of Electrical Workers, la victoire paraît acquise. Ils ont parvenus, aux termes de l'accord, à empêcher que Nynex fasse supporter à ses employés une partie de leur couverture sociale, même s'ils ont dû accepter des augmentations de salaires moins importantes que prévu.

La grève des employés de Nynex est révélatrice de tendances importantes apparues récemment dans la vie des entreprises américaines. Si les grèves y sont plus rares qu'en France, elles sont depuis quelque temps plus longues et plus violentes, même dans le secteur des services publics, renouant avec une certaine tradition sociale américaine. Un gréviste posté devant le siège de Nynex, sur la 38^e Rue, à Manhattan, affirmait, lundi 13 novembre, qu'il était « prêt à continuer longtemps, et que, après tout, les employés d'AT and T ont fait grève pendant sept ou huit mois en 1971 ». A côté de scènes sympathiques, comme les distributions de café aux grévistes par les policiers chargés

de la surveillance du siège de Nynex, le conflit a connu des moments tragiques — un employé de la compagnie est mort écrasé par une voiture alors qu'il montait la garde devant le siège.

Plus révélateur encore est l'aspect relatif aux prestations sociales. Le débat sur ce thème est actuellement en cours dans un grand nombre d'entreprises américaines en proie à l'explosion des dépenses de santé, avec parfois la même réaction négative des employés. Nynex a d'ailleurs dû faire machine arrière, tout comme la plupart des autres baby bells, qui ont, elles aussi, été victimes de conflits sociaux à la fin de l'été.

An total, la grève des employés du téléphone de New-York « n'a pas, étrangement, véritablement perturbé les services téléphoniques », remarque M. Toole, analyste de la firme Merrill-Lynch, Smith, qui les installations de lignes nouvelles, la réparation des lignes existantes, l'accès à certains services téléphoniques et la maintenance des cabines publiques (dont l'état actuel de dégradation rappelle la situation parisienne antérieure à l'introduction des cartes magnétiques) n'ont pas été assurés. Mais ces perturbations n'ont pas manqué de provoquer le mécontentement de la

population de New-York et de la Nouvelle-Angleterre : « Je voudrais bien déménager mais j'attends que la grève soit finie », soupire une jeune New-Yorkaise quelques jours avant la fin du conflit.

Les résultats de Nynex n'ont pas été sans souffrir du conflit. Ainsi, si la perte de trafic a été minime, le bénéfice net de la compagnie est tombé à 288,7 millions de dollars (1,8 milliard de francs environ) au troisième trimestre, contre 338 millions au cours de la même période l'année précédente.

Le plus important, soulignent la plupart des observateurs, réside dans la perte de confiance en la compagnie engendrée par de tels conflits. Si Nynex possède, depuis le démantèlement de AT and T, en 1984, le monopole de la gestion des lignes et des communications locales dans la région de New-York, les concurrents réussissent tout de même à s'infiltrer. Certaines grandes entreprises ont réussi à sous-traiter des lignes auprès d'autres compagnies. Et, au plus fort de la grève, les employés de Nynex conseillaient eux-mêmes aux usagers désemparés de s'adresser à des techniciens privés.

FRANÇOISE LAZARE

La construction de l'Europe financière

Les deux premières banques danoises vont fusionner

Coup de théâtre mardi 14 novembre à Copenhague. Au milieu de l'après-midi, les directeurs des deux plus grandes banques du royaume, MM. Knud Soerensen (Den Danske Bank — le numéro un) et Hans Ejvind Hansen (Handelsbanken le numéro deux), annonçaient, lors d'une conférence de presse convoquée, à la hâte qu'en principe leurs deux établissements fusionneraient le 1^{er} janvier prochain.

COPENHAGUE

de notre correspondante

La surprise a été totale d'abord, parce que les négociations qui ont mené à ces « fusions » avaient été tenues secrètes. Mais surtout parce que — même si des rumeurs de rapprochement entre différentes banques danoises n'avaient cessé de circuler depuis des mois — personne n'avait jamais pensé qu'elles pouvaient concerner les deux ban-

ques en question opposées depuis toujours par une compétition acharnée et implacable.

Laquelle des deux a « avalé l'autre » ? « Aucune... Il s'agit là d'une union parfaitement équilibrée, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu », ont souligné les deux directeurs, qui ont indiqué que la nouvelle banque ainsi créée sera en importance la seconde de l'Europe du Nord, et qu'elle portera le nom de Den Danske Bank, avec le logo-type de la Handelsbanken.

Reste maintenant à faire approuver ce grand projet par les assemblées générales d'actionnaires. A ceux de la Handelsbanken sera proposée la remise de quatre actions de Den Danske Bank contre cinq des leurs.

Les dirigeants des deux banques ont expliqué leur décision par leur désir de renforcer leurs possibilités dans le cadre du grand marché européen de 1993 et de mieux se placer face aux implantations des banques étrangères.

Une véritable fièvre de fusions dictée par des motifs analogues à d'ailleurs saisi le Danemark depuis le début de cette année, mais, jusqu'ici, cette vague avait essentiellement touché l'industrie, les services, ainsi que quelques petites caisses d'épargne, tandis que certaines compagnies d'assurances cherchaient des alliances de style transfrontières.

Problèmes spécifiques

Le secteur bancaire danois avait ses préoccupations spécifiques. Depuis une dizaine d'années, il avait connu de violents remous et des transformations profondes : apparition de sociétés d'investissements jouant sur des avantages fiscaux ; modification du statut des caisses d'épargne ; diversification des compagnies d'assurances, notamment dans l'immobilier.

Parallèlement, une crise économique prolongée, de nombreuses faillites et saisies, dont le chiffre s'est sensiblement accru depuis 1987, et un endettement quasi incurable de trop de citoyens moyens peu habitués à se restreindre plaçaient les banques devant des difficultés. D'autant plus que, dans l'euphorie des années 60 et au début des années 70, elles avaient assez inconsidérément multiplié leurs guichets.

La nouvelle banque comptera plus de cinq cents succursales et douze mille employés. Ses responsables ont déjà annoncé qu'ils se donnaient trois ans pour rationaliser cet appareil lourd et coûteux, à l'aide essentiellement de départs volontaires ou de préretraites.

Le nouvel établissement aura un capital de 19 milliards de couronnes (autant de francs), ce qui est assez modeste par rapport à celui des grandes banques occidentales. Son chiffre d'affaires devrait atteindre environ 300 milliards de couronnes.

CAMILLE OLSEN

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de l'étude :

Le capital risque en Europe

- présentation des spécificités du capital risque et de ses règles de gestion
- particularismes propres à chaque pays (évolution de l'environnement, statuts juridiques, fiscalité)
- présentation des principaux acteurs : environ 160 organismes européens sont décrits et une vingtaine font l'objet d'une analyse stratégique et financière détaillée.

vous informez de ses prochaines parutions :

- Les industries du lait en Europe
- Les pâtes-papiers-cartons dans le monde

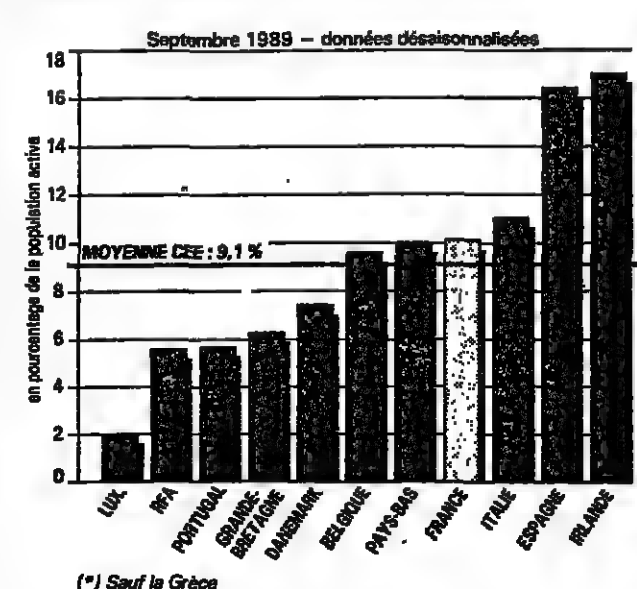
Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Télex : 670 383. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BERR ACTION à Madrid — Tél. : 275 45 39. Télécopie : 431 27 48. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80 52 855. Télécopie : 865 57 9. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57 55 75. Télécopie : 157 73 8. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647 08 76. Télécopie : 640 38 57.

Chômage en légère baisse dans la CEE

Le taux de chômage par rapport à la population active a légèrement diminué en septembre pour l'ensemble de la Communauté européenne, indique Eurostat, l'office statistique de Bruxelles. On comptait 9,1 % de demandeurs d'emploi contre 9,2 % la mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières et standardisées pour rendre les données nationales comparables. Au cours des derniers mois, le niveau de chômage a très peu baissé, alors qu'il correspondait à 9,8 % de demandeurs d'emploi en septembre 1988.

Au total, et pour le mois d'août cette fois, les chiffres en provenance des Pays-Bas n'étant pas disponibles, le nombre brut des chômeurs pour l'ensemble des Etats membres s'élève à 14,2 millions, en augmentation de 0,2 % par rapport à juillet, et en diminution de 6,9 % par rapport à août 1988.

Par pays, et en données corrigées comparables, le classe-



(*) Sauf la Grèce

ment selon les taux de chômage s'établit comme suit : Irlande (17 %), Espagne (16,4 %), Portugal (11 %), France (10,1 %), Pays-Bas (10 %), Belgique (9,6 %), Danemark (7,4 %), Grande-Bretagne (6,3 %), Portugal (6,7 %), RFA (5,6 %) et Luxembourg (2 %). Les données de la Grèce ne sont pas disponibles.

سكنا من الامم

حكايا من الامم

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Mauvaise conjoncture et « mauvaise gestion »

Les camions américains Mack (Renault) en lourdes pertes

Les camions Mack vont mal. L'entreprise américaine affiche une perte de 87,5 millions de dollars pour le troisième trimestre et de 106 millions (650 millions de francs) pour les neuf premiers mois de l'année. Son actionnaire principal, Renault-Véhicules industriels (RVI), avec 45 % des parts, estime que cela ne peut plus durer et tient à le faire savoir haut et fort.

M. Jean-Pierre Capron, ancien administrateur général du CEA et nommé en septembre PDG de RVI, menace : « Mack doit faire preuve rapidement de sa volonté de redressement et doit compter sur ses propres forces. » RVI n'apportera son soutien que s'il est mérité. Pas question de faire les fins de mois », a-t-il ajouté, mardi 14 novembre, au cours d'une conférence de presse.

La conjoncture dégradée explique en partie les pertes. Pour M. Capron, « le camion est un indicateur avancé de l'économie », et

Mack souffre donc du ralentissement américain. Les commandes ont chuté de 40 % ces derniers mois, et les livraisons de 20 % à 25 %. Rien de tel n'était prévu en mars, puisque, à cette date, le PDG, M. Philippe Gras, devenu, depuis, directeur général adjoint de la Régie Renault, prévoyait encore un profit pour 1989 de 50 millions de dollars.

M. Capron, qui prend les rênes, est beaucoup plus critique. Au-delà de la conjoncture, Mack souffre « de coûts de production trop élevés, d'avoir mal maîtrisé l'introduction de nouveaux modèles et de problèmes de gestion ». La direction a été complètement renouvelée cet été avec l'arrivée de M. Ralph Reins comme PDG. Mais l'entreprise doit obtenir des baisses de prix de ses fournisseurs et surtout des concessions du syndicat américain de l'automobile UAW. Les effectifs, déjà passés de 9 350 en 1988 à

7 700 aujourd'hui, devront être réduits encore de 1 000 personnes. Si cela est fait, RVI pourra soutenir sa filiale dans la recherche, inévitable, d'emprunts nouveaux.

M. Capron refuse pour l'instant d'augmenter sa part de 45 % au capital. « Le redressement sera progressif, poursuit-il, la plus grande partie de l'année 1990 sera déficitaire. Il espère un retour à l'équilibre d'exploitation vers la fin de l'année 1990.

Les résultats de Mack affecteront les résultats de RVI, qui seront inférieurs à 1,5 milliard de francs en 1989 (1 milliard en 1988). Mais conserver cette branche américaine, qui représente un tiers des ventes, est « stratégique ». De surcroît, les camions américains sont en avance sur les mesures antipollution qui constituent désormais le principal problème des constructeurs.

E.L.B.

SOCIAL

La crise du textile

Le gouvernement va aider la métropole lilloise

M. Michel Rocard, premier ministre, a reçu, le 14 novembre, les élus de la métropole lilloise, particulièrement touchée par les licenciements dans l'industrie textile (Le Monde du 3 novembre). M. Pierre Mauroy, président de la communauté urbaine de Lille, était accompagné de M. Robert Dilligent, maire CDS de Roubaix, et de M. Jean-Pierre Baldyck, maire PS de Tourcoing, les deux communes du versant nord-est.

Pour « le développement économique et l'insertion à l'implantation industrielle », le gouvernement a décidé la création d'une « cellule de conversion » placée sous l'autorité du préfet de région. Par ailleurs, une « société de conversion » recevra une dotation

en capital de 30 millions de francs afin d'accroître les activités créatrices d'emplois. Un « fonds de conversion » consacrera 10 millions de francs en 1989 et autant en 1990 pour l'accueil des entreprises. Enfin l'addition des mesures d'aide à la création et à la recherche déjà prévues dans les contrats de plan et le plan productique notamment représente une enveloppe de 130 millions de francs.

Un observatoire de l'industrie textile

En ce qui concerne les plans sociaux, « le gouvernement veillera à ce que l'ensemble des mesures existantes soient mobilisées et

appliquées au cas par cas si nécessaire », M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui a reçu les organisations syndicales du Nord, a confirmé ces mesures et a indiqué la mise en place « d'un programme exceptionnel pour l'emploi et la formation dans cette région ».

A Bruxelles, le conseil des ministres de l'industrie a consacré une partie de son ordre du jour à l'industrie textile. Les États membres sont en majorité tombés d'accord sur « la mise en place éventuelle d'un observatoire de l'industrie textile, la nécessité d'un effort accru de recherche et développement dans ce secteur ainsi que d'une transparence accrue des aides ».

F. Ch.

Les difficultés des parcs de loisirs

Un administrateur provisoire nommé à Mirapolis

Mirapolis, l'un des premiers grands parcs de loisirs ouverts en France, après sa troisième saison d'exploitation, n'est pas parvenu à assurer son équilibre et prépare une nouvelle restructuration, après un premier ramanement en 1988. L'assemblée générale des actionnaires prévue en novembre a été repoussée au début de décembre et un administrateur provisoire, M. Hubert Lafont, a été nommé.

Dès le départ, Mirapolis, dont le géant Gargantua domine la plaine de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), a connu des déboires. Au début de 1987, les difficultés de son principal actionnaire, l'homme d'affaires saoudien Gaith Pharson (qui détient 32,2 % du capital), avait laissé planer des incertitudes. A la veille de l'ouverture, en mai 1987, le parc avait été envahi et en partie saccagé par des forains, furieux de la concurrence. Surtout, la première saison s'est montrée bien

éloignée des espoirs. Les installations ne retiennent pas les visiteurs qui passent dans le parc moins de temps et dépensent moins qu'on ne prévoyait. La saison s'est soldée par 600 000 visiteurs seulement, au lieu des 2 millions annoncés, et un déficit de 35 millions de francs.

100 millions de francs

Cela a entraîné une première réorganisation pour 1988. L'exploitation sera confiée à un homme du Club Méditerranée (lequel détient 4 % du capital), M. Marc Tombez. Les actionnaires devront apporter 100 millions de francs, les exploitants réduire leurs coûts de 40 % tout en améliorant les installations. Et en 1989 on fera appel aux ennemis de la veille, les forains, pour l'animation du parc.

Résultat : grâce à de nouvelles attractions, la fréquentation a pro-

gressé en 1988 puisqu'elle atteint un million d'entrées, sans toutefois parvenir au seuil d'équilibre ramené à 1,1 million. Et ce progrès demeure fragile puisque, en 1989, le nombre de visiteurs est retombé à 640 000, sans doute par suite de la concurrence du parc Astérix (qui a ouvert près de Roissy), et le déficit cumulé s'élève à 85 millions de francs bien qu'un ait approché l'équilibre sur l'année.

Une double transformation a été approuvée par le conseil d'administration. D'une part, reconstruire le parc, dont le thème, les légendes et contes de France, est encore trop flou, en parc d'attractions et de jeux à clientèle régionale; d'autre part, pour réduire les frais financiers, séparer la société d'exploitation de la société propriétaire du foncier. Mais cela n'exclut pas une réorganisation de l'actionariat.

Les conflits aux PTT

Fin de la grève au centre de tri de Sotteville

En grève depuis le 9 novembre, les agents du centre de tri PTT de Sotteville-le-Rouen ont décidé, le 14 novembre, en assemblée générale, de reprendre le travail. Le vote, intervenu en soirée, est justifié par « la non-extension du conflit aux autres centres de tri », selon la CGT. Pour la direction régionale des postes, « 45 % des personnels participaient mardi à la grève », et on assistait à un mouvement de reprise.

A l'origine, l'intersyndicale CGT, CFDT et Force ouvrière avait lancé ce mouvement pour s'opposer à la réforme de statut.

Avec des préoccupations locales plus marquées, le conflit se poursuit au centre de tri de Lille-Lezennes, où deux millions

de colis sont en souffrance à la suite de débrayages, sous la forme d'un arrêt de travail d'une heure par brigade.

D'autre part, la fédération CGT des PTT affirme dans un communiqué que « la mobilisation s'élargit dans les PTT » le 14 novembre, jour de l'examen du projet de budget des PTT par l'Assemblée nationale. Des conflits sont répertoriés au centre de tri de Rennes et dans les postes de Bourg-en-Bresse, de Saint-Dié, de Gueugnon ou de Cluny. Ailleurs, notamment à Nantes et dans les Alpes-Maritimes, où elle aurait recueilli plus de deux mille signatures, la CGT poursuit sa campagne de pétition.

Dans l'attente d'un médiateur

Nouvelle manifestation des salariés des Chantiers de l'Atlantique

Six mille personnes au moins ont manifesté le 14 novembre à Saint-Nazaire pour soutenir les salariés des Chantiers de l'Atlantique qui réclament depuis plusieurs semaines une augmentation de 1 500 F de leur salaire de base. Au cours d'une réunion avec le sous-préfet de Loire-Atlantique, M. Philippe Boisadan, les représentants de l'intersyndicale ont indiqué qu'ils accepteraient une réunion avec un médiateur sur la base de leurs revendications.

Dans la matinée du 14 novembre, le PDG des Chantiers, M. Alain Grill, avait donné son accord à la proposition de nommer une mission de conciliation, formée au nom du gouvernement par le ministre de la santé, M. Claude Evin (également élu nazairien). La direction avait toutefois rappelé « les contraintes propres à la situation de la construction navale européenne ».

En attendant la nomination d'un médiateur et un rendez-vous avec le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, les manifestants ont une nouvelle fois occupé le pont de Saint-Nazaire qui enjambe la Loire pour demander aux automobilistes une contribution financière en signe de solidarité.

ÉTRANGER

Delta Airlines commande 260 avions de ligne

La compagnie aérienne américaine Delta Airlines a annoncé, le 14 novembre, qu'elle achèterait, en commande ferme et en option, 260 avions de ligne, soit 160 McDonnell-Douglas MD90, de 150 places et 100 Boeing 737-300 de 120 places. Les premiers Boeing lui seront livrés en 1993 et les MD90, à partir de 1994. Le montant de cette commande record s'élève à 10 milliards de dollars (63 milliards de francs).

Les MD90 seront motorisés avec le réacteur V2 500 construit par le consortium IAE (Pratt et Whitney, Rolls-Royce, MTU, Fiat et Japanese Aero Engine) et les Boeing 737, avec le réacteur CFM56 fabriqué par l'américain General Electric et le français SNECMA.

Avec cette commande, géante, Delta rejoint American Airlines en tête des meilleurs clients des avions et des motoristes du monde entier. Celle-ci a acquis 570 appareils de toutes tailles quand Delta annonce 519 achats. La croissance du trafic mais aussi la nécessité de renouveler des flottes de plus de dix ans d'âge moyen expliquent ces avalanches de commandes qui auront caractérisé l'année 1989.

La production industrielle aux États-Unis a reculé de 7 % en octobre, a annoncé, mardi 14 novembre, le Bureau fédéral américain (Fed). Les experts tablent généralement sur un repli limité à 0,2 %. La production industrielle était restée stable en septembre mais avait progressé de 0,3 % en août. La Fed estime que le ralentissement de l'activité industrielle en octobre a été amplifié par des facteurs conjoncturels, la grève qui affecte Boeing depuis le début du mois et le troublement de terre en Californie principalement.

M. Racamier perd deux mandats de dirigeant

Improgio juridique chez LVMH

Un conseil de surveillance, un arrêté de cour d'appel et une audience au tribunal de commerce : pour les protagonistes de l'affaire LVMH (Moët Hennessey Louis Vuitton) et leurs avocats, la journée du 14 novembre a été riche en nouvelles péripéties.

Dès 11 heures du matin, au siège de la société, M. Henry Racamier s'est efforcé de démontrer devant le conseil de surveillance que les actions judiciaires en cours n'étaient pas nuisibles au fonctionnement du groupe. Mais il était parti lorsque M. Bernard Arnault, l'a fait révoquer de son mandat de vice-président du directoire, dont il reste membre, et de directeur général de LVMH.

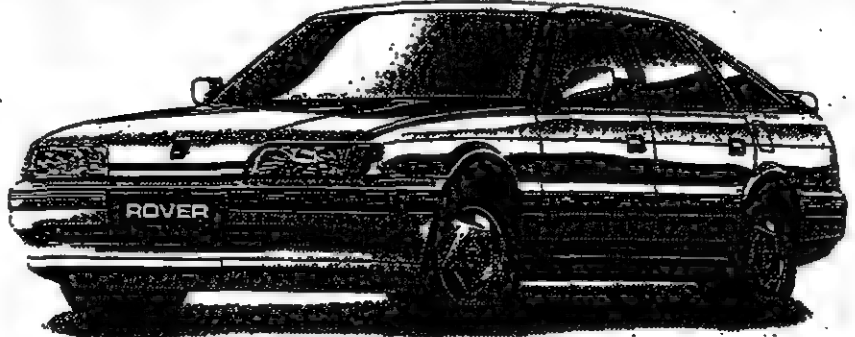
L'après-midi a débuté à la cour d'appel de Paris, où les magistrats ont confirmé la décision du tribunal de commerce reportant l'assemblée générale de Louis Vuitton, prévue pour le 15 novembre, d'ici au 15 mars prochain.

Un peu plus tard, tout le monde s'est retrouvé dans le bureau du président du tribunal de commerce pour écouter les plaidoiries sur la mise sous séquestre des obligations à bons de souscription en actions (OBSA) émises en 1987 par Moët Hennessey et qui représentent 12 % du capital de LVMH demandée par certains petits actionnaires et par le clan Vuitton. Pour s'y opposer, M. Bernard Arnault avait reçu lui aussi le soutien de petits actionnaires de sociétés telles que Financière Agache, Bouscat Saint Frères ou la Bon Marché, maris à l'idée que cette bataille judiciaire pourrait avoir un effet sur le cours de leurs actions. Ordonnance le 21 novembre.

F. Ch.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 14 novembre dans l'article intitulé « Les chefs d'entreprise ouest-allemands se préparent à un nouveau miracle économique », M. Alfred Herrhausen n'est pas « le tout-puissant chef de la Bundesbank » (l'institut d'émission) mais le président de la Deutschebank, la première banque commerciale privée ouest-allemande.

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800 (Prolongation de l'offre du 16 Octobre au 11 Novembre 1989)

- AVANTAGE n°1
- AVANTAGE n°2
- AVANTAGE n°3

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE
Jusqu'au 31 Décembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois :
1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,33 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT
Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS
Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.

1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écopés.

Cette offre est valable jusqu'au 31 Décembre 89, chez les concessionnaires ROVER effectuant l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LOCUNIVERS, 51 Bd des Dunes, 13033 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071.800.120.



(*) D'autres propositions de LOA avec apport initial de 30 % à 60 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Berlines et Fastback à partir de 112.200 F TTC Taxe Cdt en sus et 5.500 F (Modèles 80).

ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

AFFAIRES

EMPLOI-FORMATION

La réforme de l'ANPE et du service public du placement

Annulée depuis des mois dans l'incertitude générale, la réforme de l'ANPE prend corps. M. Jean-Pierre Soisson a profité de la présentation du budget de son ministère devant l'Assemblée nationale, le 2 novembre, pour tracer les grandes lignes du projet de loi qui sera soumis à la session de printemps (le Monde du 5-6 novembre). Le ministre du travail a également indiqué que cette réforme a pour objectif de permettre de profondes modifications au sein du service public de l'emploi, entièrement remanié.

L'ANPE va changer de statut. Son personnel devrait être mieux rémunéré et ses effectifs augmentés. Les conditions matérielles de travail devraient être améliorées. Les services divers du ministère du travail - la direction à la formation professionnelle, la délégation à l'emploi, les directions régionales et départementales au travail et de l'emploi, etc. - vont être réorganisées et leurs tâches respectives redéfinies.

On connaît maintenant les orientations générales du projet de réforme de l'ANPE et du service public de l'emploi que prépare M. Jean-Pierre Soisson. Lors de la présentation du budget de son ministère, le 2 novembre, il en a expliqué les principes aux députés et a annoncé qu'un projet de loi serait examiné au cours de la session parlementaire de printemps. D'ici là, un certain nombre de circulaires ayant un effet immédiat seront publiées. Elles concerneront la mise en œuvre, à partir du 1^{er} janvier 1990, du plan-emploi arrêté en septembre dernier, et qui supposait que les attributions de chaque service soient revues. Pendant ce temps, M. Gérard Vandepotte, directeur général de l'ANPE, a reçu mandat de négocier avec les organisations syndicales de son établissement sur le changement de statut du personnel. Quant au ministre, il mènera des discussions avec les syndicats des services extérieurs et va s'entretenir avec les partenaires sociaux sur l'ensemble de ses propositions.

Silence sur les rapports

Pour l'instant, ce programme est relativement bien accueilli et ne suscite pas de réactions de rejet. Dans un communiqué, par exemple, la CFTC « enregistre avec satisfaction » les intentions ministérielles et affirme que « les mesures annoncées vont dans la bonne direction ». Nombre de partenaires sociaux se déclarent surpris que M. Soisson envisage d'aller aussi loin, notamment pour

aménager le statut. Les mêmes affirment un certain scepticisme quand, au printemps dernier (le Monde du 10 juin), M. Soisson avait indiqué sa volonté de s'attaquer à ce dossier brûlant.

C'est toutefois pour maintenir ce climat que le ministre s'est résolu à ne pas publier le rapport que M. Marie-Thérèse Join-Lambert et M. Philippe Lescaudre lui ont remis le 17 octobre, contrairement à ce qui avait été envisagé. Après les documents secrets de Sema-Group Consultants et d'une agence en commission (le Monde du 9 novembre), déjà très accablants, leur texte confirme l'état de l'ANPE, et conclut à l'urgence d'une réforme. Surtout, il se montre très explicite sur les questions statutaires et propose des solutions qui, divulguées, auraient gêné M. Vandepotte dans ses contacts. Explosif, pour cette partie au moins, le rapport est donc jalousement caché et ne sera diffusé qu'en fin de parcours, dans une version expurgée.

Chaque maître chez soi

Ainsi que M. Soisson l'a rappelé devant les parlementaires, « les moyens de l'agence n'ont pas évolué parallèlement aux charges ». Les effectifs sont insuffisants, le statut du personnel « ne donne pas aux agents les contreparties attendues et l'établissement n'y trouve pas la souplesse nécessaire ». La réforme vise à donner à l'agence l'« autonomie », la « capacité d'adaptation », et à lui attribuer les « moyens » dans le cadre d'un « contrat de progrès » conclu pour trois ans.

En contrepartie de son engagement à atteindre les objectifs fixés, pour le placement et l'accueil des demandeurs d'emploi, l'ANPE obtiendra les « emplois supplémentaires nécessaires » et le financement d'un programme spécial. Dès la première année, soit pour 1990, l'Etat versera 100 millions de francs de plus en crédits et autorisera la création de trois cents emplois nouveaux.

Au-delà, la réforme entraînera une réorganisation des méthodes d'intervention, qui, au fil des années de crise, se sont singulièrement compliquées au point de perdre toute cohérence. Les relations entre l'ANPE et les autres services extérieurs de l'emploi doivent être clarifiées et, a précisé le ministre, « les responsabilités doivent être complémentaires et non plus concurrentes, comme elles le sont aujourd'hui ». Concrètement, cela veut dire que l'agence se concentrera sur ses missions de base, le service apporté aux demandeurs d'emploi et aux entreprises. Elle continuera à suivre l'organisation pratique de l'agence, quand la réforme sera lancée, quand la réforme sera lancée, quand la réforme sera lancée.

professionnelle ou actions spécifiques - seront assurées par les autres services extérieurs. Par exemple, l'ensemble du dispositif des contrats de retour à l'emploi (100 000 places) sera géré par l'ANPE, tandis que les directions du travail se chargeront des contrats locaux pour l'emploi et la solidarité, successeurs des TUC et autres PIL.

Restructurées, les services régionaux vont retrouver leur véritable vocation, coordonner les interventions de l'Etat, des régions et des branches professionnelles, définir les orientations, programmer, contrôler et évaluer les actions. Une enveloppe globale étant fournie au préfet de région, ils pourront mener des opérations en tenant compte des besoins réels, après concertation d'objectifs et bénéficieront de la création d'une cellule de planification commune à tous, double d'un observatoire régional de l'emploi et de la formation. Les outils dérogatoires leur échapperont et n'appartiendront donc plus à l'ANPE, comme c'est encore le cas.

Le grand bouleversement touchera surtout les directions départementales du travail et de l'emploi, aux missions plus précises. Débarassées de certaines tâches, elles porteront plus d'attention au « contrôle de l'application de la réglementation du travail », pourront appuyer la modernisation négociée, développer un rôle d'« experts en relations sociales », assister les initiatives locales pour l'emploi et assurer de nouvelles responsabilités dans la gestion des actions de formation.

Mise en place début 1990

Dernier grand ensemble concerné par ce réaménagement, la direction à la formation professionnelle sera soulagée des tâches de gestion liées au développement des programmes de formation. Dans la foulée, les délégués régionaux se garderont d'intervenir comme prescripteurs pour l'accueil de l'initiative, de la coordination, de la programmation, de l'évaluation, et du contrôle. M. Soisson et M. Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, souhaitent mettre en place des cellules qui seraient pour l'essentiel dédiées à l'offre de formation, en quantité et en qualité. Ainsi, les délégués à la formation ne seraient plus jugés et partis. De leur côté, les services utilisateurs n'auraient plus à créer des actions de formation.

Réfléchies les unes aux autres, ces diverses modifications se mettront progressivement en place à partir du début de l'année 1990, et donc avant que la réforme de l'ANPE de l'ANPE. Mais il y aura aussi des prolongements. Le lancement du plan-emploi sera pour effet, à terme, d'obliger à la révision des principes établis pour le crédit formation, pour cause de cohérence d'ensemble. Les dispositions en faveur des adultes devraient être prêtes pour le milieu de l'année, et le dispositif mis au point pour les jeunes pourra alors être adapté, sans doute en septembre prochain, pour le faire coïncider avec les autres formules en vigueur.

Au passage, cela pourrait permettre au ministère du travail de s'attirer le réseau des quatre coordinateurs de zones que M. Laignel vient de constituer et qui lui fait paraître défiant dans la perspective de la réorganisation. Dès lors que M. Soisson souhaite voir ses services intervenir au plus près des réalités locales, avoir des représentants dans les bassins d'emploi devient indispensable.

Enfin ? Tant M. Laignel que M. Soisson évoquent déjà la nécessité d'une réforme de l'AFPA, l'Association pour la formation professionnelle des adultes, partenaire obligé de toutes les actions en faveur de l'emploi. Celle-ci viendra mettre un point final à une vaste opération de remodelage des moyens, justifiée par les désordres causés par des années d'improvisation, sous la poussée des chiffres du chômage. Les outils de la décennie à venir sont l'enjeu de ce qui se prépare.

ALAIN LEBEAUCHE

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 10 juin 1987, a condamné la société HOLA à verser au Prince AGA KHAN des dommages et intérêts pour atteinte au droit à l'image et à la vie privée de leur fils Rahim, ainsi qu'à leur vie privée propre, portée dans les numéros 2198 et 2202 des 7 et 28 octobre 1986 de la revue « HOLA ».

Le plan antichômage se heurte à des difficultés d'application

Actuellement en préparation, la mise en place du plan-emploi arrêté au conseil des ministres du 13 septembre (le Monde des 14 et 15 septembre) se heurte à quelques difficultés techniques. Il n'est pas certain que toutes les mesures soient rendues applicables pour le 1^{er} janvier, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Ainsi pour les contrats locaux emploi-solidarité (CLEs), appelés à remplacer les défunts TUC (travaux d'utilité collective) ou PIL (programme d'initiative locale), etc. En faisant passer les futurs bénéficiaires du statut de stagiaire de la formation à celui de titulaire d'un contrat de travail, la nouvelle formule permet, certes, une amélioration d'autant plus appréciable que le revenu est aligné sur le montant d'un SMIC à mi-temps, mais elle provoque aussi quelques perturbations imprévues.

Anciens TUC et nouveaux CLEs

Jusqu'à présent, un tuciste ou un chômeur adulte employé au titre des PIL dans une collectivité locale, une association ou un établissement public était rémunéré directement par l'Etat, même si, parfois, le versement intervenait avec retard. Puisqu'il y aura un contrat de travail, la même personne sera désormais payée par son employeur, lequel sera ensuite remboursé par les finances publiques. Outre le délai de règlement, les utilisateurs de CLEs devront donc supporter le coût financier d'une avance de trésorerie consentie pour le compte de la politique de lutte contre le chômage menée par le gouvernement. Une situation pour le moins paradoxale, et embarrassante pour les finances locales, alors que les mêmes sont incités à embaucher des TUC et des PIL au nom de la solidarité.

As ministères du travail, on cherche activement le moyen d'éviter

ce qui apparaît comme une pénalisation susceptible de nuire à la mobilisation des élus ou des dirigeants sollicités. L'objectif des 300 000 CLEs dans l'année en dépend, ainsi que la bonne tenue des chiffres du chômage...

A propos des anciens TUC, une autre difficulté préoccupe également les responsables du programme. Il s'agit cette fois de l'obligation faite aux « employeurs » de verser un complément de salaire s'élevant à 500 francs par mois à chaque chômeur, jeune ou vieux, embauché au titre des CLEs.

Dans la version précédente des TUC, ce complément était facultatif et pouvait être réglé en nature ou en espèces. Environ la moitié des employeurs s'en acquittaient, dont 50 % en prestations diverses, comme la cantine gratuite ou la carte orange. Pour partie, la modicité de la dépense, pour l'utilisateur final, expliquait le succès, aujourd'hui bien écorné, de la formule des TUC. Elle justifiait aussi les réserves des syndicats de la fonction publique, qui y voyaient une solution trop facile pour abaisser le coût de la main-d'œuvre et ne pas créer d'emplois de titulaires.

LA encore, la modification proposée risque de calmer les ardeurs des utilisateurs habituels de TUC, bien que la disposition nouvelle ne soit pas en elle-même contestable. Depuis des semaines maintenant, M. Jean-Pierre Soisson ne rate pas une occasion, lors de ses déclarations publiques, pour en appeler au civisme des élus locaux. Le ministre du travail redoute une chute des effectifs et, dans son entourage, on évoque l'éventualité d'un passage à vide de trois à six mois, alors que l'on comptait encore près de 130 000 TUC en octobre.

Pour cette raison, le ministre réfléchit à des formules transitoires qui viendraient atténuer un possible effondrement des TUC. Dans certains cas précis, on pourrait maintenir l'ancien dispositif pendant quelque temps encore. Il est aussi question d'un fonds de com-

pensation, qui permettrait à des collectivités locales de poursuivre leur effort sans avoir à respecter toutes leurs obligations. On envisage des solutions « au coup par coup », qui seraient fonction de la qualité de l'insertion offerte. Des montages financiers seraient imaginés lors de négociations et, d'ailleurs, un préfet, M. Gérard Lambotte, vient d'être chargé de la relance de la cellule d'animation qui avait déjà accompagné la première campagne pour les TUC, en 1984.

Il apparaît aussi que M. Soisson est tout disposé à consentir de réels sacrifices pour réussir le pari le plus délicat du plan-emploi et qu'il est prêt à fermer les yeux sur quelques pratiques contestables. Par exemple, l'obligation d'un complément salarial devrait empêcher l'embauche de CLEs ex-TUC par les associations des amis de la préfecture, qui ne disposent pas de revenus propres. Mais l'on se prépare à leur accorder des subventions pour qu'elles puissent le faire et ainsi déjouer la réglementation, comme l'avait déjà fait observer la Cour des comptes. Les administrations et la fonction publique en général n'ont, en effet, pas le droit de recourir à des TUC et n'ont pas le droit de faire qu'en créant des associations écarlates, dans le cas des préfets par ailleurs chargés par les ministères du travail successifs de « faire du chiffre » pour la réussite du traitement social.

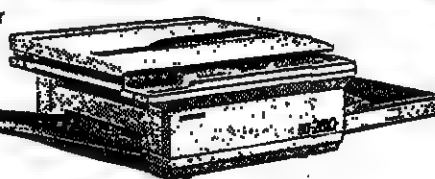
Ainsi, l'Etat paierait le CLE par les deux bouts, pour le traitement équivalent à un demi-SMIC et par le financement du complément payé, en théorie, par le relais d'associations de circonstance. Mais on rétorque que cela ne serait pas scandaleux. Après tout, fait-on remarquer, les établissements publics ou les hôpitaux, qui ont le droit d'embaucher des CLEs, seront bien amenés à les financer par leur budget, lequel est au bout du compte financé par les deniers publics... « Il y a beaucoup d'hypocrisie dans tout cela », vient-on croire au ministère.

A. L.



LE PLUS PETIT DES GRANDS PROS.
BD 2810 Toshiba.

Ne vous laissez pas tromper par les dimensions réduites du nouveau copieur Toshiba: le BD 2810 est certes petit mais il offre des performances étonnantes par ses nombreuses fonctions qui sont généralement lapanage des grands copieurs. Le BD 2810 copie en trois couleurs. Il est fiable, d'une commande aisée et suffisamment petit pour trouver sa place partout. BD 2810 Toshiba, tout ce que vous attendez d'un copieur à où vous en avez besoin. Du BD 2810 au copieur professionnel, Toshiba a toujours la solution adaptée à votre problème. Toshiba BD 2810 - le plus petit des grands pros.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTÈMES (FRANCE) SA, 7, Rue Ampère, 92804 Puteaux, Tél. 1-47282828

HORS SÉRIE

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

LE GUIDE COMPLET

ÉTAT DES LIEUX ■ PRIX PARIS-PROVINCE
ET VILLES ÉTRANGÈRES ■ LES PIÈGES DU BAIL ■ LES RISQUES DES ASSURANCES ■
LES PROMESSES DES FINANCEMENTS ■ LES NOUVELLES VALEURS DE L'ARCHITECTURE
ET DU DESIGN.

حکومت الراجھ

صكنا من الاموال

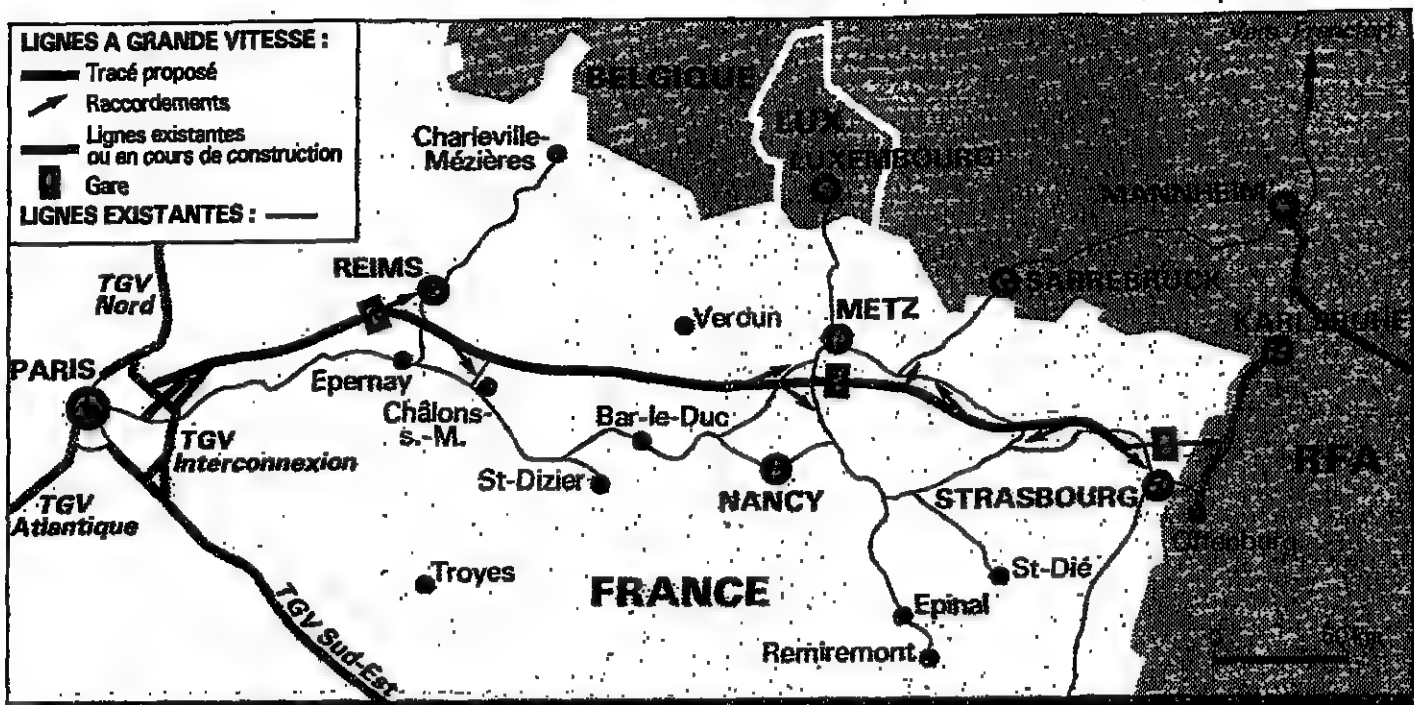
AFFAIRES

La proposition de M. Philippe Essig pour le TGV-Est Paris-Strasbourg en 1 h 50

Pour que le TGV-Est relie, vers 1997, Paris à Strasbourg en 1 h 50 et à 320 km/h, M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, devrait remettre au ministre de l'équipement dans les prochaines semaines ses propositions en matière de financement et de tracé. Celui-ci passerait par Reims, entre Metz et Nancy, non loin de Sarrebourg et du col de Saverne, et supposerait la construction de 430 km de voies nouvelles ainsi qu'un investissement de 25 milliards de francs.

M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF et actuel président de TransManche Link (TML), consortium qui creuse le tunnel sous la Manche, a été guidé dans sa recherche du meilleur tracé par deux idées-forces. D'abord, trouver un chemin pour créer la ligne la moins chère possible, donc la plus courte à une exception près: l'inflexion vers le nord pour frôler Reims et toucher son marché potentiel de 600 000 habitants. D'autre part, relier le plus commodément possible la ligne à grande vitesse au réseau existant pour permettre aux TGV d'aller chercher sa clientèle jusque dans les Ardennes et dans les Vosges. C'est dans ce but que M. Essig proposera de multiplier les raccordements et les électrifications vers Epinal, Remiremont et Saint-Dié.

La ligne nouvelle débiterait à 21 km à l'est de Paris, à Vaires-sur-Marne. Peu avant Châteauneuf-Thierry, elle longerait l'autoroute de l'est pratiquement jusqu'à Reims qu'elle éviterait, par le sud, en suivant la future autoroute de contournement. Une première gare — la gare « Champagne » — est prévue au sud de l'agglomération reimoise. Un embranchement faciliterait le passage des TGV vers le réseau qui conduit à Charleville-



Mézières et aux Ardennes. Un autre embranchement, plus à l'est, les conduirait à la voie qui mène vers Châlons-sur-Marne et Bar-le-Duc. Passant au sud de la forêt d'Argonne, les voies franchiraient la Moselle à peu près à mi-chemin entre les villes de Metz (vers Sarrebruck) et de Nancy (vers Epinal, Remiremont et Saint-Dié), vers lesquelles elles se débrancheraient successivement. Une deuxième gare — la gare « Lorraine » — est prévue sur l'axe Pont-à-Mousson — aéroport de Louvigny. Au col de Saverne, un tunnel de 2,5 km devrait être percé; il déboucherait dans le val de la Moselle. La ligne nouvelle entrerait dans la plaine du Rhin où elle comporterait un embranchement vers Strasbourg et une jonction à grande vitesse vers le réseau ouest-allemand sur laquelle se trou-

verait la troisième gare, la gare « Alsace ». L'infrastructure serait dessinée pour autoriser une vitesse de 350 km/h (pente maximale de 35 millimètres par mètre). Les gains de temps seraient significatifs entre Paris et Reims (0 h 45 au lieu de 1 h 27 aujourd'hui), Charleville (1 h 30 au lieu de 2 h 20), Metz (1 h 30 au lieu de 2 h 40), Luxembourg (2 h 15 au lieu de 3 h 33), Nancy (1 h 30 au lieu de 2 h 36), Epinal (2 h 20 au lieu de 3 h 25), Strasbourg (1 h 50 au lieu de 3 h 48), Colmar (2 h 20 au lieu de 4 h 12), Francfort (3 h 10 au lieu de 5 h 53), Zurich (3 h 50 au lieu de 5 h 52) et Munich (4 h 25 au lieu de 8 h 42). Grâce à la voie d'interconnexion à grande vitesse contournant Paris par l'est, Strasbourg se trouverait à 3 h 15 de Bruxelles, à 1 h 55 de l'aéroport de

Roissy-Charles-de-Gaulle, à 4 h 25 de Rennes et à 5 h 25 de Bordeaux. Pour une augmentation tarifaire de 15 % correspondant à celle qui a été appliquée sur le TGV Atlantique, le nombre annuel des voyageurs bondirait de 7,4 millions sur les lignes actuelles à 14,5 millions grâce à la grande vitesse. Le taux de rentabilité s'élèverait à 4,5 %, ce qui est largement au-dessous du seuil minimal de 8 % fixé par la SNCF. Aussi sur les 25 milliards de francs estimés pour les infrastructures (embranchements et gares compris) la société nationale pourrait-elle en supporter

13 milliards, l'Etat 7,5 milliards et les régions desservies 4,5 milliards. Pour tenir compte de l'inévitable pesantier budgétaire qui pousse l'Etat à ne pas tenir ses engagements, M. Essig propose de limiter les remboursements en les calculant sur trente ans au lieu de vingt ans.

Une économie de 10 %

En ce qui concerne le matériel roulant, la SNCF projette de l'acquiescer en location-vente et de banaliser son parc TGV de sorte qu'on ne distingue plus les rames de chaque réseau (Sud-Est, Atlan-

tique, Nord, Est). Pour la part des infrastructures de la SNCF, M. Essig proposerait la création d'une société d'économie mixte chargée de rassembler les capitaux et qui nommerait la SNCF maître d'ouvrage délégué. Il a imaginé que au lieu de découper la construction de la nouvelle ligne en lots de 30 km et d'imposer tracé et solutions techniques, la SNCF propose des lots de 150 km et charge les entreprises de BTP de réaliser la voie la plus économique possible. « J'ai reçu un accord de principe des autorités concernées pour la constitution d'un groupement d'intérêt économique réunissant SNCF et entreprises et qui deviendrait maître d'œuvre », explique M. Essig. Les entreprises apporteraient leur imagination et la SNCF sa compétence. Nous pourrions économiser 10 % du coût grâce à ce changement d'échelle et à ce regain de concurrence.

M. Essig, qui doit rendre son rapport définitif d'ici la fin de l'année, estime qu'une décision devrait intervenir rapidement si le gouvernement ne veut pas que l'immense précarité obtenue des élus sur le tracé et sur le financement ne s'effrite au fil des semaines. Une décision politique au début de 1990 permettrait que les TGV parviennent en 1997 à Strasbourg. La SNCF préférerait — et de loin — la prolongation du TGV Sud-Est vers Marseille, Nice et Barcelone à la ligne Paris-Strasbourg; il ne serait pas forcément de mauvaise politique de lui promettre que les travaux du TGV « rentable » (Sud-Est) et ceux du TGV « politique » (Est) bénéficieraient de la même priorité dans le cadre du schéma directeur des TGV que prépare le ministre de l'équipement.

ALAIN FAUJAS

Deux ans après la réforme des marchés à terme

MATIF SA va acquérir la Banque centrale de compensation

Deux ans après l'adoption en décembre 1987 de la loi de réforme des marchés à terme instaurant l'unification de la Bourse de commerce et du Marché à terme international de France (MATIF), un accord vient de parachever ce processus de fusion. MATIF SA, la chambre de compensation des instruments financiers, va acquérir la Banque centrale de compensation (BCC), son homologue opérant pour les marchandises.

La transaction, annoncée lundi 13 novembre et dont le montant est de 47,5 millions de francs, concerne l'intégralité du capital de cette petite banque spécialisée employant quarante-six personnes, aux fonds propres de 56 millions de francs, et dont les résultats ont diminué de moitié entre 1987 et 1988, tombant de 3,5 à 1,12 million de francs. La BCC sera ainsi progressivement absorbée par MATIF SA, firme de deux cents salariés qui a dégagé l'an dernier un bénéfice de 85 millions de francs. L'accord reste soumis à l'approbation du conseil de la BCC et à l'agrément du comité des établissements de crédit.

Cette opération logique de rapprochement à aussi une autre ambition: redynamiser enfin le marché des matières premières françaises, mis à mal depuis des années par la concurrence britannique. La priorité jusqu'à présent avait été de réussir le lancement des contrats de « futures » et de jouer un rôle prépondérant au niveau mondial dans ce domaine. L'objectif étant désormais atteint, Paris se classant à la troisième place internationale pour ce type de produits, l'heure est à présent à la reconstruction d'un véritable marché de marchandises.

« Le succès de nos contrats à terme financiers nous donne maintenant les moyens de relancer les contrats commerciaux », assure M. Gérard Pfauwadel, président du MATIF. « Avant-guerre, rappelle-t-il, les produits négociés à la Bourse de commerce étaient au nombre de sept ou huit. Aujourd'hui ils ne sont plus que quatre (sucre blanc, robusta, cacao d'Afrique, beurre de cacao), et les deux derniers sont quasiment à l'abandon. »

Le principe retenu pour attirer de nouveaux investisseurs est de rendre plus accessible l'accès à ce marché et surtout de sauver le seul contrat véritablement actif, celui sur le sucre, en cassant les prix. Pour cela, l'infrastructure de MATIF SA tant au niveau de son « clearing » que de sa recherche de développement, devrait permettre de diminuer les coûts.

De plus, pour stimuler les échanges, une rélocalisation de ces produits devrait être décidée rapidement. Les contrats sur les marchandises, négociés jusqu'à présent rue de Vienne à la Bourse de commerce, devraient rejoindre le dernier étage du palais Brongniart pour être échangés dans les mêmes salles que les contrats financiers.

Les dirigeants de MATIF SA n'excluent pas aussi de se développer dans certaines niches régionales, à l'exemple de ce qui se fait pour la pomme de terre à Tourcoing. Des projets locaux devraient voir le jour prochainement. « Des produits sor-

tiroient de la politique agricole commune. Il faut être les premiers à proposer », affirme M. Pfauwadel. La même politique de spécialisation pourrait être appliquée aux métaux et, pourquoi pas, à certaines matières pétrolières. Enfin, l'idée d'un contrat sur l'or, évoquée périodiquement depuis plusieurs années, est toujours dans l'air, contrairement aux souhaits des commissionnaires. Mais celui-ci ne servira pas de moteur à la relance prévue car rien ne sera entrepris tant que les dispositions réglementaires (taxations) sur le métal jaune ne seront pas plus précises.

DOMINIQUE GALLIOS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1989
Chiffre d'affaires consolidé par secteur (en millions de francs belges)

	1988	1989	Variations
Secteur ferroviaire	5,3	5,6	+ 5,7 %
Secteur de tourisme	7,2	8,2	+ 13,9 %
Secteur de l'hôtellerie	6,0	6,6	+ 10,0 %
Secteur de la restauration	16,3	18,0	+ 10,4 %
Location de voitures	0,7	4,0	N.S.
Activités diverses	1,8	2,4	+ 33,3 %
	37,3	44,8	+ 20,1 %

La progression du chiffre d'affaires dans le secteur de la location de voitures n'est pas comparable d'une année sur l'autre, le premier semestre 1988 n'ayant débuté que le 15 mai au lieu du 15 mai 1989, alors qu'en 1989 l'activité résultant de la fusion EUROPCAR-INTERRENT est enregistrée à partir du premier janvier.

La progression de ce secteur nouveau est satisfaisante quoique non pleinement conforme aux prévisions en termes de résultats.

Les autres activités du groupe progressent globalement de 11,5 % par rapport à l'exercice précédent:

- le secteur ferroviaire poursuit sa progression régulière dans les principaux pays européens où cette activité est exercée;
- dans un contexte mondial devenu plus favorable, le secteur de tourisme renforce ses positions sur le plan des marchés;
- la croissance du chiffre d'affaires de l'hôtellerie provient d'une très sensible augmentation des taux d'occupation des hôtels confirmant, outre la bonne conjoncture générale, le succès des nouvelles marques commerciales Pullman et Adlon.

An sein du secteur de la restauration, EUREST, dans un climat de vive concurrence affectant les marges, améliore ses positions sur le marché de la restauration de collectivités dans la plupart des pays. Par ailleurs, les activités de restauration sur les aires d'autoroutes en France continuent à se développer.

Les comptes consolidés du groupe arrêtés à fin juin 1989 démontrent un bénéfice net, hors intérêts minoritaires, de 369 MF contre 617 MF pour la même période de 1988. Cette hausse semestrielle ne doit pas être extrapolée à l'exercice entier. En effet, les mois d'été exercent traditionnellement une influence décisive sur l'ensemble des activités du groupe. Si cette influence est positive, cette année, sur les secteurs ferroviaire, de tourisme et de l'hôtellerie, il n'en sera probablement pas ainsi sur les secteurs de la location de voitures et de la restauration collective. De plus, les résultats devront prendre en compte les charges financières inhérentes à la prise de participation dans SODEXO opérée en août. Participation qui ne figurera à la consolidation des résultats du groupe WAGONS-LITS qu'au cours du prochain exercice.

Dans Télérama cette semaine

Les enfants malades de la télévision, est-ce bien sûr ?

La télévision mauvaise nourrice? La télévision qui traumatise les enfants, qui les pousse à la violence? Tout le monde le dit... sauf certains spécialistes des enfants. Au-delà des idées reçues, un débat contradictoire et... violent, que Télérama vous rapporte cette semaine.

La Perestroïka vue dans les rues de Moscou et de Leningrad. Un reportage de Télérama, surréaliste et inquiétant sur un peuple désorienté.

À propos du Prix Goncourt, vous vous amusez à lire les portraits drôles et vachards des écrivains de leur temps, les frères Goncourt.

Et toujours dans Télérama, les livres, les films, les musiques, la radio et tous les programmes TV heure par heure.



Télérama: l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi, chez votre marchand de journaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Objectif Capitalisation !

Depuis le 1^{er} octobre 1989, la capitalisation des revenus des OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) est autorisée en FRANCE. Un avantage dont peut bénéficier immédiatement toute la clientèle des SICAV suivantes:

PLACEMENT J, SICAV monétaire court terme.

PLACEMENT M, SICAV monétaire court terme (pour les souscriptions ultérieures au 17/11/89).

PLACEMENT COURT TERME, SICAV de trésorerie.

PLACEMENT PLUS, SICAV OBLIGATAIRE de moyen terme.

PLACEMENT PREMIER, SICAV OBLIGATAIRE long terme de 1^{re} catégorie.

Les conseils d'administration de ces SICAV se sont tenus le 27 septembre 1989 et ont approuvé la résolution concernant la non-distribution des intérêts des revenus (sous réserve de l'approbation d'une AGE à venir), transformant ainsi pour l'exercice en cours et les suivants, toutes ces Sociétés en SICAV de CAPITALISATION.



SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT
LES VALEURS SÛRES

ILE-DE-FRANCE

Une initiative en « ville nouvelle »

Le théâtre chez soi

L'idée paraît simple mais il faut y penser. Puisque les Français, dans leur immense majorité, ne mettent jamais les pieds au théâtre, ce sont les comédiens qui vont se produire à domicile. Concept ingénieux en effet mais d'application difficile.

Si dans le passé les salons des châteaux pouvaient se transformer, l'espace d'un soir, en salle de théâtre, nos modestes appartements de citadins modernes paraissent bien trop exigus pour cela. Et, par ailleurs, comment convaincre des gens qui ne sont pas spontanément attirés par la comédie de recevoir des « salimbanches » chez eux ?

collectivités groupées au sein de la ville nouvelle.

« La Coupole », c'est son nom, marche fort bien avec ses quatre-vingts soirées annuelles, ses cinquante-cinq mille spectateurs, dont deux mille abonnés, et son budget de 9,6 millions dont plus du quart provient des entrées payantes. Mais Buisson et Grasset se désolent de constater que 90 % des habitants de la région ne viennent pas à leurs spectacles alors que beaucoup se disent tout de même intéressés. Aussi, depuis trois ans, et forts de l'expérience qu'ils ont acquise ailleurs, notamment au Théâtre de l'Est parisien qui dès 1982 allait jouer à domicile et dans les bistrot (Le Monde du 16 mai 1983), ils vont

vécu une expérience qu'ils n'oublieront pas. Les comédiens étaient arrivés une heure auparavant pour « reconnaître le terrain » — 60 mètres carrés dans un immeuble d'HLM — organiser la mise en scène et s'habiller dans la salle d'eau grande comme un mouchoir de poche. Point de décor évidemment, celui de l'appartement faisait l'affaire. La pièce, une succession de sketches illustrant la vie quotidienne d'un couple, s'est déroulée à la fois dans le coin salle à manger, dans l'entrée et dans la chambre à coucher. Les spectateurs suivaient les acteurs au gré des scènes.

Dans le décor de tous les jours

Jamais les Morlot et leurs invités n'avaient vu des comédiens d'aussi près, quasiment mêlés à eux, écoutant leurs confidences et sentant presque leur odeur. Dans la scène se passant — en tout bien tout honneur — sur le lit conjugal, cela confinait au voyeurisme. Bien entendu les pièces du théâtre à domicile sont soit écrites spécialement soit choisies dans un répertoire intimiste. Elles mobilisent peu d'acteurs et ceux-ci peuvent rester dans leurs costumes et leurs intonations. Une mimique suffit à la fois dans une salle de quatre cent places il faudrait une ample gestuelle.

Après la « représentation », les Morlot ont proposé un buffet à leurs hôtes, spectateurs et comédiens mêlés. « C'est ma façon grand plaisir d'offrir une telle soirée à mes amis », disait Isabelle ; moi j'ai trouvé passionnant de voir des acteurs évoluer dans mon décor de tous les jours et utiliser mes objets familiers », expliquait Jean-Luc. Quant aux comédiens, pressés de questions, ils avaient joué pour dans ces conditions est un exercice périlleux. « Le moindre faux de ton ou de mise en scène saute aux yeux. Ce ne pardonne pas », disait Jean-Luc Paillet et Louise Dourbrière, sa partenaire.

Ainsi durant plus d'un mois, ce sont environ huit mille barbeaux de l'Est parisien qui se sont initiés aux petits secrets et aux fortes émotions du théâtre. Après l'avoir reçu à domicile, ils lui rendront peut-être demain la politesse en allant à « La Coupole ». C'est en tout cas ce que souhaitent le directeur de cette salle et les élus qui la subventionnent.

MARC AMBROISE-RENDU



Plusieurs troupes ont pourtant triomphé de ces obstacles et, en Ile-de-France comme dans d'autres provinces, elles se produisent fréquemment chez des particuliers. Elles se sont même réunies du 24 octobre au 19 novembre dans la ville nouvelle de Melun-Sénart... Seine-et-Marne, pour le « premier festival mondial du théâtre à domicile ». Outre une douzaine de groupes français, des audacieux venus d'Italie, du Canada et de Belgique avaient fait le voyage.

L'initiative de cette manifestation originale revient à Georges Buisson, trente-neuf ans, et Alain Grasset, un ancien prof de philo de quarante-deux ans, qui dirigent le beau théâtre que l'architecte Jean Nouvel (au crayon duquel on doit aussi l'Institut du monde arabe) a fait construire, voici trois ans, sur la commune de Combe-la-Ville, l'une des huit

au-devant de leur public potentiel pour lui donner envie de sortir un soir à « La Coupole ».

Cet automne ils ont risqué le tout pour le tout en organisant le festival. Résultat : deux cent cinquante familles de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne ont eu droit à une soirée théâtrale à domicile, tout comme au Grand Théâtre de l'Est parisien. Mais les spectateurs dans les appartements privés de Versailles.

L'autre soir, par exemple, à Yerres, Jean-Luc et Isabelle Morlot — lui est paysagiste, elle institutrice — hébergeaient pour quelques heures une quinzaine de leurs amis... des comédiens de l'Est parisien, la compagnie Flévy-Paillet, qui ont interprété l'une des pièces de leur répertoire, « Croq'Amour ».

Assis sur leurs talons dans le living, serrés sur les canapés, ces jeunes ménages barbeaux ont

Dans le neuvième arrondissement

Le nouvel hôtel de Bonny

Au fond d'une longue allée privée ouvrant 11, rue Blaise, dans le neuvième arrondissement de Paris, l'entrepreneur René Bonny avait fait construire, sans doute par l'architecte Jules Jean Baptiste Joly, peu après 1826, un hôtel isolé, cube harmonieux destiné à la manière des villas de Palladio, enfermé dans un espace clos planté d'arbres que l'ouverture de la rue de Trévise en 1836 vint discrètement dévoiler aux passants. Les appartements avaient été décorés avec le plus grand raffinement dans le style néo-classique (peintures, stucs, statues), et formaient un véritable conservatoire de l'art ornemental de la Restauration.

Cet hôtel s'était complètement dégradé et était menacé de démolition. Tout ce qu'on obtint des propriétaires défilants, c'est que les autorités compétentes mettent cette maison hors d'eau et enfin que l'hôtel de Bonny soit classé le 8 avril 1976. Les travaux commencèrent, et il était question que la Ville de Paris y installât une sorte de maison de la culture et des arts pour l'arrondissement. Le projet

n'eut pas de suite, et finalement, l'hôtel a été racheté par une société financière, et les travaux de restauration et de reconstitution des parties vétustes ou disparues ont été exécutés sous le contrôle des architectes des Monuments historiques.

Si l'hôtel de Bonny a ainsi retrouvé toute sa beauté originale, il le doit aux efforts de Mme Tarnet, qui, outre la conservation des plus belles et des plus anciennes maisons de Paris, va recevoir le 15 novembre des mains de Mme Nebout, maire adjoint chargé de l'environnement à la mairie de Paris, la grande médaille de vermeil de la Ville.

Pour tout cela et pour beaucoup d'autres fructueuses interventions, Mme Tarnet, qui lutte depuis près de trente ans pour la conservation des plus belles et des plus anciennes maisons de Paris, va recevoir le 15 novembre des mains de Mme Nebout, maire adjoint chargé de l'environnement à la mairie de Paris, la grande médaille de vermeil de la Ville.

ANDRÉE JACOB

A Boissy-Saint-Léger

Une bibliothèque sonore pour les malvoyants

Michel Mignard, PDG de Gestetner-France, élu entrepreneur de l'année 1989, a créé à Boissy-Saint-Léger une association pour promouvoir le mécénat d'entreprise et notamment celui des PMI et PME. Dans ce cadre, il vient d'ouvrir une bibliothèque sonore pour les malvoyants. Rien qu'elle soit riche de huit cents œuvres et notamment d'ouvrages pour enfants, il entend dépasser la simple notion de prêt sur stock en offrant aux utilisateurs la possibilité de faire enregistrer le livre de leur choix dans un délai de quinze jours.

Si l'Association pour le développement d'autres fructueuses interventions, Mme Tarnet, qui lutte depuis près de trente ans pour la conservation des plus belles et des plus anciennes maisons de Paris, va recevoir le 15 novembre des mains de Mme Nebout, maire adjoint chargé de l'environnement à la mairie de Paris, la grande médaille de vermeil de la Ville.

FRANCIS GOUGE

A La Roche-Guyon

Une région en forme de forêt

Deux mille élus de l'Ile-de-France, maires et conseillers généraux, ont été invités le 9 novembre par le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg, et celui de l'Agence des espaces verts, M. Edouard Bonnet, à venir planter symboliquement un arbre dans le nouvel arborescent de La Roche-Guyon : un espace de 12 hectares dans le Val-d'Oise, à la limite de la Normandie, au sud-ouest du Vexin français.

L'objectif est de sauver et de réhabiliter la forêt d'Ile-de-France, fortement menacée, particulièrement par les autoroutes, comme ce fut le cas dans le massif des Trois-Pignons, à Fontainebleau, ou dans la forêt de Marly, et comme cela risque de l'être dans la forêt de Saint-

Gernain, qui doit être traversée par l'A 14 ou l'A 86.

L'arborescent de La Roche-Guyon reproduit au sol la carte de l'Ile-de-France, avec ses huit départements, son fleuve et ses rivières.

Chaque « département » comptera autant d'arbres — mais chaque fois d'une seule espèce — que de villes. Ainsi Paris plantera 20 platanes ; la Seine-et-Marne, 524 châtaignes rouvres ; les Yvelines, 262 hêtres communs ; l'Essonne, 196 érables-planes ; les Hauts-de-Seine, 36 tilleuls à petites feuilles ; la Seine-Saint-Denis, 40 merisiers ; le Val-de-Marne, 47 charmes ; le Val-d'Oise, 185 frênes communs. Les allées seront bordées de résineux comme des séquoias, des pins

laricins, des sapins douglas. Au cœur de la « région », l'arbre planté par M. Pierre-Charles Krieg, symbole de l'Ile-de-France, le cèdre du Liban.

Huit ans après la création de l'arborescent de Chèvreloup, dans les Yvelines, celui de La Roche-Guyon se veut plus didactique et s'adresse donc à une population plus vaste, plus variée, et notamment aux enfants des écoles.

La forêt régionale de La Roche-Guyon, qui appartenait au comte de la Roche-Guyon, a été achetée par le conseil régional, qui s'apprête également le 14 novembre prochain à acquérir la forêt privée de Rosny-sur-Seine, dans les Yvelines.

JACQUELINE MEILLON

POINT DE VUE

La réorganisation de la région parisienne

Un chantier mal mené

par Claude Heurteux

Qui n'a pas rêvé que Paris devienne la capitale économique de l'Europe ? C'est au moment où certains indices favorables apparaissent à commencer par l'attrait que l'Ile-de-France exerce sur les investisseurs étrangers — que l'Etat frappe : allongement de la fiscalité, création d'une nouvelle taxe sur les bureaux, rétablissement d'un agrément administratif. Tous les instruments rouillés du dirigisme sont excités de la boîte à outils de la technocratie. Londres, Bruxelles, Francfort et quelques autres villes peuvent se réjouir, Paris risquerait, dans l'avenir, de ne plus représenter pour elles une concurrence dangereuse. Moins à cause des déséquilibres existants que de la manière dont le gouvernement entend y remédier.

Ce n'est pas la première fois qu'il est constaté que l'Ouest parisien se développe plus rapidement que l'Est parisien. Néanmoins, il est vrai que ce phénomène a connu une certaine accélération ces dernières années. Pris de la moitié des surfaces de bureaux faisant l'objet d'une demande de permis de construire se sont localisées dans les Hauts-de-Seine. Mais il est tout aussi vrai de remarquer que cet état de choses résulte principalement d'importantes et nombreuses libérations de terrains à un même moment. Plus de 45 hectares pour les seules installations Citroën. Près de 20 hectares pour Renault. Sans compter le départ d'autres grandes entreprises de Lavallois, Boulogne ou Issy-les-Moulineaux. Et comme la nature a peur du vide, la construction d'immeubles de bureaux a immédiatement suivi la destruction de bâtiments industriels devenus vacants. Phénomène d'autant plus spectaculaire que l'Ile-de-France n'échappe pas à la dynamique de la tertiarisation. Et c'est tant mieux.

Est-ce à dire pour autant que l'Est se soit effondré ? Sûrement pas. Le triangle gare de Lyon/Bercy/Tolbiac n'est pas encore d'un mois dévasté d'argent. L'axe Vincennes/Marne-la-Vallée est une réalité, Disneyland un attrait potentiel considérable. De l'Est parisien venant du centre de la capitale.

Les effets de l'agrement

Le développement économique ne se dérobe pas du fond de quel que ministère à coupe de textes et de taxes. Il s'opère par la mise en place d'infrastructures adaptées aux besoins des entreprises et de ceux qui y travaillent. Là encore, l'Est l'emporte sur l'Ouest. Avec la Francilienne, l'autoroute A 86, l'interconnexion TGV, l'aéroport de Roissy, etc. A l'Ouest, le programme d'équipement se révèle moins ambitieux. Le projet de l'autoroute A 86 à péage en est un exemple.

A l'Est, les terrains existent, les infrastructures se développent et le marché immobilier est actif. Autant d'atouts qui permettent d'affirmer que ce secteur deviendra dans un proche avenir ce qu'est l'Ouest aujourd'hui. Et ce sans avoir besoin de recourir à une réglementation contraignante et anti-économique comme on sait en créer.

Trop de bureaux à l'Ouest et pas assez de logements à l'Est ? Ce constat est exact pour un certain nombre de communes qui privilégient les bureaux aux logements. Il en ira ainsi aussi longtemps que les collectivités auront pour préoccupation essentielle d'attirer des entreprises pour bénéficier de taxes professionnelles. Ceci pose le problème de la fiscalité locale par rapport aux charges qui incombent aux communes.

Mais lorsque ce déséquilibre est évoqué, on ne peut s'empêcher de poser cette question : à qui la faute ? Si faute il y a, l'Etat n'a-t-il pas été le premier à montrer la voie ? En autorisant quelques deux millions de mètres carrés de bureaux, n'a-t-il pas voulu faire de la Défense la vitrine de la France des affaires ? Et, que je sache, il a choisi l'Ouest pour cela. Paris gagné. Ce dont il faut se féliciter. Paris perdu si demain l'Etat condamnerait la politique de l'Etat.

A l'heure où chaque pays européen, concurrent des autres, s'emploie à attirer les investisseurs étrangers, quelle image donne la France ? Celle d'une bureaucratie envahissante, changeante, intervenant d'une façon désordonnée sur les marchés et ne tenant pas compte des réalités économiques.

L'histoire de l'agrement en est la meilleure illustration. Durant des années, il a existé en région parisienne une double autorisation administrative préalable. L'une visait la construction de « bureaux en blanc » (c'est-à-dire de locaux dont on ignorait à l'origine les destinataires) ; l'autre la location ou l'acquisition de bureaux en vue de leur utilisation. Envisager une réforme de cette procédure était souhaitable. Il pouvait s'agir, soit de supprimer ces deux sortes d'autorisation, soit de maintenir la première et de supprimer la seconde. Contre toute logique économique, le gouvernement Fabius, en 1985, fit différencier. Il supprima l'agrement promoteur et laissa l'agrement utilisateur. Ce qui signifiait pour les bureaux la liberté recouvrée d'en construire et la limitation maintenue de les utiliser.

« Taxe sanction »

Par ailleurs, où est la logique du raisonnement qui nous est proposé ? Le gouvernement affirme que les utilisateurs doivent payer les infrastructures à créer. D'où acte. Mais alors pourquoi faire porter cette nouvelle charge principalement sur les entreprises installées à l'Ouest alors que les équipements projetés intéresseront essentiellement l'Est ?

Reste une dernière observation. Est-il vrai que seules les entreprises utilisatrices des infrastructures à créer les financieront au lieu et place de l'ensemble des contribuables ? Sûrement pas. En effet, que va entraîner cette taxe annuelle ? A coup sûr, une augmentation du coût de revient des produits et services que les entreprises répercuteront dans leur prix de vente. Qui, en définitive, supportera cette charge nouvelle si ce ne sont les clients de ces entreprises ? Sans distinction entre ceux qui sont en Ile-de-France, en France ou à l'étranger.

Quant au montant de cette « taxe sanction » qu'en sera-t-il ? Un montant faible la rendrait inefficace. Un montant élevé nuirait à la compétitivité des entreprises concernées. Sans pour celles-ci se transférer ailleurs. Et qui pourrait assurer qu'elles resteraient en France ?

Le problème est simple : veut-on faire de Paris une capitale européenne ? Si oui, la politique que le gouvernement entend suivre l'empêchera. Affaiblissant du même coup la France tout entière. La voie est claire : il faut d'abord revoir profondément le SDAU de l'Ile-de-France qui a plus de vingt-cinq ans. Que d'évolutions en un quart de siècle ! Il faut ensuite renforcer le pouvoir du SDAU. A la différence du précédent, il ne doit pas se contenter d'interdire mais il doit obliger à faire. Aux collectivités territoriales ensuite à prendre leur responsabilité en s'y adaptant.

Mais une condition essentielle doit exister : ce travail de réflexion pour l'avenir doit être conduit de concert par l'administration, les élus et les acteurs économiques du développement régional. En un mot, une vraie concertation menant à un réel consensus. L'économie de marché fera le reste. Il le fera bien. En tout cas, mieux que l'Etat.

► CLAUDE HEURTEUX est président du groupe Auguste-Thouard.

LA VIE PASSIONNÉE D'UN IMMENSE GÉNIE

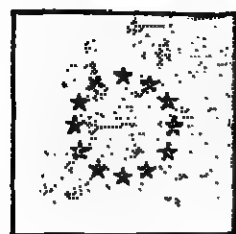
Gilbert Sinoué
AVICENNE
OU

LA ROUTE
D'ISPAHAN



55 من الاجل

هكذا من الاعمال



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CEI Consultants Ltd PROJECT MANAGER/PRINCIPAL CONSULTANT BRUSSELS



CEI is an innovative international consultancy, based in the UK, which specialises in local economic development, human resources, urban and rural regeneration and the management of change.

We have recently opened an office in Brussels, in addition to our 3 offices in the UK, to extend our business in other European countries and to work for the European Commission. Currently we are managing a major 3-year contract for the EC on long-term unemployment - the ERGO Programme.

We are now about to appoint someone to lead our Brussels team and to manage the ERGO Programme. You are required to be fluent in English and French. Other languages would be an advantage. Senior experience of consultancy or project management is required, preferably in economic or social issues. The post is based in Brussels and involves regular travel in Europe.

For further information phone or write to:
Cheryl Philipps, CEI Consultants Ltd., Trident House, 31-33 Dale Street,
Liverpool, L2 2HF, United Kingdom. Tel: 051-236 6360.

Closing date for applications: November 28th.

We welcome applications from suitably experienced people regardless of gender or ethnic origin.

CEI Consultants Ltd DIRECTEUR DE PROJETS/CONSULTANT BRUXELLES



CEI est un cabinet de Conseil international basé au Royaume Uni, spécialisé dans les domaines d'innovation du développement économique local, des ressources humaines, de la régénération rurale et urbaine et de la gestion du changement.

Afin d'élargir nos contacts avec d'autres pays européens et de travailler avec la Commission Européenne, nous avons ouvert un nouveau bureau à Bruxelles, en complément des 3 bureaux dont nous disposons au Royaume Uni.

A présent nous gérons pour le compte de la CE un important programme de 3 ans en faveur des chômeurs de longue durée, le programme ERGO.

Nous souhaitons recruter un directeur de projets pour ERGO qui dirigerait notre équipe bruxelloise.

Une pratique courante de l'anglais et du français est indispensable; la connaissance d'autres langues serait un avantage.

Une expérience de consultant senior ou de gestion de projets est demandée, de préférence dans les domaines sociaux et économiques. Le poste est basé à Bruxelles et requiert de fréquents voyages à l'étranger.

Pour plus d'information contactez:
Cheryl Philipps, CEI Consultants Ltd., Trident House, 31-33 Dale Street, Liverpool, L2 2HF,
United Kingdom. Tel: 51-236 6360.

Date limite de dépôt des candidatures: 28 Novembre.

Nous considérons toutes applications de candidats répondant à nos critères d'expérience et de qualification sans distinction de sexe ou d'origine ethnique.

CATALYSEURS AUTOMOBILES

Notre unité de production est implantée à Florange en Lorraine, et fabrique des catalyseurs automobiles. Pour faire face à la demande croissante de nos partenaires et à notre important développement, nous sommes amenés à renforcer nos structures.

DIRECTEUR DE FABRICATION

En collaboration avec la direction générale dont vous dépendez, vous coordonnerez les activités de fabrication en moyenne série de produits de haute technicité. Ingénieur chimiste ou génie chimique, vous justifiez de 5 années d'expérience dans la direction d'une unité de production. Votre maîtrise des méthodes modernes de contrôle de process, de gestion des coûts et des délais, et votre sens du management ont su conquérir vos équipes. Bien sûr, vous parlez anglais couramment.

Pour ces deux opportunités, la rémunération est à la hauteur des responsabilités. Votre formation sera assurée aux Etats-Unis et vous pourrez participer pleinement à notre challenge.

Adressez votre dossier complet à:
ALLIED SIGNAL AUTOMOTIVE CATALYST SA
21 Ste Agathe - 57190 FLORANGE
UNE FILIALE D'ALLIED SIGNAL INC. MORRISTOWN, NJ, USA



DIRECTEUR QUALITE

En liaison avec la direction de fabrication et en collaboration avec la direction générale, vous prendrez en charge notre service qualité (respect des normes, procédures d'audit...). Ingénieur chimiste, vous avez démontré au cours d'une expérience dans des fonctions équivalentes que la "qualité" est votre principale préoccupation. Vous nous apporterez votre sens du contact et de la négociation technique que vous pourrez mener indifféremment en anglais et en allemand.

CONTESSE

Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

CHIFFRE EXCEL
PARUTION DÉCEMBRE 89



Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 A

1er réseau mondial d'agences de voyages, avec 788 agences implantées dans 95 pays développant un volume d'activité de 11,5 milliards de francs, recherche pour sa Direction Internationale

Contrôleur de Gestion Adjoint du Directeur Amérique Latine

Mission:
- assurer le suivi budgétaire des filiales en Amérique Latine, veiller à l'homogénéité des procédures conformes aux normes de la compagnie;
- conseiller et former en matière de contrôle de gestion et de comptabilité les responsables locaux;
- suivre les dossiers informatiques.

Profil:
- Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion/Commerce, bonnes bases de comptabilité;
- 3 à 5 ans d'expérience;
- parfaitement bilingue français/espagnol;
- disponible pour des déplacements de l'ordre de 50 % du temps.

Le poste est basé à Paris.
Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae et photographies sous référence 12081MO à: Wagons-Lits, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Alsace, 75008 PARIS.



Cabinet de Conseil en Organisation Gestion et Systèmes d'Information

recherche pour ses missions en France, en Afrique et à Madagascar

Spécialistes Schéma Directeur Système d'Information et de Gestion

3, 4 ans d'expérience réussie, bonne connaissance Racine-Merise.

Spécialistes Conception et Mise en Place de Système de Comptabilité de Gestion

3, 4 ans d'audit, complété par 2 ans dans ce domaine.

Spécialistes Organisation Bancaire

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v. et photographies à:
EUREXCEL ASSOCIÉS - GROUPE EUROSEPT
3, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme 30 ans, DUCÉ
JURISTE FISCALITÉ
(4 ans) rech. cabinet en
société pour poste fiscaliste.
31-74-76-69.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
DUT BIOLOGIE
Option IAA, 3 ans expérience en
recherche et développement
(produits naturels rech. poste
pilote) avec respons., dans
entreprise Paris ou Province,
région indif. pouvant offrir per-
spectives d'évent.
Ecrire sous réf 1776/M
à PARFANCE Annonces,
13, rue Ch.-Lecocq,
75015 PARIS.

Professeur d'anglais
(langue + commercial)
cherche position en France.
Préférence enseignement aux
adultes. Maximum 1
25 h/semaine. Libre le soir. R.D.
Contacter Claire Kizmaria,
378, Derby Road, Lenton,
Nottingham, NG7 2DX, G.-B.
Ecrire sous la réf 8618
LE MONDE PLUS/LC72
5, rue de Montessuy
75007 Paris.
J.F. BAC A7, rech. place pour
préparer DTG Contrôle Gestion
par contrat de qualification.
47-27-48-28.

OFFRES D'EMPLOIS

OXFORD
collège et anglais Ltd
recherche agents sur Paris
pour informer les étudiants
sur nos cours de langues.
Ecrire: Oxford college of
english, 1, Alfred street,
Oxford, Angleterre.

Recherche
INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN
Bonne connaissance analogi-
que pour étude, conception
et planification de l'ensem-
ble des processus de fabrica-
tion, dans le respect des
coûts et délais fixés.
LEU DE TRAVAIL
ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél.: 34-88-81-49

JEUNE DIPLOME, 3 ANS D'EXPERIENCE



DEVEZ-VOUS RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE NOTRE FILIALE A ISTANBUL

Important groupe pharmaceutique, nous réalisons plus de 3,7 milliards de CA dont plus de 50% à l'export. Implanté solidement dans le monde à travers plus d'une trentaine de filiales de distribution et/ou de production, nous venons de créer par rachat, une filiale commerciale - médecine humaine - à Istanbul. Nous en recherchons le Responsable Administratif et Financier.

Répondant au directeur général de la filiale et de façon fonctionnelle au directeur de la zone Europe, vous devrez créer la fonction, organiser votre service et mettre en place des procédures, conformément à la politique définie par le groupe.

Vous prendrez en charge l'ensemble des opérations comptables, financières et de gestion et représenterez nos intérêts face aux autorités locales. Enfin, très proche du directeur général, vous l'assisterez dans des missions diverses.

Diplômé d'une école de gestion, vous avez de solides bases comptables et une première expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la comptabilité.

Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et parlez couramment l'Anglais et le Français. Très autonome, vous souhaitez vivre à l'international une expérience professionnelle passionnante, qui vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. 617 M à notre conseil, KEY MEN - 2 rue Châteaubert, 69002 LYON.



GROUPE DANIEL PONTÉ (ANSA LTAS)

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (EPFL)

met au concours,
pour son Département des matériaux, un poste de

PROFESSEUR DE TECHNOLOGIES DES COMPOSITES ET POLYMÈRES

Délai d'inscription: 31 janvier 1990
Entrée en fonctions: à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier
relatif à ce poste au:

Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne,
CE-Echens, CH-1015 LAUSANNE, Suisse.

System
Sup

Le Monde
INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 f M



International Fund for Agricultural Development, IFAD (United Nations) Rome (Italy) seeks candidates for Project Implementation Officer.

Duties & Responsibilities:

- analyses project implementation aspects;
- participates in supervision and review missions;
- reviews loan amendments proposals and reports thereon;
- participates in the Technical Review Committees and preparations for project implementation workshops;
- follows up on operations-related functions;
- assists in preparing Project Completion Reports.

Candidates should have advanced university degree in Agricultural Economics, Economics or Agronomy. At least 7-10 years' experience in management of agricultural projects in developing countries preferably with international financial institutions. Full command of English and French. Working knowledge of Arabic or Spanish desirable.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 30,279 to US\$ 41,308. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system, circa US\$ 14,000.

Initial contract two years.
Send applications by 13 December 1989, in duplicate, to:

Personnel Division - IFAD
Via del Saraceno, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

SOPREMA

SOPREMA à Strasbourg, est la maison mère d'un groupe international en expansion, qui produit des matériaux de technologie avancée pour le bâtiment et les travaux publics (quatre usines en Europe, une en Amérique du Nord), exportés dans le monde entier.

Nous recherchons un:

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

ESC-IECS (option finances)

(contrôle de gestion ou sim.)

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience du contrôle de gestion au sein d'une industrie performante, disposant d'un contrôle de gestion s'appliquant à la production.

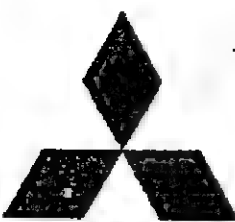
Il devra affiner et exploiter les outils de contrôle de gestion des cinq usines du Groupe (France, Europe et Amérique du Nord). Anglais officieux indispensable.

Le poste comporte de brefs déplacements périodiques sur les sites industriels du Groupe.

Poste d'avenir, évolutif.

Adr. CV délé.
ss réf. S/1429 à

seletec Conseil
15 av. du Général de Gaulle - BP 330 - 67009 STRASBOURG CEDEX

**MITSUBISHI ELECTRIC**

We are one of the leading Japanese semiconductor companies with our major activities in Memories, Microcomputers, Gate Arrays, GaAs-Products, Laser - and Power Components.

We are selling semiconductors to all major customers in Europe via offices in Paris, Milan, Stockholm, London, Stuttgart, Munich, Frankfurt and Duesseldorf.

To strengthen our activities in our European Headquarter we are looking for

PRODUCT MARKETING ENGINEERS SEMICONDUCTORS**PRODUCT MARKETING ASSISTANTS SEMICONDUCTORS**

If you have a technical or commercial business/education background (sales, marketing, engineering) and if you are willing to live in an attractive city (Duesseldorf) in West Germany, we would like to get in contact with you.

We are a young, international and highly motivated team, looking for flexible, modern and ambitious colleagues. After 3-4 years you have the opportunity to return to your mother country!

The social benefits and salaries are good and can be negotiated based on your personal job experience. Of course, we will assist you to organize all personal matters, such as flat, working permission, etc.

Please send your written application in English language to following gentlemen:

MITSUBISHI ELECTRIC EUROPE GMBH, or

Milano Branch Office,
Mr. E. Cominotto,
Centro Direzionale Colleoni,

Palazzo Perseo 2
Via Parezzeio 12,
20041 Agrate Brianza,
Milano, Italy.

MITSUBISHI ELECTRIC FRANCE

Mr. J. Le Beguec,

55, Avenue de Colmar,

92563 Rueil-Malmaison,
France.

MITSUBISHI ELECTRIC EUROPE GMBH

Gothar Strasse 8 - Postfach 15 48 - D 4030 Ratingen 1 - Telefon 19492102/488-0



MEDOIL
Mediterranean Oil Services GmbH
Procurement Training Recruitment

WAHA OIL COMPANY, one of the biggest Libyan Oil Companies for Exploration, Drilling and Production located in Tripolis, is looking for a

System Project Supervisor

for the field BULL DPS/7

We are offering a challenging professional alternative abroad.

For this position we are seeking a candidate who has, after a terminated study, already a minimum of 5 years' professional experience in programming and systems analysis/design for commercial applications. Experience of T.D.S. and knowledge of GCOS as well as COBOL are essential. Knowledge in the scope of IDS II and IQS would be desirable.

Your contract with WAHA OIL COMPANY contains salary and additional contributions which correspond to the high requirements within this EDP-Department.

Please address your application incl. covering letter and tabular curriculum vitae in English to our Personnel Department under box number 0102.

MEDOIL GMBH, Immermannstrasse 40, D-4000 Düsseldorf 1

PROCTER & GAMBLE INVITES TOP STUDENTS ACROSS EUROPE TO THE 1st EURO FINANCIAL SEMINAR



We offer 24 students the opportunity to enter the real business world and develop management skills working with Procter & Gamble Executives through case studies drawn from our experience.

Applicants should have the following pre-requisites:

- Qualities of leadership
- Outstanding academic record
- Graduate in 1990 or 1991
- Good knowledge of English

The Euro Financial Seminar will be held in English at Procter & Gamble's Italian headquarters in Rome from April 2-6, 1990.

Travel and accommodation expenses will be paid for those students selected.

Please send résumé with academic qualifications in English by December 15, 1989 to:

**EURO FINANCIAL SEMINAR
PROCTER & GAMBLE
P.O. BOX 10075 - ROME ITALY**

هكذا من الاجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 31 m ² , 1 ^{er} étage	189, rue de Grenelle AGF - 42-44-00-44	4.100 + 390						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio équipé 45 m ² , 4 ^e étage	La Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-67-97	8.500/sem. ch./serv. compris	3 pièces, neuf 91 m ² , duplex 30 m ² terrasse + 10 m ² balc., park.	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 815	2 pièces 50 m ² , 2 ^e étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	3.400 + 586
2 pièces, équipé 55 m ² , 3 ^e étage	La Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-67-97	9.000/sem. ch./serv. compris	4 pièces, neuf 91 m ² , 3 ^e m ² terr. + 10 m ² balcon, parking, duplex	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.920 + 823	3 pièces 68 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 25, rue de Sully SGI/CNP - 46-03-61-83	5.036 + 1.197
2 pièces, équipé 55 m ² , 5 ^e étage	La Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-67-97	9.900/sem. ch./serv. compris	5 pièces, neuf 107 m ² , 11 m ² terr. + 10 m ² balcon, duplex	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.550 + 968	6 pièces, parking 120 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 815, av. du Général-Lacour SAGGEL - 46-08-80-36	7.120 + 1.146
3 pièces, équipé 100 m ² , 8 ^e étage	La Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-67-97	14.400/sem. ch./serv. compris	6 pièces, neuf 128 m ² , duplex 11 m ² balc., 23 m ² terr., park.	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150	2 pièces équipé 52 m ² , 9 ^e étage	Courbevoie Carnet, 5, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	6.200/sem. ch./serv. compris
9 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 150 m ² , 1 ^{er} étage	10, rue de Maubeuge AGF - 42-44-00-44	13.500 + 1.200	5 pièces, parking 96 m ² , terrasse r.-de-ch.	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-24-50-00	5.900 + 970	3 pièces équipé 64 m ² , 7 ^e étage	Courbevoie Carnet, 5, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	8.400/sem. ch./serv. compris
10 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 78 m ² , 4 ^e étage	5/7, rue Saint-Hubert AGF - 42-44-00-44	6.120 + 590	4 pièces park, en plus 79 m ² , 8 ^e étage	74/84, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.100 + 1.180	5 pièces, parking 160 m ² , balcon	Neuilly 26/28, rue J.-Dulud CIGIMO - 48-24-50-00	13.430 + 2.040
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio, meublé 28 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.						
Studio, meublé 38 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.510 CC/SEM.						
2 pièces, meublé 46 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces, parking 87 m ² , 3 ^e étage	7/15, rue St-Basile LOC INTER - 47-45-19-97	7.305 + 958						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 69 m ² , 1 ^{er} étage	8, rue de l'Ouest SGI/CNP - 43-20-54-58	5.865 + 822						
3 pièces, parking 68 m ² , 1 ^{er} étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.644 + 500						
2 pièces, parking 56 m ² , 1 ^{er} étage	90, av. du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	5.345 + 788						
4 pièces, parking 87 m ² , 5 ^e étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	8.576 + 700						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, parking 45 m ² , 1 ^{er} étage	93, rue de Lamoignon SOLVEG - 40-67-06-99	3.514 + 357						
4 pièces, parking 144 m ² , 1 ^{er} étage	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99	11.500 + 1.000						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 41 m ² , 1 ^{er} étage	80/82, rue La Fontaine SAGGEL - 47-42-44-44	3.160 + 590						
2 pièces, parking 55 m ² , 2 ^e étage	94, rue Raynaud SAGGEL - 42-66-61-05	5.250 + 1.273						
Studio 45 m ² , 3 ^e étage	27, av. Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	4.915 + 485						
Studio, parking 36 m ² , 4 ^e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	5.100 + 300						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 83 m ² , 3 ^e ét., 400 F. en plus chbre serv.	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7.885 + 1.382						
3 pièces 90 m ² , 4 ^e étage	48, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71	6.085 + 966						
3 pièces, parking 71 m ² , r.-de-ch.	21, rue Vauvargues SAGGEL - 42-66-61-05	3.783 + 1.030						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio neuf 27 m ² , parking	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	2.800 + 252						
19 ^e ARRONDISSEMENT (suite)								
2 pièces, neuf 50 m ² , parking	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 453						
3 pièces, neuf 66 m ² + 6 m ² balcon	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590						
3 pièces, neuf 91 m ² , duplex 30 m ² terrasse + 10 m ² balc., park.	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 815						
4 pièces, neuf 91 m ² , 3 ^e m ² terr. + 10 m ² balcon, parking, duplex	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.920 + 823						
5 pièces, neuf 107 m ² , 11 m ² terr. + 10 m ² balcon, duplex	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.550 + 968						
6 pièces, neuf 128 m ² , duplex 11 m ² balc., 23 m ² terr., park.	Angles rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150						
5 pièces, parking 95 m ² , terrasse r.-de-ch.	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-24-50-00	5.900 + 970						
4 pièces park, en plus 79 m ² , 8 ^e étage	74/84, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.100 + 1.180						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio, parking 33 m ² , 4 ^e étage	105, rue V.-de-L'Isle-Adam SGI/CNP - 43-61-54-59	2.498 + 320						
4 pièces 82 m ² , 1 ^{er} étage	19, rue des Balkans SGI/CNP - 43-67-05-36	4.958 + 917						
78 - YVELINES								
7 pièces, parking 129 m ² , r.-de-ch.	Bailly 34, square des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	6.000 + 1.650						
Maison, 4 pièces 112 m ² , garage	Guyancourt 15, allée des Genets SAGGEL - 48-08-80-36	5.086 + 127						
Maison, 5 pièces 130 m ² , garage	Guyancourt 9, allée des Genets SAGGEL - 48-08-80-36	6.000 + 210						
2 pièces, parking 43 m ² , r.-de-ch.	Versailles 86, av. de Paris SAGGEL - 48-08-80-36	3.320 + 375						
4 pièces, parking 105 m ² , 4 ^e étage balcon	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	8.500 + 1.050						
3 pièces, parking 75 m ² , 4 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 40 quater A, r. des Ursulines AGF - 39-73-08-34	6.290 + 430						
4 pièces, parking 88 m ² , r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40, quater A, r. des Ursulines AGF - 39-73-08-34	6.230 + 510						
Maison, parking 101 m ² , 4 ^e étage	Villiers-le-Bel 57, av. de la Croix-au-Moyne SGI/CNP - 30-44-01-13	5.480 + 327						
91 - ESSONNE								
4 pièces, parking 76 m ² , 7 ^e étage balcon	Corbeil 1/3, r. des Fours-à-Chaux GROUPAMA - 49-55-56-60	3.650 + 1.200						
4 pièces, parking 76 m ² , 2 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rd. s. Les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.363 + 750						
Maison, 4 pièces 105 m ² , garage	Verrières-le-Buisson 4, allée des Tamaris SAGGEL - 48-08-80-36	6.200 + 155						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
3 pièces 67 m ² , 1 ^{er} étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	4.242 + 781						
92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)								
2 pièces 50 m ² , 2 ^e étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	3.400 + 586						
3 pièces 68 m ² , 1 ^{er} étage	Boulogne 25, rue de Sully SGI/CNP - 46-03-61-83	5.036 + 1.197						
6 pièces, parking 120 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 815, av. du Général-Lacour SAGGEL - 46-08-80-36	7.120 + 1.146						
2 pièces équipé 52 m ² , 9 ^e étage	Courbevoie Carnet, 5, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	6.200/sem. ch./serv. compris						
3 pièces équipé 64 m ² , 7 ^e étage	Courbevoie Carnet, 5, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	8.400/sem. ch./serv. compris						
5 pièces, parking 160 m ² , balcon	Neuilly 26/28, rue J.-Dulud CIGIMO - 48-24-50-00	13.430 + 2.040						
2 pièces, parking 57 m ² , 8 ^e étage	Puteaux 16, av. Georges-Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.000 + 570						
4 pièces, parking 94 m ² , 4 ^e étage	Puteaux 16, av. Georges-Pompidou AGF - 40-99-09-45	5.900 + 950						
4 pièces, parking 92 m ² , 2 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-04-38-14	5.324 + 830						
3 pièces, parking 80 m ² , 9 ^e étage	Puteaux 57/58, quai de Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-06-99	5.100 + 800						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	Montreuil 70, rue de Lagny GCI - 40-16-28-71	3.360 + 284						
4 pièces, parking 95 m ² , 7 ^e étage	Pantin 19, av. Jean-Lolive LOC INTER - 47-45-19-97	4.926 + 902						
94 - VAL-DE-MARNE								
2 pièces, parking 58 m ² , 4 ^e étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	3.250 + 576						
5 pièces, parking 107 m ² , 2 ^e étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	6.150 + 849						
3 pièces, parking 68 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.022 + 736						
4 pièces, parking 84 m ² , 4 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.678 + 896						
2 pièces, parking 43 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	4.300 + 540						
4 pièces, 2 park. 87 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.070						
Maison 5 pièces 120 m ² , 400 m ² jardin, garage	Ormesson 2, sq. J.-Baptiste-Lullin CIGIMO - 48-24-50-00	5.300 + 100						
Studio, parking 41 m ² , 6 ^e étage	Saint-Mandé 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	3.849 + 499						
2 pièces, parking 50 m ² , 2 ^e étage	Saint-Mandé 31, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.546 + 579						
3 pièces, parking 70 m ² , 5 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.849 + 730						
4 pièces, parking 84 m ² , 8 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.783 + 940						

Les résidences hôtelières

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 NOVEMBRE

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	
3700	C.N.E. 5% +	3729	5730	5738	+ 0.21	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	83	De Beers	89 50	91 50	90 50	+ 1.12	
1205	B.A.P. T.P.	1050	1050	1051	+ 0.01	+ 0.81	C.S.E.E.	312 20	315	317 50	+ 0.88	1281	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86	
1225	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac	1121	1091	1100	+ 0.82	1080	Draxton Bank	2221	2220	2281	+ 0.86
1200	C.F.P. T.P.	1200	1210	1210	+ 0.83	+ 0.81	Companie	Adèle-Hac										

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

14/11

VALEURS	% du mois	\$ du coupon	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Reduit net	VALEURS	Emission Frais incl.	Reduit net	VALEURS	Emission Frais incl.	Reduit net
Obbligations																
Em. 8.50 % 77	122.52	3.256			Compt. (Bij.)	152.80		Magneta Unifide	157		A.A.A.	1092	1065 37	France-Gazelle	268 45	257 91
8.50 % 78/79	100.90	3.318			C.I.C. Paris de	229		Magneta S.A.	80 Yto		Actifon	238 48	232 05	France-Indes Sicav	199 70	107 02
10.80 % 79/84	102.36	2.701			C.I.C. Média	700		Machin-Part	352		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
13.25 % 80/81	101.60	6.553			Compt. (Bij.)	2089		Machin-Part	800		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
15.20 % 82/80	100.80	10.337			Compt. (Bij.)	1281		Machin-Part	118.80		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
10 % juin 82	103.02	6.826			Compt. (Bij.)	380		Machin-Part	218		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
14.80 % 82	105.35	10.840			Compt. (Bij.)	735		Machin-Part	420		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
15.00 % 82	113.20	12.042			Compt. (Bij.)	768		Machin-Part	2000		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
12.20 % 82	106.45	1.557			Compt. (Bij.)	843		Machin-Part	1280		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
11.25 % 82	110.88	6.916			Compt. (Bij.)	1500		Machin-Part	990		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
10.20 % 82	104.30	5.843			Compt. (Bij.)	14		Machin-Part	720		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
ORT 12.75 % 83					Compt. (Bij.)	734		Machin-Part	423		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
OAT 10 % 2000	106.30	4.685			Compt. (Bij.)	139		Machin-Part	250		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
OAT 9.50 % 1997	105.25	9.113			Compt. (Bij.)	612		Machin-Part	385		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
OAT 9.50 % 1999	102.90	7.733			Compt. (Bij.)	505		Machin-Part	250		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 2 %	80.75				Compt. (Bij.)	1735		Machin-Part	1540		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 3 %	81.75				Compt. (Bij.)	1024		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 4 %	80.75				Compt. (Bij.)	1056		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 5 %	81.75				Compt. (Bij.)	2958		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 6 %	101.60	3.256			Compt. (Bij.)	1840		Machin-Part	1547		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 8 %	95.75	3.256			Compt. (Bij.)	348		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 10 %	105.80	9.776			Compt. (Bij.)	541		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 12 %	102	7.869			Compt. (Bij.)	338		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
Cl. Franco 15 %	103.80	8.60			Compt. (Bij.)	1010		Machin-Part	1270		Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.50 % 86					Compt. (Bij.)	69 05		Machin-Part			Actifon Paris	572 68	551 96	France-Indes	451 27	440 28
CH 11.5																

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS prix.	COURS 14/11	
		Achats	Ventes						
Or-Unie (\$ 1)	6 327	6 301	6 100	6 570	Or fin 640 en barre	78300	78900		
ECU	6 978	6 974			Or fin les 640 gr	78260	78700		
Allemagne (100 DM)	329 260	328 440	328	348 900	Pièce française (20 fr)	488	480		
Belgique (100 F)	16 705	16 700	16 800	16 800	Pièce belge (20 F)	488	480		
Danemark (100 Kr.)	300 710	300 850	251 500	310 500	Pièce italienne (20 L)	486	490		
France (100 F)	87 480	87 430	84 800	81 800	Pièce suisse (20 H)	467	468		
Hollande (100 Gld)	80 120	80 710	87 500	84 500	Souverain	575	577		
Grèce-Souverain (L 1)	9 845	9 899	9 800	10 400	Pièce de 20 dollars	2780	2840		
Général (100 drachmes)	3 798	3 795	3 850	4 250	Pièce de 10 dollars	1600	1620		
Italie (1 000 lire)	4 640	4 640	4 600	4 900	Pièce de 5 dollars	800	800		
Libra (£ 100 livr.)	394 052	394 380	372 500	396 800	Pièce de 20 pesetas	2980	2990		
Suisse (100 Fr.)	67 637	67 330	94	101 500	Pièce de 10 Reichs	478	482		
Autriche (100 sch)	48 179	48 208	46 700	49 900	Or Londres		
Espagne (100 pes)	5 362	5 398	5 150	5 700	Or Zurich		
Portugal (100 esc)	3 988	3 987	3 950	4 250	Or Hongkong		
Canada (\$ can 1)	5 414	5 394	5 200	5 800	Argent Londres		
	6 399	6 379	6 250	6 470					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاحول

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « Et si Metternich vivait ? », par François Fejtó ; « Attention ! danger ! », par Gérard Fuchs. Bibliographie : « La Nuit du général », de Gabriel Merzlik ... 2

Les changements dans les pays de l'Est

Le PCI innove
Les communistes italiens veulent changer le nom de leur parti ... 5

Les élections en Namibie

La SWAPO est prête à partager le pouvoir avec ses adversaires politiques ... 6

Assemblée nationale

Le budget des P et T voté avec l'appui des centristes, celui de la culture avec l'abstention des communistes ... 9

La présidence de la commission des affaires étrangères

Deux candidats pour succéder à M. Giscard d'Estaing : M. Michel Vuilleumier (socialiste), M. Bernard Stasi (centriste) ... 10

Les projets de M. Chirac

Le président du RPR va développer la nouvelle doctrine sociale du mouvement ... 11

SECTION B

Patrimoine : le colloque d'Avignon

Les rencontres d'Avignon ont permis de débattre d'un sujet sans fin et sans fond : l'argent et le patrimoine. Pendant ce temps, une polémique agite la Cité des papes, mettant en cause la rénovation du Musée Calvet ... 13

L'essor de la télévision par câble

Avec 250 000 foyers français abonnés, la télévision par câble amorces son décollage. Mais les réseaux privés progressent plus vite que ceux de France-Télécom ... 14

L'empreinte de Serge Livrozet

Serge Livrozet, qui comparait depuis lundi devant les assises de Paris, continue à nier sa participation à la fabrication de fausses monnaies. Seule preuve matérielle à charge, la découverte de ses empreintes digitales sur les films d'impression ... 15

Assassinat commandité ?

Le 18 mai 1988, le propriétaire de la polyclinique Nord de Marseille, Léonce Mourte, était assassiné par un tueur à gages. Dix-huit mois plus tard, la PJ marseillaise aurait identifié le meurtrier et ses commanditaires appartenant, semble-t-il, aux milieux médicaux marseillais ... 15

Les seurs ennemies d'Aubazine

Une communauté religieuse catholique vient de passer à l'orthodoxie, à Aubazine, en Corrèze, provoquant un double conflit, religieux et immobilier ... 16

Les chasseurs alpins de Barcelonnette

A Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), où deux unités militaires relaieront le onzième bataillon de chasseurs alpins prochainement dissous, les habitants de la vallée de l'Ubaye recevront une aide pour apprendre à se passer, à terme, de la présence de l'armée ... 16

CAMPUS

Paris-I au bord de l'asphyxie

La grève du personnel administratif a rendu manifeste l'insuffisance dramatique de moyens de la plus grosse université de France ... 17

Un baccalauréat scientifique unique

Un tronc commun allégé et un choix obligatoire d'options dans les lycées. Un baccalauréat comprenant une partie de contrôle continu : telles sont quelques-unes des propositions remises par les commissions de spécialistes à M. Jospin 19

Sport

La course autour du monde à la voile a fait une troisième victime, un équipier britannique mort d'hypothermie après être tombé à l'eau dans les « cinquantièmes hurlants » ... 24

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Pierre Boulez, son poète et son peintre

Création à Metz, puis au Festival d'automne d'une version revue et complétée de « Visage nuptial ». Soit quarante-trois ans de la vie de Pierre Boulez dans la fascination de René Char. Sort simultanément un album sur Paul Klee avec un texte du musicien ... 26

La Semaine du film espagnol

Images d'un pays qui a perdu la peur ... 27

« Le Bourgeois gentilhomme » à Chaillot

Jérôme Savary joue enfin « Le Bourgeois gentilhomme » à Chaillot, il y est Monsieur Jourdain ... 31

SECTION D

Fusion de banques danoises

Les deux premiers établissements de Copenhague constitueront la deuxième banque danoise ... 37

RVI en difficultés aux Etats-Unis

Sa filiale Mack affiche de lourdes pertes ... 38

Nuages sur Mirapolis

Un administrateur provisoire nommé au parc de loisirs de Cergy-Pontoise ... 38

Paris-Strasbourg en 1h50

La proposition de M. Philippe Essig pour le TGV-Est ... 40

Ile-de-France

« Un chantier mal mené », point de vue de Claude Heurteux sur la réorganisation de la région parisienne 41

Services

Abonnements	21
Annuaire classé	42 à 45
Automobile	24
Carnet	21
Marchés financiers	46 et 47
Météorologie	22
Mots croisés	21
Radio-télévision	22
La télématique du Monde	3615 LEMONDE
	3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 novembre 1989 a été tiré à 562 382 exemplaires

Selon l'Elysée

La date et le lieu de la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Mitterrand n'ont pas encore été fixés

« Aucune date ni aucun lieu n'a encore été fixé : cette rencontre peut avoir lieu en décembre ou en janvier », affirmait-on, mercredi matin 15 novembre, à l'Elysée, à propos de la décision de principe prise mardi par MM. Gorbatchev et Mitterrand de se rencontrer rapidement pour évoquer, notamment, l'évolution de la situation en Europe. Cette rencontre, confirmait-on en revanche, ne remplacera pas le sommet franco-soviétique prévu à Moscou pour la fin du printemps ou le début de l'été, mais s'y ajoutera.

A propos d'un sommet des trente-cinq pays signataires des accords d'Helsinki évoqué par l'agence Tass, selon laquelle il y aurait eu « consensus » entre MM. Dumas et Chevvardnadze, on précise, tant à l'Elysée qu'au Quai d'Orsay, qu'une telle réunion ne pourrait avoir lieu en tout état de cause qu'après un succès des négociations sur la réduction des armes conventionnelles, en cours à Vienne. C'est-à-dire probablement pas avant plusieurs mois dans la meilleure des hypothèses.

Deux dîners

Sur tous ces sujets, M. Mitterrand devrait en dire un peu plus aux chefs de gouvernement des onze partenaires européens de la France et à M. Jacques Delors, qui dîneront, samedi 18 novembre, à l'Elysée, pour se concerter sur le cours des événements à l'Est. Il y aura, en fait, deux dîners, car les ministres des affaires étrangères des Douze seront aussi présents, mais prendront leur repas dans une salle séparée. Il est prévu qu'ils rejoignent les chefs d'Etat et de gouvernement à l'issue du repas pour une conversation générale. M. Mitterrand, en tant que président de la Communauté, devrait s'adresser à la presse en fin de soirée.

Interrogé par la chaîne de télévision Antenne 2, le porte-parole de M. Mitterrand, M. Hubert Védrine, a déclaré, mardi, que le chef de l'Etat français avait « estimé que le moment [était] venu pour organiser une concertation politique au plus haut niveau en Europe ».

M. Védrine a réaffirmé que cette réunion informelle n'avait pas de lien avec le sommet américano-soviétique qui réunira les 2 et 3 décembre, en mer, au large de Malte, les présidents Bush et Gorbatchev. « Imaginez qu'il n'y ait pas de sommet américano-soviétique pendant cette période, vous voyez bien que les Européens se réuniraient quand même pour parler [des changements à l'Est]. C'est quand même d'abord leur affaire », a-t-il dit. Il a aussi insisté sur l'importance qu'attache M. Mitterrand à la construction de l'Europe des Douze et aux ques-

tions d'intégration économique dont doit traiter le conseil européen à Strasbourg les 8 et 9 décembre prochain. On espère du côté français que le dîner de samedi permettra de « sauver » le Conseil de Strasbourg, en évitant que la crise à l'Est n'éclipse les dossiers communautaires.

M. Bush à Bruxelles

A Washington, enfin, où on s'est félicité de la réunion des Douze du 18 novembre, on affirme que M. Bush pourrait se rendre à Bruxelles, au siège de l'OTAN, au lendemain de sa rencontre avec M. Gorbatchev, pour informer les alliés des Etats-Unis. C'est à Bruxelles d'ailleurs que le sous-secrétaire d'Etat américain Robert Kimmitt a affirmé, mardi, aux alliés européens que le prochain sommet Bush-Gorbatchev n'établirait pas un « condominium soviéto-américain » sur l'Europe. De son côté, M. Guernier, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, qui se trouve actuellement à Paris, a déclaré mercredi que MM. Bush et Gorbatchev ne pourraient pas « se partager le monde » à Malte.

Après la démission de Jean-Claude Paris

Gérard Carreyrou est nommé directeur de la rédaction de TF 1

Jean-Claude Paris a démissionné, mardi 14 novembre, de ses fonctions de directeur de la rédaction de TF 1. Cette nouvelle a fait l'effet d'un coup de théâtre, rue Cognac-Jay, où les journalistes ont appris, dans la foulée, son remplacement par Gérard Carreyrou, jusqu'alors responsable du service France, la direction a ainsi voulu couper court à ce qui risquait de déboucher sur une crise au sein de la Une et de ternir son image de « gagnante ». Sont en cause la dégradation des relations entre plusieurs responsables, notamment entre Jean-Claude Paris et Robert Namias, de plus en plus présent ; et les problèmes rencontrés au cours du dernier week-end par la rédaction dans sa couverture des événements de Berlin - l'émission spéciale de samedi, qui devait être diffusée en direct, a dû être annulée faute de faisceau disponible, alors que l'équipe d'Antenne 2 avait, dès la veille, réussi un beau coup d'image.

Une assemblée générale destinée à faire le bilan du week-end a permis, mardi après-midi, à la rédaction d'entendre les explications d'Ethenné Mongeotte, directrice générale de l'antenne, de Michèle Cottia, directrice de l'information, et du nouveau promu. Un discours marqué par la volonté de refouler les états d'âme pour se montrer plus que jamais conquérant.

L'information de TF 1 est donc entre les mains d'un triumvirat réputé soudé : Michèle Cottia, Patrick Poivre d'Arvor (nommé directeur adjoint de l'information) et Gérard Carreyrou. Ce dernier (quarante-sept ans), qui a débuté à l'antenne de l'été 1986 avant de faire toute sa carrière à la radio (RMC puis Europe 1, quittée en 1988 alors qu'il en était directeur de l'information), avait cependant été encore un « bleu » de la télévision et s'est donné un mois pour étoffer son équipe de collaborateurs. Un séminaire de la rédaction prévu pour le 14 décembre pourrait donc permettre des réajustements et voir la nomination de Pierre Giraud, actuellement rédacteur en chef du journal de 20 heures, au poste de directeur adjoint.

A. Co.

(Publicité)

Gagnez du temps !
Télémarket Caditel
supermarché à domicile
pour femmes pressées ...
Pour recevoir un catalogue
Tel : 46.87.55.77

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les camps du ciel

JOLIES, les dernières perles tombées de la bouche radotante de Mgr Lefebvre à propos du schisme : de la plus belle eau... bédite ! Il n'ont qu'à rester chez eux les Arabes ! S'ils sont musulmans, ils sont pas catholiques, donc ils peuvent pas être français. Je cite. Laissez-les faire, et ils vont kidnapper vos femmes, vos filles, et les enfermer dans des médinas où vous n'oserez plus aller les chercher. Je cite encore.

Moi, je me désolais, ces intégristes hostiles à l'intégration. Il y a pas plus raciste, il y a pas plus exotiste. Dire qu'on passait, nous les nans, pour les derniers suppôts de la religion, alors qu'on en est les premières victimes. La religion, des histoires de bonnes femmes ? Alors donc ! C'est leur obsession, aux mecs, la religion : ils l'ont chevillée au corps.

Regardez un peu ce qui se passe en ce moment. A l'Est, on déboulonne, à grands coups de fusille et de marteau, Marx et Lénine, on icole, et on se précipite dans les églises pour écouter la bonne parole d'évêques antisémites. Gorby tombe à genoux devant le pape, le professeur... Jean-Paul, sexologue distingué, appelé à faire des conférences dans le monde entier sur les méfaits de la pilule et de l'IVG.

Et, on se déchire en tirant sur la voile de la honte destinée à cacher les charmes naissants de malheureuses gemmes aux yeux concupiscent du vrai croyant. Voyez que ça lui ferme à jamais les portes du paradis, le paradis des honteux. Et quand une journaliste étrangère pénètre à Mes-Shearin, le quartier orthodoxe de Jérusalem, des petits hommes noirs à papillotes la suivent, dégoûtés, un torchon à la main, pour essuyer la chaise ou la verve souillée à son contact, pendant que leurs pauvres femmes rajustent leurs perruques sur leurs crânes rasés.

Je vous entends protester : Arrête de jouer les suffragettes, tu nous casses les pieds ! Et touche pas à la religion, c'est sacré. N'empêche, elles ont tout tort, les féministes à tout crin, d'édiger le changement de sexe de ces vieux croûtons misogynes. Allah, Yahvé, Bouddha et les autres. Si Dieu la Mère régnait sur la terre comme au ciel, les fils de l'Homme seraient peut-être moins cons.

BIRMANIE

Amnesty International fait état de nombreuses détentions politiques

Dans un rapport diffusé mercredi 15 novembre, Amnesty International « constate que le nombre d'arrestations pour des raisons politiques s'est accru en Birmanie en 1988 et 1989. Les autorités ont annoncé l'arrestation de plus de mille personnes depuis 1988 ; mais, selon d'autres sources, plus de trois mille personnes auraient été incarcérées depuis juillet 1989 ».

Amnesty International affirme avoir « toutefois recueilli des informations sur cent sept prisonniers politiques, dont des prisonniers d'opinion, qui seraient toujours détenus ». Parmi eux figurent M^{rs} Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie, assignée à résidence depuis juillet, et M^{rs} Nay Min, avocat condamné à quatorze ans d'emprisonnement pour ses contacts avec des agences de presse étrangères. Selon un porte-parole du gouvernement, Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie seraient incarcérés pour avoir, entre autres, « eu des activités visant à créer des conditions susceptibles de mettre en danger la sécurité de l'Etat ».

Le rapport poursuit : « Les autorités de Birmanie ont confirmé que cent condamnations à mort avaient

été prononcées depuis juillet, bon nombre d'entre elles par des tribunaux militaires d'exception. Zaw Gyi, membre de la Ligue nationale pour la démocratie, et deux autres prisonniers ont été condamnés à mort en juillet à l'issue d'un procès qui s'est déroulé à l'intérieur de la prison d'Insein et n'a duré qu'une matinée. Ce procès n'a pas respecté les normes internationales reconnues garantissant un procès équitable et les condamnés n'ont pas été autorisés à interjeter appel de la décision. »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 novembre

Indécision

L'incertitude domine toujours à la Bourse de Paris, mercredi 15 novembre, mais la baisse semble s'accroître, avec un indice CAC 40 à - 0,33 % et un million de titres, après avoir ouvert à - 0,35 % (il clôturait hier à - 0,27 %).

Les hausses étaient menées par Maisons Phénix (+ 10 %), Bon Marché (+ 2,9 %), Pechiney (+ 2,9 %), Locabail (+ 2,6 %) et SOVAC (+ 2,4 %). En baisse, on notait Fichtel-Bauche (- 4,8 %), Laboratoires R. Bellon (- 4,4 %), ECCO (- 3 %), Alpit (- 3 %), CCF (- 2,5 %). Eurotunnel cotait - 3 % et CCMC - 2,9 %.

LETTERS FROM THE HIGHLANDS
Glenngoyne 1975
Anglais
Le Highland, fait d'exception
de gros liquides, grand caractère
une teneur en alcool de 46,1%
à base d'orge maltée et d'avoine
dans un style traditionnel
notre accord
Vos agents collaborateurs
Fournisseur
Petit verre, mesure écossaise
GLENGOYNE
12 YEARS OLD
SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochel). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.
Etonnante collection de lits de repos...
Rémy
Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.